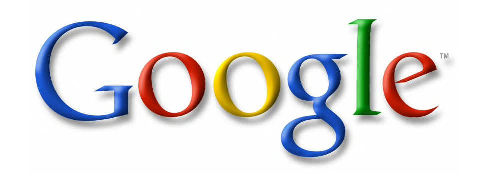
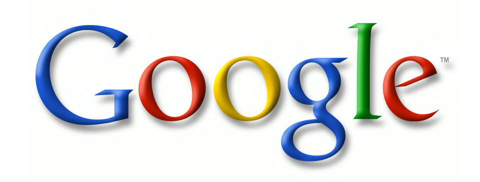
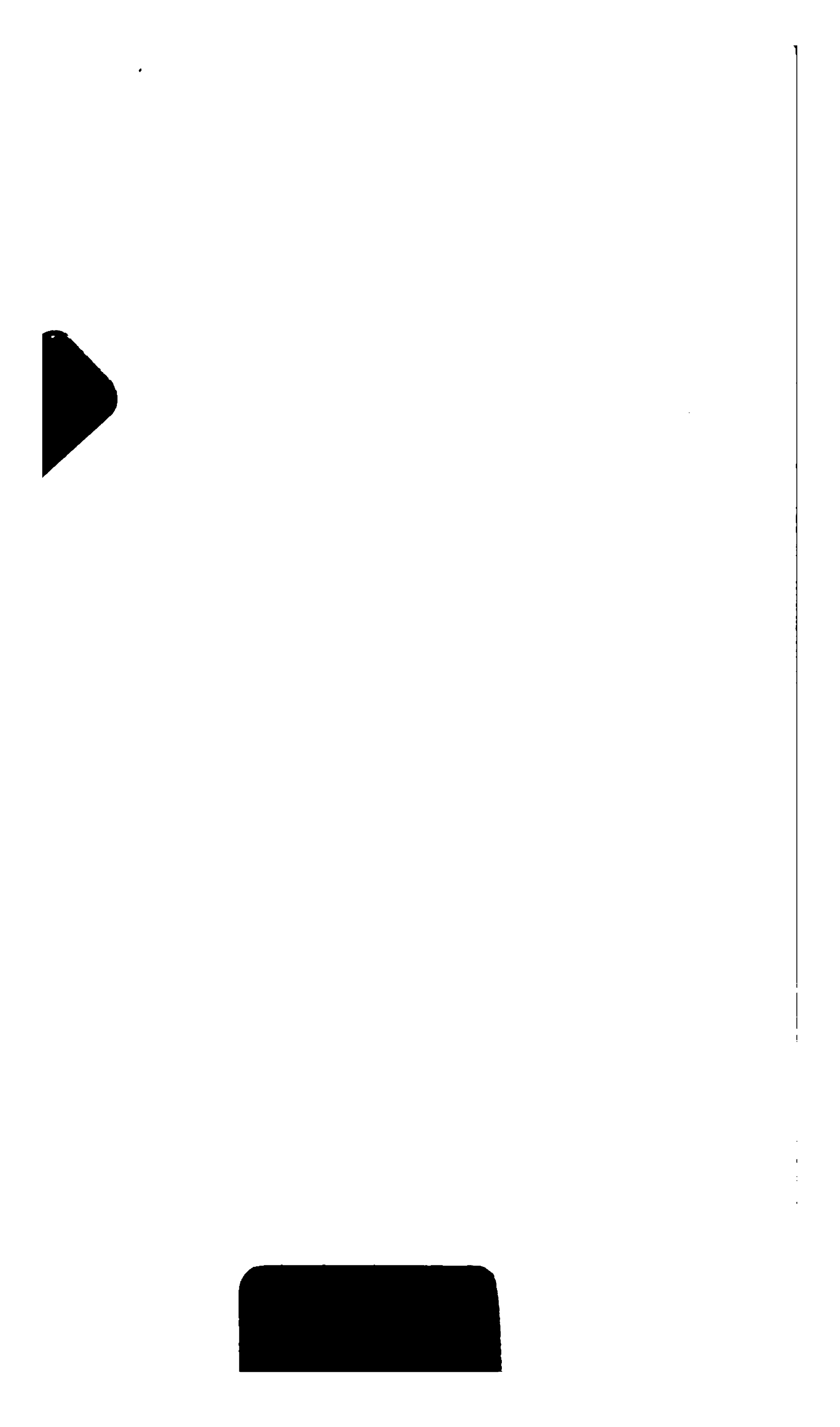
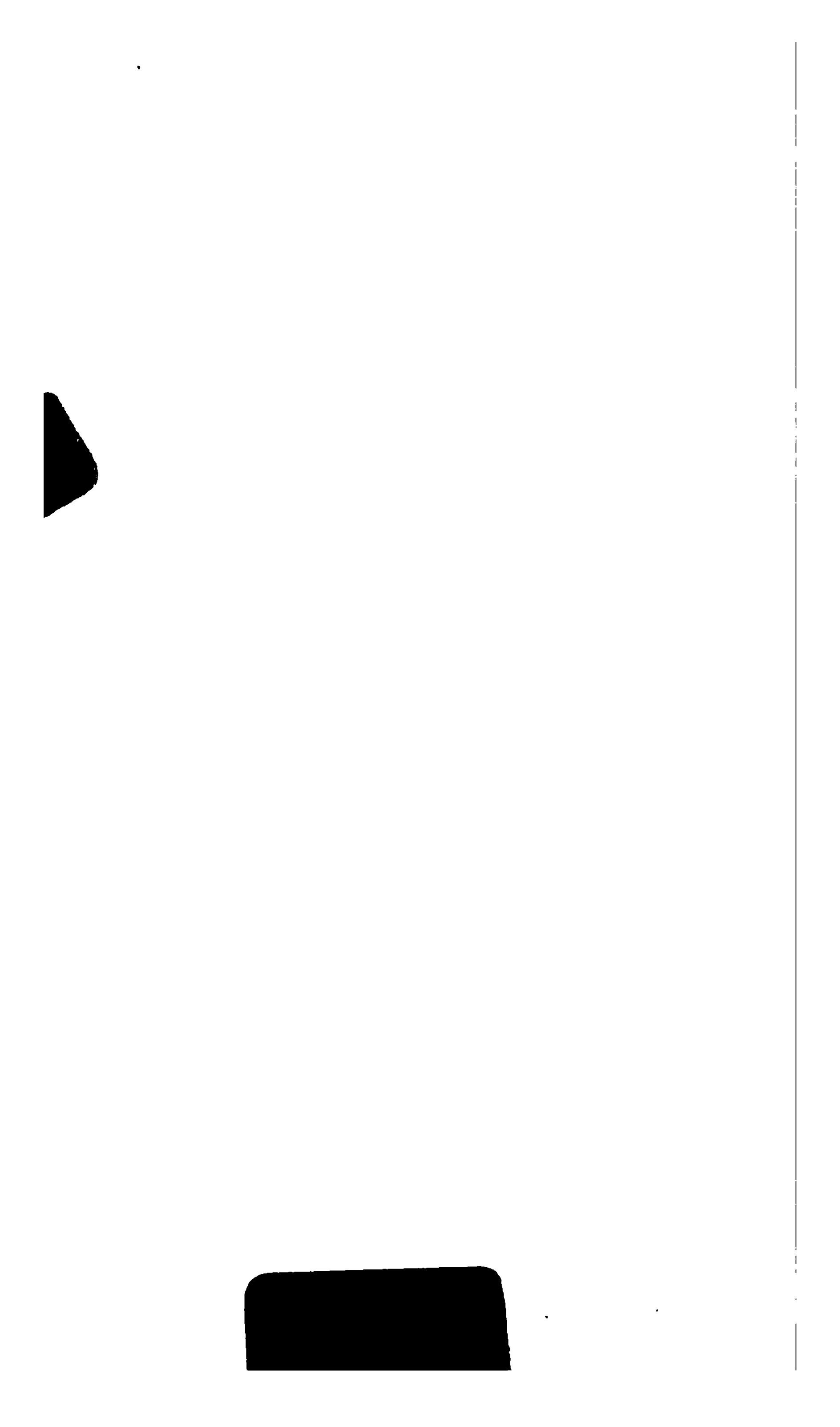

Google







HISTOIRE

DU

SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET

DE LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE,

PAR

M. LE COMTE DE TORÉNO.

TOME QUATRIÈME.

PARIS.

PAULIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
RUE DE SEINE, 33.

1836.

SOMMAIRE

DU LIVRE QUATORZIÈME.

Nouvelle répartition des armées espagnoles. — Position des armées françaises. — Evénemens militaires en Portugal. — Masséna se retire à Santarem. — Wellington le suit lentement. — Nouvelle position de Masséna. — Position de Wellington. — Embarras de Masséna. — Convoi de Gardanne. — Le neuvième corps avance sur le Portugal. — Il opére sa jonction avec Masséna. — Claparède poursuit Silveira. — Le général Foy. — Beresford prend le commandement de l'armée anglaise sur la gauche du Tage. — Les divisions de la Romana et de Don Carlos d'Espagne retournent en Estrémadure. — Mort de la Romana. — Opérations dans les Andalousies et en Estrémadure. — Situation de Soult. — Mesures prises par lui. — Il part pour l'Estrémadure. — Position des Espagnols dans cette province. — Siége et prise d'Olivenza par les Français. — Ballesteros dans le comté de Niebla. — Affaire de Castillejos. — Ballesteros s'avance du côté de Séville. — Siége de Badajoz. — Le gouverneur Menacho. — Affaire du Gébora ou de la Guadiana, le 19 février. — Fonturvel à Badajoz. — Mort glorieuse de Menacho. — Son successeur Imaz. — Badajoz se rend. — Les Français occupent d'autres points. — Siége et capitulation de Campomayor. — Evénemens d'Andalousie. — Expédition et campagne de la Barrosa. — Bataille du 5 mars. — Différens entre les généraux. — Débats qui ont lieu en conséquence dans les cortès. — Résolutions prises sur le même sujet. — Bombardement de Cadix. — Courte expédition de Zayas dans le comté de Niebla. — Ouragan à Cadix. —

Masséna commence sa retraite de Santarem. — Combats qu'il soutient dans sa retraite contre les Anglais. — Ravages qu'exercent les Français en se retirant. — Wellington envoie Beresford en Estrémadure. — Masséna poursuit sa retraite. — Il entre en Espagne. — Wellington passe en Estrémadure. — Événemens militaires dans cette province. — Les Français évacuent Campomayor. — Castaños prend le commandement de la cinquième armée espagnole. — Les alliés assiégent Olivenza, qui se rend à eux. — Wellington arrive en Estremadure. — Les Anglais sollicitent le commandement des provinces avoisinant le Portugal. — On le leur refuse. — Wellington retourne à son armée du nord. — Bataille de Fuentès de Oñoro. — Les Français évacuent Alméida. — Le maréchal Marmont succède à Masséna dans le commandement. — Wellington repart pour l'Estrémadure. — Beresford assiége Badajoz. — Expédition commandée par Blake, qui se rend en Estrémadure. — Instructions préalables de Wellington. — Soult avance sur l'Estrémadure. — Beresford lève le siége de Badajoz. — Bataille de la Albuera. — Manifestations du parlement britannique et des cortès en faveur des armées. — Lord Byron célèbre la victoire remportée à la Albuera. — Wellington arrive après la bataille. — On entreprend de nouveau le siége de Badajoz. — Grand incendie dans les champs. — Soult avance de nouveau. — Le maréchal Marmont se porte sur la Guadiana. — Wellington se retire sur Campomayor. — Il est rejoint par son armée du nord du Portugal. — Blake se sépare de l'armée alliée. — Malheureuse tentative qu'il fait contre Niebla. — Soult rétrograde sur Séville. — Excursions de Morillo. — Marmont repasse le Tage. — Wellington aussi. — Fin de ce livre.

HISTOIRE

DU

SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

LIVRE QUATORZIÈME.

Le 16 décembre, la nouvelle régence divisa la superficie de l'Espagne en six districts militaires, dans lesquels elle comprit aussi bien les provinces libres que les provinces occupées par l'ennemi, destinant à la défense de chacun d'eux un nombre égal d'armées qui reçurent les noms de première armée de Catalogne, deuxième d'Aragon et de Valence, troisième de Murcie, quatrième de l'île de Léon et de Cadix, cinquième d'Estrémadure et de Castille, sixième de Galice et des Asturies. Peu de temps après,

on ajouta à cette division un septième district qui embrassait les provinces basques, la Navarre et la partie de la Vieille-Castille située à la gauche de l'Ebre, sans en excepter les montagnes et la côte de Santander. Il était ordonné de réunir sous le commandement du général en chef de chaque district les divisions, corps détachés et guérillas qui pouvaient se trouver dans l'étendue de son territoire; mesure qui paraissait tendre à introduire plus d'ordre dans la guerre et à favoriser la subordination. Jusqu'à présent, on n'avait réellement rien changé à la première détermination de la junte centrale, qui divisait en quatre armées principales les forces du royaume : les circonstances, les revers et les mesures partielles n'avaient fait que modifier ce système, et on manquait de règle fixe à l'égard des *guérillas* et des corps francs, qui agissaient avec pleine indépendance au milieu des ennemis.

Mais ce classement de districts et d'armées ne pourra pas toujours nous servir de guide dans le travail que nous avons entrepris. Les grandes manœuvres militaires dépendaient habituellement des plans des Français, qui, à la fin de 1810 et au commencement de l'année 1811, avaient leurs trois grands corps d'opération stationnés à l'occident, au midi et au levant; le premier en Portugal, en face des Anglais; le second en Andalousie, et dans l'Estrémadure, et le troisième en Catalogne et sur la lisière des royaumes d'Aragon et de Valence. Nous ne comprenons point dans ce nombre les divisions françaises qui faisaient la guerre isolément, ni les corps d'armée appelés armées du centre et du nord, dont les forces, outre qu'elles servaient de défense au gouvernement intrus de Madrid, étaient destinées à couvrir les routes militaires, qui fourmillaient continuellement de partisans espagnols. La position de

l'ennemi avait, pour agir offensivement, l'avantage sur celle des alliés, lesquels, éparpillés sur toute la circonférence de la Péninsule, ne pouvaient, dans bien des cas, se donner la main ni se concerter avec autant de promptitude que lui.

Pour le moment, nous suivrons d'habitude, dans le récit des événemens les plus saillans, les mouvemens ou les opérations des trois grandes masses françaises dont nous avons parlé plus haut.

Nous avons laissé, au mois de novembre 1810, l'armée alliée occupant les lignes de Torrès-Védras, et, en face d'elle, les corps ennemis commandés par Masséna. Nous avons aussi fait connaître en détail les positions et la force respectives des armées belligérantes, et il était à croire, au vu de cet état de choses, qu'en homme prudent, le général français se serait retiré sans retard, crainte de famine et d'autres malheurs. Mais, accoutumé à vaincre, il lui répugnait de se soumettre aux irrévocables décrets de son mauvais destin. Rien ne pouvait l'émouvoir, ni les nombreuses maladies auxquelles son armée était en proie, ni les réductions qu'éprouvaient ses troupes, attaquées à l'arrière-garde et harcelées par les paysans portugais. Il attendit, pour se résoudre à changer ses cantonnemens, que la contrée fût dévastée autour de lui, et alors même, il ne chercha point encore à se replier sur la frontière d'Espagne, mais seulement à se procurer, quelques lieues en arrière, une nouvelle position, où les vivres ne fussent pas si rares, et où il pût attirer les Anglais en les faisant sortir des lignes inexpugnables qu'ils occupaient.

En conséquence, Masséna prit très-habilement des dispositions préparatoires pour déguiser son dessein, car autrement on aurait pu lui appliquer le dicton qu'en pareil cas on employait anciennement en Castille : « Si l'armée sait ce que fait l'armée, tant pis

« pour l'armée, » maxime qui indique combien il est nécessaire de cacher à l'ennemi les plans que l'on a preparés. Le maréchal français, envoyant donc en avant les bagages, les malades et tout ce que les Romains avaient nommé avec tant de propriété *impedimenta*, fit défiler sans bruit quelques-unes de ses troupes, et s'éloigna, de sa personne, du voisinage des lignes anglaises, dans la nuit du 14 au 15 novembre. Une partie des forces françaises se porta par la chaussée royale sur Santarem, une partie par Alcoentre, vers Alcanede et Torrès-Novas. Les Anglais n'acquirent la certitude de ce mouvement qu'assez tard dans la matinée du 15, qui se présenta chargée de brouillards. Même alors, Wellington ne chercha pas à interrompre la retraite des Français; il garda dans les retranchemens et les forts qui la défendaient presque toute son armée, et n'envoya que deux divisions à la poursuite de l'ennemi. Pour celui-ci, il laissait après lui une horrible traînée de cadavres et de ruines. Wellington hésitait sur le parti qu'il lui convenait de prendre, certain qu'il était que des renforts arrivaient à Masséna par le chemin de Ciudad-Rodrigo; car la marche rétrograde de celui-ci pouvait être également un mouvement de concentration ou un piége pour faire sortir les Anglais de leurs lignes, et permettre à l'ennemi de revenir à Torrès-Védras, en tournant sur sa gauche par le Monte-Junto, tandis que les alliés l'attaqueraient à son arrière-garde. Cependant bien des gens pensèrent que, sans compromettre la sûreté de ses lignes, lord Wellington aurait pu détacher un plus grand nombre de troupes, pour suivre vivement son adversaire, et lui causer même de grandes pertes dans les défilés de Alenquer.

En continuant leur marche, les Français donnèrent clairement à entendre quel était leur dessein :

on était seulement dans le doute s'ils dirigeraient leur retraite par le Cécéré ou par le Mondégo. Wellington voulut alors les serrer de près ; il avait même résolu d'attaquer Santarem, et s'y était préparé en ordonnant préalablement au général Hill de traverser le Tage avec une division et un régiment de dragons, et de se mouvoir sur Abrantès.

La détermination de Wellington était fondée sur la croyance que les Français n'avaient laissé à Santarem qu'une arrière-garde; mais il n'en était pas ainsi. Masséna avait fait halte et ne pensait pas à aller plus loin. Il avait établi son quartier-général à Torrès-Novas, où était cantonnée l'aile gauche du huitième corps, qui étendait le reste de sa ligne jusqu'à Alcanede, et de là, en passant par Leiria, le pays était occupé par le gros de la cavalerie. Le sixième corps restait en réserve à Thomar, et une de ses divisions, commandée par le général Loison, dominait les plaines fertiles de Gallegao, avec l'assistance du deuxième corps, en possession de Santarem qui formait, pour ainsi dire, la tête de toute la position.

Celle de cette ville était très-forte ; surtout dans la rigueur de l'hiver. Située sur une hauteur qui s'élève presque à pic des bords du Tage, elle a en face la rivière Mayor, dont les bas terrains, servant de bassin à des eaux croupissantes, ne laissent d'autre passage qu'une chaussée étroite qui commence à plus de huit cents toises de l'éminence sur laquelle est bâtie la ville.

Masséna, dans sa position actuelle, occupait un pays qui pouvait lui procurer des vivres, et avait en outre établi des communications avec l'Espagne par le moyen des ponts jetés sur le Cécéré, sans que, pour cela, il trouvât aucun obstacle à reprendre ses opérations de front, ou à repasser sur la rive gauche du Tage.

Wellington, toujours dans la fausse croyance qu'il ne restait à Santarem que l'arrière-garde de l'ennemi, se décida, le 19, à attaquer cette position avec deux divisions et la brigade portugaise de Pack; mais l'arrivée de l'artillerie sur laquelle il comptait ayant souffert quelque retard, il différa l'attaque. Cependant, le 20, lorsqu'il renouvela ses tentatives d'investissement, il soupçonnait déjà qu'à Santarem et dans ses environs il y avait plus de troupes qu'il n'en fallait pour une arrière-garde; et l'ennemi ayant pris en même temps une attitude menaçante du côté de la rivière Mayor, Wellington, se confirmant dans ses craintes, rétrograda et ordonna à Hill de faire halte à Chamusca, sur la rive gauche du Tage. Les grandes pluies, l'excessive prudence du général anglais et l'état de fatigue et de détresse où se trouvait l'armée ennemie, empêchèrent qu'il y eût quelque sérieux combat, ou quelque changement notable dans les positions respectives des deux armées, jusqu'au mois de mars suivant.

Wellington, une fois en marche, établit son camp à Cartaxo, se retrancha dans ses cantonnemens et fortifia encore davantage les lignes de Torrès-Vedras. Non content de ces précautions, il commença à élever sur la gauche du Tage une nouvelle ligne de défense, depuis Aldeagallega jusqu'à Sétubal, et une série de forts entre Almada et Trafaria, pour garantir aussi de ce côté l'embouchure du fleuve.

Masséna fortifiait également ses positions, et suivait attentivement les mouvemens des alliés. Il ne laissait pas non plus que de tourner les yeux en arrière, impatient de voir arriver des renforts à son armée, dont les communications avaient été coupées avec sa base d'opérations, tant par les partis espagnols des royaumes de Léon et de Castille, que parce que le général Silvéira, quittant le Duero, le 29 octobre, pour se porter en avant, avait bloqué Alméida et

s'était interposé entre le Portugal et l'Espagne : mouvement qui fut d'un grand secours aux Anglais, et que ceux-ci ne devraient jamais oublier. Le maréchal Masséna se trouvait dans cette fâcheuse position, lorsque le neuvième corps, aux ordres du général Drouet, comte d'Erlon, arriva à Ciudad-Rodrigo avec un grand convoi de provisions de bouche et de guerre tirées de France et de Castille. Ce secours étant destiné à Masséna, Drouet lui fit prendre les devans avec une escorte de quatre mille fantassins et trois escadrons de cavalerie sous les ordres du général Gardanne, qui, obligeant, le 13 novembre, Silvéira à lever le blocus d'Alméida, pénétra jusqu'à Sabugal. Le général portugais ne se laissa pas décourager, et se mettant sur la trace des ennemis, il les atteignit le 16, entre Valverde et un autre village contigu, leur tua du monde et leur fit un assez grand nombre de prisonniers. Gardanne, cependant, continua sa route, et, le 27, il se trouvait déjà à Cardigos ; mais, inquiété par les *ordenanzas* ou milices urbaines du pays, et donnant crédit à la fausse nouvelle que le général Hill prenait position à Abrantès, il se replia précipitamment sur Sabugal en perdant beaucoup de monde et une partie du convoi.

Bientôt après, mettant le pied sur le territoire du Portugal, Drouet passa le Coa, le 17 décembre, avec quatorze mille fantassins et deux mille chevaux, et s'avança jusqu'à Gouvia. Il détacha contre Silvéira une division avec une nombreuse cavalerie sous le commandement du général Claparède, et Gardanne ayant opéré sa jonction avec le corps principal de l'armée, celle-ci descendit le long de l'Alba, et arriva à Murcella le 24. Puis, Drouet donna la main à Masséna par Espinhal, s'établit à Leira, et, étendant la ligne jusqu'au bord de la mer, il intercepta les communications entre Wellington et les provinces

septentrionales du Portugal, communications qui avaient été principalement maintenues jusqu'alors par les chefs de corps francs, Trant et John Wilson.

Cependant, Claparède en vint aux mains avec Silvéira, lequel, comptant trop sur ses forces, engagea un combat intempestif, et fut défait à Ponte-de-Abade, du côté de Francoro; puis, continuellement harcelé, du 10 au 13 janvier, il fut obligé de se replier avec une perte assez forte vers le Duero. A la suite de cette affaire, Claparède entra à Lamégo, et menaça Oporto avant que le général Bacellar, toujours à la tête des milices de ces contrées, pût arriver au secours de la place. Heureusement les Français ne poussèrent pas plus loin, et retournèrent à Moimenta-de-Beira, ce qui permit aux Portugais de couvrir Oporto.

Ce fut vers le même temps que le général Foy entra en Portugal à la tête de trois mille hommes. Envoyé par Masséna à Napoléon, il revenait de France, après avoir complètement rempli sa difficile mission, bien qu'en s'exposant à mille périls, et en perdant une partie de son escorte et les dépêches dont il était porteur, dans les défilés de Pancorvo. L'empereur ignorait la véritable position de l'armée du maréchal Masséna, et se trouvait forcé, pour en avoir des nouvelles, de recourir à la lecture des journaux anglais. Telle était la confusion que jetait dans les communications l'activité belliqueuse des milices portugaises et des partisans espagnols. Le premier qui mit Napoléon au courant de tout, fut le général Foy, lequel était de retour à Santarem, le 2 février.

Les deux armées française et anglo-portugaise restèrent en présence jusqu'au commencement de mars. Dans cet intervalle, les ennemis firent, pour se procurer des vivres, diverses excursions qui don-

nèrent lieu à une infinité de désordres et à des excès inouis. Les Anglais n'entravèrent en rien cette ruineuse maraude ; ils ne cessèrent, au contraire, de craindre une attaque de la part de l'ennemi, qui se borna à de simples reconnaissances, dans l'une desquelles le général Junot fut blessé à la joue.

Au mois de décembre, Hill, attaqué d'une maladie, ayant passé en Angleterre, fut remplacé dans le commandement de son corps d'armée, qui, presque toujours, manœuvrait sur la gauche du Tage, par le maréchal Beresford. Le principal objet auquel servaient ces troupes était d'empêcher les communications entre Masséna et Soult, et Wellington les destinait en outre à soutenir les opérations des Espagnols en Estrémadure. Il attendait, pour leur en donner l'ordre, l'arrivée de renforts d'Angleterre, lesquels tardèrent plus qu'il ne le pensait à débarquer à Lisbonne, ce qui lui fit différer l'accomplissement d'une résolution si utile.

Il n'en fut pas de même de la détermination par lui prise de faire rentrer dans la province en question les divisions espagnoles qui s'étaient réunies, sous les ordres du marquis de la Romana, à l'armée anglaise, ainsi que la division de Don Carlos d'Espagne, qui opérait du côté d'Abrantès. Toutes ces divisions se mirent en mouvement après la mi-janvier, et la dernière, composée de mille cinq cents fantassins et de deux cents chevaux, était, dès le 22, à Campomayor. Les deux premières demeurèrent sous les ordres immédiats de Don Martin de la Carrera et de Don Carlos O'Donnell, et obéirent pendant leur marche au commandement supérieur de Don José Viruès.

La Romana était appelé à les commander; mais, le 23 de janvier, au moment de partir, il mourut subitement d'un anévrisme, dans son quartier-général de Cartaxo. Beaucoup de personnes le regrettèrent,

et quoique ce chef, comme nous l'avons déjà dit en son lieu, manquât de bien des qualités qui sont l'essence de l'homme d'état et du grand capitaine, on perdit néanmoins par sa mort un nom qui aurait pu contribuer à l'heureuse issue de la bonne cause. Les cortès honorèrent sa mémoire en décrétant qu'on placerait sur sa tombe l'inscription suivante : « Au « général marquis de la Romana, la patrie recon- « naissante. »

Le passage en Estrémadure des divisions dont nous venons de parler était exigé par ce qui se préparait dans les Andalousies et dans cette province : il est temps que nous nous occupions en détail des opérations militaires qui s'y passèrent et qui avaient avec celles de Portugal une liaison intime.

Napoléon avait décidé que Soult aiderait Masséna dans sa campagne, et il semble même qu'il penchait à faire évacuer les Andalousies, afin de concentrer les forces de cette province sur la rive gauche du Tage, et de les mettre ainsi en contact, par Abrantès, avec les troupes françaises du Portugal. Soult tarda à recevoir les ordres qui lui furent expédiés à cet effet, les premiers ayant été interceptés par les bandes de partisans. Et, même après les avoir reçus, il n'en accéléra pas plus sa marche, embarrassé qu'il était de ses propres mouvemens, et se voyant avec peine obligé d'assister Masséna dans une entreprise où, en cas de réussite, la plus grande part de gloire reviendrait à ce dernier.

Il était, à la vérité, entouré d'embarras extrêmes. Sébastiani avait besoin de tout le quatrième corps, qui était sous ses ordres, pour conserver Grenade et Murcie. Le premier corps, et son chef Victor, étaient occupés au siége de Cadix et dans la *Serrancia* de Ronda, et le cinquième, que commandait encore le maréchal Mortier, employait tout son

monde à veiller sur l'Estrémadure et le comté de Niébla : il était, en outre, indispensable de garder des troupes pour assurer les communications sur ces divers points.

Abandonner les Andalousies était chose douloureuse pour Soult, qui les regardait déjà comme une conquête et un patrimoine à lui ; d'un autre côté, pénétrer dans l'Alentejo avec des moyens militaires très-limités, laissant à dos les places de Badajoz et d'Olivenza et les forces espagnoles du comté et de l'Estrémadure, lui senblait une entreprise trop hasardeuse. Voulant éviter les deux choses à la fois, et ne pas désobéir aux ordres de son gouvernement, il demanda la permission d'attaquer d'abord les deux places en question, avant d'envahir l'Alemtejo. Napoléon y consentit, et Soult, en même temps qu'il pouvait ainsi marcher d'un pas plus ferme vers le but de son expédition, satisfaisait aussi sa jalousie et ses rivalités, en laissant Masséna seul et abandonné à son sort, jusqu'à ce que, toujours plus compromis, ce général ne pût enfin sortir d'embarras qu'à l'aide de l'armée du midi. Tel fut du moins le bruit qui mérita le plus de crédit, et auquel donnaient justement occasion les différens et la mésintelligence qui régnaient ordinairement entre les deux maréchaux.

Avant de partir, Soult prit ses précautions. Il mit à Cordoue le général Godinot à la place de Dessolles qui était retourné à Madrid. Une colonne placée par lui à Ecija, sous les ordres du général Digeon, fut destinée à assurer les communications ; il couvrit de retranchemens l'enceinte de Séville du côté de Triana, en remit le commandement au général Daricau, et envoya enfin des renforts dans le comté de Niébla, aux ordres du colonel Rémond.

Au commencement de janvier, Soult avait fini les préparatifs de son expédition, qui devait com-

prendre un total d'environ dix-neuf mille fantassins, avec quatre mille chevaux, cinquante-quatre pièces d'artillerie, un matériel de siége, et un convoi de provisions et d'autres effets de guerre. Ces forces se composaient du corps de Mortier et d'une partie de celui de Victor ; il vint en outre se réunir à eux, de Tolède, trois mille hommes d'infanterie et cinq cents cavaliers de l'armée française du centre, qui ne doivent pas être compris dans le nombre déjà indiqué, et à la tête desquels le général Lahoussaie s'avança sur Truxillo.

Du côté des Espagnols; depuis l'absence de la Romana, c'était Don Gabriel de Mendizabal qui avait exercé le commandement en Estrémadure, et aucun fait notable ne s'y était passé pendant tout ce temps. La division de Ballesteros, qui appartenait alors à cette même armée, continuait à opérer presque toujours du côté de Niébla, et, donnant la main à la division de Copons, c'était celle qui agissait le plus. Lorsque les Français marchèrent en avant, Mendizabal, dont les corps détachés étendaient leur ligne jusqu'à Guadalcanal, se replia par Mérida sur la droite de la Guadiana, et Ballesteros prit la direction de Freginal. Latour-Maubourg serra de près le premier avec la cavalerie, et Gazan poursuivit le dernier dans le but de protéger la marche de l'artillerie et des convois. Les forces que commandait Lahoussaie retournèrent en arrière pour mettre les bords du Tage à l'abri des irruptions de Don Julian Sanchez, et débarrasser aussi la contrée d'autres corps de partisans. Pour le maréchal Soult, il marcha sur Olivenza avec l'infanterie.

Cette place, autrefois portugaise, appartenait à l'Espagne depuis le traité de Badajoz de 1801. Elle était régulièrement fortifiée et défendue par un chemin couvert et neuf remparts; mais faible en elle-

même et fort négligée, elle ne pouvait soutenir longtemps le choc des Français. Le maréchal-de-camp Don Manuel Herk en était le gouverneur. Elle fut investie le 11 janvier, et le 12, les ennemis ouvrirent la tranchée à l'ouest de la place. Mendizabal commit la faute d'y envoyer un renfort de trois mille hommes, qui, au lieu d'aider à sa défense, ne pouvaient naturellement servir qu'à augmenter ses embarras. Le 20, les ennemis ouvrirent le feu en employant des canons de gros calibre, et battirent le rempart de San-Pédro, dans lequel avait été pratiquée l'ancienne brèche. Le gouverneur Herk promit, le 21, de conserver la place jusqu'à la dernière extrémité ; et cependant il capitula le lendemain, sans qu'aucun nouveau motif ni aucune raison particulière l'y obligeassent. Quelques-uns attachèrent un grand déshonneur à cette action ; mais il faut considérer que c'était à peine s'il y avait quelques munitions de guerre à Olivenza, à peine quelque grosse artillerie, et seulement huit pièces de campagne qui, habilement dirigées par Don Ildefonso Diez de Ribera, aujourd'hui comte de Almodorar, contribuèrent à tromper l'ennemi à l'égard du véritable état de la place et à le tenir en respect. Si le gouverneur fit une faute, ce fut de promettre plus qu'il ne pouvait tenir.

Vers le même temps, Ballesteros, conduit par les événemens de la guerre dans le comté de Niébla, reçut de la régence le commandement de ce district, et l'avis que sa division appartiendrait dorénavant à la quatrième armée, qui était celle de l'île de Léon.

Le 25 janvier, Copons s'embarqua pour se rendre sur ce point avec les troupes qu'il commandait, à l'exception de la cavalerie et du corps de Barbastro, qui demeura auprès de Ballesteros, lequel soutint le

même jour contre les Français, à Villanueva de los Castillejos, une action assez glorieuse.

Quelques personnes comprennent deux villages sous le même nom, celui de Villanueva, et celui d'Almendro, situés sur le versant des montagnes de Andéralo, dont la montée est en plusieurs endroits âpre et escarpée. Sur deux de leurs cimes les plus apparentes, Ballesteros plaça les trois à quatre mille fantassins qu'il avait, et, sur son flanc droit, dans un terrain un peu plus uni, sept cents cavaliers qui composaient toute sa cavalerie. La principale partie de cette division venait de celle que ce général avait tirée, en 1809, des Asturies, et dont les officiers, à l'exception de ceux que les combats ou les fatigues de la guerre avaient enlevés, étaient presque tous les mêmes. Aussi entendait-on répéter dans les rangs de l'armée les noms de Lena et Pravia, de Cangas de Tineo, de Castropol et de l'Infiesto, auxquels se mêlait aussi celui du régiment provincial de Léon.

Ballesteros plaça son monde sur deux lignes, attaqué à la fois par Gazan et Rémond, il conserva sa position avec fermeté jusqu'à la nuit tombante, et après avoir causé une perte considérable à l'ennemi, il opéra ensuite sa retraite par échelons, dans le meilleur ordre, arriva à Sanlucar de Guadiana, et repassa tranquillement le fleuve. Rémond demeura alors seul dans le comté : Gazan marcha sur Fréjenal et Xerez de los Caballeros; un des corps détachés de son armée s'empara par capitulation, le 1er février, de l'ancienne tour fortifiée de Encinasola, prise peu importante; et le même général continua sa marche sur Badajoz, laissant à Fréjenal une colonne volante.

Dès que Ballesteros s'aperçut que les ennemis portaient toute leur attention du côté de cette place, il recommença ses excursions. Le 16 février, il inves-

tit Fréjenal, prit cent chevaux, des bagages, et fit quatre-vingts prisonniers. Puis il battit le pays des alentours, et, après avoir grossi ses rangs de prisonniers qui s'étaient échappés d'Olivenza, il résolut, vers les derniers jours du mois, d'attaquer Rémond dans le comté. Cédant à la crainte, le commandant français se retira de l'autre côté de la rivière Tinto, d'où il fut chassé par les nôtres, le 2 mars; événement qui jeta le trouble, à Séville, parmi les ennemis et leurs partisans. Daricau, le gouverneur de cette ville, vola au secours de Rémond avec tout le monde qu'il put réunir; mais il se tranquillisa bientôt en apprenant que Ballesteros avait fait halte et repassé ensuite le Tinto. Mais l'infatigable chef espagnol revint, le 9, de Véas, se mettre à la recherche de Rémond, le surprit de nuit à Palma, le défit, et lui enleva un bon nombre de prisonniers avec deux canons. Pénible et ruineuse guerre pour les Français! Ballesteros se préparait, le 11, à faire décidément une excursion jusqu'aux portes de Séville, lorsque de mauvaises nouvelles venues d'Estrémadure l'obligèrent à suspendre le mouvement qu'il projetait.

Les ennemis avaient investi Badajoz dès le 26 janvier. Cette place est située sur la gauche de la Guadiana, qui en baigne les murs au nord et protège un quart de son enceinte. Un terre-plein, revêtu d'une muraille de pierres brutes, la défend du côté de la campagne, et la place est garnie en outre de huit remparts, de fossés secs, de demi-lunes, d'un chemin couvert et d'une esplanade. Là, au nord-est, vient aussi verser ses eaux dans la Guadiana, et serpenter en dehors de la ville, une petite rivière du nom de Ribillas, près du confluent de laquelle s'élève un rocher couronné par un vieux château qui, conjointement avec deux des remparts, défend la place du côté du levant. A droite du Ribillas, à deux cents

toises de l'enceinte principale, et sur une hauteur, se montre le fort de la Picuriña, et, au sud-ouest, l'ouvrage à corne de Pardaleras, n'ayant qu'un fossé et une gorge mal fermée. Ces deux ouvrages extérieurs se trouvent, de même que la place, sur la rive gauche de la Guadiana; à droite, en face du vieux château dont il a été question, s'élève un coteau qui s'étend au nord, et sur le haut duquel on aperçoit le fort presque carré de San-Cristobal. Le pied de ce coteau est arrosé, au levant, par le Gévora, qui vient aussi se réunir aux abondantes eaux de la Guadiana. Inguéable dans ces parages, le fleuve est couvert, à la sortie de la porte de las Palmas, d'un beau pont dont l'abord est défendu par une redoute. La ville est placée dans un bas-fond, entourée d'un terrain inégal, que nous pourrions appeler onduleux, et dominée par des collines à peu de distance.

Elle avait pour gouverneur le maréchal-de-camp Don Rafael Menacho, soldat de cœur. L'artillerie était commandée par Don Joaquin Caamaño, et le génie dirigé par Don Julian Albo. On avait pu réunir dans la place neuf mille hommes de garnison. Elle comptait d'ailleurs une population de onze à douze mille habitans.

Les Français commencèrent, le 28 janvier, à ouvrir la tranchée et à diriger leurs attaques sur différens points, mais seulement à gauche de la Guadiana, et avec un horrible bombardement. Sur la colline de San-Miguel, ils établirent une batterie de quatre pièces de huit et d'un obusier; une autre, sur le coteau del Almendro, enfilant le fort de la Picuriña: ils en firent autant sur la pente du mamelon de las Mallas, entre le Ribillas et le ruisseau Calamon. Là aussi, à gauche du ruisseau, ils établirent une batterie d'obusiers et de canons, et une autre sur la colline del Viento; puis ils ouvrirent entre les deux

une tranchée et un chemin couvert très-prolongé, dont une branche prenait en flanc le front de Pardaleras. Les Français appelèrent ce dernier ouvrage tranchée de la gauche, celle qui partait du Calamon, tranchée du centre, et tranchée de la droite, celle que nous avons citée en premier lieu.

Le 30, les Espagnols firent une sortie, et deux jours après Menacho répondit avec vigueur à la sommation qui lui fut adressée de se rendre. Puis, le 2 février, une forte crue d'eau du Ribillas endommagea les travaux de l'ennemi, et, le 3, les nôtres, dans une nouvelle sortie de Pardaleras, leur tuèrent plus de cent hommes, et détruisirent une partie des ouvrages commencés.

Cependant, Don Gabriel de Mendizabal, réunissant aux siennes les divisions espagnoles provenant de l'armée anglo-portugaise, chercha à s'introduire dans Badajoz, pour renforcer la garnison et retarder de cette manière les opérations de l'ennemi. Dans ce but, et afin d'ouvrir à son infanterie un chemin sûr, il ordonna à Don Martin de la Carrera d'attaquer, dans la matinée du 6, la cavalerie française, qui avait passé, le 4, en grand nombre sur la droite de la Guadiana, et de la rejeter de l'autre côté du Gévora. Carrera exécuta bravement cet ordre, et alors Mendizabal pénétra avec ses fantassins dans la place.

Le 7, les assiégés dirigèrent une sortie contre les batteries ennemies des collines de San-Miguel et del Almendro. L'expédition était commandée par Don Carlos d'Espagne, et quoiqu'il parvînt à mettre le pied dans la première de ces batteries, il ne réussit néanmoins à enclouer qu'une seule pièce, les soldats chargés d'apporter les clous et autres instrumens nécessaires n'étant pas arrivés à temps. La batterie del Almendro fut également assaillie, et là, il fut possible d'enclouer un plus grand nombre de pièces.

Cependant les Français, parvenus à se remettre, repoussèrent les nôtres; et comme, à cause de la négligence ou du retard dont nous avons parlé, l'artillerie ennemie n'avait pu être entièrement inutilisée, elle exerça beaucoup de ravages dans nos rangs au moment de la retraite, et nous perdîmes, tant en morts qu'en blessés, environ sept cents hommes, parmi lesquels plusieurs officiers.

Le 9, le général Mendizabal quitta Badajoz, et la place demeura confiée à la garde des neuf mille hommes de garnison, qu'elle était, ainsi que nous l'avons dit, parvenue à compter : tout ce qu'il y avait de malades et de gens inutiles évacua successivement son enceinte. Mendizabal prit ses cantonnemens sur la rive opposée de la Guadiana, appuya son aile droite au fort de San-Cristobal, et assura ainsi ses communications avec Elvas et Campomayor.

Soult, craignant ensuite que le siége ne traînât en longueur, mit tous ses soins à le terminer promptement. C'est pourquoi, la seconde parallèle ayant été poussée jusqu'à soixante toises de Pardaleras, quatre cents hommes environ cernèrent le fort à sept heures du soir, et, s'ouvrant un passage à travers les palissades, ils s'y introduisirent par l'endroit qu'un officier prisonnier fut contraint de leur indiquer. Néanmoins, la plus grande partie de la garnison put s'échapper. Les Français prolongèrent alors jusqu'à la Guadiana la parallèle de gauche, et construisirent une redoute qui, balayant le chemin d'Elvas, complétait le blocus de ce côté.

Il fallait toutefois, pour accélérer la prise de Badajoz, détruire Mendizabal ou l'éloigner des alentours du fort de San-Cristobal. Lord Wellington avait conseillé fort sagement au général espagnol de se maintenir sur la défensive, et de fortifier sa position au moyen de retranchemens appropriés au ter-

rain, jusqu'à ce qu'il pût arriver à son secours et obliger les Français à lever le siége. Mendizabal ne prêta pas l'oreille à de si prudens avis, et, se reposant sur la forte crue de la Guadiana et du Gévora, il ne songea ni à détruire, ni à défendre les gués, qui, dans les deux rivières, sont praticables en remontant leur cours lors de la baisse des eaux : il se contenta de démolir un fort qu'il y avait sur le Gévora, et travailla avec lenteur à la redoute de la Atalaya, située au nord, à huit cents toises de San-Cristobal.

Dès le 12, le maréchal Soult avait envoyé quinze cents hommes pour traverser la Guadiana par le Montijo, et, le 17, il commença à lancer des bombes sur le camp de Mendizabal, du côté du fort de San-Cristobal, dans le but de l'éloigner de ce point d'appui.

Il restait à Mendizabal environ huit mille fantassins et douze cents chevaux, et la force qui pouvait l'attaquer lui était bien supérieure; il aurait dû agir avec d'autant plus de prudence.

Le 18, les eaux baissèrent, et le même jour la cavalerie ennemie, qui avait pris la direction du Montijo, descendit par la droite de la Guadiana, tandis que l'infanterie traversait le soir même le fleuve, toujours en remontant son cours, à une lieue et demie de l'endroit où le Gévora vient faire sa jonction. Mendizabal n'ignorait pas le mouvement des Français; mais il n'en évita pas davantage une rencontre avec eux.

De bon matin, le 19, six mille fantassins ennemis et trois mille chevaux étaient déjà rangés en bataille sur la droite de la Guadiana, prêts à traverser aussi le Gévora. Un épais brouillard favorisait leurs opérations; et, encouragés par le maréchal Soult, après avoir reçu de nouveaux renforts, ils commencèrent à passer à gué cette dernière rivière. Latour-Maubourg exécuta le passage de la rivière par la droite, avec toute la cavalerie, dans le but d'envelopper notre

gauche ; et l'infanterie, commandée par Girard, traversa par le côté opposé, parvenant ainsi à s'interposer entre le fort de San-Cristobal et le flanc droit des Espagnols, de sorte que notre armée se trouva prise presqu'au dépourvu entre les deux généraux.

Le maréchal Mortier, qui dirigeait de près les mouvemens ordonnés par Soult, attaqua vigoureusement les Espagnols. Une extrême confusion se mit aussitôt dans nos rangs. La cavalerie, qui comptait au nombre de ses escadrons le corps portugais de Madden, n'étant pas suffisamment appuyée par Mendizabal, donna, la première, le déplorable exemple de la fuite, malgré les courageux efforts de son principal chef, Don Fernando Gomez de Butron, lequel se mit à la tête des régimens de Lusitania et Sagunto. Mendizabal forma de son infanterie deux grands carrés, qui résistèrent quelque temps sur la hauteur de la Atalaya, mais qui, rompus à la fin et entraînés de toutes parts, finirent par se disperser à l'aventure. Huit cents hommes demeurèrent, blessés ou tués, sur la place, entre autres beaucoup d'officiers et le général Viruès; les autres se débandèrent ou se réfugièrent dans les places voisines. Canons, fusils, bagages, munitions, tout devint la proie de l'ennemi. Don Carlos d'Espagne se sauva avec quelque monde à Campomayor; Butron chercha un refuge à Elvas, ainsi que huit cents hommes avec Don Pablo Morillo, qui, dans cette funeste journée, donna de nombreuses preuves de valeur et de sang-frod.

Le combat, commencé à huit heures du matin, fut terminé une heure après, et ne coûta pas aux Français plus de quatre cents hommes : bataille ignominieusement perdue, qui fit élever contre Mendizabal une clameur universelle, dont le motif n'était que trop juste. La cause d'un semblable désastre fut de la part de ce malheureux général une singulière

impéritie, que ne peuvent excuser, ni sa bravoure personnelle, ni ses loyales intentions. Cette affaire fut appelée par les uns combat du Gévora; par d'autres, combat de San-Cristobal : pour les Espagnols, ils ne la connurent guère que sous le nom d'affaire du 19 février.

La bataille gagnée, le maréchal Soult bloqua la place par la Guadiana, assura les communications entre les deux rives, au moyen de ponts jetés sur le fleuve, et continua tranquillement le siége.

Il crut aussi que la déroute de Mendizabal jetterait l'abattement dans les esprits, et envoya en conséquence un parlementaire chargé de nouvelles propositions. Mais Don Rafaël Menacho, restant inaccessible à la crainte, ne voulut point le recevoir; habitans et militaires se rendirent, à l'envi les uns des autres, dignes d'occuper une place aux côtés de ce brave commandant.

Il se passa diverses actions de bravoure des plus signalées. Celle de Don Miguel Fonturvel, lieutenant d'artillerie de la brigade des Canaries, mérite d'être comptée dans le nombre. Qoique d'un âge avancé, il demanda néanmoins qu'on lui confiât un des postes les plus périlleux; il y perdit les deux jambes et un bras, et ainsi mutilé, il ne cessa pas, avant d'expirer, d'animer ses soldats, et cria, aussi long-temps qu'il le put, d'une voix entrecoupée : « Vive la patrie! pour elle « je meurs content. »

Les ennemis poursuivaient leurs travaux, et avaient principalement en vue les remparts de San-Juan et de Santiago. Le 26, leurs efforts s'étant dirigés de ce côté, et une vive canonnade ayant commencé à battre les murs de la place, le feu prit à un magasin situé derrière un des remparts; mais la prompte arrivée de Menacho sur le lieu de l'incendie empêcha le désordre et évita les accidens. Plein de valeur et d'activité,

ce chef se disposait à défendre la ville jusque dans l'intérieur de son enceinte, et, dans ce but, il avait coupé les rues, pratiqué des meurtrières aux maisons, et pris d'autres mesures non moins énergiques.

Tout annonçait qu'il mènerait à fin son entreprise, lorsque, le 4 mars, étant à observer des remparts l'effet d'une sortie qu'il avait ordonnée et qui fit assez de mal à l'ennemi, il tomba mort, frappé par un boulet de canon. Glorieuse manière de terminer une carrière illustrée par son courage, mais perte irréparable dans des circonstances aussi critiques. Les cortès mentionnèrent honorablement le nom de Menacho, et récompensèrent dignement sa famille.

Ce gouverneur eut pour successeur le maréchal-de-camp Don José de Imaz, qui répondit bien mal à une telle preuve de confiance, car il capitula le 10, sans attendre que la brèche fût suffisamment ouverte dans la courtine de Santiago, avant même que les flancs fussent endommagés, et au moment où on lui donnait avis d'Elvas, par le télégraphe, que Masséna se retirait, et que la place de Badajoz ne tarderait pas à être secourue.

Imaz voulut cacher sa honte en mettant en avant l'avis du commandant du génie, Don Julian Albò, et d'autres chefs qui furent d'opinon de se rendre. Il n'en fut pas de même du chef de l'artillerie Caamaño, qui s'écria : « Essayons de soutenir un assaut, « ou bien ouvrons-nous un chemin à travers les rangs « ennemis. » La même noblesse, la même élévation d'âme caractérisèrent l'avis du général Don Juan-José Garcia, qui, tout vieux qu'il était, se prononça avec énergie, en disant : « Défendons Badajoz jusqu'à la « mort. » Mais Imaz, qui, par une inexplicable contradiction, vota, dans le conseil de guerre que l'on tint à cette occasion, d'accord avec ces deux derniers chefs, livra la place le même jour, sans qu'aucun

nouveau motif justifiât une pareille détermination. Comme gouverneur, il appartenait à lui seul de décider la question, et c'était aussi uniquement sur lui que retombait toute la responsabilité. Il se trompa, du reste, s'il s'était imaginé qu'en prenant une décision dans un sens et votant dans un autre, il sauverait à la fois sa réputation et sa personne. On lui fit son procès, qui dura, à ce qu'il nous est revenu, jusqu'au retour du roi Ferdinand en Espagne, suivant la même marche, et se terminant de la même manière que tant d'autres affaires du même genre.

Les Français occupèrent Badajoz le 11 mars. Sept mille cent trente-cinq hommes sortirent par la brèche et rendirent les armes : il y avait dans les hôpitaux onze cents malades, et dans la place cent soixante-dix pièces d'artillerie, avec suffisance de provisions de bouche et de guerre.

Après ce succès, le général Latour-Maubourg marcha sur Albuquerque et Valencia de Alcantara, dont il s'empara bientôt, ces deux vieilles et mauvaises places ne se trouvant pas en véritable état de défense. Le 12 mars, le maréchal Mortier mit le siége devant Campomayor. Son enceinte, faible en elle-même, n'était défendue que par quelques soldats tirés des milices et de la garde urbaine ou *ordenanzas* du pays : son gouverneur était le vaillant Portugais José-Joaquin Talaya. Les ennemis dressèrent leurs batteries à une demi-portée de fusil de la place, et à l'abri des ruines du fort de San-Juan, qui avait été démoli dans la guerre de l'année 1800. Ils intimèrent inutilement, le 15, aux assiégés l'ordre de se rendre. Alors, ne cessant de jeter une infinité de bombes sur la ville, et dirigeant un feu des plus vifs et des plus continus sur ses murs, ils ouvrirent, le 21, une brèche praticable. Tout était prêt pour l'assaut, que le brave gouverneur ne voulait pas encore livrer la place,

malgré les faibles ressources et le peu de soldats dont il pouvait disposer ; et il ne promit de se rendre que si, dans les vingt-quatre heures, il ne lui était pas arrivé de secours. Son espoir à cet égard ayant été trompé, il sortit par la brèche, à l'expiration du délai, à la tête de six cents hommes, tant milices qu'*ordenanzas*, qui composaient toute sa troupe.

De nouveaux soucis rappelèrent à Séville le maréchal Soult. Dès qu'il se fut absenté, on s'occupa, à Cadix, d'éloigner les forces dont se composait la ligne assiégeante, et même d'obliger, s'il était possible, l'ennemi à lever le camp. On songea à exécuter ce projet vers la fin de janvier ; Espagnols et Anglais opéraient dans ce but. En conséquence, on fit partir de Cadix quelques troupes qui allèrent débarquer à Algeciras, et qui, se réunissant à celles de la Serrania de Ronda, formèrent la première division de la quatrième armée, aux ordres de Don Antonio Beginès de los Rios. Ce général, devant donner le signal des mouvemens projetés, marcha sur Medina-Sidonia, et, le 29 du même mois de janvier, il repoussa les Français après leur avoir fait cent cinquante prisonniers. Le major anglais Brown, qui continuait à commander dans Tarifa, appuya cette manœuvre en s'avançant jusqu'à Casas-Viejas. Toutefois la tentative en resta là, à cause du retard qu'éprouva l'exécution du plan principal.

Un mois se passa avant que ce plan vint à se réaliser ; mais alors il fut combiné de manière que tout le monde se berçait de l'espoir de le voir réussir. L'expédition devait se composer des troupes déjà mentionnées de Beginès et de Brown, et de celles qui partiraient de l'île de Léon et de Cadix avec les généraux Graham et Don Manuel de la Peña. C'était le dernier qui devait avoir le commandement en chef, comme étant à la tête des forces les plus considérables. La régence

l'avait choisi, non pas tant pour son mérite militaire, qu'à cause de son caractère conciliant, et parce qu'il avait assez de docilité pour écouter les conseils du général anglais, qui lui était supérieur sous le rapport de l'expérience et des lumières.

Les troupes britanniques furent les premières à mettre à la voile; puis, le 26 janvier, partirent les troupes espagnoles. Notre expédition maritime était conduite par le capitaine de vaisseau Don Francisco Maurelle, et escortée par la corvette *Diana* et quelques petits bâtimens de guerre; elle se composait de plus de deux cents navires. Naviguant dans le plus grand ordre, elle arriva à Tarifa, où les troupes prirent terre à l'entrée de la nuit du 27. Là, vinrent s'incorporer aux nôtres le principal corps d'armée des Anglais et les équipages de quelques bâtimens qui, poussés par les vents et les courans du détroit, avaient abordé à Algésiras.

L'armée combinée, une fois réunie à Tarifa, à l'exception de la division de Beginès, qui ne fit sa jonction que le 2 mars à Casas-Viéjas, le général Peña la répartit en trois corps: un d'avant-garde, un du centre, ou corps de bataille, et un de réserve. Le premier fut confié à Don José de Lardizabal, le centre au prince de Angloua, et le dernier au général Graham. Ils formaient en tout, avec les troupes de Beginès, douze mille deux cents fantassins, parmi lesquels quatre mille trois cents Anglais. Il y avait, en outre, huit cents hommes de cavalerie, six cents à nous, et le reste aux alliés. Cette cavalerie était commandée par le maréchal-de-camp Don Santiago Wittingham. L'armée comptait aussi vingt-quatre pièces d'artillerie.

Le 28, l'armée se mit en marche, se dirigeant sur le défilé de Facinas, endroit que traverse, en partant de la mer pour se joindre aux montagnes de

Ronda, la chaîne qui borde à l'occident le camp de Gibraltar. C'est de cette chaîne de montagnes que l'on descend dans les vastes plaines qui s'étendent jusqu'auprès de Chiclana, de Santi-Petri et du coteau de Medina-Sidonia, où nombre de ruisseaux et de torrens, se précipitant des montagnes, viennent creuser et couper le sol, et y former des marais et des ravins. La multitude et la réunion de ces eaux torrentueuses produisent, surtout dans la saison dont nous parlons, des rivières assez considérables, telles que le Barbate, qui recueillit les eaux de la lagune de Janda. Tous ces obstacles naturels et le triste état des chemins, déjà mauvais en eux-mêmes, retardèrent la marche de l'armée, et particulièrement de l'artillerie.

De Facinas, l'armée pouvait se diriger sur Medina-Sidonia par Casas-Viéjas, ou sur Santi-Petri et Chiclana, en suivant par la côte le chemin de Veger. Les Français évacuèrent précipitamment ce dernier endroit, le 2 mars, menacés qu'ils étaient par quelques-unes de nos troupes, tandis que le gros de l'armée marchait sur Casas-Viéjas, route qu'on s'était décidé à prendre d'abord. On en chassa également l'ennemi, auquel on prit quelque monde, deux pièces d'artillerie et des provisions de bouche.

L'armée combinée resta sur les hauteurs, en face de Casas-Viéjas, et à gauche du Barbate, jusqu'au 3 au matin; alors le général en chef, renonçant à suivre le même chemin qu'auparavant, entreprit sa marche par Veger, en longeant les bords de la mer, et se contenta de détacher vers Médina, pour tromper les Français qui occupaient cette ville, le bataillon d'infanterie légère d'Albuquerque et l'escadron de volontaires de Madrid.

Bien des gens désapprouvèrent ce changement de direction, dans la persuasion où ils étaient qu'il eût

été préférable de suivre la première route, qui aboutissait sur les derrières de l'ennemi, et s'adossait à la chaîne de montagnes de Ronda, rempart naturel auquel servaient encore de points d'appui les places de Gibraltar et de Tarifa. Ce ne parut point une excuse suffisante d'alléguer la forte position de Médina, et les sept pièces d'artillerie dont elle était pourvue; car, sans compter que cette place n'aurait pu résister à l'attaque de l'armée combinée, il n'était pas non plus nécessaire de prendre à tâche de s'en emparer, mais seulement d'observer ce qui s'y passait. En s'avançant de ce côté, on pouvait compter sur les bonnes dispositions de la belliqueuse population de la *Sierra*; et, en cas de mésaventure, nos troupes ne couraient pas le risque d'être acculées à d'insurmontables obstacles, comme l'était la mer du côté de Véger et de Santi-Pétri. Mais Peña, homme pusillanime et trop méticuleux, voulut avant tout ouvrir ses communications avec l'île de Léon, se croyant plus sûr dans le voisinage de cet inexpugnable asile; il ne voyait pas que, s'il avait à essuyer un échec, le désordre et la précipitation ne lui permettraient pas de faire à temps une heureuse retraite.

Don José de Zayas demeurait chargé du commandement dans l'île, avec ordre d'exécuter des mouvemens simulés sur toute la ligne, aidés par les forces de mer. Il avait également ordre de jeter un pont de bateaux sur l'embouchure du Santi-Pétri, dont la rive gauche était au pouvoir des Français, et où la rivière, la mer et le canal de Alcornocal forment une langue de terre, que l'ennemi, maître aussi de la tour et des collines de Bermeja, situées sur ses derrières, avait coupée par des flèches. Notre position sur la rive droite dominait celle de nos adversaires, et deux fortes batteries, ainsi que le château de Santi-Pétri, balayaient le terrain jusqu'auprès des flèches en question.

Un pont flottant fut donc établi, suivant les instructions données et dans l'endroit indiqué, sous la direction du capitaine de vaisseau Don Timotéo Roch : et, dès le 2 mars, les forces de mer des diverses stations de la rivière de Santi-Pétri commencèrent les hostilités contre la côte. Mais la nuit qui suivit l'établissement du pont flottant, deux cent cinquante Espagnols destinés à sa garde, soit négligence de leur part, soit toute autre raison que nous ignorons, ayant été assaillis par des tirailleurs français, se laissèrent surprendre et emmener prisonniers. Encore regarda-t-on comme fort heureux que les ennemis n'eussent pas pénétré plus avant; car, à la faveur de l'obscurité et du désordre, s'ils ne s'étaient pas emparés de l'île, du moins auraient-ils causé de grands dommages.

Par suite de cet événement, Zayas ordonna de retirer quelques barques du pont, ne sachant pas, du reste, où se trouvait au juste l'armée expéditionnaire. Comme la première pensée, relativement à la marche de celle-ci, avait été de l'entreprendre par Médina, l'on était convenu, lors du départ des troupes alliées, qu'elles annonceraient leur arrivée sur ce point au moyen de signaux; ces signaux, après la modification du plan originaire, ne purent être faits. D'ailleurs, l'officier envoyé par Peña, pour donner avis du changement adopté, fut détenu deux jours en mer par les Anglais, auxquels il parut suspect. Cette circonstance et le retrait de quelques barques du pont empêchèrent qu'on ne secondât de l'île, avec la promptitude désirable, les opérations du dehors.

Le 4 mars au soir, l'armée expéditionnaire prit le chemin de Conil, continuant ensuite sa route sur Santi-Pétri. Beaucoup de patriotes et des *escopeteros* ou fusiliers des villages voisins et de la *Sierra* accompagnaient les troupes. L'armée arriva au coteau de la Cabeza-del-Puerco, autrement nommée la Bar-

rosa, le 5, à la pointe du jour. De là, après une courte halte, l'avant-garde, renforcée par un escadron et des troupes du corps d'armée du centre, poursuivit sa route par la forêt et la hauteur de Bermeja. Pour le reste des troupes qui composaient le corps du centre, il demeura sur le coteau del Puerco, ayant à son arrière-garde la réserve, et le gros de la cavalerie se porta en avant par le flanc droit. La marche des troupes, la nuit précédente, avait été longue, et surtout pénible; on n'avait pas bien calculé d'avance les obstacles contre lesquels on allait se heurter.

Cependant, les mouvemens des alliés inquiétaient les Français, incertains du point sur lequel ils seraient attaqués, et manquant de monde. Les forces que le maréchal Victor avait devant l'île de Cadix ne dépassaient pas quinze mille hommes, et l'on pouvait évaluer à cinq mille hommes de plus celles qui étaient cantonnées à Médina, Sanlucar et d'autres endroits voisins. Ayant assuré la défense de ses lignes au moyen de quelques troupes mêlées d'Espagnols assermentés (car, les uns de bon gré, les autres de force, ne laissaient pas que de prêter en Andalousie secours à l'ennemi), le maréchal Victor alla s'établir aux avenues de Conil et de Médina, suivi d'environ dix mille hommes, et prêt à se porter au devant des alliés sur l'une ou l'autre route qu'ils pouvaient avoir prise.

Une fois hors de doute à cet égard, et après une escarmouche entre les troupes légères des deux armées, Victor concentra sa position dans les bois de pins de Chiclana, plaça à sa gauche la division du général Ruffin, au centre celle de Leval, et Villatte à droite avec la sienne, laissant à la garde de ce dernier les ouvrages et les flèches qui protégeaient le côté gauche de sa propre ligne en face de l'île.

C'est sur ce point que se dirigeait l'avant-garde espagnole, afin de tourner et d'attaquer les retranchemens et les batteries de l'ennemi qui interceptaient les communications entre les troupes de l'intérieur de l'île et l'armée expéditionnaire. Dans le but d'empêcher une semblable manœuvre, Villatte s'était placé devant le canal de Alcornocal et le moulin fortifié de Almansa, protégé par un bois de pins fort épais, lequel, cachant une partie de ses troupes, ne laissait à découvert que quelques bataillons qui s'appuyaient à la tour de Bermeja.

L'avant-garde, aux ordres de Lardizabal, attaqua bravement les forces de Villatte : le combat fut sanglant, et l'avantage douteux dans le principe ; mais le régiment de Murcie, aux ordre du colonel Don Juan-Maria Muñoz, ayant d'abord contenu l'ennemi, puis le chargeant avec impétuosité, décida le sort en notre faveur, et trois bataillons de gardes espagnoles avec le régiment d'Afrique qui arrivèrent ensuite achevèrent d'assurer l'heureuse issue de cette affaire. Villatte, ainsi repoussé, passa de l'autre côté du canal et du moulin d'Almansa; les communications avec l'île restèrent par conséquent libres, bien que le passage des troupes fût encore retardé par le temps que demanda la réparation du pont de Santi-Pétri, coupé peu auparavant.

Au même instant, Peña, qui désirait profiter de l'avantage qu'on venait de remporter, et continuer à poursuivre l'ennemi à travers l'épais et vaste bois qui mène à Chiclana, appela vers ce point la majeure partie de ses troupes. Il ordonna en conséquence que le général Graham quittât le coteau del Puerco, pour se rapprocher du camp de la Bermeja, distant de trois quarts de lieue, et qu'il coopérât aux manœuvres de l'avant-garde, ne laissant sur ce coteau, pour protéger la position, que la division de

Don Antonio Beginès, un bataillon anglais aux ordres du major Brown et le régiment de Ciudad-Real avec les gardes walonnes, qui faisaient auparavant partie de la réserve.

Victor surveillait de près les mouvemens des alliés ; dès qu'il s'aperçut de celui de Graham, et que ce général marchait à travers les bois dans la direction du camp de la Bermeja, il se présenta dans la plaine. Puis, envoyant la division de Leval contre les Anglais qui étaient en marche, il s'avança de sa personne avec les troupes de Ruffin sur les derrières du coteau del Puerco, et s'empara des hauteurs, qui étaient la véritable clé de la position. De cette manière, il coupa les communications entre le corps qui était demeuré posté à Casas-Viéjas et les troupes que les Espagnols venaient de laisser sur le coteau déjà cité, lesquelles, forcées de battre en retraite, allèrent rejoindre le gros de l'armée.

On pouvait dès lors voir clairement que l'intention de l'ennemi était d'acculer les alliés à la mer et de les envelopper de toutes parts. Le général Graham, qui s'en doutait déjà, en acquit la certitude lorsqu'il se vit attaqué et qu'il reçut par le major Brown la nouvelle du mouvement que les Français avaient fait sur le coteau del Puerco. Pour réparer le mal, le général anglais effectua une rapide contremarche : il fit ouvrir à dix pièces d'artillerie, sous les ordres du major Duncan, un feu foudroyant sur le général Leval, que les Anglais, à la suite de l'évolution qui venait d'être opérée, avaient à présent sur leur flanc gauche, et ordonna au colonel André Barnard d'engager le combat avec les tirailleurs et les compagnies portugaises. Puis, il partagea le reste de ses troupes en deux corps, dont l'un, sous les ordres du colonel Dilkies, chargea Ruffin, et l'autre, sous ceux du colonel Wheately, attaqua Leval.

L'artillerie commandée par Duncan contint la division de ce dernier et y causa de grands ravages.

Le major Brown s'était approché, par ordre de Graham, du coteau dont Ruffin était déjà maître, et avait eu à soutenir, avant que Dilkies arrivât, un feu très-vif. Leur jonction faite, les deux chefs attaquèrent vigoureusement en gravissant la montée, pour recouvrer une position que les Français défendaient avec leur bravoure accoutumée. Le combat fut acharné et sanglant. Ruffin tomba blessé à mort, le général Rousseau fut également tué, et les Anglais, arrivant enfin sur la crête du coteau, s'emparèrent du camp des ennemis, qui s'enfuirent précipitamment. Pour Graham, satisfait de la victoire qu'il venait de remporter, il ne poursuivit pas les Français, les marches des jours précédens ayant fatigué ses troupes. Mais, au moment où se terminait l'action, arrivèrent, comme renforts, le régiment de Ciudad-Real et les gardes walonnes, qui, précédemment incorporés au corps de Graham, appartenaient à la réserve, et qui accouraient au combat, sans ordre de Peña, poussés par un noble point d'honneur.

Les divisions de Ruffin et de Leval se retirèrent concentriquement. Ce fut en vain que le maréchal Victor voulut rétablir le combat : le feu soutenu et foudroyant de l'artillerie de Duncan déjoua son dessein.

L'affaire ne dura qu'une heure et demie ; mais elle fut si meurtrière, que les Anglais perdirent mille soldats et cinquante officiers ; les Français, deux mille hommes et quatre cents prisonniers, au nombre desquels fut compté le général Ruffin, si grièvement blessé, qu'il mourut à bord du bâtiment qui le transportait en Angleterre.

Pendant le combat, les ennemis voulurent aussi s'étendre le long de la plage qui borde le coteau de

la Cabeza-del-Puerco ; mais les troupes de Béginès et la cavalerie de Whittingham les en empêchèrent. Du reste, ce dernier ne poursuivit pas les Français dans leur retraite, comme il l'aurait pu, attendu qu'ils n'avaient à lui opposer que deux cent cinquante cavaliers. Les hussards anglais, qui étaient au nombre de cent cinquante, se détachèrent seuls du corps principal, et, guidés par le colonel Frédéric Ponsomby, ils chargèrent l'ennemi. Wittingham s'excusa de n'avoir pas suivi un si bel exemple, sur ce qu'il avait pris pour des Français les Espagnols qui étaient restés en observation à Casas-Viejas, et qui se rapprochèrent du champ de bataille au moment où celle-ci se terminait.

La fusillade ne cessa pas cependant entre l'avant-garde, commandée par Lardizabal, et la division de Villatte, lequel fut également blessé. Les Espagnols perdirent environ trois cents hommes, et leurs adversaires au moins autant.

Peña ne fit pas un pas pour secourir le général Graham, et ne bougea même point d'où il était, comme s'il eût craint de s'éloigner de Santi-Petri, dont le pont, enfin réparé, permit au général Zayas de le passer et de s'établir auprès des flèches et du moulin d'Almansa. Peña donna pour excuse de son inaction l'ignorance où il était au sujet de la contremarche de Graham et la courte durée de l'engagement. Mais il sembla à bien des personnes que le bruit du canon aurait dû suffisamment lui tenir lieu d'avis, et que, quand le général espagnol n'eût pu arriver assez à temps pour contribuer à la victoire, s'il s'était acheminé du moins vers le lieu du combat, l'arrivée d'un pareil secours aurait servi à inquiéter et à détruire entièrement l'ennemi dans sa retraite.

Graham, offensé d'une semblable conduite, et voyant ses troupes diminuées et fatiguées, se retira

dans l'île, le 6, refusa de coopérer activement hors des lignes, et promit seulement de favoriser sous leur abri toute tentative que voudraient faire les Espagnols.

Vers le même temps, les bâtimens légers de ceux-ci, commandés par Don Cayetano Valdès, et soutenus par ceux des Anglais, avaient déployé leur ligne dans l'intérieur de la baie, menaçant le Trocadéro, de même que la rivière de Santi-Petri et les canaux de l'île. Dans la matinée du 6, un faible débarquement s'exécuta sur la plage de Santa-Maria, et la nuit précédente, Don Ignacio Fonnegra s'était emparé de Rota et avait détruit les batteries et l'artillerie de l'ennemi.

Mis en déroute près du coteau de la Cabeza-del-Puerco, autrement dit la tour de la Barrosa, le maréchal Victor prit des mesures pour opérer sa retraite, et envoya à Xerez les blessés et les bagages ; il rappela de Medina-Sidonia la division commandée par Cassagne, laquelle n'avait pas assisté à l'affaire, et se concentra avec le gros de ses troupes dans le voisinage de Puerto-Real.

Peña, de son côté, n'osa rien entreprendre seul, et entra à Santi-Petri, le 7, avec toute son armée, à l'exception des patriotes de la Sierra et de la division de Beginès, qui restèrent hors des murs, et occupèrent, le 8, Medina-Sidonia, après avoir repoussé six cents Français qui essayèrent de les attaquer.

Toutes ces opérations, et surtout la bataille du 5, suscitèrent des plaintes et des récriminations sans fin. On regarda comme la source et la cause principale de ces plaintes l'irrésolution de Peña et le peu de confiance qu'il avait en lui-même. Graham, quoique offensé à bon droit de différentes accusations portées contre lui, poussa trop loin le ressentiment et la colère.

De longs débats s'engagèrent dans les cortès sur cette affaire. Beaucoup voulaient que, pour tout événement malheureux, pour toute action perdue, on mît en cause le général en chef : c'était une opinion trop absolue, car le sort des armes a aussi ses jours; les plus grands capitaines ont perdu des batailles et se sont trompés quelquefois dans leurs manœuvres. C'est pourquoi les cortès se bornèrent à décider que la régence procèderait avec toute la rigueur des lois militaires à l'investigation des circonstances d'un événement aussi grave, en lui laissant toute faculté d'agir ainsi qu'elle le jugerait convenable pour le bien et le service de l'état.

En effet, la régence nomma une junte de généraux, laquelle déclara, quelques mois après, qu'il ne résultait de l'instruction aucun fait pour lequel il y eût lieu à procéder contre Don Manuel de la Peña. En vertu d'une pareille déclaration, il était évident que la régence ne pouvait mettre ce général en jugement; mais il n'y avait pas non plus motif à le récompenser, comme elle le fit plus tard, en le décorant de la grand'croix de Charles III, et en témoignant publiquement que lui, ainsi que les autres généraux et les troupes, s'étaient comportés honorablement.

Pour les cortès, elles agirent avec plus de sagesse, en déclarant qu'elles étaient satisfaites de la conduite militaire des officiers et soldats de la quatrième armée. De cette manière, elles évitèrent, dans leur déclaration, de faire mention du général en chef, et rendirent une justice méritée aux troupes et aux officiers, pour la bravoure et l'excellente discipline dont ils firent preuve dans les affaires où ils se trouvèrent engagés. Postérieurement, les cortès elles-mêmes, pressées de recommandations, et s'appuyant sur l'avis de plusieurs généraux, témoignèrent qu'elles demeuraient également satisfaites de la conduite observée

par Don Manuel de la Peña dans l'expédition de la Barrosa : résolution que désapprouvèrent avec raison bien des gens sensés.

La même assemblée fit à Graham la grâce de lui décerner, en séance secrète, la grandesse d'Espagne avec le titre de duc del Cerro-de-la-Cabeza-del-Puerco. Ce général parut d'abord vouloir accepter cette faveur, car son adjudant et ami particulier, lord Stanhope, le fit entendre ainsi, en témoignant seulement le désir de voir changer le titre sous lequel elle lui était accordée, vu que le mot *pig*, en anglais, sonnait plus mal que son équivalent espagnol. On tomba d'accord sur ce point ; mais ensuite Graham n'accepta plus, soit par ressentiment de la conduite de la régence, soit plutôt, ainsi que le crurent quelques personnes, par crainte de blesser lord Wellington, qui n'était pas encore élevé à une aussi éminente dignité.

Après ce qui s'était passé, il devenait impossible que le général Graham et Don Manuel de la Peña continuassent à commander ensemble dans l'île. Les explications, les répliques, les écrits, se multiplièrent de part et d'autre au point de provoquer un duel entre Don Luis de Lacy, chef d'état-major de l'armée expéditionnaire, et le général anglais : heureusement l'affaire s'arrangea sans que les adversaires en vinssent aux mains. A ce dernier succéda bientôt, dans le commandement, le général Cook ; et à la Peña, contre lequel se déchaînait l'opinion publique, le marquis de Coupigny, que nous avons déjà vu figurer à Bailen et en Catalogne.

Après le premier moment de frayeur passé, le maréchal Victor, voyant que personne ne le poursuivait ni ne l'inquiétait, retourna tranquillement, le 8, à Chiclana, puis occupa de nouveau et renforça tous les points de sa ligne.

Peu après, les assiégeans commencèrent à lancer

des projectiles qui atteignirent Cadix. Des essais avaient été faits déjà les 15, 19 et 20 décembre, à la batterie de la Cabezuela, près du Trocadéro, et l'on était parvenu à faire tomber quelques bombes dans la place de San-Juan de Dios et ses alentours, c'est-à-dire dans la partie de la ville la plus rapprochée des feux ennemis. Il n'en éclatait que le plus petit nombre, et leur effet était conséquemment presque nul, car pour les faire arriver à une si grande distance (trois mille toises), il fallait les remplir de plomb et ne laisser qu'un petit creux propre à recevoir seulement quelques onces de poudre. Ce genre de projectiles était lancé par des bouches à feu que l'on avait surnommées mortiers à la *Villantroys*, du nom d'un ancien ingénieur français qui en fit la découverte; mais le modèle des bombes fut trouvé par les Français à l'arsenal de Séville. Ancienne invention d'un Espagnol, elle paraît avoir été perfectionnée alors, au profit de nos ennemis, par un officier d'artillerie, Espagnol également, dont nous ne publions pas ici le nom, dans le doute où nous sommes s'il fut accusé à tort ou à raison d'une action aussi infâme. Les Français n'eurent d'abord que peu de mortiers de l'espèce dont nous parlons, encore se dérangeaient-ils à chaque instant, à cause de la forte charge de poudre qu'on était obligé d'y mettre. Plus tard, on en augmenta le nombre, et l'on parvint même à les perfectionner, ainsi que nous le verrons par la suite.

L'expédition de Peña continuant à être à Cadix l'objet de la censure publique, le conseil de régence, afin d'apaiser ces clameurs et de détourner l'ennemi du siége de Badajoz, dont on ignorait encore la prise, imagina d'envoyer une autre expédition au comté de Niebla, composée de cinq mille fantassins et deux cent cinquante chevaux, aux ordres de Don José de

Zayas, lequel devait agir de concert avec Don Francisco Ballesteros.

Zayas mit donc à la voile de Cadix le 18 mars, et ayant débarqué le 19 aux environs de Huelva, il chassa les Français de Moguer et chercha à pénétrer dans l'intérieur du pays. Mais, avant qu'il y fût parvenu, les ennemis reçurent des renforts de leur armée d'Estrémadure, et la jonction entre Zayas et Ballesteros n'ayant pas encore eu lieu, le premier fut obligé de se rembarquer le 23, ses instructions lui enjoignant de ne rien entreprendre sans être sûr du succès : il alla se poster à l'île de la Cascajera, à l'embouchure du Tinto. L'ennemi l'avait serré de si près, qu'il fallut abandonner les chevaux et qu'on ne put transporter dans l'île que leurs cavaliers avec les selles et les harnais : chose singulière! abandonnés à leur généreux instinct, plusieurs de ces animaux traversèrent à la nage le bras de mer qui les séparait de leurs maîtres.

Une fois campé à la Cascajera, Zayas voulut se mettre d'accord avec Ballesteros, qui, jaloux et indiscipliné, faisait de belles promesses, mais ne les remplissait presque jamais, et qui chercha même, dans cette circonstance, à suborner les soldats de l'expédition pour en grossir ses propres rangs. Zayas n'en continua pas moins à rester encore quelques jours sur ce point, et fit même une diversion en faveur de Ballesteros. Il envoya notamment, le 29 mars, des troupes sur la tour de la Arénilla, surprit les Français à Moguer, leur causa une perte de cent hommes, et recouvra même quelques-uns de ses chevaux, qui, restés dans la contrée, avaient été recueillis par des paysans.

Enfin Zayas, sans retirer d'autres avantages que ceux-là et celui d'avoir de nouveau inquiété l'ennemi, retourna à Cadix le 31, après avoir couru

risque de perdre ses transports dans une tempête qui éclata sur cette partie de la côte, pendant la nuit du 27 au 28.

A Cadix, l'ouragan se déchaîna avec une fureur telle que, de mémoire d'homme, on n'en avait vu de semblable : le vent d'est, qui souffla dans ces parages, fut encore plus violent que celui qui accompagna, en 1810, la tempête dont nous avons déjà fait mention précédemment. Par bonheur, il ne périt pas de bâtimens de guerre, mais bien une infinité de navires marchands, qui, se détachant de leurs amarres, allèrent se heurter les uns contre les autres ou échouer sur la côte. Plus de trois cents personnes se noyèrent, et comme ces désastres arrivèrent de nuit, l'obscurité et la violence du vent rendirent plus difficile l'envoi des secours. Les marins, et particulièrement les Anglais, donnèrent des preuves signalées d'intrépidité, d'adresse et d'humanité, dans l'empressement qu'ils mirent à sauver les naufragés. Ce malheur rouvrit la plaie encore saignante de l'expédition de l'île, et ranima les clameurs contre Peña ; car il est hors de doute que si le siége de Cadix eût été levé, les bâtimens, à l'ancre dans des endroits mieux abrités, n'auraient pas essuyé de si grands désastres.

Le maréchal Masséna entreprit sa complète retraite, tandis que les événemens qu'on vient de rapporter se passaient dans le midi de l'Espagne. Tenant ferme dans ses cantonnemens de Santarem, tant que son armée put s'y procurer des subsistances, il se résolut à les abandonner dès qu'il vit ses ressources épuisées, et que ses troupes diminuaient chaque jour, en même temps que les Anglais augmentaient de nombre et de moyens d'attaque. Le maréchal français commença son mouvement rétrograde dans la nuit du 5 au 6 mars, et le commença en grand capitaine. Des difficultés sans nombre l'entouraient, et, pour les vaincre, il

fallait mettre à profit la mobilité de ses troupes, si supérieures, sous ce rapport, à celles des Anglais. Le chemin qu'il résolut de prendre fut dans la direction de Mondego, chemin de difficile début, car il exigeait des manœuvres sur les flancs. Il fit partir en avant, et plus tôt que le 5, tous les objets lourds et embarrassans; puis il ordonna au maréchal Ney de faire des évolutions sur Leiria, comme s'il voulait diriger sa marche vers Torrès-Vedras. Alors, et dans cette nuit du 5 au 6, Masséna, levant le camp, alla concentrer, le 9, à Pombal, et par le moyen de marches rapides, toute son armée, excepté le second corps, sous les ordres de Reynier, et la division Loison, qui brûla les bacs du Punhète. Ces deux généraux prirent la route d'Espinal, et couvrirent ainsi le flanc de la principale ligne de retraite.

Lord Wellington se mit à la suite de l'ennemi, mais avec précaution, et craignant toujours de découvrir les lignes. Pour cette raison, et aussi parce que Masséna avait pris les devans en s'éloignant sans bruit, l'Anglais ne put, avant le 11, réunir assez de troupes pour opérer activement. Le maréchal français ne l'attendit point, et, pendant la nuit, continua sa marche, couverte par le sixième corps et la cavalerie du général Montbrun, qui s'établirent à l'entrée d'un défilé, entre Pombal et Redinha. Les Anglais les en délogèrent, et Masséna fit halte, le 13, à Condeixa. Son dessein était de passer par Coïmbre, et de s'arrêter dans les fortes positions de la droite de Mondégo; mais les Portugais, commandés par le colonel Trant, avaient détruit les ponts et disposé pour une vigoureuse défense cette ville où s'étaient aussi réfugiés les habitans des campagnes de la rive gauche, après les avoir converties en un désert. Le général Montbrun s'avança sur Coïmbre, et, dès le 12, il fit quelques démonstrations d'attaque, et lança des gre-

nades. Il somma vainement la place de se rendre, et, perdant l'espoir de l'emporter d'emblée, il avertit de cette circonstance le général en chef, et lui fit part, en outre, de la croyance qu'il avait que des renforts étaient arrivés par mer de Lisbonne au Mondégo.

Masséna, ne pouvant s'arrêter pour forcer le passage du fleuve, et serré de près, se trouvait fort compromis, car il ne lui restait plus d'autre route à prendre que celle, très-difficile, de Ponte da Murcella par Miranda do Corvo. Wellington s'aperçut que le chemin de Coïmbre était fermé à son adversaire, à ce que ses bagages se dirigeaient sur Ponte da Murcella. Aussitôt, le général anglais fit marcher par sa droite, et à travers les montagnes, une division sous les ordres de Picton, mouvement de biais qui obligea les Français à abandonner Condeixa, et à se jeter une lieue en arrière, dans la position de Casalnovo. Wellington ouvrit alors immédiatement ses communications avec la ville de Coïmbre, et se prépara à chasser les Français de leur nouvelle position.

Comme celle-ci était très-forte sur le front, l'Anglais manœuvra sur les flancs; il fit marcher par la droite le général Cole, qui devait ensuite se diriger sur l'Alentejo, et le chargea d'assurer le passage, tant de la rivière Deuza que de la route d'Espinal, ville dans les environs de laquelle se trouvait déjà, depuis le 10, le général Nightingale, pour observer Reynier et Loison, lesquels, comme nous l'avons dit, avaient suivi la retraite dans cette direction. Wellington envoya en outre du même côté, mais pour envelopper l'ennemi, le général Picton, et détacha sur le flanc gauche le général Erskine et la brigade portugaise de Pack, en même temps qu'il ordonna aux troupes légères d'escarmoucher sur le front, appuyées par la division Campbell. Il garda en réserve le reste de l'armée anglo-portugaise.

Une partie de l'armée française s'était déjà repliée et avait pris possession du formidable passage de Miranda do Corvo et des bords du Deuza. C'est là que vint aussi se réunir aux siens le général Montbrun, qui, détaché sur Coïmbre, se vit très-exposé à être enveloppé par les Anglais, quand Masséna sortit de Condeixa. Les sixième et huitième corps, qui étaient demeurés à Casalnovo, abandonnèrent la position devant les manœuvres des Anglais sur leur flanc, et s'incorporèrent au maréchal en chef, cantonné à Miranda.

Cependant le général Cole se réunit à Nightingale dans la soirée du 14, et les Anglais, une fois maîtres d'Espinal, et le Deuza franchi, pouvaient forcer, en l'enveloppant, la nouvelle position qu'occupaient les Français à Miranda do Corvo. Ceux-ci, pour cette raison, l'évacuèrent la nuit même, et en prirent une autre non moins respectable sur la rivière de Ceïras, laissant un corps d'avant-garde en face de la Foz d'Arouce. Le 15, un combat acharné s'engagea sur ce point, et dura jusqu'après la tombée de la nuit. Dans l'obscurité et le désordre, beaucoup de Français se noyèrent au passage du Ceïras. Toutefois, Ney, qui couvrait toujours la retraite, parvint à sauver les blessés, les fourgons et les bagages que conservait encore l'armée, et le maréchal Masséna put s'établir sans encombre derrière l'Alba. Wellington donna du repos à ses troupes le 16, et, le 17, il établit ses postes sur la Sierra de Murcella.

On peut dire qu'ici se termina la première partie de la retraite des Français, commencée depuis Santarem. Ils avaient toujours marché en colonne serrée, couverts par un ou deux corps de l'armée, qui surent tirer parti du terrain âpre et montueux qu'ils rencontraient. Masséna déploya pendant cette retraite de profondes connaissances dans l'art de la guerre, et

Ney, à l'arrière-garde, brilla toujours par son courage et son habileté.

Mais les ravages que causèrent leurs troupes excèdent tout ce que la plume pourrait peindre. Déjà, dans leurs premiers cantonnemens, dans ceux de Santarem, dans le chemin qu'ils parcoururent au retour, il ne s'offrait à la vue d'autre image que celle de la mort et de la désolation. Les fruits d'automne ne furent pas récoltés, et ceux que ne dévora point le soldat affamé, pourris sur les arbres et tombés à terre, servirent de pâture à des volées d'oiseaux et à des essaims d'insectes immondes qui accouraient attirés par cet appât abondant. La misère de l'armée française vint au comble. Chaque corps, chaque homme, volait et pillait pour son compte, et il se forma une bande de maraudeurs qui s'appelèrent eux-mêmes *dixième corps d'opération*. Le maréchal Masséna eut bien de la peine à les disperser. Mais, comme nous venons de le dire, ils n'étaient pas les seuls qui causassent du ravage. La détresse étant extrême pour tous, tous participèrent à l'indiscipline et à la licence, ne se rappelant qu'ils étaient Français que lorsqu'il fallait prendre les armes et combattre l'Anglais. Quelques habitans qui étaient restés dans leurs maisons, et ceux qui y étaient revenus, abusés par de flatteuses promesses, ou périrent sous les mauvais traitemens, martyrisés à chaque minute, ou préférèrent se réfugier dans les montagnes et vivre parmi les bêtes féroces, plutôt que parmi des hommes plus féroces qu'elles-mêmes. Il y eut des maisons dans l'étroite enceinte desquelles on découvrit jusqu'à trente femmes et enfans étendus morts. Les loups se réunissaient en troupeaux dans les endroits où, comme en des enclos de bergeries, gisaient en tas, sans gardiens, des centaines de cadavres de gens et de bétail. Les Français, serrés de

près et marchant en toute hâte, étaient souvent obligés de détruire leurs bêtes de somme et leurs équipages. En une seule occasion, les Anglais rencontrèrent cinq cents ânes avec les jarrets coupés et dans une douloureuse agonie, cruauté mille fois plus grande que celle de les tuer entièrement. Les villes de Torrès-Novas, de Thomar et de Pernes, où les chefs supérieurs avaient fait plusieurs mois de séjour, ne furent pas plus respectées pour cela. L'ennemi les brûla en partie, et, quand il se retira, les livra au pillage. Les Français brûlèrent aussi Léiria, et le palais de l'évêque fut incendié par ordre de Drouet. Ce fut aussi sur un ordre spécial venu du quartier-général qu'on livra aux flammes le fameux monastère d'Alcobaza, sépulture de quelques rois de Portugal, entre autres de Pierre Ier et de sa femme Inès de Castro, dont les tombeaux furent profanés à la recherche de trésors imaginaires, et les reliques jetées au vent. On raconte que le corps d'Inès s'était conservé intact : beauté malheureuse, qui, au bout de plusieurs siècles, ne put, même dans la tombe, goûter enfin le repos ! Plus loin, tous les villages du parcours furent détruits et incendiés. Les traces des ravages indiquaient la route de l'envahisseur, aussi féroce que s'il eût porté la hache des Vandales ou des Huns, et, comme ceux-ci, partout où il passa, *corrasit* toute la terre, pour nous servir d'une expression significative dont fit usage en pareille occasion un écrivain de la basse latinité. Le soldat une fois lâché, soit-il ou non de nation civilisée, n'est plus guidé que par un sauvage instinct. Il détruit, il dévaste, il brûle, sans objet et sans nécessité; mais, par malheur, comme disait Frédéric II, « c'est cela qui est la guerre. »

Il y eut des gens qui blâmèrent lord Wellington de ce qu'il n'avait pas, au moins en partie, empêché

de tels désastres, croyant que, pendant que les deux armées se tenaient, l'une dans les lignes, l'autre à Santarem, l'ennemi, menacé par des mouvemens offensifs, se serait vu dans la nécessité de concentrer ses forces, sans pouvoir porter jusqu'à vingt ou trente lieues, comme il le faisait habituellement, le fléau de la destruction. D'autres ont reproché au général anglais de n'avoir pas, après la retraite, mis suffisamment à profit les avantages que lui donnaient le nombre et le bon état de ses forces, supérieures en tout à celles de l'ennemi, lesquelles, diminuées par les maladies et démoralisées, n'avaient d'autres vivres que ceux que portait chaque soldat dans son sac, ou qu'on pouvait trouver encore dans un pays si dévasté. Les défilés et les obstacles naturels, ajoutent les mêmes critiques, qui embarrassaient et retardaient la marche de l'armée française, surtout à Bedinha, Condeixa, Casalnovo et Miranda do Corvo, permettaient d'attaquer et de vaincre facilement l'ennemi, et peut-être alors pouvait-on sans grand risque anéantir une armée qui, deux mois plus tard, et déjà refaite, combattit avec vigueur, et au point de disputer la victoire. Ces réflexions reposaient sur des fondemens qui ne manquaient pas de solidité. . . . .

Poursuivons notre récit. Dès que lord Wellington, à son arrivée à Condeixa, vit Coïmbre à l'abri, et les Français en retraite précipitée, il tourna les yeux sur l'Estrémadure espagnole, et, le 13 mars, il résolut de détacher dans cette direction, sous les ordres du maréchal Beresford, une brigade de cavalerie, l'artillerie correspondante, deux divisions anglaises d'infanterie et une portugaise de la même arme. On a dit que Wellington avait pensé plutôt à exécuter cette manœuvre, mais qu'il avait été retenu par la défaite et la dispersion de Mendizabal, arri-

vées le 19 février. Nous doutons que cela fût ainsi. Le véritable motif du retard consista en ce que Wellington ne voulait se dessaisir d'aucune force jusqu'à ce qu'il eût reçu d'Angleterre les nouvelles troupes qu'il attendait. Il comptait sur elles pour la fin de janvier, et, dans cette espérance, il avait annoncé qu'il secourrait l'Estrémadure en février. Trompé dans son espoir, il suspendit l'exécution de son plan, et ceux qui ne savaient point la vraie cause de ce changement l'attribuèrent à la déroute essuyée, et non au retard des renforts, qui n'abordèrent à Lisbonne qu'au commencement de mars. Une fois arrivés, ils rejoignirent promptement l'armée, et lord Wellington, assuré dès lors de la marche rétrograde des Français, jugea qu'il pouvait, sans danger, se dessaisir des forces que nous venons d'indiquer, lesquelles contribueraient par leur présence en Estrémadure à des opérations plus étendues et de combinaison plus compliquée. Par conséquent, dans la Sierra de Murcella, où nous l'avons laissé le 17, il était déjà privé de ces troupes, mais fortifié, d'une autre part, par les troupes fraîches arrivées d'Angleterre, et qui montaient à près de dix mille hommes.

Masséna, établi sur la droite de l'Alba, détruisit les ponts, mais il ne séjourna pas long-temps sur cette rive, parce que Wellington continuant, comme il avait commencé, les mouvemens de flanc, obligea le maréchal français à réunir presque toute son armée, le 18, dans la Sierra de Moita, qu'il évacua également la nuit même. Depuis là, Masséna ne s'arrêta plus qu'à Celorico ; le gros de son armée suivait le chemin direct, et le second corps seulement prit la direction de Gouvea pour franchir les montagnes et se rendre à Guarda.

Les Anglais firent, le 19, un assez grand nombre de prisonniers, surtout des cavaliers qui se détour-

naient en fourrageurs ; ils poursuivirent Masséna avec la cavalerie et la division légère aux ordres du général Erskine, que soutenaient les forces envoyées sur la droite du Mondégo et les milices portugaises qui ne cessèrent d'inquiéter les Français de ce côté. Le reste de l'armée fit halte pour prendre de nouveau du repos, et attendre que des vivres lui arrivassent du Tage, puisque les pays voisins n'en fournissaient presque pas. Le gros des troupes françaises, au lieu de poursuivre de Célorico à Pinhel, craignant de trouver ces défilés occupés par l'ennemi, changea de route, et, le 23, continua sa retraite sur Guarda. Ce fut ce jour-là que le maréchal Ney quitta son armée et partit pour l'Espagne, mécontent de Masséna.

Les alliés enfin se montrèrent réunis, le 26, à Célorico et les environs, dans le dessein de déloger l'ennemi d'une position respectable qu'il occupait au-dessus de la ville de Guarda, et le 29, ils se mirent en mouvement, disposés à l'attaque. Mais les Français s'étant retirés à Sabugal del Coa, prirent sur la rive droite de nouveaux cantonnemens.

Wellington se plaça sur la rive opposée, essayant, le 3 avril, de traverser la rivière. Pour cela, il jeta les milices portugaises, aux ordres de leurs chefs Trant et John Wilson, au-dessous d'Alméida, pour qu'elles fissent mine d'y vouloir passer le Coa, en même temps qu'il tentait d'effectuer ce passage par l'autre extrémité, du côté de Sabugal, où se tenait le second corps français. Il y eut là, le même jour, un combat fort vif et douteux quelque temps, dans lequel les Anglais essuyèrent une perte assez considérable, mais obtinrent à la fin que l'ennemi abandonnât ses positions.

Le 5, Masséna franchit la frontière de Portugal, et toucha la terre d'Espagne, après plusieurs mois d'absence et une campagne malheureuse, bien

que glorieuse sous le rapport de l'habileté militaire qu'il y déploya. On pourrait l'accuser d'avoir toléré des désordres et de ne s'être point retiré à temps; mais l'une de ces choses doit être attribuée à la misère du pays, à la détresse, aux anxiétés qu'entraînent après elles les guerres nationales, et l'autre à la volonté de l'empereur, inflexible et sourd à tout ce qui semblait reculer dans une entreprise.

Wellington, s'arrêtant aux confins du Portugal, établit les principales forces de son armée sur les deux rives du Coa, investit Alméida, et plaça une division légère à Gallegos et Espeja.

Telle fut la fin de l'expédition de Masséna, dans laquelle vint s'éclipser l'étoile de ce maréchal, que l'on avait désigné jusqu'alors sous le nom de l'*Enfant gâté de la victoire;* si l'on compte les troupes qui entrèrent avec lui en Portugal, et les renforts qui arrivèrent ensuite, on peut assurer qu'il y eut quatre-vingt mille hommes employés dans cette campagne. Quarante-cinq mille seulement en revinrent sains et saufs; le reste périt par la faim et les maladies, ou sous les coups de l'ennemi. Sans la prudence outrée de lord Wellington, sans l'adresse et la célérité du maréchal français, aucun d'eux peut-être n'aurait revu la frontière d'Espagne.

Alors le général anglais, persuadé que Masséna ne tenterait pour le moment aucune entreprise, s'occupa de mieux faire concorder les opérations de l'Estrémadure avec celles du Coa, et, laissant le commandement intérimaire de l'armée alliée à sir Brent Spencer, il prit de sa personne le chemin de l'Alentejo.

Les instructions qu'il avait données à Beresford enjoignaient principalement à ce général de secourir Campomayor, dont la prise était encore ignorée dans le camp anglais, et de recouvrer les places d'Olivenza

et de Badajoz. La première avait été occupée par les Français, comme nous l'avons vu, le 22 mars, et Beresford, traversant le Tage, le 17, à Tancos, et continuant sa route par Prato et Cortalegre, n'arriva que le 25 en vue de Campomayor. Ce jour même, l'ennemi abandonna l'enceinte de la place, et les alliés en prirent possession sans coup férir. Beresford poursuivit dans leur retraite les Français embarrassés d'un grand convoi qu'escortaient trois bataillons d'infanterie et neuf cents chevaux, sous les ordres du général Latour-Maubourg. Les alliés l'attaquèrent et le mirent en déroute; mais l'ardeur des cavaliers anglo-portugais les ayant emportés jusqu'à Badajoz, ils essuyèrent près des murs de la place une perte considérable.

Beresford devait ensuite jeter un pont de bateaux sur la Guadiana, et passer ce fleuve à Jurumeña. Il est sûr qu'en usant alors de vitesse, peut-être eût-on repris d'emblée Olivenza et Badajoz, ces places manquant de vivres, ayant encore leurs brèches ouvertes, et les Français n'étant point préparés pour un événement soudain, comme l'arrivée de forces anglaises si imposantes. Mais Beresford se montra cette fois un peu indolent. Des obstacles imprévus contribuèrent aussi à empêcher la promptitude des mouvemens. Les troupes étaient fatiguées de ces marches sans fin et manquaient de plusieurs objets essentiels. Il fallait en outre construire le pont, et les matériaux n'abondaient point à Elvas. Quand, le 3 avril, l'ouvrage fut terminé, une crue d'eau qui arriva dans la nuit emporta le pont; il fallut ensuite traverser le fleuve sur des radeaux, opération pénible, qui fut commencée le 5, et qu'on ne put achever que le 8, fort tard.

A la même époque, Don Francisco-Xavier Castaños s'était chargé du commandement du cinquième

corps. Il succédait à la Romana, qui, jusqu'à sa mort, l'avait eu comme titulaire, et au général Mendizabal, tombé momentanément en disgrâce par suite de la fatale journée du 19 février. Castaños avait occupé Albuquerque et Valencia de Alcantara, places également abandonnées par les Français, et distribué le reste de son armée en deux corps sous les ordres de Don Pablo Morillo et de Don Carlos d'Espagne ; la cavalerie était commandée par le comte de Penne-Villemur. Il fit ensuite quelques évolutions vers la droite de la Guadiana, autant que le permettait la faiblesse de ses troupes, et s'efforça de gagner la bienveillance du général anglais, en établissant avec lui une franche et amicale correspondance.

Les Français, revenant bientôt de l'alarme que leur avait causée l'apparition de Beresford, réparèrent les places avec activité, les fournirent de provisions et les mirent à l'abri d'une surprise. C'était le général Latour-Maubourg qui commandait par intérim le cinquième corps, au lieu du maréchal Mortier, qui avait regagné la France.

Beresford, après avoir passé la Guadiana, somma, le 9 avril, Olivenza de se rendre. Le gouverneur n'ayant point cédé à ses menaces, il fallut faire venir d'Elvas des canons de calibre, et assiéger la place en règle. Le général Cole demeura chargé de poursuivre le siége, tandis que Beresford prenait position à l'Albuera, pour couper les communications entre Badajoz et l'armée ennemie repliée sur Llerena. Castaños, sur la droite de la Guadiana, continua à soutenir les opérations des alliés par des troupes détachées jusqu'à Almendralejo, et Ballesteros fit de même, du côté de Frejenal.

La brèche ouverte, Olivenza se rendit le 15 à la merci du vainqueur, et l'on fit prisonniers trois cent soixante-dix hommes qui composaient sa garnison. Comme un pont de bateaux avait été précédemment

construit à Jurumeña, l'armée anglaise se concentra à Santa-Marta, et passa tout entière à Zafra, ayant toujours sa gauche couverte par Castaños, dont la cavalerie, aux ordres du comte de Penne-Villemur, s'avança sur Llerena, Latour-Maubourg s'étant replié, le 18, à Guadalcanal.

Dans ce même temps, lord Wellington arriva aussi à Elvas, et fit, le 22, une reconnaissance sur Badajoz. Son désir ardent était de reprendre la place dans le délai de seize jours, espace de temps que, suivant son calcul, Soult mettrait à venir la secourir. En conséquence, le commandant du génie anglais lui ayant présenté l'attaque du fort de San-Cristoval comme l'unique moyen d'atteindre son but, Wellington approuva la proposition. Mais comme sa présence était nécessaire pour les entreprises qui se préparaient sur le Coa, il regagna ses quartiers et chargea Beresford de l'attaque de Badajoz.

En pénétrant dans l'Estrémadure, Wellington espérait bien obtenir du gouvernement espagnol une preuve signalée de particulière confiance. Dans le courant de mars, le ministre anglais, sir Henry Wellesley, avait demandé qu'on remît à son frère le commandement militaire des provinces limitrophes du Portugal, pour employer utilement ainsi les ressources qu'elles offraient, et combiner avec justesse les opérations de la guerre. La régence accueillit mal une démarche tellement inattendue; mais désirant donner plus de force à son opinion, elle s'occupa de l'appuyer sur celle des cortès. A cet effet, dans les premiers jours d'avril, elle se rendit en corps, de nuit et avec grande solennité, dans le sein de l'assemblée, après avoir à l'avance demandé que l'on tînt une séance extraordinaire. Une manière de procéder si inusitée annonçait une affaire d'importance, car jamais les cortès et le pouvoir exécutif ne cor-

respondaient entre eux autrement que par le moyen de messages ou par les secrétaires d'état. La régence entra donc dans la salle des cortès, et le général Blake, ayant rapporté verbalement la demande des Anglais, exposa diverses raisons pour qu'on n'admît point une prétention qui, dans son avis, blessait l'indépendance et l'honneur national ; il ajouta qu'il résignerait plutôt son poste que de consentir à une telle humiliation. Alors, les deux autres régens, Agar et Ciscar, se levèrent et répétèrent les mêmes paroles d'un ton ferme et résolu. Les cortès, émues, comme le seront toujours à la première impression les grands corps populaires devant des sentimens nobles et élevés, applaudirent à la résolution de la régence, et lui donnèrent une entière approbation. Ce fut aux Anglais une grande gaucherie de mettre en avant une prétention semblable, peu après ce qui s'était passé à la Barrosa, événement qui avait aigri contre eux bien des esprits, et encore après s'être dispensés de secourir Badajoz, faute contre laquelle s'élevèrent même leurs plus chauds partisans. Quant aux régens, si tant d'intérêt et de chaleur naissait chez eux du patriotisme le plus sincère, d'autres causes aussi contribuèrent à leur résolution; car, bien qu'il fût juste, comme nous le pensons, de rejeter la demande, au moins le refus ne devait-il point paraître un parti passionné. Mais les trois régens, hommes éclairés et parfaitement purs, payèrent tribut, en cette occasion, à la fragilité humaine. Blake, Irlandais d'origine, Agar et Ciscar, marins, se ressentirent, l'un des préjugés de sa race, les deux autres des préjugés de leur profession.

Wellington fut de retour à son camp, alors établi à Villa-Formosa, le 28 avril. Il était temps qu'il arrivât. Masséna, en pénétrant en Espagne, avait donné quelques jours de repos à son armée, et l'avait can-

tonnée dans les environs de Salamanque, avec des détachemens jusqu'à Zamora et Toro. Il ne laissa qu'une division du sixième corps près des murs de Ciudad-Rodrigo, et le neuvième à San-Felices, en observation de l'armée alliée. Il eut également soin de réunir des vivres pour approvisionner Alméida, fort dépourvue, et bloquée étroitement par les Anglais.

Ayant promptement préparé un convoi dans les fertiles campagnes de la Castille, et laissé quelque repos à son armée, Masséna résolut de secourir cette place. Le 23 avril, il donna les premiers indices de son mouvement. Il avait avec lui les deuxième, sixième et huitième corps, une partie du neuvième se réunit à eux, et l'autre partie se disposait à marcher sur l'Estrémadure, sous les ordres de son commandant, le général Drouet, qui devait prendre, dans cette province, le commandement du cinquième corps. Mais ces dernières troupes n'étant point encore parties pour leur destination, prirent également part aux opérations qu'entreprit Masséna dans les premiers jours de mai. Quantité de soldats de tous les corps restèrent dans les cantonnemens, devenus inutiles pour le service actif; les rangs furent complétés jusqu'à un certain point par des troupes postées dans la Castille, parmi lesquelles se distinguait un superbe corps d'artillerie et de cavalerie de la garde impériale, qu'avait cédé à Masséna le maréchal Bessières. Celui-ci se trouvait maintenant à la tête de l'armée appelée du nord, et tenait en respect la Castille-Vieille ainsi que les provinces basques. Le total des forces qui reprenaient la campagne avec Masséna s'élevait à près de quarante mille fantassins et à plus de cinq mille chevaux, tous agiles, dispos et déjà remis de leurs récentes fatigues.

Peu après avoir rejoint son armée, Wellington la fit replier et l'établit entre la rivière appelée Dos-

Casas et le Turonès, étendant ses forces sur un espace d'environ deux lieues. La gauche, composée de la cinquième division, fut placée sous le fort de la Conception, le centre, qui formait la sixième division, en face du village d'Alaméda, et la droite, à Fuentès de Oñoro, où s'établirent les première, troisième et septième divisions. Du même côté, se trouvait la cavalerie, et un plus loin, à Navabel, le corps franc de Don Julian Sanchez. La division portugaise, aux ordres de Pack, et un régiment anglais bloquaient Alméida. Wellington présentait en bataille de trente-deux à trente-quatre mille fantassins, mille cinq cents chevaux et quarante-trois canons, forces inférieures à celles de Masséna, surtout en cavalerie.

Nonobstant cette infériorité, et en dépit de sa prudence accoutumée, le général anglais résolut de faire face au péril et d'engager l'action, tant il avait intérêt à empêcher qu'Alméida fût secourue. Le 2 mai, toute l'armée française commença son mouvement et passa la rivière d'Avaza, précédemment enflée, en chassant devant elle les troupes légères anglaises postées à Gallegos et à Espeja. La rivière Dos-Casas coule dans un lit encaissé, et sa rive est de difficile accès. Le village de Fuentès de Oñoro est situé dans le ravin, à la gauche de la rivière, excepté un ermitage et quelques maisons qui se montrent sur une éminence escarpée et rocailleuse. Le 3, les Français attaquèrent avec impétuosité ce village, et même, après un combat acharné, s'emparèrent de la partie basse, dont les Anglais les délogèrent à leur tour, en les forçant à repasser la rivière, ou plutôt le ruisseau de Dos-Casas. Sur le reste de la ligne, on escarmoucha vivement, ce qui fit que Wellington envoya pour renforcer son centre les troupes légères qui s'étaient réfugiées à Fuentès de Oñoro.

Le maréchal Masséna n'était point encore le 3 dans

son camp. Il y arriva le 4, et avec lui Bessières, qui commandait le corps de la garde impériale. D'après les événemens du 3 et d'autres manœuvres de l'ennemi, Wellington soupçonna que, pour s'emparer de l'éminence qu'occupaient les troupes anglaises à Fuentès de Oñoro, il passerait la rivière de Dos-Casas à Pozovelho et essaierait de gagner une hauteur près de Navabel, qui domine tout le canton. Dans le dessein d'éviter ce contre-temps, Wellington fit mouvoir sur sa droite la septième division, qui se mit de cette manière en contact avec Don Julian Sanchez. Ainsi, la ligne des alliés se prolongeait une demi-lieue de plus, bien que, d'après la vieille maxime de notre grand capitaine, Gonzalve de Cordoue, « il « n'y ait rien de plus périlleux que de beaucoup éten- « dre le front de bataille. »

Dans la matinée du 5, le troisième corps français se présenta, en effet, avec toute la cavalerie, du côté de Pozovelho, et le sixième corps, maintenant aux ordres de Loison, ainsi que ce qui restait du neuvième, se porta sur la gauche. Sans retard, Wellington renforça la septième division, commandée par Houston, avec les troupes légères aux ordres de Crawfurd, lesquelles avaient quitté le centre avec la cavalerie, que conduisait sir Stapleton-Cotton. Il fit aussi avancer au pas de course sur la droite les première et troisième divisions, en suivant les hauteurs parallèles aux rivières de Turonès et de Dos-Casas, par opposition à la manœuvre qu'exécutaient de l'autre côté les sixième et neuvième corps français.

L'ennemi commença aussitôt l'attaque par Pozovelho, et rejeta de cette position un détachement de la septième division anglaise. Il s'empara ensuite d'un bois contigu, et dans l'intervalle entre ce bois et Navabel, la cavalerie de Montbrun se forma sur un plateau. Don Julian Sanchez, quoique avec de faibles

moyens, amusa les cavaliers ennemis et ne passa le Turonès qu'au bout d'une heure, cédant alors, non-seulement à cause de la supériorité des forces qui l'accablaient, mais furieux aussi de ce que les Anglais avaient tué un de ses officiers qu'il envoyait demander du secours, le prenant pour un Français.

Pendant quelque temps la division légère anglaise put reprendre et garder le terrain perdu à Pozovelho; mais le général Montbrun, débarrassé de Don Julian Sanchez, enveloppa la septième division anglaise et la cavalerie de Cotton, tellement qu'elles furent obligées de se replier, tout en contenant par un feu bien dirigé l'impétuosité française.

Quand Wellington se vit dans cette situation critique, quoique décidé précédemment à conserver par ses manœuvres la communication avec la rive gauche du Coa, la route de Sabugal et en même temps le blocus d'Alméida, il abandonna la première partie de son plan et s'en tint à la seconde. Dans ce dessein, il concentra ses forces à Fuentès de Oñoro, et fit occuper par la septième division un terrain élevé, au-delà du Turonès, voulant assurer de cette manière son flanc droit et le chemin qui conduit au pont de Castellobom sur le Coa.

Les Anglais exécutèrent cette évolution difficile avec bonheur et dextérité; en conséquence, leur droite se trouva établie sur les hauteurs qui séparent le Turonès du ruisseau de Dos-Casas. Ce fut alors que l'infanterie de Sanchez, arrivant par un détour de Navabel, s'incorpora, dans le village de Fresneda, à l'armée britannique. Quant à la cavalerie de ce chef, Wellington l'envoya couper les communications de l'ennemi avec Ciudad-Rodrigo.

La plupart pensaient que Masséna persisterait à envelopper la droite des Anglais, se portant vers Castellobom; mais, au lieu d'exécuter une manœuvre

qui était indiquée et semblait la plus opportune, il se borna à canonner sur ce point, à faire quelques menaces et quelques charges de cavalerie sur les postes avancés, dirigeant tous ses efforts à la prise de Fuentès de Oñoro, pour rompre ce qui était alors en réalité le centre des Anglais.

Jusqu'à la nuit, les Français s'obstinèrent dans cette attaque, très-vivement disputée, et avec des chances diverses. C'étaient le sixième corps et le neuvième qui étaient les assaillans, et Wellington, plus tranquille sur la droite, renforça, par les réserves qu'il en fit venir, les première et troisième divisions, qui supportèrent, dans le centre, le principal effort du combat, soutenues par des corps portugais qui se comportèrent avec un grand courage.

Le fort du combat ne dura sur la droite que jusqu'à midi. A Fuentès de Oñoro, il continua, comme nous venons de le dire, toute la journée; quand il cessa, les Français repassèrent la rivière de Dos-Casas, et les alliés restèrent sur les hauteurs, sans que ni les uns ni les autres occupassent le village situé dans le fond.

Tandis que l'action était si vivement engagée sur la droite et sur le centre, le second corps, aux ordres de Reynier, simula une attaque à l'extrémité de la ligne gauche des alliés que couvrait sir William Erskine avec la cinquième division, défendant à la fois les passages du ruisseau de Dos-Casas par le côté du fort de la Conception et d'Aldea del Obispo. Reynier ne s'engagea toutefois dans aucune action sérieuse, voyant l'Anglais prêt à l'accepter. Il n'arriva non plus aucun événement notable devant Alméida, où était campée la sixième division, commandée par le général Campbell. Le convoi que les Français tenaient prêt pour Alméida resta toute la journée à Gallegos, attendant, pour s'introduire dans la place,

une conjoncture favorable qui ne se présenta point.

Ainsi, l'on peut regarder comme indécise la bataille de Fuentès de Oñoro, en ce sens que les deux partis conservèrent à peu près leurs positions antérieures, et que le village du bas, véritable champ de bataille, ne resta ni aux uns ni aux autres. Cependant, les résultats furent favorables aux alliés, puisque l'ennemi se trouva dans l'impossibilité de conserver et d'approvisionner Alméida, ce qui était son but principal. L'armée anglo-portugaise perdit quinze cents hommes, dont trois cents prisonniers; les Français un peu plus, par leur obstination à vouloir enlever les hauteurs de Fuentès de Oñoro.

Wellington craignait que l'ennemi ne revînt au combat le jour suivant, et, dans cette pensée, il commença à faire élever des retranchemens qui couvrissent sa position. Mais les Français, demeurant immobiles le 6 et le 7, se retirèrent le 8, sans être inquiétés. Ils traversèrent, le 10, l'Agueda, les uns, en plus grand nombre, à Ciudad-Rodrigo, et le corps de Reynier à Barba de Puerco.

Ce même jour, la garnison française évacua Alméida. Cette place avait pour gouverneur le général Brennier, officier plein d'intelligence et de bravoure. Ne pouvant la secourir, Masséna lui manda de l'abandonner. Le porteur de l'ordre fut un soldat, aussi étourdi que brave, qui parvint, quoique vêtu de son propre uniforme, à tromper la vigilance des postes anglais. Le gouverneur voulut, avant de sortir, ruiner les fortifications; après avoir préparé les mines nécessaires, au moment d'y mettre le feu, il s'élança dehors avec tout son monde, et trompa l'ennemi qui l'entourait d'une double ligne. Puis, il s'achemina en toute hâte sur l'Agueda, dans la direction de Barba de Puerco, où il fut reçu par les troupes de Reynier, qui continrent les Anglais mis à sa poursuite.

Dans la journée de Fuentès de Oñoro, la conduite des généraux en chef Wellington et Masséna surprit également les hommes entendus et expérimentés dans l'art de la guerre. Le premier, si circonspect au sortir de Torrès-Vedras, si prudent à la poursuite de l'ennemi, si soigneux d'éviter de sérieuses rencontres quand tout le favorisait, oublie sa prudence et sa réserve habituelles; alors que son armée était démembrée par les forces envoyées sur la Guadiana, et celle de Masséna, au contraire, refaite et grossie, il hasarde de livrer bataille dans une position étendue et défectueuse, qui avait sur ses derrières la place d'Alméida, encore au pouvoir de l'ennemi, et le Coa, dont les rives profondes auraient été pour une armée de difficile passage dans le cas d'une retraite précipitée. Et qui força le général anglais d'abandonner son projet antérieur, jusque-là suivi avec tant de constance? Le désir, sans doute, d'empêcher le ravitaillement d'Alméida. Motif puissant; mais était-il comparable avec l'entreprise bien moins hasardeuse de défaire et de détruire l'ennemi dans sa marche? Alors, non-seulement Alméida, mais encore Ciudad-Rodrigo seraient tombés aux mains des alliés, et l'anéantissement de l'armée française de Portugal aurait eu la plus heureuse influence sur les opérations de l'Estrémadure, et même de tout le midi de l'Espagne.

De son côté, Masséna ne se montra point aussi habile que de coutume, car, s'il eût vigoureusement poursuivi l'avantage obtenu sur la droite anglaise, au moment où elle fut obligée de se replier et de changer de position, la victoire se serait vraisemblablement déclarée pour l'armée française, et ce nouveau succès, couvrant les revers passés, aurait peut-être changé toute la face de la guerre péninsulaire. On dit que plusieurs généraux, sachant qu'ils allaient être remplacés, agirent avec mollesse et avec jalousie.

En effet, Junot et Loison partirent peu après pour la France. Masséna lui-même céda, le 11 mai, le commandement au maréchal Marmont, duc de Raguse, et Drouet, avec les dix ou onze mille hommes qui lui restaient du neuvième corps, prit la route des Andalousies et de l'Estrémadure.

Le maréchal nouveau venu cantonna son armée sur les bords du Tormès, et n'en laissa qu'une partie entre cette rivière et l'Aguéda, voulant faire des changemens dans l'ordre et la distribution des corps.

Wellington fit camper la sienne entre le Coa et le ruisseau de Dos-Casas; puis, le 16 du même mois de mai, il reprit, avec deux divisions, le chemin de l'Estrémadure, parce que Soult, accompagné de forces respectables, s'avançait une seconde fois sur cette province.

Depuis le 4 mai, Beresford avait investi la place de Badajoz, par la gauche de la Guadiana, avec cinq mille hommes, renforcés bientôt par la première division de la cinquième armée espagnole, sous le commandement de Don Carlos d'Espagne. Le 8, il exécuta le même mouvement par la rive droite, complétant ainsi l'investissement de la place, et résolut d'ouvrir, cette même nuit, la tranchée devant San-Cristoval, point signalé pour la principale attaque. Comme c'était le premier siége qu'entreprenaient les Anglais en Espagne, leurs ingénieurs ne se montrèrent pas fort expérimentés; ils manquaient, il est vrai, de plusieurs objets nécessaires.

A la même époque, les Anglo-Portugais se disposaient à prendre l'offensive contre l'armée ennemie dans l'Estrémadure même, comptant être appuyés par les Espagnols. On ne regardait pas comme fort important le secours que pouvait prêter par lui seul le général Castaños, et, par conséquent, on comptait sur d'autres forces que les siennes.

Ces forces étaient celles de Ballesteros, et une ex-

pédition qui mit à la voile de Cadix, le 16 avril. A sa tête avait été mis Don Joaquin Blake, président de la régence, qui avait obtenu une autorisation spéciale des cortès, attendu que le règlement donné au pouvoir exécutif défendait à aucun de ses membres de commander la force armée. Blake prit terre, le 18, dans le comté de Niébla, et marcha par les montagnes sur l'Estrémadure. Là, il se réunit à la division de Don Francisco Ballesteros, et tout le corps expéditionnaire se trouva, le 7 maï, cantonné à Frenejal et à Monasterio. Il se composait des troisième et quatrième divisions de la quatrième armée et d'une avant-garde. Celle-ci était commandée par Don José de Lardizabal; la troisième division, par Don Francisco Ballesteros; la quatrième, par Don José de Zayas, et la cavalerie, par Don Casimiro Loi: en tout, douze mille hommes, dont mille deux cents cavaliers, avec douze pièces de canon. Les fonctions de chef d'état-major étaient remplies par Don Antonio Burriel, officier instruit, et ami particulier de Don Joaquin Blake.

Quand Wellington fut arrivé à Elvas, il voulut se mettre d'accord avec les généraux espagnols pour les opérations ultérieures; mais, comme Castaños ne put traverser la Guadiana à cause d'une subite crue d'eau, la même qui emporta le pont de campagne jeté en face de Jurumeña, Wellington lui envoya un mémoire qui contenait les principaux points sur lesquels il désirait qu'on s'entendît; c'étaient les suivans: 1° que Blake, à son arrivée, s'établirait à Xerez de los Cavalleros, plaçant Ballesteros sur sa gauche, à Burguillos; 2° que la cavalerie du cinquième corps se porterait à Llerena pour observer le chemin de Guadalcanal et communiquer avec Ballesteros par Zafra; 3° que Castaños demeurerait avec son infanterie à Mérida pour appuyer sa

cavalerie, à l'exception toutefois de la division de Don Carlos d'Espagne, réservée pour le siége de Badajoz; 4° que l'armée anglaise se cantonnerait dans une seconde ligne, et qu'en cas de bataille, toutes les forces devraient se réunir à la Albuéra, comme centre des chemins qui conduisent de l'Andalousie à Badajoz.

Dans ce mémoire, Wellington indiquait aussi que si divers corps de l'armée alliée se réunissaient pour présenter la bataille, la direction serait prise par le général supérieur en ancienneté et en grade. C'était, en réalité, une galanterie faite à Castaños, auquel dans ce cas, appartenait le commandement; mais il la refusa avec une louable délicatesse, et substitua à cette proposition celle que le commandement en chef fût donné, le moment venu, au général qui amènerait le plus de forces : changement qui mérita l'approbation générale. Les généraux espagnols se rendirent, sur les autres points, au plan proposé par l'Anglais.

Soult avait hâte de marcher au secours de Badajoz. Mais auparavant, il prit des dispositions qui missent suffisamment à couvert les lignes de Cadix et de l'île de Léon, dans lesquelles le marquis de Coupigny, successeur, comme nous l'avons vu, du général la Peña, ne laissait pas que d'inquiéter souvent l'ennemi. Le maréchal français acheva également de fortifier les avenues du faubourg de Triana et le couvent contigu de la Chartreuse, pour mettre Séville à l'abri d'une surprise. Cela fait, et d'autres arrangemens pris, il partit de cette ville, le 10 mai. Il conduisait avec lui trente canons, trois mille dragons, une division d'infanterie renforcée par un bataillon de grenadiers pris au corps de Victor, et deux régimens de cavalerie légère qui appartenaient à celui de Sébastiani. Il arriva, le 11, à Santa-Olalla, et ce

fut dans ce bourg que le général Maransin vint se joindre à lui. En même temps, une brigade du général Godinot, cantonnée à Cordoue, s'avançait par Constantina. Le 13, Soult fut également rejoint par le général Latour-Maubourg, qui prit le commandement de la grosse cavalerie, laissant celui du cinquième corps au général Girard. Les Français comptaient en tout environ vingt mille fantassins, près de cinq mille chevaux et quarante canons. Ils portèrent, le 14, leur quartier-général à Villafranca.

Cependant, les Anglais n'avaient fait aucun progrès dans le siége de Badajoz. Philippon, gouverneur de la place, était trop supérieur en savoir et en activité, pour ne pas contenir aisément l'inexpérience des ingénieurs anglais, et inutiliser les moyens, insuffisans à la vérité, qu'ils employaient contre lui. A l'approche de Soult, Beresford ordonna de débloquer la place, ce que l'on commença d'exécuter dans les journées du 13 et du 14, et le siége fut complètement abandonné dans la nuit du 15, alors que s'éloignèrent la quatrième division anglaise et celle de Don Carlos d'Espagne, dernières troupes qui fussent restées. Les alliés perdirent dans cette tentative infructueuse environ sept cents hommes, tués ou blessés.

Le 14, les généraux espagnols eurent des entrevues à Valverde de Leganès avec le maréchal Beresford, et tous convinrent de présenter la bataille aux Français dans les environs de la Albuéra. En conséquence, ils expédièrent des ordres pour réunir rapidement en cet endroit toutes les troupes de l'armée combinée.

La Albuéra est un petit bourg situé sur la grand'-route qui conduit de Séville à Badajoz, distant de quatre lieues de cette dernière ville, et à gauche d'une petite rivière du même nom que forme, un

peu plus haut, la réunion du ruisseau de Nogalès avec celui de Chicapierna. En face du bourg est un vieux pont, et un autre neuf à côté, qui n'a justement que la largeur d'une voiture. Sur l'un et l'autre bord, le terrain est plat, et découvert en général, avec une légère pente menant aux deux rives. A droite, s'étendent un pâturage et un bois taillis nommé de la Natera, qui couvre la grand'route jusqu'à une courte distance, et surtout le bord de la rivière en amont, par où l'ennemi dirigea sa principale attaque. Sur la gauche, il n'y a ni arbres, ni buissons, et ces campagnes que brûle le soleil se convertissent de plus en plus en arides jachères, principalement du côté de Valverde. Là, le terrain s'élève insensiblement et forme des collines qui s'étendent derrière la Albuéra, avec des versans de l'autre côté que baigne à leur pied la petite rivière de Valdesevilla. C'est sur ces collines que l'armée alliée prit position.

Les troupes expéditionnaires arrivèrent tard dans la nuit du 15, et se placèrent à la droite sur deux lignes : dans la première, en suivant le même ordre, Don José de Lardizabal et Don Francisco Ballesteros qui touchait au chemin de Valverde; dans la seconde, à deux cents pas, Don José de Zayas. La cavalerie fut également distribuée en deux lignes ; elle avait été rejointe par celle de la cinquième armée, sous les ordres du comte de Penne-Villemur, qui commanda la totalité de nos cavaliers.

L'armée anglo-portugaise continuait le même alignement, mais simple : la droite sur le chemin de Valverde, s'étendant à gauche perpendiculairement aux Espagnols. Le général William Stewart, avec la deuxième division, venait après Ballesteros, et s'était placé entre le chemin de Valverde et celui de Badajoz; c'était la division du général Hamilton, composée de Portugais, qui fermait la gauche de

toute l'armée combinée. Le général Alten occupait, avec des troupes légères, le bourg de la Albuéra. L'artillerie anglaise s'établit en une seule ligne sur le chemin de Valverde ; les cavaliers portugais près des fantassins de la même nation, à l'extrémité de l'aile gauche, et les cavaliers anglais avancés auprès du ruisseau de Chicapierna, d'où ils se replièrent quand l'ennemi attaqua. Ils étaient commandés par le général Lumley, qui prit le commandement de toute la cavalerie alliée.

Telle était la position de l'armée, lorsque Don Francisco-Xavier Castaños arriva avec six canons et la division d'infanterie de Don Carlos d'Espagne, qui se plaça sur les deux côtés de celle de Zayas. Les nouveaux venus, avec les cavaliers de Penne-Villemur, tous appartenant à la quatrième armée, montaient à environ trois mille hommes. Au même instant, vinrent s'incorporer deux brigades de la quatrième division britannique, que commandait le général Cole, et qui formèrent, avec une des brigades d'Hamilton, une autre seconde ligne derrière celle des Anglo-Portugais, lesquels avaient jusqu'alors manqué de ce soutien. La force entière des alliés allait à trente-un mille hommes, plus de vingt-sept mille fantassins, et trois mille six cents chevaux. Environ quinze mille étaient Espagnols, le reste Anglais ou Portugais. Le nombre de ceux-ci étant supérieur, le maréchal Beresford fut, suivant la convention, revêtu du commandement en chef.

Dès la pointe du jour, le 15 mai, les cavaliers commencèrent à escarmoucher. Le temps, chargé de nuages, annonçait la pluie. A huit heures, deux régimens de dragons ennemis, conduits par le général Briche, avancèrent par la plaine, avec une batterie d'artillerie légère, tandis que le général Godinot, suivi d'un corps d'infanterie, faisait mine d'attaquer

le bourg de la Albuéra par le pont. Alors, les Espagnols commencèrent, de leurs positions, à engager la canonnade.

En ce moment, les généraux Castaños, Beresford et Blake, avec leur états-majors et d'autres officiers, déjeûnaient ensemble sur un coteau près du bourg, entre la première et la deuxième ligne, et en observant la manœuvre de l'ennemi, la plupart étaient d'avis qu'il attaquerait sur le front ou la gauche de l'armée alliée. Parmi les assistans, se trouvait le colonel Berthold Shepeler, officier allemand de grande distinction, qui était venu servir en volontaire la juste cause de la liberté espagnole. Comme il croyait, au contraire, que les Français dirigeraient leur attaque sur le flanc droit, il fixait la vue de ce côté. Tout-à-coup, apercevant à travers les taillis et les broussailles de l'autre rive la lueur des baïonnettes, il s'écria : « C'est par là qu'ils viennent. » Blake alors l'envoya à la découverte, et, après lui, d'autres officiers d'état-major.

Quand ils furent tous assurés que c'était réellement le point menacé, il fallut changer la formation de la droite, qu'occupaient les Espagnols : changement difficile en présence de l'ennemi, et surtout pour des troupes qui, bien qu'intrépides, n'étaient point encore assez formées à faire des évolutions avec la prestesse et la facilité requises en de semblables momens.

Toutefois, les nôtres exécutèrent adroitement la manœuvre, une partie de ceux qui formaient la seconde ligne allant couvrir le flanc droit de la première, qui se déploya en bataille et forma avec l'autre le marteau, ou l'angle droit. La terrible crise approchait : l'ennemi s'avançait par le bois ; à sa gauche, venait la cavalerie de Latour-Maubourg ; au centre, l'artillerie, sous le général Ruty, et à sa

droite, l'infanterie, composée de deux divisions du cinquième corps commandées par le général Girard, et d'une réserve, aux ordres du général Warlé. Les Français traversèrent le Nogalès et le Chicapierna, puis firent un mouvement de conversion sur la droite, pour atteindre le flanc droit des alliés, et pour l'envelopper même, en coupant ainsi les chemins de la Sierra, d'Olivenza et de Valverde, et tâchant de rejeter les nôtres sur le ruisseau Valdesevilla, et de les acculer à Badajoz et à la Guadiana. Tandis que l'ennemi commençait cette attaque, qui était, nous le répétons, la principale de leur plan de bataille, les généraux Godinot et Briche continuaient à menacer les corps qui, dans la première formation, étaient considérés comme le centre et la gauche de l'armée combinée.

Ce fut donc sur la droite que s'engagea le combat sérieux. Zayas le commença, Lardizabal vint le continuer, ayant suivi le mouvement du premier général, et enfin tous les Espagnols prirent part à la mêlée, sauf deux bataillons de Ballesteros qui restèrent à faire face à la rivière de la Albuéra. Mais le reste de cette division favorisa la manœuvre de Zayas, et fit une charge vigoureuse sur le flanc droit des colonnes assaillantes, qui les contint et leur fit suspendre leur feu. Les Français alors, rejetés sur leur réserve, répétèrent à plusieurs reprises, et toujours vainement, leur première attaque; mais à la fin, soutenus par la cavalerie de Latour-Maubourg, ils s'établirent sur la pente du coteau qu'occupaient les Espagnols.

Ceux-ci furent secourus par la division du général Stewart, déjà en mouvement, qui accourut se placer à la droite de Zayas. Celle de Cole la suivit de loin, et la cavalerie de Lumley s'étendit dans la direction du ruisseau de Valdesevilla, pour éviter de re-

fouler notre droite sur les colonnes ennemies. La nouvelle position de l'armée alliée se trouvait alors perpendiculaire au front de bataille qu'elle avait d'abord formé. Alten conserva sa position dans le bourg de la Albuéra, et Hamilton avec les Portugais, bien qu'également détaché en avant, demeura dans la ligne précédente, chargé de repousser les tentatives que dirigeait contre le pont le général Godinot.

Le combat continuait avec une extrême vivacité sur la droite, et Stewart s'étant avancé avec la brigade Colbourne, une de celles de sa division, les Français reculèrent de nouveau, quand leurs hussards et les lanciers polonais, chargeant l'Anglais par derrière, dispersèrent la brigade, mise entre deux feux, lui prirent ses canons, huit cents prisonniers et trois drapeaux. Des rafales de vent impétueux et de furieuses averses, jointes à la fumée des décharges, empêchaient de discerner clairement les objets; cela permit aux cavaliers ennemis de tourner le flanc sans être vus, et d'attaquer sur les derrières. Quelques Polonais, emportés par l'élan du triomphe, s'engagèrent entre les deux lignes que formaient les alliés; et la secónde ligne anglaise, croyant la première déjà rompue, fit feu sur elle et sur le point où se trouvait Blake. Heureusement l'erreur fut bientôt découverte.

Dans cet instant critique, un des régimens de la brigade de Colbourne tint bon néanmoins, et donna le temps à Stewart de revenir avec celle de Houghton récommencer l'attaque. Il la fit avec la plus grande vigueur, soutenu par l'artillerie du major Dickson, qui se mit en ligne, et par une autre brigade de la même division, qui se porta sur la gauche. Don José de Zayas et les siens se jetèrent pour la seconde fois dans la mêlée, et combattirent bravement. La cavalerie placée sur la droite du flanc attaqué contint l'ennemi du côté de la plaine; celle de la cinquième

armée espagnole, commandée par le comte de Penne-Villemur et son second, Don Antolin Riguilon, se distingua surtout, et secourut Stewart dans son premier revers.

La mêlée continuait avec acharnement, et le ciel, s'étant éclairci, permettait d'agir à découvert. On ne pliait d'aucun côté, et les décharges se faisaient à demi-portée de fusil. Le bruit de l'artillerie, le fracas des armes et les cris des combattans étaient également terribles. L'action s'était engagée sur toute la ligne; on combattait aussi au front de bataille primitif et au pont de la Albuéra. Là, Alten défendit le bourg vigoureusement, et Hamilton, avec les Portugais et les deux bataillons espagnols que nous avons dit être restés dans la première position, le soutinrent honorablement.

L'issue était encore douteuse, quand, à la fin, les deux brigades de la division de Cole chargèrent l'ennemi. L'une, composée de Portugais sous les ordres du général Harvey, s'ébranla entre la cavalerie de Lumley et la droite des collines, position où le combat était le plus engagé; l'autre, conduite par Myers, s'achemina sur le point où combattait Stewart.

Zayas, ensuite, animé par la vue de ce mouvement, chargea en colonne serrée et l'arme au bras; il se trouvait à dix pas de l'ennemi, lorsque celui-ci, pris en flanc par les Portugais de la brigade d'Harvey, tourna le dos, et les soldats, qui, dans leur trouble, se jetaient les uns sur les autres, prirent bientôt la fuite, et se précipitèrent en roulant au bas de la côte. La cavalerie française, nombreuse et supérieure à celle des alliés, put seule couvrir une retraite si désordonnée. L'ennemi repassa les deux ruisseaux, et prit position sur les éminences de l'autre rive, où il mit ses canons en batterie pour protéger, de concert avec la cavalerie, ses bataillons défaits et presque dispersés.

Les alliés ne le poursuivirent pas plus loin; leur perte avait été trop considérable. Celle des Espagnols seulement montait à treize cent soixante-cinq hommes, tant morts que blessés. Parmi ces derniers, se trouvait Don Carlos d'Espagne; parmi les autres, le premier adjudant d'état-major, Don Emeterio Velarde, qui dit en expirant : « Qu'importe que je « meure, si nous avons gagné la bataille! » Les Portugais perdirent trois cent soixante-trois hommes; les Anglais, trois mille six cent quatorze et six cents prisonniers, les autres s'étant échappés des mains des Français pendant le tumulte et la confusion de la déroute. Les deux généraux anglais Houghton et Myers périrent; Stewart fut blessé, Cole également, et d'autres officiers de hauts grades.

Les Français comptèrent huit mille hommes hors de combat; les généraux Warlé et Pépin furent tués; Gazan, Bruyer et Maransin, blessés : bataille sanglante et meurtrière, quoiqu'elle eût peu duré.

Le 19, les deux armées se tenaient encore en ligne, en présence l'une de l'autre. Soult se retira dans la nuit, marchant si lentement, qu'il n'arriva à Llerena que le 23. Les alliés le laissèrent aller tranquille; il ne fut suivi que par la cavalerie de Lumley, qui eut à Usagra une vive rencontre, où les cavaliers ennemis perdirent plus de deux cents hommes.

Le parlement britannique déclara « qu'il reconnais-« sait hautement la valeur distinguée et l'intrépidité « avec laquelle s'était comportée l'armée espagnole, « sous le commandement de S. E. le général Blake, « à la bataille de la Albuéra. » Il n'y avait cependant, à ce qu'il paraît, aucun exemple de semblables démonstrations en faveur de troupes étrangères. Les cortès firent une pareille déclaration à l'égard des alliés, et décrétèrent en outre que l'armée espagnole avait bien mérité de la patrie; elles donnèrent aussi

l'ordre que, la guerre finie, un monument fût élevé à la Albuéra. Enfin, un grade fut accordé aux officiers les plus anciens de chaque classe.

Cette glorieuse journée mérita la sublime commémoration de lord Byron, qui déclara qu'à l'avenir Albuéra serait un sujet digne d'être célébré dans les chants et les refrains populaires.

Le 19, lord Wellington arriva sur la Guadiana, suivi des deux divisions avec lesquelles il avait quitté, comme nous l'avons dit, ses quartiers du nord. Il visita, le même jour, le champ de bataille de la Albuéra, et donna l'ordre au maréchal Beresford d'observer seulement l'ennemi, et de ne le poursuivre qu'avec prudence. Ce maréchal fut bientôt envoyé à Lisbonne, chargé d'y organiser de nouvelles troupes. Quelques-uns attribuèrent la mission à l'ombrage que donnaient ses récens lauriers; d'autres, mieux informés sans doute, à des dispositions générales, et non point à de jalouses et petites passions. Il faut ajouter, d'ailleurs, que les qualités militaires de Beresford étaient plus propres à organiser des recrues qu'à conduire une armée en campagne. Le général Hill, de retour en Portugal, après avoir recouvré la santé, reprit le commandement de la seconde division britannique, confiée, en son absence, au maréchal Beresford, avec le reste des troupes anglo-portugaises, qui manœuvrèrent d'habitude sur la gauche du Tage.

Soult, voyant qu'il n'était point poursuivi, fit halte à Llerena, et appela près de lui toutes les troupes des Andalousies qui pouvaient le rejoindre sans trop dégarnir les points fortifiés et les positions occupées. Il mit en même temps tous ses soins à rassembler des subsistances qui n'abondaient point, et dont la disette causa des plaintes et des désordres dans son camp. En effet, les habitans, abandonnant d'ordinaire leurs foyers, tâchaient de tromper l'ennemi pour qu'il ne découvrît

pas les grains, que l'on conserve en cette province dans des silos, et qu'il est dès lors facile de cacher, même à l'œil perçant du soldat en maraude. Sur ses derrières, l'armée de Soult était également inquiétée par d'audacieux partisans, qui s'interposaient sur le chemin de Séville, et coupaient la communication. Il fallait, pour les éventer, battre la campagne avec de la cavalerie, et jeter sur divers points des corps détachés.

Wellington ordonna qu'une grande partie de l'armée alliée se cantonnât à Zafra, Santa-Marta, Feria, Almendral et autres villages des environs, avec la cavalerie à Ribera et Villafranca de Barros. Dès le 18, la division de Hamilton avait repris, par la gauche de la Guadiana, le blocus de Badajoz, et, du même côté, accourut aussi celle de nos divisions commandée précédemment par Don Carlôs d'Espagne, et maintenant par Don Pedro-Agustin Giron, second de Castaños. On fut quelque temps à douter si l'on entreprendrait alors le siége en règle, car il était impossible de s'emparer promptement de la place, et fort à craindre que, dans l'intervalle, les Français revinssent à son secours. Néanmoins, Wellington décida le siége, et le 22, après une mûre délibération prise avec les officiers du génie et d'autres chefs de corps, on convint de continuer l'attaque, comme elle avait été résolue pour la précédente tentative, bien qu'avec quelques modifications dans les détails.

En conséquence, la septième division anglaise, aux ordres de Houston, vint, le 25, investir Badajoz par la droite de la Guadiana, et, le 27, la troisième division renforça celle d'Hamilton, établie sur la gauche du même fleuve. On commença, le 29, à ouvrir la tranchée contre le fort de San-Cristoval, tandis qu'on distrayait en même temps l'attention de l'ennemi par de fausses attaques du côté de Pardaleras.

Du 30 au 31, les assiégeans commencèrent également des travaux d'attaque au midi, contre le château vieux.

La brèche ouverte à l'est de San-Cristoval, les Anglais, la croyant praticable, tentèrent de donner l'assaut au fort, et s'approchèrent de son enceinte, ayant à leur tête le lieutenant Forster. De près, celui-ci vit bien qu'on s'était trompé; mais, se trouvant déjà, lui et les siens, dans le fossé, et animés par l'action, ils voulurent vainement pénétrer par la brèche, d'où l'ennemi les repoussa avec perte. Forster lui-même resta parmi les morts.

Dans le château, la muraille n'était guère plus percée, malgré les débris qui se voyaient au pied. On répéta, le 9, une autre attaque contre San-Cristoval, mais sans plus de succès. Depuis lors, le siége fut converti en blocus, et Wellington eut l'intention de le lever entièrement. On ne conçoit pas même comment un tel siége fut commencé, puisque les Anglais manquaient de mineurs, et qu'ils étaient dépourvus même de gabions et de fascines.

Ce fut alors qu'à la suite d'un feu de joie allumé par des artilleurs portugais qui campaient en plaine, près de Badajoz, sur la rive gauche de la Guadiana, le feu prit aux champs et aux buissons voisins, et la flamme s'étendit avec une si épouvantable violence, que, dans l'espace de trois jours, elle arriva près de Mérida, ville qui ne se préserva de la plus horrible catastrophe que parce qu'elle put opposer ce large fleuve au fléau. Le feu dura quinze jours entiers, et dévora des maisons, des bois, des pâturages, les moissons déjà presque mûres, enfin tout ce qu'il rencontra.

Soult, renforcé peu à peu, résolut de se remettre en mouvement du côté de Badajoz, et ouvrit sa marche le 12 juin. Il fut rejoint alors par le général Drouet, qui s'était acheminé, avec les restes du neuvième

corps, par Avila et Tolède, sur Cordoue, et de là tournant sur la droite, était venu trouver Belalcazar et le camp français en Estrémadure. Ces forces s'incorporèrent dans le cinquième corps, duquel Drouet prit dès lors le commandement. Soult avait pour but de délivrer Badajoz; mais n'osant point, quoique avec une armée grossie, exécuter cette opération tout seul, il voulut attendre l'approche de Marmont, déjà en marche sur la Guadiana.

Dès que ce maréchal se fut mis à la tête de l'armée de Portugal, il lui donna une nouvelle forme, distribuant en six divisions les trois grands corps précédens. Tous ses efforts, aussitôt qu'il eut approvisionné Ciudad-Rodrigo, furent dirigés, suivant les ordres de Napoléon, à opérer d'accord avec Soult en Estrémadure, puisque c'était là qu'avait pénétré la plus grande partie de l'armée alliée. Quatre divisions de celle de Marmont partirent d'Alba de Tormès, le 3 juin, tandis que les deux autres demeuraient près de l'Aguéda, le maréchal français voulant attentivement surveiller les mouvemens de sir Brent Spencer, qui commandait, en l'absence de Wellington, les troupes du Coa. Mais Marmont, ayant fait, le 6, une reconnaissance, et persuadé que le général anglais ne l'inquièterait pas, et qu'il se contenterait de suivre parallèlement le mouvement des troupes françaises, partit en personne pour l'Estrémadure, accompagné du reste de ses forces, dans la direction du *port* de Baños. Il traversa le Tage à Almaraz, après avoir jeté exprès un pont volant; puis, son armée, une fois sur la rive gauche, marcha en deux grands corps, l'un, par Truxillo, sur Mérida, l'autre, en obliquant par la gauche, sur Medellin.

Quand Wellington fut assuré que Soult avançait, il alla se poster à la Albuéra, pour l'arrêter et lui livrer bataille. Mais ensuite, apprenant que Marmont était

déjà proche, et prêt à se réunir à l'autre maréchal, il ne voulut plus, et avec raison, garder une position où il avait sur ses derrières Badajoz et la Guadiana, surtout devant en venir aux mains avec des forces aussi considérables que celles des deux maréchaux réunis. En conséquence, il abandonna la Albuéra, leva le siége de Badajoz, et, repassant la Guadiana, se retira, le 17, à Elvas. Les Espagnols firent de même, et traversèrent le fleuve à gué, à Jurumeña. Marmont et Soult s'approchèrent donc sans obstacle, et se virent, le 19, dans Badajoz même.

Pendant l'intervalle, sir Brent Spencer avait marché le long de la frontière de Portugal, passé le Tage à Villavelha, et rejoint Wellington sur les hauteurs de Campomayor. Là, celui-ci se préparait à combattre, ayant étendu son armée à travers les bosquets délicieux qui garnissent les deux rives du Caya. Ses forces s'élevaient à soixante mille hommes. L'ennemi en avait à peu près autant; mais celui-ci, après avoir fait, le 22, des reconnaissances sur Elvas et Badajoz, s'abstint d'engager l'action, ne jugeant pas facile de défaire les alliés dans leur position avantageuse.

Blake s'était séparé de ceux-ci, le 18, suivi par l'armée expéditionnaire, la division de Ballesteros, celle de Giron, et la cavalerie de Penne-Villemur. Il était mécontent de la suprématie de Wellington, et s'offrit, par ce motif, à faire une excursion sur le comté de Niébla. Le général en chef approuva la proposition, et Blake, cheminant par l'intérieur du Portugal, repassa la Guadiana, le 23, à Mertola. Dans le trajet, nos troupes eurent à souffrir bien des privations, à cause de la rapidité de leur marche; les soldats de Ballesteros se livrèrent à de blâmables excès, pillant et maltraitant les habitans du pays.

Il paraît que Blake avait en vue, dans son expédition, d'aller fondre sur Séville, presque abandonnée

à cette époque, et que défendaient seulement une faible garnison française et quelques *jurados* espagnols, gens à qui l'étranger se fiait fort peu. Pour qu'une telle entreprise réussît, il fallait marcher en toute hâte, car autrement, Soult, revenant sur ses pas, se serait hâté de secourir la ville. Mais Blake, sans motif plausible, s'arrêta et résolut de s'emparer d'abord de Niébla, ville située à la droite du Tinto, entourée d'un vieux rempart et d'un château, dont les murailles sont d'une épaisseur démesurée, principalement celle de la tour *del Homenage*. Comme c'est le chef-lieu du district, et bien placée pour le dominer, les Français l'avaient fortifiée avec soin, mettant à profit ses anciens remparts, dans lesquels on découvrait (à ce que nous a dit le duc d'Aremberg, qui dirigea ces travaux) un assez grand nombre de vestiges de la domination romaine. Le colonel Frizherds y commandait à la tête de six cents Suisses.

L'attaque fut confiée à la division de Zayas, et commença dans la nuit du 30 juin. Mais on n'avait pas de canons de brèche, et les échelles, bien qu'allongées, se trouvèrent trop courtes. Ces circonstances firent abandonner l'entreprise; sans avoir rien fait dans le comté de Niébla, Blake perdit l'occasion de faire une pointe sur Séville, et de jeter l'alarme au milieu de l'ennemi.

Son mouvement ne produisit d'autre bon résultat que d'éloigner une partie des forces françaises des environs de Badajoz. Celles-ci, marchant sur Blake, dans le comté de Niébla, l'obligèrent à se retirer le 2 juillet. Il repassa la Guadiana, le 6, à Alcoutin, d'où, méditant une autre tentative sur les provinces de l'est, il prit sa route par Villareal de San-Antonio et Ayamonte, et se rembarqua le 10, avec les troupes expéditionnaires et une partie de la division primitivement sous les ordres de Don Carlos d'Espagne. Celle

de Ballesteros resta dans le comté ; Don Pedro-Agustin Giron, avec quelques fantassins, et le comte de Penne-Villemur, avec la plus grande partie de la cavalerie, s'approchèrent de l'Estrémadure par les rives de la Guadiana.

A cette époque, les chaleurs furent excessives, dévorantes, ce que bien des gens attribuèrent à l'apparition d'une brillante comète qui se montra, pendant plusieurs mois, dans la partie boréale de notre hémisphère, et fixa l'attention de toute l'Europe. A Cadix, on l'apercevait en plein jour, et, la nuit, elle éclairait comme la lune la plus claire, qu'aurait accompagnée une longue et éclatante chevelure. Ces sortes d'apparition épouvantaient les peuples anciens, où les astronomes étaient rares et les philosophes aussi peu nombreux, de ceux qui pouvaient connaître à cette époque la véritable nature de ces corps célestes. Dans les siècles modernes, le flambeau de la science, allumé sur ce point par le grand Newton et l'illustre Halley, a jeté une grande lumière sur les lois qui dirigent les mouvemens et les révolutions des comètes, et dissipé les vaines terreurs de la crédule ignorance.

Comme nous venons de l'indiquer, la course de Blake dans le comté de Niébla, bien que sans succès, avait éloigné de l'Estrémadure une portion des troupes françaises. Soult quitta Badajoz le 27 juin, et revint à Séville, en dirigeant sur Niébla, par Frejenal, une division aux ordres du général Conroux. En se retirant, il ravitailla de nouveau la place de Badajoz, et fit sauter les remparts d'Olivenza, que les Anglais avaient abandonnée quand ils se mirent derrière la Guadiana. Le général Drouet resta sur leur gauche avec le cinquième corps.

Leur droite fut gardée quelques jours par le maréchal Marmont, dont les derrières étaient souvent inquiétés par des partisans espagnols. Celui qui fit

le plus de mal à l'ennemi de ce côté fut Don Pablo Morillo, à la tête de la deuxième division de la cinquième armée, laquelle, par autorisation du général en chef, au lieu de manœuvrer avec le corps principal, opéra pour son compte et complètement détachée. Dans le mois de juin, Morillo surprit à Belalcazar le colonel Normant, lui tua quarante-huit hommes, et lui en prit cent onze. Il fit de même, le 1er juillet, à Talarrubiàs, où il prit au commandant quatre officiers et cent quarante-neuf soldats. Poursuivi plus tard par trois colonnes ennemies, il échappa à leurs mouvemens par d'habiles, mais pénibles marches et contre-marches à travers la Sierra-Moréna. Il envoya à la troisième armée ses prisonniers, qui traversèrent sans encombre tout le pays occupé par les Français, et quant à lui, résistant à ceux qui s'étaient mis à sa poursuite, il vint ensuite fondre sur un autre corps qui était cantonné à Villanueva-del-Duque. Après l'avoir maltraité le 22, combattant toujours, il entra, le 31, à Caceres, et se réunit aux siens au bout d'une excursion de deux mois, heureuse et glorieuse.

Des alarmes si continuelles, ainsi que la dévastation du pays, rendaient les approvisionnemens très-difficiles au maréchal Marmont. Il fallait les faire venir de Madrid, convoyés par de fortes escortes, toujours harcelées, et dispersées quelquefois. Fortifiant alors les anciens châteaux de Truxillo et de Medellin, il laissa sur ce point la division du général Foy, avec presque toute la cavalerie, et, repassant lui-même le Tage, le 20 juillet, il s'établit à l'entour d'Almaraz et de Plasencia.

Wellington aussi traversa ce fleuve à Castello-Branco, les deux armées réglant leur marche l'une sur l'autre. Il laissa seulement le général Hill à Arronchès et Estremoz pour couvrir l'Alentejo. Don Francisco-Xavier Castaños, avec les troupes alors très-affaiblies

de la cinquième armée, prit ses quartiers à Valencia de Alcantara et les environs, d'où la cavalerie, sous les ordres du comte de Penne-Villemur, explorait les districts voisins. Ainsi, les armées respectives et les corps de chacune d'elles revenaient occuper les points d'où ils étaient partis, et dont la conservation immédiate et spéciale leur avait été confiée.

Nous venons de voir que, dans les six ou sept premiers mois de 1811, il y eut, depuis Tarifa jusqu'au Duéro, en courant du midi au couchant, des places perdues et prises, des batailles gagnées, de rudes momens de crise. D'un côté, les alliés perdirent Badajoz; de l'autre, ils recouvrèrent Alméida et délivrèrent le royaume de Portugal: la balance des événemens pencha donc en leur faveur. Bien des fautes furent commises, non-seulement par les Espagnols, mais aussi par les Anglais et les Français, et l'on peut inférer de notre récit à quel point dépend de la fortune la renommée des plus illustres généraux, que le monde absout, si elle est propice, des torts les plus grossiers et les plus inexcusables.

SOMMAIRE

DU LIVRE QUINZIÈME.

Opérations militaires aux extrémités des armées combinées anglo-hispano-portugaises. — Ronda. — Murcie et Grenade. — Sébastiani se rend en France. — Galice et Asturies. — Evacuation des Asturies. — Affaire de Cogorderos. — Septième armée : Porlier la commande. — Partis armés de ce district. — Surprise d'un convoi à Arlaban, par Mina. — Armée française du nord de l'Espagne. — Catalogne, Aragon et Valence. — Siége de Tortose. — La place tombe au pouvoir des Français. — Sensation que cet événement produit en Catalogne. — Les Français s'emparent de la forteresse du Coll de Balaguer. — Mesures que prend Suchet. — Il retourne en Aragon. — Troubles à Tarragone. — Le marquis de Campoverde nommé général de la Catalogne. — Macdonald veut surprendre Tarragone. — Il se retire. — Il rencontre Sarsfield à Figuerola. — Nouveaux troubles à Tarragone. — Nouveau congrès catalan. — Prompte dissolution du congrès. — Mesures prises par Suchet dans l'Aragon contre les corps de partisans. — Suchet reçoit de Napoléon des pouvoirs plus étendus. — Entrevue de Suchet avec Macdonald à cette occasion. — Macdonald se rend à Barcelone. — Incendie de Manrésa. — Proclamation de Campoverde. — Mouvemens de ce général. — Vaine tentative contre Barcelone. — Les Espagnols prennent par surprise le fort de Figuières. — Marche du baron d'Erolès sur Figuières. — Il s'empare d'Olot et de Castelfollit. — Situation critique des Français. — Campoverde se porte aussi sur Figuières. — Il ne peut secourir la citadelle

qu'à demi. — Hésitation de Suchet. — Mesures de précaution qu'il prend en Aragon. — Il se décide à assiéger Tarragone. — Commencement du siége. — Campoverde arrive à Tarragone. — Les Français attaquent et prennent avec difficulté le fort de l'Olivo. — Campoverde sort de la place : le commandement en est confié à Don Juan Senen de Contreras. — Défense acharnée des Espagnols. — Des troupes arrivent de Valence. — Diversion d'Erolès et autres, hors de la place. — Les Français sont maîtres du faubourg. — Plaintes contre Campoverde. — Tentative infructueuse de ce dernier pour secourir la place. — Des troupes anglaises se présentent devant le port. — Elles ne débarquent point. — Autres circonstances malheureuses. — Les Français ouvrent la brèche. — Ils livrent l'assaut. — Ils pénètrent dans la ville. — Glorieuse résistance des assiégés. — Mort de Don José Gonzalez. — Carnage horrible. — Réflexions. — Sort de Contreras ; sa noble réponse. — Cérémonie religieuse à laquelle assiste Suchet. — Campoverde veut évacuer la principauté. — Désertion. — Suchet passe à Barcelone. — Actes cruels qu'il commet. — Il retourne à Tarragone. — Campoverde renonce à évacuer la principauté. — Les Valenciens s'embarquent. — Don Luis Lacy remplace Campoverde dans son commandement. — Lacy et la junte de la principauté à Solsona. — Bon esprit. — Marche admirable du brigadier Gasca. — Suchet veut attaquer la montagne de Monserrat. — Il est élevé à la dignité de maréchal de France. — Erolès à Monserrat. — Description de la position. — Suchet l'attaque et s'en empare. — Macdonald presse Figuières. — La citadelle se rend. — La guerre n'en continue pas moins en Catalogne. — Suchet passe dans le royaume d'Aragon qui n'est jamais tranquille. — Valence. — Bassecourt convoque un congrès. — Ce congrès se dissout. — Don Carlos O'Donnell succède à Bassecourt. — Opérations militaires de la deuxième armée, dite armée de Valence. — Le marquis de Palacio succède à O'Donnell. — La Nouvelle-Castille. — Junte et guérilléros. — L'Empecinado. — Villacampa. — Attaque du pont d'Auñon. — Mouvemens et événemens divers. — Autres guérilléros. — Mauvais traitemens. — Actes cruels. — Les partisans deviennent plus nombreux. — Résultats importans de ce genre de guerre. — Situation de Joseph. — Déceptions qu'il éprouve. — Etat de son armée et de ses finances. — Divertissemens provoqués par Joseph. — Ses illusions. — Son langage déplaisait à Napoléon. — Dégoût de Joseph. — Son voyage à Paris. — Naissance du roi de Rome. — Joseph revient à Madrid. — Disette de grains. — Mesures violentes du gouvernement de Joseph. — Joseph veut composer avec le gouvernement de Cadix. — Emissaires qu'il envoie. — Inutilité de leurs démarches.

HISTOIRE

DU

SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

LIVRE QUINZIÈME.

Aux deux extrémités des grandes lignes d'opération de l'armée anglo-portugaise et anglo-espagnole, on découvrait, d'une part, les montagnes de Ronda, où la troisième armée se trouvait cantonnée dans le rayon de Grenade et de Murcie, et, de l'autre, la Galice et les Asturies, occupées par le corps de troupes actuellement désigné sous le nom de sixième armée. Des deux côtés, on pouvait faire grand mal à l'ennemi, en mettant à profit les ressources qu'offrait le pays, notamment la Galice, et en saisissant le moment fa-

vorable où les Français se portaient en masse vers le Portugal. Malheureusement les efforts des alliés se bornèrent à distraire l'attention de l'ennemi, et à le mettre dans la nécessité d'employer une bonne partie de son monde à les observer et à les contenir.

Le pays montagneux de Ronda, important foyer d'insurrection, séparait, pour ainsi dire, le corps français qui assiégeait Cadix de celui de Sébastiani, qui occupait Grenade. Ce district était placé, comme auparavant, sous l'autorité du général Valdenebro, président de la junte du canton ; mais les habitans étaient communément sous la direction plus immédiate de chefs natifs de la contrée. Beginès de los Rios, à la tête de la première division de la quatrième armée, appuyait leurs mouvemens et contribuait à entretenir le feu de la résistance. On combattait sans relâche, et les Français, avec les forces qu'ils conservaient dans la Sierra même, et les colonnes qu'on détachait quelquefois de Séville, de Grenade et du siége de Cadix, ne pouvaient venir à bout de l'insurrection. Les montagnards se dispersaient quand ils étaient attaqués par des forces trop supérieures, et se ralliaient dès qu'ils les voyaient diminuer, appelant aux armes de tous côtés, soit avec des instrumens rustiques, soit à l'aide d'autres signaux, comme des feux de joie ou des fusées. Il n'est sorte de moyens qu'ils n'inventassent pour inquiéter l'ennemi, si bien qu'à Gansin ils parvinrent à hisser des canons jusque sur les rochers les plus escarpés. Les femmes rivalisaient avec eux d'intrépidité, et les Français, malgré leurs efforts, ne purent vaincre tant d'audace et soumettre une telle population. La lutte resta engagée depuis le commencement de 1811 jusqu'au mois d'août, époque où elle éclata plus vive et plus animée, ainsi que nous le verrons dans la suite, par l'intervention du général Ballesteros.

Il serait sans intérêt de rapporter les événemens qui se passaient dans le même temps à la troisième armée, laquelle faisait auparavant partie de celle qu'on appelait armée du centre. Blacke, nommé membre de la régence, avait été remplacé dans son commandement par le général Freire, qui, en décembre 1810, avait son quartier-général à Lorca, et son avant-garde cantonnée à Albox, Huescar et autres lieux des environs. Français et Espagnols se mettaient souvent en devoir de battre la plaine, et, au mois de février 1811, les premiers voulurent pénétrer dans la province de Murcie, comme pour répondre aux mouvemens de Soult en Estrémadure. Ils s'étendirent jusqu'à Lorca, qui fut évacué par Freire, et Sébastiani, en proie à une maladie de consomption très-grave, ne poussa pas plus loin ses incursions.

Dès que les Français se furent retirés, les nôtres reprirent leurs anciennes positions, et recommencèrent leurs courses et leurs manœuvres; ils se signalèrent surtout par leur mouvement du 21 mars. Le chef d'état-major, Don José O'Donnell, se porta avec une division de troupes mobiles sur Huercal-Overa, et détacha à Lubrin le comte del Montijo à la tête de huit compagnies. Les ennemis qui occupaient cette dernière position résistèrent d'abord; mais ayant fini par se retirer dans la direction d'Ubéda, ils furent poursuivis, perdirent cent quatre-vingts hommes et laissèrent quelques prisonniers.

Le quatrième corps français se réduisant chaque jour, le général Sébastiani se vit obligé de concentrer ses forces près de Baza, et de les rapprocher enfin de Guadix, le 7 mai. En conséquence, Freire marcha en avant; il établit son avant-garde à la *Venta* del Baul, et détacha sur sa droite, vers Ubeda et Baeza, Don Ambrosio de la Cuadra, avec une division renforcée des guérillas du pays.

Ce mouvement, dirigé sur un point où l'on eût pu couper les communications de l'Andalousie, alarma les Français, qui se hâtèrent d'accourir de Jaen, d'Andujar et des autres garnisons voisines, pour contenir et repousser Cuadra. La première rencontre eut lieu le 15 mai, dans la ville même d'Ubéda. L'ennemi commença et renouvela l'attaque jusqu'à trois fois, et, trois fois repoussé, il fut mis en fuite par la cavalerie espagnole, qui essaya de le prendre par derrière. Les Français perdirent beaucoup de monde; ils ne tirèrent pas surtout grand avantage d'un régiment de joséphins, qui se dispersa aux premiers coups de feu. Les nôtres furent profondément affligés de la perte du commandant du régiment de Burgos, Don Francisco Gomez de Barreda, officier distingué et d'une grande bravoure.

Le 24, l'ennemi tenta aussi de déloger les Espagnols de la *Venta* del Baul, où les commandait Don José-Antonio de Sanz. Les Français chargèrent avec intrépidité, mais, arrêtés par la difficulté du terrain et par notre artillerie, que dirigeait habilement Don Vicente Chamizo, ils ne purent arriver à leur fin. Le combat se borna donc à une vive canonnade qui se termina par la retraite des Français sur Guadix et vers la côte de Diezma.

Freire, de son côté, songea bientôt à distraire l'ennemi sur sa gauche, et, à cet effet, il envoya le comte del Montijo, avec deux régimens, dans la direction des Alpuxarres. Dans ces montagnes peu accessibles, le comte del Montijo fit éprouver quelque perte à la garnison de Grenade; et, s'approchant de la ville, il pénétra jusqu'à l'endroit connu sous le nom de Soupir du More (*Suspiro del Moro*).

Sébastiani, serré de près, eut un moment la pensée d'abandonner Grenade, dont il fit fortifier les avenues ainsi que le fameux palais moresque de l'Alham-

bra. L'arrivée de Drouet en Andalousie le sauva enfin de cette situation critique, le renfort que reçut alors le quatrième corps le laissant un peu respirer.

Cependant, vers la fin de juin, Sébastiani passa en France, soit en raison du délâbrement de sa santé, soit plutôt par suite des plaintes du maréchal Soult, jaloux de gouverner en maître et sans obstacle les provinces de l'Andalousie. Pendant son commandement, Sébastiani, il faut en convenir, avait mis ses soins à faire respecter les antiquités arabes de Grenade; la ville même lui dut quelques embellissemens; mais c'était une bien faible compensation aux dommages qu'on eut d'ailleurs à lui reprocher, anx tributs exorbitans qu'il imposa, aux actes de cruauté qu'il commit. Il fut remplacé par le général Laval.

Dans la Galice et les Asturies, le second des deux points dont nous nous occupons en ce moment, la guerre ne fut pas d'abord plus habilement combinée qu'elle ne l'était à Grenade et à Murcie. Don Nicolas Mahy conserva le commandement jusque dans les premiers temps de 1811, s'occupant moins de l'organisation de son armée que de disputes et de démêlés avec les provinces. C'était un homme d'une droiture et d'une bonté de caractère qui lui donnaient naturellement du penchant à la douceur et à l'équité; mais plus d'une fois de mauvais conseils et des affections mal placées le firent dévier de ses principes.

L'armée de Galice stationnait presque toujours sur le Vierzo et sur d'autres points du royaume de Léon; la surprise tentée, le 22 janvier, sur la Bañeza, par Don Ramon Romay, ne fut point sans importance: l'ennemi y perdit plusieurs prisonniers, des fonds et quelques effets. Ainsi continua la guerre, de ce côté, pendant les premiers mois de l'année.

Dans les Asturies, le commandement était confié à Don Francisco-Xavier Losada, subordonné toutefois

à Mahy, qui était général en chef des forces de la principauté comme de celles de Galice. Ici, les nôtres étaient aussi prompts à avancer qu'à se retirer, occupant successivement les bords du Nalon, du Narcéa, ou du Navia, suivant les mouvemens de l'ennemi. Il y avait chaque jour des engagemens, soit avec l'armée, soit avec des partisans qui guerroyaient sur les divers points du pays. Le plus remarquable de ces combats eut lieu, le 19 mars de cette année 1811, au Puelo, à une lieue de Cangas de Tinéo, sur la route d'Oviédo. Ce village est situé sur la cime de l'une des montagnes dont la base est baignée des deux côtés par deux différentes rivières. Losada, établi sur la hauteur qui forme comme une espèce de berceau, attendit les Français qui l'attaquèrent sous les ordres du général Valletaux. Nos forces pouvaient s'élever à cinq mille hommes, l'ennemi en avait moins. Avec le général Losada, se trouvaient encore Don Pedro de la Barcena et Don Juan Diaz Porlier, l'un formant l'avant-garde, à la tête des Asturiens, l'autre servant de réserve avec la cavalerie. Il y eut pendant quelque temps un engagement de tirailleurs, jusqu'au moment où Barcena ayant été blessé au talon, il se répandit aussitôt parmi nos troupes une terreur panique qui les mit dans une déroute complète. En vain Losada et Barcena lui-même, quoique épuisé par sa blessure, réunirent-ils leurs efforts pour arrêter et rallier les fuyards; ceux-ci furent sauvés heureusement, ainsi que leurs généraux, par le sang-froid de Porlier, qui, avec la cavalerie, fit tête aux ennemis et les contint.

Cet échec était une nouvelle preuve de la nécessité de refondre toutes ces troupes, et de changer leur organisation en les pliant aux lois sévères de la discipline, si étrangement méconnue. Au printemps de cette même année, on s'occupa de mettre à exécution cette urgente mesure. Le commandement de la

sixième armée avait été confié à Castaños, qui conservait en même temps celui de la cinquième; cumul plus apparent que réel et qui n'avait d'autre objet que d'obtenir l'unité dans les plans, au cas d'une campagne générale et combinée avec les Anglo-Portugais. Celui qui commandait en réalité, bien que son titre le plaçât après Castaños, c'était Don José-Maria de Santocildès, qui avait succédé à Mahy; il avait pour chef d'état-major Don Juan Moscoso. Ces deux choix furent bien inspirés. Santocildès s'était fait un nom au siége d'Astorga, et était parvenu plus tard à s'échapper des mains de l'ennemi; et quant à Moscoso, nous l'avons déjà vu briller parmi les officiers distingués de l'armée de la gauche. Le bon effet de ces nominations se fit bientôt sentir. Elles furent accueillies avec tant de sympathie dans le pays, que chacun rivalisa de zèle pour seconder les vues de ces chefs, et plus d'un habitant alla jusqu'à faire des offres d'une grande valeur.

L'armée fut distribuée en nouvelles divisions et nouvelles brigades, et se trouva sur un pied sensiblement amélioré, par l'ordre et la discipline sévère qui présidèrent à son organisation. La première division, aux ordres du général Losada, resta dans les Asturies; la seconde, commandée par Taboada, s'établit dans les gorges de Galice, vers le Vierzo, et la troisième, ayant à sa tête Don Francisco Cabrera, se fixa à la Puébla de Sanabria. Une réserve fut placée à Lugo, point central des autres positions. Dans les premiers jours de juin, toute l'armée se mit en marche vers la Castille, excepté la division de Losada, qui se dirigea sur Oviédo. Cette manœuvre, exécutée au moment où le maréchal Marmont partait pour l'Estrémadure, produisit d'excellens résultats. D'un côté, les ennemis évacuèrent la principauté des Asturies, et en abandonnèrent, le 14 juin, la capitale, où furent immédiatement rétablies les autorités légitimes. Puis,

ils se retirèrent à Benavente, après avoir détruit les fortifications d'Astorga, et le 22, au milieu du plus vif enthousiasme, le général Santocildès fit son entrée dans cette dernière ville, théâtre de ses premiers exploits.

L'armée espagnole prit position à la droite de l'Orbigo, où vint la rejoindre une des brigades de la division établie dans les Asturies. Bonnet, depuis qu'il avait abandonné cette province, était resté à Léon, et ses mouvemens étaient surveillés par les Espagnols. On se borna d'abord, des deux côtés, à des feux de tirailleurs, jusqu'à ce que, dans la matinée du 23, le général Valletaux, débouchant de l'Orbigo, attaqua à une heure de l'après-midi Don Francisco Taboada, établi vers Cogorderos, sur des hauteurs près de la rive droite du Tuerto. Le général espagnol résista pendant quatre heures; il fut alors secouru par la brigade asturienne aux ordres de Don Federico Castañon, et celui-ci, prenant l'ennemi en flanc, le défit complètement. Le général Valletaux fut tué et il périt avec lui beaucoup de monde : nous fîmes bon nombre de prisonniers, parmi lesquels cent dix officiers, et l'on put voir la différence que présentaient en si peu de temps l'ordre et la tenue de nos troupes.

Il en fut de même pour les guérillas du district, le colonel Don Pablo Mier ayant été autorisé à les réunir pour en former une légion qui prit la dénomination de légion de Castille. Celles qui ne se rallièrent point, mirent du moins plus d'ensemble et de combinaison dans leurs mouvemens.

A l'entrée de juillet, Santocildès fit une reconnaissance générale sur l'Orbigo, l'ennemi fut repoussé, et les soldats de la sixième armée donnaient à chaque engagement une nouvelle preuve de leurs progrès dans le maniement des armes et les évolutions mili-

taires. Ainsi s'agglom'éraient des forces qui, jointes à celles des Asturies, pouvaient être évaluées à seize mille hommes, et qui promettaient de devenir plus nombreuses encore, si les mêmes chefs continuaient à les commander.

Cette armée allait se voir bientôt soutenue par la septième, qui commençait à se former à la Liébana; Don Juan Diaz Porlier, qui la commandait en second, avait établi son quartier-général à Potès. Le commandement en chef avait été dévolu à Don Gabriel de Mendizabal, lequel n'avait pu se rendre encore à son poste à cause de l'événement de Gévora du 19 février, cruel revers qui le força, pour se réhabiliter dans l'opinion, à combattre comme simple volontaire à la Albuéra, sur les points les plus menacés. Porlier se trouvait donc seul à la tête de la nouvelle armée, dont le noyau se composait du corps franc qui combattait sous ses ordres et des forces de Cantabrie, grossies des recrues et des partisans qui s'incorporaient successivement. Renovalès fut envoyé du côté de Bilbao pour animer les partis armés et enrégimenter des bataillons libres; il arriva jusqu'à la Rioja et contribua à répandre l'inquiétude et l'alarme dans les rangs ennemis.

Les Français voulurent s'emparer du principal dépôt de la septième armée, et attaquèrent Potès sur la fin de mai; mais, par une heureuse prévoyance, les nôtres avaient mis leurs approvisionnemens à l'abri d'une surprise, et ainsi s'évanouirent les espérances du général Roguet, qui, ayant pénétré dans la ville avec deux mille hommes, ne tarda pas à l'abandonner en apprenant le retour subit de Don Juan Diaz Porlier, qui avait réuni toute sa troupe, auparavant séparée.

Ici donc l'ennemi n'était pas plus tranquille que sur les autres points du territoire; la septième armée, for-

mée à peine, et les guérillas disséminées dans toute l'étendue du district lui causaient d'irréparables dommages. Ces guérillas étaient celles de Campillo, de Longa, du Pastor, de Tapia, de Mérino, et celle même de Mina, quoiqu'il fût spécialement autorisé à agir dans une complète indépendance. A celles-là s'en joignaient d'autres encore, moins considérables, qui parcouraient les montagnes de Santander, les deux rives de l'Ebre jusqu'aux confins de la Navarre, et la grand'route de Burgos. Il ne faut pas compter celle de Don José Duran, bien qu'elle fût à Soria, car, à raison de sa proximité de l'Aragon, elle se réunit, ainsi que celle d'Amor et toutes celles de cette province, à la deuxième armée, c'est-à-dire à l'armée de Valence. Les Français ne pouvant venir à bout de détruire des ennemis si audacieux et si incommodes, essayèrent de les réduire par l'épouvante en faisant la guerre, au commencement de cette année 1811, avec plus de férocité qu'auparavant, puisqu'ils pendaient ou fusillaient tous les partisans qui tombaient en leurs mains.

Ceux-ci, à leur tour, ne trouvant plus aucune voie de salut, au lieu de céder, redoublaient d'énergie, inondant pour ainsi dire toutes les routes de leurs détachemens. Les maréchaux, les généraux et presque tous les passans, s'ils étaient ennemis, se voyaient assaillis à chaque pas et constamment menacés, soit dans leurs intérêts, soit dans leurs personnes. Il serait impossible de rapporter toutes les attaques de ces nombreuses guérillas, même les plus signalées, mais on peut citer, comme la plus remarquable peut-être, celle d'Arlaban; c'est le nom d'un *port* situé entre les limites d'Alava et de Guipuzcoa, et traversé par la chaussée qui conduit à Irun.

Don Francisco Espoz y Mina, informé de la marche du maréchal Masséna vers les frontières de France

avec un convoi, résolut de le surprendre; il se mit secrètement en marche pendant la nuit, par des gorges et des sentiers détournés, et arriva le 25 mai au *port* d'Arlaban. Masséna, heureusement pour lui, retarda son départ de Vitoria, mais le convoi ne s'arrêta point et poursuivit sa route. Vers six heures du matin, Mina, en embuscade avec son monde, se mit aux aguets. Le convoi était composé de cent cinquante voitures et charrettes; il avait une escorte de mille deux cents hommes d'infanterie et de cavalerie qui étaient également chargés de conduire mille quarante-deux prisonniers, tant anglais qu'espagnols. Mina laissa passer la troupe qui servait d'avant-garde, et tombant sur ceux qui venaient derrière, la mêlée s'engagea et dura jusqu'à trois heures, où elle se termina à notre avantage. Les Français perdirent plus de huit cents hommes, dont quarante officiers, et Mina en personne fit prisonnier le colonel Laffite. Une partie des fonds et des objets précieux fut affectée à la caisse militaire, le reste fut partagé entre les vainqueurs. L'on permit aux femmes de continuer leur voyage et de se rendre en France, et Mina traita bien les prisonniers, malgré les cruautés récentes exercées contre les siens par l'ennemi. Le butin fut évalué à 4,000,000 de réaux, puissant encouragement pour grossir les rangs des guérillas.

Napoléon, qui sentait combien ces combats de détail retardaient la soumission de l'Espagne, avait déjà pensé, dès les commencemens de 1811, à donner une nouvelle impulsion au système de persécution adopté contre les guérilleros, en plaçant dans une seule main la direction suprême de la côte de Biscaye et des bords de l'Ebre et du Duero, répartis en plusieurs gouvernemens. Ainsi, par son décret du 15 janvier, il avait créé une armée du Nord, dont nous avons déjà parlé, et dont il confia le commandement au maréchal

Bessières, duc d'Istrie. Cette armée s'étendait dans une vaste circonscription, qui comprenait à la fois la Navarre, les trois provinces basques, une partie de la Castille-Vieille, les Asturies et le royaume de Léon; elle compta bientôt au-delà de soixante-dix mille hommes. L'empereur des Français ne gagna pourtant rien à cette mesure, car Bessières, sans mettre ordre en aucune façon à la confusion que devait nécessairement produire une guerre si peu régulière et si fatigante pour l'ennemi, retourna en France, ambitieux de combattre sur un autre terrain où l'attendait plus de gloire et non moins de danger. Le comte Dorsenne le remplaça dans son commandement.

Nous avons laissé bien loin derrière nous la Catalogne, et avec elle l'Aragon et Valence, provinces où les événemens marchaient avec une certaine conformité, obligées qu'elles étaient de lutter ensemble contre les efforts réunis de Suchet et de Macdonald, qui travaillaient de concert à les soumettre. Nous en étions restés au moment où Suchet, occupé du siége de Tortose, se mettait en mesure de n'être pas inquiété par les guérillas des provinces voisines; il était secondé par Macdonald, qui avait pris position de manière à arrêter les mouvemens hostiles de l'armée de Catalogne, commandée alors par Don Miguel Iranzo. Suchet redoubla d'activité sur la fin de 1810, et l'investissement de la place, commencé en juillet, et non encore achevé, devint enfin, le 15 décembre, un blocus complet.

Tortose est située à la gauche de l'Ebre, sur le penchant d'une montagne, à quatre lieues de la Méditerranée; elle compte une population de onze à douze mille habitans. Ses fortifications, irrégulières et d'un ordre inférieur, construites en divers temps, suivent dans l'inégalité de leurs contours, tous les accidens du terrain. Au sud-est, toujours à la gauche du fleuve,

s'élèvent les bastions de San-Pédro et de San-Juan, qu'unit une courtine non terrassée couverte par la demi-lune du Temple. L'enceinte s'élève ensuite sur un plateau de rochers protégé par trois autres bastions. C'est par ce côté que le duc d'Orléans, dans la guerre de succession, attaqua la place, et ce point ayant dès lors été considéré comme le plus faible, on le renforça par un ouvrage avancé qui portait encore le nom de ce prince. A partir des trois derniers bastions, le mur d'enceinte descend dans un profond ravin, et va se rattacher ensuite au château, qui est situé sur un roc escarpé, et joint à l'Ebre par un front étroit. Une autre enceinte part du dernier des trois bastions dont nous avons parlé, s'étend en dehors, embrasse le château, et va ensuite rejoindre, près du fleuve, le mur le plus intérieur. Les approches de la place sont défendues par trois autres ouvrages extérieurs. Le plus éloigné, qu'on nomme las Tenazas, est situé sur une hauteur qui commande la plaine. La ville communique avec la rive droite de l'Ebre, très-profond en cet endroit, au moyen d'un pont de bateaux, couvert à son extrémité par une fortification bien armée. Entre le fleuve et une chaîne de montagnes qu'on découvre à l'ouest, se développe une vaste et délicieuse plaine, autrefois peuplée de maisons de campagne et plantée de forêts d'oliviers, de mûriers et de caroubiers, qu'arrosaient plus de six cents puits à roue. Mais la nécessité de dégager les abords de la place, pour mieux assurer sa défense, fit porter une main dévastatrice au milieu de tant de richesse et de fertilité. Du même côté, se trouvent les faubourgs de Jésus et de las Roquetas. Le comte d'Alacha, qui s'était signalé en 1808 dans la retraite de Tudela, était gouverneur de Tortose depuis le mois de juillet; il avait pour second Don Isidoro de Uriarte, colonel du régiment de Soria. La garnison était forte de sept mille

cent-soixante-dix-neuf hommes, et la population, dès le principe, se montra tout aussi brave et aussi dévouée que celles des autres villes d'Espagne, dans les siéges qu'elles eurent respectivement à soutenir.

Afin d'investir complètement la place, qui n'était encore bloquée qu'à demi, Suchet avait donné ordre, le 14 décembre, au général Abbé de s'établir à las Roquetas, à la droite du fleuve; et Habert, qui y commandait, passa sur la rive gauche, pour occuper les hauteurs contiguës à la place, après qu'il en aurait débusqué les Espagnols. Le général Habert exécuta cet ordre le 15 décembre; les nôtres défendirent la position avec une valeur opiniâtre. Les ennemis jetèrent des ponts volans sur l'Ebre, au-dessus et au-dessous de Tortose, pour faciliter la communication des deux rives.

Ils résolurent aussi d'exécuter leur attaque principale par le bastion ou mieux demi-bastion de San-Pédro; et, pour cela, ils devaient d'abord s'emparer des éminences situées devant le fort d'Orléans. Uriarte avait commencé d'y construire une redoute que le général Alacha, mal conseillé, ne laissa point achever. Les Français n'eurent donc pas de peine à se rendre maîtres de ces hauteurs, et, le 19, ils ouvrirent la tranchée contre le fort d'Orléans, attaque auxiliaire de celle que nous avons indiquée comme la principale.

Pour celle-ci, ils se mirent en mesure de l'effectuer dans la nuit du 20, et furent favorisés par un temps d'orage, qui empêcha qu'on ne les entendît. Ils ouvrirent la tranchée depuis le fleuve, et la prolongèrent jusqu'au pied des hauteurs contiguës au fort d'Orléans : la première parallèle n'était éloignée de la place que de quatre-vingt-cinq toises. Les travaux du génie étaient dirigés pas le général Rogniat; le général Valée commandait l'artillerie.

Suchet se vit alors renforcé d'une division de l'armée de Catalogne, aux ordres du général Frère, dans laquelle se trouvait la brigade napolitaine, commandée par Palombini. Macdonald avait envoyé ce secours, le 18, parce qu'il manquait de vivres, et qu'il craignait de se trop éloigner, au retour d'une excursion qu'il avait poussée jusqu'à Perello. Suchet plaça la nouvelle division sur la route d'Amposta.

Ce général poursuivait vivement les travaux du siége, et portait tous ses efforts à l'attaque du bastion de San-Pédro, qui était, comme nous l'avons dit, le point principal, sans négliger à droite son attaque simulée contre le fort d'Orléans, non plus qu'un faux engagement à gauche de l'autre côté du fleuve, ayant pour objet d'envelopper les assiégés dans sa ligne d'opérations.

Le 23 et le 24, les Espagnols firent quelques sorties; mais, le 25, l'ennemi acheva la seconde parallèle, éloignée, à gauche, seulement de trente-trois toises du boulevard de San-Pédro, et à une distance d'environ cinquante toises de l'enceinte à droite, où elle décrivait une courbe pour se mettre à l'abri des feux du fort d'Orléans. Dans la nuit du 25 au 26, les assiégés firent encore deux sorties, l'une à onze heures, l'autre à une heure. L'ennemi, qui était sur ses gardes, les repoussa, mais non sans éprouver quelque dommage.

Les Espagnols ne se découragèrent point, et renouvelèrent leur tentative dans la nuit du 26 au 27. Ils furent de nouveau repoussés, et les Français s'établirent sur la place d'armes du chemin couvert, en face du bastion de San-Pédro. Ces combats partiels et le feu de la place retardaient les travaux des assiégeans, et leur tuaient beaucoup de monde, entre autres, bon nombre d'officiers distingués.

Les assiégés, toujours fermes, firent, dans la soi-

rée du 28, une nouvelle sortie, plus importante que les précédentes. Ils débouchèrent, les uns par la porte del Rastro, pour attaquer la droite de l'ennemi, et les autres en ligne directe, vers le centre de la tranchée ; le feu de la place et celui du fort d'Orléans protégèrent ce mouvement. Ils attaquèrent avec intrépidité, délogèrent les Français de la place d'armes qu'ils avaient envahie, et les acculèrent contre la seconde parallèle. Une partie des travaux fut détruite, et, des deux côtés, il y eut beaucoup de sang répandu. Les nôtres se retirèrent enfin devant les nombreux renforts qui venaient soutenir l'ennemi, et, jusqu'à la nuit suivante, ils restèrent maîtres de la place d'armes, qu'ils avaient reprise dans la sortie.

On peut dire que ce fut le dernier et le plus énergique effort des assiégés. Depuis, on procéda mollement. Alacha, déjà blessé à la cuisse et atteint de la goutte, fit preuve d'une grande faiblesse ; il remit, il est vrai, le commandement à son second, mais en ne lui en laissant l'exercice qu'à demi, ce qui fut plutôt funeste que favorable à la défense : l'un contremandait quelquefois ce que l'autre avait ordonné, et ainsi se trouvaient paralysées toutes les mesures. Fatal exemple qui jeta le découragement dans la population, et ne contribua pas médiocrement à affaiblir le moral des troupes et à propager le désordre ! On en fut redevable en partie aux intrigues secrètes de l'ennemi, ainsi qu'à l'influence de quelques personnes de caractère douteux qui entouraient le pusillanime Alacha.

Cependant les Français achevaient d'établir leurs batteries, et, le 29, à la pointe du jour, ils ouvrirent le feu. Ces batteries étaient au nombre de dix : trois dirigées contre le fort d'Orléans et les ouvrages placés derrière, quatre contre la ville et le boulevart San-Pedro, et les trois autres, à la droite du fleuve,

ppuyant cette attaque et balayant en outre le pont t les rives de l'Èbre.

En un instant le bastion de San-Pédro, la demiune del Templo et presque toute l'étendue de ce ront cessèrent leurs feux et la courtine fut battue en rèche. Dès long-temps ces constructions étaient en nauvais état, et, à la seule détonation de leur prore artillerie, on voyait les parapets se fendre ou s'érouler. La chute des bombes au sein de la population produisit d'autant plus de trouble qu'on n'avait ris aucune mesure de précaution. Ce fut en vain que uelques officiers s'efforcèrent de réparer une partie les dégâts et de présenter aux assiégeans de nouveaux obstacles.

Le 31, tous les feux du front attaqué furent entièrement éteints; à la droite du fleuve, les Français occupèrent la tête du pont abandonnée par les Espagnols; ils dressèrent de nouvelles batteries, et la brèche de la courtine s'élargissant de plus en plus, tout près du front du bastion de San-Pédro, le moment de l'assaut ne paraissait pas éloigné.

La place était mal disposée pour le soutenir; les habitans étaient consternés, et les troupes presque sans direction : renfermé dans le château, le général Alacha ne décidait rien et entravait tout. Uriarte, sans appui, se voyait dans le plus grand embarras, et comme il n'était pas homme de grandes ressources, il réunit les chefs pour qu'il fût pris une détermination en commun dans une conjoncture si critique. La plupart furent d'avis de demander une trève de vingt jours, au bout desquels on se rendrait, si, dans l'intervalle, on ne recevait pas de secours. Manière détournée de voter pour la reddition de la place, car, évidemment, les Français ne pouvaient accepter une proposition si étrange. D'autres, quoiqu'en minorité, voulaient qu'on défendît la brèche.

Bien qu'elle ne fût pas la plus honorable, l'opinion de la majorité l'emporta, ainsi qu'on devait s'y attendre. Ce qui lui donnait d'ailleurs un grand poids, c'était le découragement de la population, qui a toujours tant d'influence dans ce genre de guerre. En conséquence, le 1er janvier, le château, constant refuge du général Alacha, arbora le drapeau blanc ; et celui-ci avertit Uriarte qu'il envoyait le colonel du génie Veyan au camp ennemi pour proposer la trève désirée. Cet officier partit en effet, s'acquitta de sa mission, et reçut de Suchet le refus qu'on en devait attendre. Cependant le général français envoya en même temps dans la place l'officier supérieur Saint-Cyr-Nugues avec les pouvoirs nécessaires pour stipuler une capitulation mieux appropriée à ses vues.

Le parlementaire s'adressa d'abord à Uriarte, qui tint bon pour la première proposition. Alacha, qu'il vit ensuite, persista également, en ajoutant ces paroles : « Le désir de ménager le sang de la population « m'a fait pencher pour la trève ; si elle nous est re- « fusée, nous nous défendrons. » Mais l'officier français ayant répliqué « qu'il connaissait l'état de la « place, et que la résistance ne serait pas longue », Alacha, changeant d'avis aussitôt, proposa de traiter pourvu que la garnison restât libre : inconcevable contradiction qu'on ne saurait assez blâmer ! Saint-Cyr-Nugues ne voulut adhérer à aucun accommodement de ce genre, ne doutant plus que l'armée française ne pénétrât bientôt dans Tortose. Quelques braves officiers, présens à l'entrevue, demeurèrent stupéfaits en voyant ce changement subit du gouverneur ; et l'on soupçonna que, dès ce moment, la reddition de la place fut conclue par les partisans d'Alacha, mais que le traité fut tenu secret, pour ne pas irriter la troupe, qui se montrait déjà méfiante et mal disposée.

Les Français, sans négliger les manœuvres secrètes,

continuèrent activement leurs travaux, afin d'assurer leur triomphe par tous les moyens. Dans la nuit du 1er au 2 janvier, ils établirent une nouvelle batterie à dix toises seulement de l'un des côtés du bastion de San-Pedro. En sept heures de temps, ils ouvrirent deux brèches à l'aide de ce nouveau feu, sans compter celle pratiquée déjà dans la courtine, et tout se disposait enfin pour l'assaut.

Dans cette situation critique, et en l'absence des mesures qu'on eût dû prendre de longue main pour pouvoir repousser l'ennemi, Uriarte voulut que la ville capitulât, et que les Espagnols gardassent les principaux forts : proposition qui pourrait paraître étrange, si elle n'était expliquée jusqu'à un certain point par le désir que les soldats avaient de se défendre, et par le découragement qui s'était emparé de la plus grande partie de la population.

Alacha n'était pas moins démoralisé, et, sourd à tous les conseils, il signifia à Uriarte sa résolution définitive de capituler, tant pour les forts que pour la place.

On éleva en conséquence trois drapeaux blancs ; mais l'ennemi n'en fit aucun cas, et continua son feu. C'est que les Français ne voulaient point traiter avant qu'on leur livrât comme garantie le fort Boneto, parce qu'ils craignaient quelque surprise de l'exaspération de la garnison.

Alacha condescendait à tout, et, de plus en plus dominé par la peur, il informa le général ennemi que le relâchement de la discipline était tel qu'il lui était impossible de rien conclure s'il ne venait à son secours. O honte!... Suchet, encouragé par cette nouvelle, et toujours préoccupé de la crainte que quelque événement imprévu ne vînt prolonger la défense, voulut en finir le plus promptement possible. Il se rendit dans la ville en personne, accompagné seule-

ment d'officiers et de généraux d'état-major et d'une compagnie de grenadiers ; il s'avança vers la citadelle, et ayant annoncé aux premiers postes la cessation des hostilités, il se présenta au gouverneur : démarche téméraire, si des intelligences secrètes n'en eussent d'avance assuré le résultat. Le tremblant Alacha se remit enfin de ses frayeurs par la présence du général ennemi qu'il regardait comme son libérateur. Éternel opprobre, que quelques-uns voulurent bien rejeter sur l'âge et les infirmités du comte ! Il n'y eut toutefois qu'un cri pour condamner certains hommes qui l'entouraient, et dont l'âme dégradée était comme le refuge de la lâcheté et de la perfidie.

Cependant les Français étaient impatiens de conclure la capitulation. Les Espagnols persistaient à vouloir se défendre, même les soldats de la citadelle, et force fut au général ennemi de prendre un ton très-énergique et de hâter l'arrivée de ses troupes pour éviter une catastrophe. Il fit ensuite rédiger à la hâte une convention qui fut signée, à défaut de table, sur l'affût d'un canon. Il ne mit pas moins d'empressement à faire défiler la garnison avec les honneurs qui lui étaient dus, et à lui faire déposer les armes, car, aux termes de la capitulation, elle restait prisonnière de guerre. Elle conservait encore trois mille neuf cent soixante-quatorze hommes ; le reste avait péri pendant le siége. Les Français n'eurent que cinq cents hommes hors de combat.

La reddition de Tortose, l'inhabileté et le peu d'énergie de sa défense, soulevèrent d'indignation toute la Catalogne. A Tarragone, un conseil de guerre condamna Alacha à être décapité, et, le 24 janvier, il fut exécuté en effigie. Au retour de Ferdinand en 1814, le procès fut repris, le comte se justifia, et trouva grâce devant le nouveau tribunal, sans être absous par l'opinion.

L'on voit par cet exemple combien il est fatal à un homme public de n'avoir point une volonté ferme et un caractère résolu. La gloire qu'Alacha avait recueillie dans la retraite de Tudéla était désormais flétrie. Il avait pu alors écouter la voix d'officiers pleins d'expérience et d'honneur; ici, ce guide lui avait manqué. Et, s'il faut reconnaître que le siége de Tortose fut dirigé avec autant d'art que de vigueur, et que les Français firent preuve d'habileté en attaquant par la plaine, contrairement à ce qu'ils avaient fait à Gironne, on doit convenir aussi qu'ils durent la moitié du succès à la négligence d'Alacha, qui avait abandonné les travaux commencés sur les hauteurs contiguës au fort d'Orléans, sans songer, depuis le mois de juillet, où il avait pris le commandement, à en établir de nouveaux, alors que le semi-bloous de l'ennemi le lui permettait sans obstacle.

Suchet sut apprécier les avantages que lui offrait la prise de Tortose, et il n'était pas homme à les négliger. Il invita donc le général Habert, déjà avancé jusqu'à Perello, à tâcher de s'emparer du fort de San-Felipe, dans le Coll de Balaguer : c'était un défilé entre une montagne de la côte et une cordilière du côté opposé ; cette gorge, presque entièrement dépourvue d'arbres, comme on en voit tant d'autres dans les montagnes de l'Espagne, était plantée en abondance de thym et de romarin qui exhalaient un parfum délicieux. On y avait construit le fort San-Felipe, dans le XVIII[e] siècle, pour en chasser les bandits qui venaient y chercher asile, ainsi que les pirates barbaresques, qui se cachaient dans les baies voisines pour guetter leur proie. C'était une position importante pour les Français, car elle pouvait couper leurs communications, et elle dominait la route de Tarragone à Tortose. Habert investit le fort, le 8 janvier, et le somma de se rendre.

Le gouverneur, ancien capitaine, nommé Serra, au lieu de faire bonne contenance, se borna à demander un délai de quatre jours pour donner une réponse définitive. On le lui refusa; les Français s'empressèrent de commencer l'attaque, et, sans opposer une grande résistance, les Espagnols abandonnèrent les postes extérieurs. Bientôt après, un magasin à poudre vint à sauter dans l'intérieur du fort; cet accident ayant donné de l'hésitation à la troupe, déjà peu rassurée par la prise de Tortose, les Français escaladèrent la muraille et mirent en fuite la garnison qui se sauva, partie sur la route de Tarragone, partie dans une redoute où elle capitula. Le gouverneur, treize officiers et une centaine de soldats tombèrent au pouvoir du vainqueur. La peur flétrit tout ce qu'elle atteint.

Pour mieux assurer ses avantages et rester maître de l'embouchure de l'Ebre, Suchet fortifia le port de la Rapita, et prit d'autres dispositions. Il chargea Musnier d'observer, avec sa division, tout le rayon de Tortose, Albarracin, Téruel, Morella et Alcañiz; il laissa Palombini et ses Napolitains à Mora et sur l'Ebre pour surveiller la navigation du fleuve, dont la rive gauche fut occupée par le général Habert et sa division, qui devait appuyer les mouvemens du maréchal Macdonald contre Tarragone. Suchet garda avec lui le reste de ses forces, et se rendit à Saragosse où l'appelaient des soins d'administration intérieure, et aussi la nécessité d'arrêter de nouveau les excursions des guérilléros et des corps francs qui profitaient de l'éloignement des troupes françaises pour recommencer leurs attaques.

Cependant Tarragone était en proie à des soulèvemens, à des agitations populaires, depuis la reddition de Tortose. Les Catalans ne voyaient partout que des traîtres; se méfiant du général en chef

Iranzo et des autres, ils ne plaçaient leurs espérances que dans le marquis de Campoverde, qui devait cette grande popularité, soit à sa belle conduite comme général de division, soit à ses nombreux amis, ou bien aux troupes venues de Grenade, dont le noyau existait encore, et desquelles ce général faisait partie. Dans la ville, l'opinion était unanime pour le proclamer capitaine-général de la province; les populations circonvoisines adhéraient également à ce vœu, et un jour même, dans les commencemens de janvier, elles se soulevèrent à cette occasion, et se portèrent en masse à l'hôtellerie de Serafina, aux portes de Tarragone.

C'était un sentiment généralement accrédité que le marquis n'ignorait pas la cause de ces soulèvemens, et qu'au fond il ne les désapprouvait point, bien que, pour faire supposer le contraire, il voulût s'éloigner de la principauté. Nous ne savons pas s'il y prit une part secrète, mais ce qui n'est pas douteux, c'est que ses partisans et des personnes de considération entretinrent ces dispositions du peuple en faveur de Campoverde, tant par affection pour celui-ci, que parce qu'ils étaient convaincus que sa nomination pouvait seule délivrer la Catalogne de l'anarchie, et la soustraire au joug étranger. Enfin, après force allées et venues, après bien des sollicitations et des querelles, Iranzo, en présence de tous les généraux assemblés, déposa le commandement, et ceux à qui il revenait par droit d'ancienneté n'ayant point été admis à l'exercer, il échut à Campoverde qui l'accepta provisoirement, sous la condition toutefois que chacun se soumettrait à la décision définitive que prendrait le gouvernement suprême de la nation.

Cette nomination tranquillisa les esprits et empêcha la désorganisation de l'armée; elle arrêta égale-

ment les projets du maréchal Macdonald, qui s'était approché de Tarragone avec l'espérance de s'en emparer, espérance née de correspondances secrètes et de l'abattement général des Espagnols.

Le 5 janvier, Macdonald avait fait rentrer dans son corps d'armée la division Frère qu'il avait temporairement cédée à Suchet; puis, s'étant dirigé vers Reus, il se trouva en vue des remparts de Tarragone, le 10 du même mois. La tranquillité rétablie dans la place déconcerta les plans des Français, qui, ne pouvant s'arrêter long-temps dans les environs, à cause du manque de vivres et des attaques des *somatènes*, se déterminèrent à se rendre à Lérida pour se préparer à entreprendre en forme le siége de Tarragone.

Macdonald n'effectua point sa marche sans encombre. Don Pedro Sarsfield, établi avec une division à Santa-Coloma de Quéralt, reçut ordre de Campoverde de tomber sur Valls et de fermer le passage à l'avant-garde ennemie, en même temps que les troupes de Tarragone devaient poursuivre et même attaquer l'arrière-garde. La division italienne, aux ordres du général Eugéni (ce n'étaient pas les Napolitains de Palombini), ouvrait la marche de l'armée ennemie, et, le 15, elle eut une rencontre entre Valls et Pla avec Sarsfield. Les Espagnols attaquèrent le village de Figuerola, vers lequel les Français s'étaient dirigés pour tomber sur notre droite; ils s'en emparèrent en culbutant l'ennemi, qui fut taillé en pièces par les hussards de Grenade et les cavaliers de la *Maestranza* de Valence, que commandaient les colonels Don Ambrosio Foraster et Don Eugenio-Maria Yebra, à qui l'on dut l'honneur de cette journée. L'ennemi fut poursuivi jusque près de Valls; là, l'avant-garde ayant été renforcée, les nôtres s'arrêtèrent, et la division italienne fut sauvée ainsi d'une dé-

route complète. Campoverde fut moins heureux de son côté que Sarsfield; parti de Tarragone pour inquiéter l'arrière-garde française, il eut affaire à des forces supérieures, ne voulut point se compromettre dans un engagement sérieux, et Macdonald, traversant en toute hâte les défilés pendant la nuit, atteignit Lérida. Il perdit dans cette rencontre de Figuerola, fort honorable pour Sarsfield, huit cents hommes. Le général Eugéni mourut de ses blessures.

Il était désormais impossible au marquis de Campoverde de prendre une part plus active à la campagne. Il devait s'employer tout entier, autant à réparer le mal produit par la perte récente de Tortose et du Coll de Balaguer, qu'à pourvoir à la défense de Tarragone. Peut-être aussi sa présence dans la place était-elle nécessaire pour affermir son commandement, que de telles circonstances pouvaient faire chanceler. La fermentation populaire, quoique vive, lui servait d'instrument. Ce qui entretenait l'agitation, c'était la nomination qu'on savait avoir été faite par la régence de Don Carlos O'Donnell, frère de Don Enrique, aux fonctions de capitaine-général de la Catalogne; toutes les fois qu'il était question de son arrivée, c'était une occasion de troubles ou de symptômes d'émeute. Campoverde ne réprimait point ces désordres avec assez d'énergie; il n'avait pas la fermeté nécessaire, et ses partisans, d'ailleurs, passaient pour les favoriser.

La furie populaire éclata surtout à la vue du navire *América*, prêt à entrer dans le port de Tarragone, dans la persuasion où l'on était qu'il amenait à son bord le nouveau capitaine-général; mais tout s'apaisa dès qu'on fut détrompé. Cependant, le 17 février, les troubles recommencèrent, et, à la sollicitation de la junte, des corporations et d'autres personnes, Campoverde fut mis définitivement en possession de son

titre, et n'exerça plus un commandement provisoire.

Pour faire diversion à l'irritation du peuple, et pour gagner l'opinion de toute la province, Campoverde convoqua un congrès catalan, dans le but principalement de procurer des ressources, sauf l'approbation de l'autorité supérieure. A la rigueur, la loi n'interdisait point ces réunions extraordinaires, car les cortès n'avaient pas encore établi pour les juntes le nouveau système qu'elles adoptèrent depuis.

Le congrès fut installé le 2 mars; il s'éleva dans son sein des disputes et des conflits avec la junte provinciale, si bien que Campoverde fut obligé d'intervenir, et qu'il alla même jusqu'à manquer d'égards à divers membres, quoiqu'ils appartinssent au parti populaire : moyen aussi impropre qu'illicite de jeter les racines de l'autorité suprême. Le congrès ne tarda pas à se dissoudre, et nomma une junte chargée, comme la précédente, de l'administration financière de la principauté.

La province devint bientôt le théâtre de nouveaux événemens militaires, quelques-uns malheureux, d'autres momentanément favorables aux Espagnols. Il importait à Napoléon de ne rien perdre de tout ce qu'on avait conquis dans cette contrée, et, mettant toute sa confiance en Suchet, à qui l'on devait la plus grande partie de ces avantages, il résolut de remettre à ses soins l'exécution de ses grands projets dans ce pays.

De retour à Saragosse, et avant d'avoir reçu de nouvelles instructions et de nouveaux pouvoirs, Suchet essaya de détruire les partisans qui avaient reparu en Aragon, encouragés par l'absence d'une partie des troupes françaises et par le bruit déjà répandu de la mauvaise issue de l'expédition de Masséna en Portugal. Au mois de décembre, Don Pedro Villacampa s'avança sur la limite de Ojosnegros, endroit

fameux par ses mines de fer et par ses salines, dans le canton de Daroca. Le colonel Kliski, parti de cette dernière ville pour venir à sa rencontre, le força de s'éloigner. Mais, le mois suivant, Bassecourt, qui gouvernait le royaume de Valence, voulut causer une diversion à l'ennemi, qu'on supposait dans l'intention d'assiéger Tarragone; il ordonna à Villacampa et à Don Juan Martin, l'Empecinado, qui, d'après la nouvelle organisation des troupes, dépendait maintenant de la deuxième armée, c'est-à-dire de celle de Valence, d'exécuter diverses manœuvres, en se réunissant à cette armée, ou en se portant sur l'Aragon. Suchet le devina, et expédia de Saragosse, avec une colonne, le général Paris, en même temps qu'il fit partir de Téruel le général Abbé, avec ordre de franchir l'un et l'autre les limites de l'Aragon, et de s'étendre au village de Checa, province de Guadalajara, où l'on croyait que se trouvait Villacampa. Dans sa route, Paris rencontra, le 30 janvier, l'Empecinado dans la plaine de Pradoredondo, et le lendemain, Villacampa, qui s'était déjà retiré, étant revenu sur ses pas, une action s'engagea à Checa : l'Empecinado y prit part, après s'être mesuré la veille avec l'ennemi. Le choc fut violent, jusqu'à ce qu'enfin les Espagnols, cédant au nombre, se virent forcés de battre en retraite.

Le général Abbé, plus lent dans sa marche, ne rejoignit Paris que le 4 février; et combinant aussitôt leurs mouvemens, il se dirigèrent, le dernier contre Villacampa, le premier contre l'Empecinado, car nos généraux étaient déjà séparés. Paris ne put surprendre Villacampa dans la nuit du 7 au 8, comme il l'espérait, et se borna à détruire une fabrique d'armes établie à Peralejos; le général espagnol se replia vers le bassin del Infantado.

Abbé poursuivit jusqu'à la province de Cuenca

l'Empecinado, qui continua sa marche dans la direction de Sacédon. Les Français, en passant à Moya, effrayèrent la junte d'Aragon et son président, le général Carvajal, qui se rendit aussitôt à Cadix. Pendant son commandement dans cette province, il n'avait su, ni se concilier l'opinion, ni se faire un nom militaire. Les généraux Paris et Abbé s'arrêtèrent quelques jours dans la Castille, et leur excursion n'ayant abouti qu'à éloigner l'Empecinado et Villacampa des frontières de l'Aragon; ils retournèrent à leurs anciens cantonnemens.

Les troupes de Suchet eurent encore d'autres combats à soutenir contre des guérillas commandées par des chefs moins connus, tant sur les rives de l'Ebre que sur d'autres points. Le capitaine espagnol Benedicto surprit et défit à Azuara, près de Belchite, un fort détachement aux ordres de l'officier Milawski; et Don Francisco Espoz y Mina, apparaissant, dans les premiers jours d'avril, à las Cinco-Villas, attaqua les gendarmes à Castiliscar, et leur fit cent cinquante prisonniers, le général Klopicki n'étant pas accouru à temps à leur secours.

Cependant, Napoléon investit Suchet d'amples pouvoirs relativement au plan dont nous avons parlé plus haut. Par sa dépêche datée du 10 mars, il chargeait ce général du siége de Tarragone, lui confiait le commandement de la Catalogne méridionale, et mettait à sa disposition les forces actives du corps que commandait Macdonald : cruel affront pour un maréchal de France, alors que Suchet n'était pas encore revêtu de cette dignité.

Immédiatement, et pour se mettre en mesure d'exécuter les ordres de l'empereur, les deux chefs eurent une entrevue à Lérida. Macdonald restait donc chargé seulement de garder Barcelone et la partie sep-

tentrionale de la Catalogne, comme aussi de s'emparer des places et des points fortifiés de la Seu-d'Urgel, de Berga, de Monserrat et de Cardona.

Retiré à Lérida, depuis la rencontre de Figuérola, ce maréchal n'avait pas joui d'un long repos, car les intrépides Catalans ne se laissaient abattre, ni par les revers, ni par les défaites. Les *somatènes* étaient là pour tomber sur les corps détachés qui sortaient de la place, et Sarsfield, posté à Cervera, arrêtait les excursions plus considérables.

D'accord maintenant dans leurs vues, Suchet et Macdonald se mirent en devoir d'accomplir sans délai la volonté de leur maître. Le premier renforça son armée des nouvelles forces actives dont il était autorisé à disposer, et qu'on pouvait évaluer à près de dix-sept mille hommes; il mit en même temps sous ses ordres la portion de territoire détachée du commandement général de la Catalogne. Macdonald partit de Lérida, le 26 mars, et prit la route de Barcelone, qui devenait désormais sa résidence principale, d'où il pouvait surveiller de près les opérations et gouverner plus à l'aise le pays qui restait encore sous son autorité immédiate. Pour effectuer en sûreté ce voyage, qui n'était pas sans danger, Suchet fit escorter le maréchal par un corps de neuf mille fantassins et sept cents chevaux commandés par le général Harispe; ce corps appartenait en grande partie à l'armée d'Aragon qu'il avait ordre de rejoindre au retour de sa mission.

Macdonald prit la direction de Manresa, et campa, le 30 mars, avec son monde aux environs de la ville. Don Pédro Sarsfield suivait sa trace, et fut rejoint à Casamasana par le baron d'Erolès, accompagné des troupes qui stationnaient sur les bords du Llobrégat. Une fois réunis, les deux chefs marchèrent de conserve, dans la nuit même du 30, et arrivè-

rent à l'hôtellerie de Calvet, à une lieue de Manresa. La junte de cette ville avait appelé aux armes les *somatènes ;* et les habitans, qui n'avaient pas perdu le souvenir de la manière dont les Français avaient autrefois saccagé la ville, abandonnèrent presque tous leurs foyers. Ils ne les avaient pas encore perdus de vue, quand tout-à-coup ils aperçurent la cité en proie à un horrible incendie.

L'ennemi avait pris le parti d'y mettre le feu, irrité qu'il était des attaques des *somatènes*, ou excité plutôt par le désir du pillage que provoquait d'ailleurs l'absence des habitans. Macdonald, posté sur les hauteurs de la Culla, fut témoin du désastre, et laissa dévorer par les flammes cette riche cité, jadis si prospère, sans lui porter le moindre secours. Sept à huit cents maisons furent presque réduites en cendres ; de ce nombre se trouvaient l'hospice des orphelines, plusieurs temples, deux filatures de coton, et une infinité de fabriques de galons, de chandelles et d'autres objets. L'ennemi n'eut pas même de respect pour les hôpitaux, et poussa la fureur jusqu'à arracher de leurs lits un grand nombre de malades pour les traîner dans son camp. Il ne s'en sauva que quelques-uns, grâce aux pressantes supplications du médecin Don José Soler au général Salme, qui commandait une des brigades d'Harispe, et auquel il rappela la convention stipulée entre les généraux Saint-Cyr et Reding, convention dictée par l'humanité, et qui portait que les malades et les blessés des deux armées devaient être respectés mutuellement, et rendus, après leur guérison, à leurs corps respectifs. Ce traité fut observé de notre part avec une ponctualité si scrupuleuse, que le général Suchet ne peut s'empêcher de l'attester dans ses mémoires, où il dit : « Nous vîmes à Valls beaucoup de militaires « français et italiens blessés, et nous nous convain-

« quîmes de la fidélité avec laquelle les Espagnols
« exécutaient le traité. »

On voit pourtant comment ils en étaient récompensés. Les habitans de Manrésa crièrent vengeance, et supplièrent Sarsfield et Érolès d'attaquer et de détruire sans pitié ces êtres inhumains, ces hommes barbares pour qui rien n'était sacré. Les nôtres serrèrent de près l'arrière-garde ennemie où se trouvaient les Napolitains de Palombini. Ceux-ci, débandés d'abord, se rallièrent, mais Erolès les chargeant avec vigueur, les culbuta, et vengea en partie les outrages de Manresa. Un des hommes qui se signalèrent le plus dans cette rencontre fut Don José-Maria Torrijos, dont la fin fut depuis si déplorable; il était alors colonel, et s'était dégagé des mains des Français qui l'avaient fait prisonnier, ainsi que nous l'avons dit, quelques mois auparavant.

Macdonald poursuivit sa route au milieu des obstacles et des attaques toujours renaissantes de nos bandes armées : il fut encore assez maltraité dans un engagement qu'il eut à soutenir au Coll de David contre Don Manuel Fernandez Villamil, commandant de Monserrat. Il arriva enfin à grand'peine à Barcelone, avec six cents blessés, et ayant perdu en somme plus de mille soldats. Le général Harispe retourna à Lérida, le 5 avril, par la route de Villafranca et Montblanch, et, de ce côté, il fut également inquiété par Don José Manso, qui, d'une humble condition, était parvenu à s'illustrer par de glorieux faits d'armes.

Les excès qui avaient signalé cette marche des Français n'avaient pas révolté seulement les habitans de Manrésa, mais la Catalogne tout entière, principalement l'incendie d'une ville qui, dans cette occasion, ne leur avait fait aucun mal. En résultat, la guerre en devint plus cruelle, l'irritation des esprits plus violente. Le marquis de Campoverde publia une circu-

laire dans laquelle il disait : « La conduite des soldats « français est bien différente de la nôtre,..... et celle « du maréchal Macdonald ne répond en aucune ma- « nière à son caractère de maréchal et de duc, non « plus qu'aux devoirs d'un général qui a fait la guerre « à des nations civilisées, qui connaissent le droit des « gens, les sentimens d'humanité. L'atrocité de ce « général ne s'est pas bornée à réduire en cendres « une ville sans défense et qui ne lui résistait point ; « passant de la barbarie au parjure, il n'a pas res- « pecté l'asile de nos soldats malades ; il a violé le « contrat sacré qui avait été conclu depuis le com- « mencement de la guerre. » Puis, en finissant, il ajoutait : « Je donne.... ordre.... aux divisions et aux « partis armés..... de ne faire quartier à aucun in- « dividu de l'armée française, à quelque classe qu'il « appartienne, qui tombera en leur pouvoir, soit « dans l'intérieur, soit dans les environs de toute ville « ou village qui aura souffert le sac, l'incendie, ou « l'assassinat de ses habitans..... Et j'adopterai et éta- « blirai pour système dans mon armée le juste droit de « représailles dans toute son étendue. » Les faits suivirent les paroles, et quelquefois avec trop de fureur.

Déjà, depuis Tarragone, Campoverde avait réglé les dispositions de quelques mouvemens. Tel fut celui qu'il fit exécuter, le 3 mars, par Don Juan Courten, dans l'intention de recouvrer le fort du Coll de Balaguer ; s'il ne put y parvenir, il chassa du moins l'ennemi de Cambrils et le repoussa jusqu'à la Ampolla avec une perte de plus de quatre cents hommes. Une autre entreprise d'une plus grande importance, si elle eût été couronnée de succès, fut la tentative que fit le général en personne, dans le but de s'emparer de Barcelone, ou au moins de Monjuich. Elle eut lieu le 19 mars, et fut par conséquent antérieure à l'entrée de Macdonald dans cette ville.

Nos généraux avaient de fréquentes communications avec l'intérieur de la place ; elles étaient facilitées par la ligne que les Espagnols occupaient presque toujours dans le Llobrégat, et par l'impossibilité où était l'ennemi d'avoir même un poste avancé, sans l'exposer à un feu continuel de tirailleurs et à des engagemens plus sérieux.

Il s'était établi une correspondance secrète et suivie, dans le but de s'emparer de Barcelone par surprise, et Campoverde croyant le moment venu de mettre le projet à exécution, s'approcha de la place avec le gros de sa troupe distribuée alors en trois divisions, aux ordres des chefs Courten, Erolès et Sarsfield. L'avant-garde arriva, dans la nuit du 29, jusqu'aux glacis de Monjuich, et quelques soldats même sautèrent dans le chemin couvert et descendirent dans le fossé. Malheureusement, le gouverneur de Barcelone, le vigilant et actif Maurice Mathieu, avait eu vent de ce qui se passait, et, se tenant sur ses gardes, il fit échouer l'entreprise. Les Français punirent divers habitans comme complices, et fusillèrent, le 10 avril, le commissaire de guerre Don Miguel Alcina, sur le glacis de la place. Quant à Campoverde, il retourna à Tarragone sans avoir éprouvé aucune perte ; et même le baron d'Erolès fit main basse sur ceux qui voulurent l'inquiéter, et les força de rentrer dans la place.

Les Espagnols furent plus heureux dans leur tentative contre le fort San-Fernando de Figuières. De ce côté, ainsi que dans tout le Lampurdan et les pays circonvoisins, plusieurs chefs de bandes, Fabrogas, Llovera, Milans quelquefois, Claros et quelques autres, notamment Rovera, cherchaient sans cesse à maltraiter l'ennemi, et allaient même jusqu'à inquiéter la frontière de France. Au milieu du tumulte des armes, un capitaine nommé Don José Casas entretenait des intelligences secrètes avec la citadelle de Figuières. Il

communiquait, par le moyen de l'étudiant Juan Floreta, avec Juan Marquès, domestique de Bouclier, garde-magasin des vivres du fort, et principal auteur du complot. Quelques hommes dévoués furent mis dans la confidence. Parmi les premiers initiés, on peut citer Pédro et Ginès Pou ou Pons, beaux-frères de Marquès. Ils s'abouchèrent, et, dans divers conciliabules, ils s'entendirent sur le moyen d'ouvrir aux nôtres l'entrée de la poterne à l'aide d'une fausse clé qu'ils firent fabriquer d'après une empreinte de cire; le gouverneur français Guillot avait négligé la garde de ce point si important, rassuré qu'il était par la position inexpugnable du fort et par le défaut de ressources des Espagnols pour l'attaquer. Toutes les mesures étant arrêtées entre Casas et ses affidés, le secret du complot fut révélé à Don Francisco Rovera qui le communiqua à son tour à Campoverde. L'un et l'autre en approuvèrent le plan.

Campoverde chargea aussitôt Don Juan-Antonio Martinez, qui faisait des recrues dans le canton d'Olot, de conduire, d'accord avec Rovera, l'entreprise projetée; il ordonna en même temps au baron d'Erolès de se rapprocher du Lampurdan pour en appuyer l'exécution. Le 6 avril, veille du dimanche des Rameaux, Martinez et Rovera partirent d'Esquirol, près d'Olot, avec cinq cents combattans, pour se rendre à Ridaura, où ils se renforcèrent encore de cinq cents hommes, et, le 7, ils arrivèrent tous à Oix, comme s'ils eussent voulu pénétrer en France. Le 8, ils poursuivirent leur route par Sardenas et se dirigèrent sur Llerona où ils restèrent jusqu'au milieu de la journée du 9. Ils étaient tellement voisins de la frontière, que leur approche la mit tout en émoi et fit craindre aux Français qu'elle ne fût bientôt envahie. A midi, par une pluie battante, les nôtres quittèrent Llerona, et, se détournant de la route, ils s'acheminèrent vers Vi-

laritz, village à trois lieues de Figuières, situé sur une hauteur qui sert de point limitrophe entre le Lampurdan et le pays montagneux. Cachés dans un bois, ils attendirent la nuit, et Rovera s'adressant alors à sa troupe à la façon catalane, lui apprit l'objet de cette longue marche, et la transporta d'enthousiasme.

Le 10, à une heure du matin, ils se distribuèrent par détachemens et se mirent en mouvement. Casas, comme le mieux au fait, marchait le premier. La garnison intérieure du fort se composait de six cents hommes, celle de la ville de Figuières était de sept cents. Casas monta avec sa troupe par l'esplanade en face de l'ouvrage à cornes de San-Zénon, arriva dans le chemin couvert et descendit dans le fossé : ses soldats eurent le soin de couvrir leurs armes, de peur que l'éclat ne les trahît s'ils venaient à rencontrer de la lumière sur leur passage, puis ils avancèrent en se baissant. Arrivés au fossé, ils franchirent l'entrée de la poterne à l'aide de la fausse clé, envahirent les magasins souterrains sans être découverts, et allèrent de là désarmer le poste de la porte principale. Les autres détachemens suivirent celui de Casas, et se disséminèrent le long du rempart où ils se rendirent maîtres des points importans. Dresaire surprit la caserne principale; Bon, celle de l'artillerie; et Don Estevan Llovera s'empara de la personne du gouverneur dans son propre appartement. A peine fit-on résistance; en moins d'une heure tout fut terminé, et la garnison s'était rendue prisonnière.

Martinez et Rovera, qui s'étaient tenus en observation sous les arcades ou espèce d'aquéduc en dehors de la citadelle, pénétrèrent à leur tour dans l'intérieur, et formèrent, avec ceux qui arrivèrent bientôt, une force totale de deux mille six cents hommes pour garder le fort. Dans la ville, on ne sut rien jusqu'au matin, et le mal étant alors sans remède, il ne resta

aux Français que la douleur de leur désastre. Le baron d'Erolès était parti le 9 de Martorell pour appuyer la surprise de Figuières ; il mit une telle rapidité dans sa marche que, le 12, il s'empara des forts occupés par les Français à Olot et à Castelfollit, fit cinq cent quarante-huit prisonniers, prit ensuite du renfort, se dirigea sur Llado et entra, le 16, à Figuières, après avoir mis en déroute un régiment ennemi en traversant la Sierra de Puigventos.

A la nouvelle soudaine de la prise du fort, la Catalogne frémit de bonheur et d'allégresse, croyant voir luire enfin l'aurore de sa liberté. La position des Français était en effet bien critique ; Rosas était mal approvisionné, Gironne et Hostalrich entourées de bandes et de *somatènes*, et l'armée ennemie affaiblie par de fréquentes désertions autant qu'épouvantée par les vengeances des Catalans, devenus presque féroces depuis l'incendie de Manresa.

C'était le général français Barraguay d'Hilliers qui continuait de commander dans cette partie de la province ; comme il n'était pas très-pourvu de troupes pour une situation si difficile, il abandonna plusieurs positions, dont quelques-unes d'assez grande importance, tant à l'intérieur que sur la côte, principalement Palamos et Bañolas ; il appela à lui le général Quesnel, qui était sur le point d'assiéger la Seu-d'Urgel, concentra ses forces le plus possible, et appela même à la guerre la garde nationale française, qui évita d'entrer en Espagne.

Campoverde eût pu tirer un grand parti de l'enthousiasme des nôtres, ainsi que de l'effroi et de l'embarras momentané de l'ennemi. Macdonald, à la nouvelle de l'événement de Figuières, fut si ému qu'il écrivit à Suchet, le 16 avril, de Barcelone : « Que le ser-
« vice de l'empereur exigeait impérieusement et sans
« retard les plus prompts secours, sans quoi la Haute-

« Catalogne était perdue... et qu'il fallait se hâter de
« lui envoyer toutes les troupes qui appartenaient
« naguère au septième corps, et qui venaient de se
« joindre à celui d'Aragon. »

Soit négligence de Campoverde, soit pénurie de ressources, la lenteur de ses opérations ne lui permit pas de profiter, comme il l'aurait pu, d'une si favorable conjoncture. Il apprit, le 12 avril, la prise de Figuières, et ne partit de Tarragone que le 20. Avec plus de célérité, il est probable qu'il eût empêché Barraguay d'Hilliers de concentrer au moins une partie de ses forces, qu'il eût donné l'impulsion et une organisation meilleure au soulèvement des populations, et qu'enfin il eût obligé Suchet à changer la destination de ses troupes et à différer le siége de Tarragone.

Campoverde arriva le 27 à Vich. Il était accompagné de huit cents cavaliers et de deux mille hommes d'infanterie qu'il tira de Tarragone, ainsi que de trois mille hommes de la division Sarsfield. La garnison de Figuières comptait déjà plus de quatre mille hommes de troupes réglées et de *somatènes*, mais la place manquait encore d'artilleurs et de quelques approvisionnemens de première nécessité. Elle était entourée de neuf mille baïonnettes et de six cents cavaliers ennemis, force égale sous le rapport numérique à celle des Espagnols, mais supérieure en discipline, bien qu'ayant le désavantage de s'étendre dans un vaste développement autour de la forteresse, et sur un terrain coupé à l'ouest par des montagnes et des ravins.

Campoverde s'avança dans la nuit du 2 au 3 mai, et le 3, à la pointe du jour, il attaqua par le grand chemin, afin d'ouvrir un passage à sa troupe et de l'introduire dans la place. Sarsfield était en tête, et fit le tour de la ville, située au pied de l'éminence sur

lequel le fort est construit, en refoulant la cavalerie ennemie qui voulait lui faire obstacle. En même temps, Rovera, qui, auparavant, était sorti du fort, appelait l'attention de l'ennemi du côté de Llado et de Llers, avec un autre chef nommé Amat, commandant ensemble un corps de près de deux mille hommes. Erolès, encore dans l'intérieur, essayait, de son côté, de se mettre en communication avec Sarsfield, en faisant une brusque sortie, et déjà l'on regardait comme certaine l'entrée du secours sans encombre et sans la moindre chance de défaite. Mais tout-à-coup les ennemis qui étaient dans la ville, où ils manquaient de tout, s'étant adressés au colonel d'Alcantara Pierrard, émigré français, qui débouchait du fort pour exécuter sur ce point, et conformément aux ordres d'Erolès, l'opération concertée, lui proposèrent de capituler. Le colonel, trompé, annonça la proposition à Campoverde. Celui-ci donna aussi dans le piége, fit suspendre l'attaque, et autorisa Pierrard à conclure le traité proposé.

La demande de l'ennemi n'était qu'une ruse de guerre. Certain maintenant du point où on l'attaquait, il ne voulait que gagner du temps afin d'attirer du renfort par le côté opposé; ce qu'il fit en effet, en faisant venir également six canons. Le feu de cette artillerie détrompa Campoverde, et aussitôt Sarsfield attaqua la ville, de concert avec le baron d'Erolès, qui fit son attaque du côté du fort. Le premier avait déjà pénétré jusque dans les rues, quand il fut pris en flanc, sur sa droite, par quatre mille hommes qui débouchaient d'un bois d'oliviers. Il fut contraint de se retirer, et deux des six bataillons qu'il commandait furent mis en déroute par les dragons français. Campoverde, cependant, finit par faire entrer dans la citadelle quinze cents hommes d'élite et quelques provisions, mais non pas tout ce qu'il désirait;

encore même fût-ce au prix de grands sacrifices, car il perdit, avec quelques effets, onze cents hommes, tant morts ou blessés que prisonniers. Avec moins de confiance et plus de résolution, il eût évité un pareil désastre, et tout ce qu'il amenait de secours fût entré sans obstacle. Les Français perdirent sept cents hommes. D'après les lois de la guerre, l'artifice qu'ils imaginèrent leur était peut-être permis : c'était à Campoverde à se tenir sur ses gardes.

A cette époque, l'escadre anglaise et quelques vaisseaux espagnols parcouraient la côte; ils prirent des bateaux, détruisirent plusieurs batteries de la marine, et échouèrent dans une tentative contre Rosas qu'ils s'étaient flattés d'enlever par surprise.

Restait à savoir maintenant quel parti prendrait Suchet après la perte, si considérable pour les Français, du fort et de la place de Figuières, et si ses dispositions répondraient aux désirs de Macdonald, ou bien s'il se conformerait aux premiers ordres de l'empereur, qui, n'ayant pas prévu l'événement, avait enjoint au général d'assiéger Tarragone. Suchet hésita d'abord, mais après qu'il eut bien examiné la situation et pesé les raisons pour et contre, il résolut de s'en tenir aux instructions de Paris. Il pensait que Figuières investi finirait par se rendre, et qu'il était urgent et d'une très-grande importance de s'emparer de Tarragone, point maritime et base principale des opérations des Espagnols dans la Catalogne : les résultats prouvèrent la justesse de ce calcul, bien que l'intérêt personnel n'y fût point étranger. La reprise de Figuières, en effet, ne profitait qu'à Macdonald, et la conquête de Tarragone augmentait la gloire de Suchet. Ainsi, le premier fut réduit à ses propres et faibles ressources pour recouvrer ce qui avait été perdu, et le second ne s'occupa que d'acquérir, seul et sans partage, de nouveaux triomphes et de nouvelles distinctions.

Avant de connaître la prise de Figuières, et aussitôt après avoir reçu les ordres de Napoléon, Suchet avait commencé ses préparatifs pour le siége de Tarragone; il avait eu soin de laisser en Aragon et dans les avenues principales assez de troupes pour maintenir ce pays. Avec les dix-sept mille hommes détachés du corps de Macdonald, Suchet réunissait sous son commandement plus de quarante mille combattans. Trois bataillons, un corps de dragons et la gendarmerie occupaient la gauche de l'Èbre; quinze cents hommes d'infanterie gardaient Jaca et Vénasque, et des points fortifiés assuraient les communications avec la France. Le général Compère commandait à Saragosse, qui avait été mis en état de défense et avait une garnison de près de deux mille hommes de troupes de ligne avec deux escadrons: l'autorité de ce général s'étendait à Borja, Tarrazona et Calatayud; dans cette dernière ville, l'ennemi avait fortifié et approvisionné le couvent de la *Merced*, défendu par deux bataillons aux ordres du général Ferrier. Daroca, ainsi qu'une partie de la seigneurie de Molina avec son château-fort, étaient sous la protection du général Paris, qui avait sous son commandement quatre bataillons, trois cents hussards et un peu d'artillerie. Le général Abbé était établi à Téruel avec plus de trois mille fantassins, trois cents cuirassiers et deux pièces de canon. Quatorze cents hommes garnirent les forts de Morella et d'Alcañiz, et douze cents Polonais occupèrent Batea, Caspe et Mequinenza, favorisés par les transports de l'Èbre. Nous ne répèterons pas ce que nous avons déjà dit plus haut des troupes laissées à Tortose et ses environs jusqu'à la Rapita, à l'embouchure du fleuve. De plus, Klopicki était resté avec quatre bataillons et deux cents hussards sur les confins de la Navarre, tant étaient grandes les craintes que les excursions de Mina continuaient d'inspirer à l'ennemi. Nous don-

nons volontiers ces détails circonstanciés sur les mesures de précaution prises par Suchet, afin qu'on en conclue quelle devait être la situation de l'Aragon au bout de trois ans de guerre, de l'Aragon dont les Français proclamaient si haut la tranquillité et la soumission. Sans doute, il n'eût pas été surprenant que, sous ce réseau de citadelles et de points fortifiés, les habitans de cette province fussent restés immobiles; cependant on avait à tout instant la preuve qu'ils nourrissaient au fond de l'âme ce feu sacré de liberté, qui deux fois avait éclaté si brillant et si pur au sein de l'immortelle Saragosse.

Enfin, ces mesures prises et quelques autres dispositions arrêtées, Suchet, après avoir assuré ses derrières du côté de l'Aragon et de Lerida, se mit en mouvement le 2 mai, pour entreprendre le siége qui lui était confié; il avait établi à Reus des magasins de provisions de bouche et de guerre en abondance, et il était accompagné d'environ vingt mille hommes.

Tarragone présente, dans son vaste développement, la forme d'un parallélogramme rectangle; la ville haute est assise sur un rocher d'une élévation considérable dont la base, à l'est et au nord, est baignée par la Méditerranée. A l'ouest, où le terrain descend, se trouve la ville basse ou faubourg, auquel on est conduit par une pente douce, et où coule le Francoli qui se perd dans la mer. On traverse cette rivière sur un pont de six arches, extrêmement étroit. Capitale de l'Espagne citérieure, ancienne province romaine, Tarragone conserve encore beaucoup d'antiquités et des restes de son ancienne grandeur. Sa population ne va pas au-delà de onze mille habitans. Elle est entourée d'une muraille construite du temps des Romains, dont la partie qui regarde l'ouest fut détruite dans la guerre de succession, et remplacée depuis par une terrasse de huit à dix pieds de large et quatre

bastions qu'on appelle, en commençant par la mer, bastions de Cervantès, de Jésus, de San-Juan, et de San-Pablo. De ce côté, qui est le plus accessible, et pour couvrir le faubourg, on avait élevé une autre ligne de fortification qui partait du dernier de ces bastions et se terminait près du fort de Francoli, situé à l'embouchure de la rivière de ce nom. Cette ligne était défendue par plusieurs autres bastions, et par deux lunettes, dont l'une nommée la lunette del Principe. La batterie de San-José et deux coupures protégeaient les mouvemens en mer et la communication avec le fort Francoli. Dans l'intérieur de cette seconde enceinte, et derrière le bastion d'Orléans, situé dans l'angle et regardant la plaine, s'élevait le fort royal qui formait un carré bastionné. Il y avait encore différens ouvrages sur les autres points, quoique, de ce côté, la ville fût naturellement défendue par les escarpemens de sa position. Restaient enfin le fort de Lorito ou Loreto, et au nord celui de l'Olivo, construit sur un plateau à quatre cents toises de la place. Ce dernier avait la forme d'un ouvrage à cornes irrégulier, avec des fossés sur son front, et un chemin couvert quoique inachevé ; dans la partie interne et supérieure, était un réduit de sûreté avec un cavalier au milieu, et deux portes ou grilles à la gorge. Celle-ci, qui était peu fortifiée, se trouvait protégée par les difficultés du terrain et les feux de la place.

Tarragone, pour être bien défendue, avait besoin d'une garnison de quatorze mille hommes. Elle n'avait pourtant, au commencement du siége, que six mille soldats d'infanterie et douze cents miliciens. Don Juan Caro en était alors gouverneur : il fut remplacé, à la fin de mai, par Don Juan Senen de Contreras. Le génie était commandé par Don Carlos Cabron ; l'artillerie, par Don Cayetano Saqueti.

Le 4 mai, les ennemis se mirent en devoir d'inves-

tir entièrement la place. Le général Harispe, accompagné du général du génie Rogniat, passa le Francoli, et s'avança vers le fort Olivo. Les postes espagnols leur opposèrent une résistance énergique, et la brigade du général Salme perdit près de deux cents hommes. Dans le même temps, celle de Palombini, qui composait avec la précédente la division d'Harispe, se dirigea vers la gauche, et s'empara du Lorito et de la redoute voisine appelée del Ermitaño, positions que les Espagnols avaient abandonnées auparavant comme embarrassantes. Harispe plaça d'autres troupes de réserve dans le chemin de Barcelone près de la côte. A la droite de ce général, et à l'opposite, s'établit Frère avec sa division; puis venait Habert avec la sienne, faisant face au pont de Francoli et appuyée sur la mer, ce qui formait ainsi l'investissement complet de la place.

Le 5, les Espagnols firent quatre sorties dans lesquelles ils firent du mal à l'ennemi, et l'escadre anglaise commença à prendre part à la défense. Elle était composée de trois vaisseaux et de deux frégates, aux ordres du commodore Codrington, qui montait le *Blake*, de soixante-quatorze canons.

Les Français s'étaient précautionnés comme pour un long siége; ils avaient retranché Reuss où étaient leurs principaux magasins, et avaient fortifié quelques couvens et d'autres grands édifices, dans la crainte des miquelets et des *somatènes*, qui ne cessaient de les menacer et d'inquiéter leurs convois.

En effet, le 6 mai, un de ces corps attaqua Montblanch, point si important pour les communications entre Tarragone et Lérida, et ils essayèrent de mettre le feu au couvent de la Vierge de la Sierra, gardé par un détachement français. Les miquelets employèrent pour cela le stratagème, qui du reste ne leur réussit point, de se couvrir de planches matelassées

pour pouvoir arriver jusqu'aux portes, imitant ainsi la *tortue* des anciens. Les Français furent obligés de fortifier ce point.

Les ennemis, poursuivant leurs préparatifs d'attaque contre Tarragone, coupèrent l'aquéduc moderne qui fournissait de l'eau à la ville, aquéduc construit, en 1782, des restes de celui des Romains, par les soins du digne archevêque Don Joaquin de Santiyan y Valdivioso. Tarragone, pourvue de citernes et possédant un puits très-profond qui donnait une eau de source, pas très-bonne à la vérité, mais potable, souffrit peu de cette destruction. Elle fut plus fatale aux Français : les *somatènes*, informés du fait, firent à leur tour des coupures plus haut, et comme les eaux amenées par l'aquéduc alimentaient aussi les assiégeans, et qu'elles venaient de Pont de Armentera, près du monastère de Santas-Cruces, à six lieues de distance, Suchet fut obligé d'employer des troupes à réparer le dégât et à surveiller continuellement le terrain.

Les Français se décidèrent à attaquer Tarragone par le Francoli, du côté de la ville basse; tous les autres points présentaient plus d'obstacles naturels. Ici, toutefois, il fallait éloigner les forces navales de la plage, et, dans cet objet, les ennemis tracèrent, le 8, sur le bord de la mer, une redoute qu'ils finirent par élever entièrement malgré le feu de l'escadre anglaise, et qui fut soutenue plus tard par de nouvelles batteries construites à l'embouchure du Francoli.

Il régnait dans l'intérieur de la place une exaltation que l'arrivée du marquis de Campoverde, le 10 mai, ne contribua pas peu à entretenir. Informé des projets de l'ennemi, ce général s'était hâté de venir au secours de Tarragone. Il arriva par mer; il s'était embarqué à Mataro avec deux mille hommes, et avait laissé derrière lui le reste de ses troupes sous le com-

mandement de Don Pédro Sarsfield, avec ordre d'incommoder Suchet dans ses communications.

Pour assurer son attaque contre l'enceinte, l'ennemi avait d'abord à s'emparer du fort del Olivo, ce qui n'était point facile. Les Espagnols le gênaient et le maltraitaient continuellement de ce côté. Afin de faire cesser leurs feux et de gagner en même temps du terrain, il attaqua, dans la nuit du 13 au 14, des parapets avancés qui protégeaient le fort. Don Tadeo Aldéa les défendit long-temps, et se replia enfin, accablé par le nombre. L'exaspération était extrême dans la garnison del Olivo, et, sommée de se rendre, elle ne répondit que par le canon. Aldéa, ne perdant pas l'espoir de recouvrer les parapets, s'avança de nouveau sur trois colonnes. L'ennemi, qui savait l'importance de ces ouvrages, les avait disposés à son avantage et de manière à faire échouer toute tentative. Les nôtres attaquèrent néanmoins avec audace, et l'on vit des officiers tomber sous le plomb ennemi en plantant leurs drapeaux dans l'intérieur même des parapets.

Audehors, les camps français étaient inquiétés par les *somatènes*. Le 14, un de ces corps armés fit une reconnaissance sur la côte, dirigé par Don José San-Juan et sous la protection de l'escadre. Les Français se retranchèrent dans la redoute qu'ils avaient construite, et le général Habert se hâta de les secourir.

Ce même Don José San-Juan détruisit, le 18, une partie des ouvrages que les assiégeans élevaient à la droite du Francoli : ceux-ci prirent honteusement la fuite après avoir essuyé une perte de plus de deux cents hommes. Une femme du peuple, connue sous le nom de *la Calesera de la Rambla*, se signala dans cette journée. Les sorties se multiplièrent avec plus ou moins de bonheur, mais toujours au détriment des assiégeans.

Don Pedro Sarsfield, chargé d'attirer l'ennemi loin de la place, ne négligea pas sa mission. Il s'établit, le 20, à Alcover, et les Français, accourus avec des forces considérables pour le déloger, n'y purent parvenir qu'en sacrifiant du monde. Trois jours après, l'infatigable Sarsfield se porta sur Montblanch, où il tint en échec le chef de bataillon Année qui y commandait; celui-ci fut secouru assez à temps pour être sauvé; Suchet, néanmoins, se vit dans la nécessité d'abandonner cette position, objet d'incessantes attaques.

Les Français s'attachèrent ensuite à la prise du fort de l'Olivo : dans cette vue, ils ouvrirent une tranchée à la gauche des parapets qu'ils venaient d'enlever, et la dirigèrent vers un mamelon à soixante toises du fort. Ils cheminèrent péniblement à la sape, à travers les rochers. Enfin, le 27, ils étaient parvenus à dresser quatre batteries qu'ils ne purent armer jusqu'au 28, les soldats étant obligés de traîner eux-mêmes les canons, à raison de la difficulté du terrain. Chaque pas coûtait du sang aux assiégeans; et, dans la matinée de ce jour, la garnison fit une sortie des plus vigoureuses, où elle refoula l'ennemi et le tailla en pièces. Afin de ramener les colonnes qui pliaient, le général français Salme se mit à leur tête, et au moment où, les animant par son courage, il s'écriait *en avant !* il tomba mortellement frappé d'un biscaïen qui l'atteignit au front.

Les Français, secourus par un renfort et revenus à eux, commencèrent le feu contre l'Olivo ce même jour 28. Ils furent foudroyés par la mitraille espagnole, jusqu'à ce qu'enfin quelques-uns de nos canons ayant été endommagés et nos parapets détruits, elle devint nécessairement moins meurtrière. L'ennemi ouvrit la brèche dans l'angle de la droite du fort, sans toutefois risquer l'assaut : il était contenu par l'im-

pétuosité et l'énergie que déployait la garnison.

Enfin, le 29, toutes les pièces étant démontées et nos batteries ruinées, les assiégeans résolurent de s'emparer du fort en menaçant en même temps les autres points. La place et les ouvrages extérieurs répondirent par une effroyable canonnade à celle du camp ennemi, si bien que l'espèce d'amphithéâtre sur lequel Tarragone est assise se développait au milieu d'une atmosphère de flamme produite par les bombes, les grenades, les boulets et les traînées de feu. L'escadre, de son côté, ne demeura pas oisive, et, par les fusées et les autres projectiles incendiaires qu'elle lança, elle ajouta à l'horreur sublime de ce terrible combat nocturne.

L'ennemi, précédé de tirailleurs, accourut vers le soir pour donner l'assaut. Il s'était partagé en deux colonnes : l'une destinée à la brèche ; l'autre devant investir le fort et l'envahir par la gorge.

Mais, d'abord, la première fut compromise par un accident : la brèche était à peine praticable, et les échelles qu'on y appliqua furent trop courtes, de sorte que, pour gagner le haut de la muraille, chaque soldat ennemi fut obligé de monter sur les épaules de son camarade, qui s'offrait intrépidement pour ce périlleux service.

Cet expédient échoua devant l'ardeur de nos braves, qui repoussant les uns, tuant les autres, et brisant les échelles, firent justice d'une si audacieuse témérité. Dans cette détresse, les Français furent favorisés par deux circonstances heureuses. L'une, c'est que l'Italien Vaccani, ingénieur, qui a écrit avec soin ces campagnes, avait découvert que les boyaux de l'aquéduc qui fournissaient de l'eau au fort et que les Espagnols avaient malheureusement conservés, offraient un chemin par lequel on pouvait grimper et s'introduire dans l'intérieur ; c'est ce que firent les

ennemis, qui ensuite s'étendirent le long du rempart avant que les nôtres pussent s'en douter.

Un autre accident bien plus fortuit encore ne servit pas moins les Français. On changeait tous les huit jours la garnison de l'Olivo, et cette même nuit, au moment où le régiment d'Alméria allait relever celui d'Illiberia, il se heurta sur la colonne française qui allait attaquer la gorge. Les nôtres furent étourdis d'une rencontre si inattendue, ils perdirent la tête, de sorte que quelques soldats ennemis purent se mêler à eux et pénétrer ainsi dans le fort. Favorisés par ce hasard, et profitant de la confusion et des ténèbres de la nuit, ils brisèrent ensuite, avec ceux qui étaient au dehors, une des deux portes dont nous avons parlé, et, réunis alors les uns et les autres dans l'intérieur, ils pressèrent les Espagnols sans leur laisser reprendre haleine, tandis que ceux qui étaient montés par l'aquéduc accoururent à leur tour, enveloppant étroitement les assiégés et leur fermant toutes les issues. Ceux-ci cependant se défendirent avec énergie, surtout à la gauche du fort et dans le cavalier. Ils vendirent cher la victoire, disputèrent le terrain pied à pied, et se battirent comme des lions, selon l'expression de Suchet lui-même. Ils cédèrent seulement à la surprise et à la supériorité du nombre, car tout-à-coup survint avec sa troupe le général Harispe, qui, du reste, faillit être écrasé par une bombe qui tomba presque à ses pieds. Il périt cinq cents Français, parmi lesquels beaucoup d'officiers distingués. Nous perdîmes, nous, onze cents hommes; les autres se laissèrent glisser le long du mur et entrèrent à Tarragone. Le gouverneur du fort, Don José-Maria Gamez, se rendit, mais après avoir été percé de dix blessures, comme un soldat de cœur. On peut juger par là qu'elle eût été la résistance, sans la négligence des aquéducs, et sans la fatale rencontre du régiment d'Alméria. Une

aveugle colère, plutôt qu'un véritable courage, dirigea la lutte des deux côtés. On dit que l'ennemi écrivit sur le mur avec du sang espagnol : *la mort du général Salme est vengée* ; inscription atroce, que n'excuse pas même l'ardeur qui vibre encore après une mêlée furieuse.

Dans la même nuit, les Français prirent toutes les précautions nécessaires pour assurer leur conquête, ce qui rendit impuissante la tentative faite le jour suivant par Don Edmundo O'Ronani pour reprendre la place, tentative dans laquelle se signala si honorablement le sergent Domingo Lopez.

Ce fut un grand découragement pour nos troupes que la perte de l'Olivo ; elles n'en furent consolées ni par le renfort de mille six cents hommes d'infanterie et de cent tirailleurs arrivés tout récemment de Valence, ni par la présence de quatre cents soldats qui venaient en ce moment de Mayorque. Ce fort avait été vanté comme imprenable, et sa possession par l'ennemi détruisit toutes les espérances dont on s'était tant bercé.

Dans cette position critique, le marquis de Campoverde réunit un conseil de guerre où l'on décida que ce général sortirait de Tarragone, ce qu'il exécuta le 31 mai. Avant son départ, il confia la place à Don Juan Senen de Contreras, et chargea Don Juan Caro de se rendre à Valence pour y chercher des secours. Contreras arrivait de Cadix, et comme il était le plus ancien général, il ne put se refuser à ce lourd fardeau. Il nous semble injuste que, l'Olivo étant pris, et le siége à moitié fait, on imposât à un nouveau chef une responsabilité qui tombait plutôt sur celui qui avait gouverné la place dès le principe. Caro lui-même devait aussi se regarder comme offensé. Toutefois, il n'y eut pas d'opposition, et tout le monde obéit. Don Pedro Sarsfield eut la défense de la ville basse de

Tarragone et des bords de la mer, tandis que les troupes qu'il commandait auparavant du côté de Montblanch furent mises sous les ordres du baron d'Erolès, qui était parti de Figuières. Campoverde, déjà hors de la place, établit son camp à Igualada, le 3 juin. Avec lui, s'étaient éloignés aussi de la ville plusieurs des principaux habitans qui fuyaient les bombes et toutes les angoisses du siége. La junte en avait déjà fait autant et s'était transportée à Monserrat, car il était juste que la première autorité de toute la principauté se tînt en mesure de veiller sur les autres parties du pays.

Maîtres de l'Olivo, les Français commencèrent l'attaque du corps de la place. Leur ligne d'opération embrassait tout le front de l'enceinte qui protégeait la ville basse, et qui se terminait, d'un côté, par le fort de Francoli et le bastion de San-Carlos, de l'autre, par celui d'Orléans, que les assiégés appelèrent le fort des Chanoines.

La première parallèle fut ouverte à cent trente toises du bastion d'Orléans et du fort de Francoli, appuyée à sa droite par les travaux que les Français avaient construits sur la rive opposée, et couverte à sa gauche par une redoute. Ils établirent aussi, en arrière, une communication avec le pont de Francoli et deux autres ponts faits de chevalets et protégés par l'encaissement même du courant

Dans la nuit du 1er au 2 juin, es assiégeans avaient commencé les travaux de tranchée, et ils les continuèrent les jours suivans, bien qu'ils fussent interrompus par les sorties et le feu des Espagnols. Le 6, on creusa la seconde parallèle, qui fut conduite jusqu'à trente toises du fort de Francoli, dont les murailles furent battues en brèche le 7 au matin. Le fort était défendu par Don Antonio Roten qui tint ferme et déploya un grand courage. A la chute du jour, la brèche

parut praticable, et les ennemis se disposèrent à donner l'assaut vers les dix heures de la nuit. Le gouverneur de la place, Senen de Contreras, jugea prudent de ne pas résister à ce choc, et Roten, obéissant aux ordres de son chef, évacua le fort, et retira l'artillerie.

Les Français ayant continué à s'avancer par le milieu de la seconde parallèle, s'arrêtèrent à trente-cinq toises de l'angle saillant du chemin couvert du bastion d'Orléans. Le feu de la place leur faisait tant de mal, que plus d'une fois l'ardeur des travailleurs en fut troublée et refroidie. Aussi, dans la nuit du 9 au 10, étaient-ils rendus de fatigue et d'épuisement, lorsque trois cents grenadiers espagnols firent une sortie et massacrèrent ceux qui se laissèrent prendre au dépourvu. Une autre sortie, non moins heureuse, eut lieu dans la nuit du 11 au 12. Elle fut dirigée par Don Pedro Sarsfield en personne, à la tête de trois mille hommes; nous avons déjà dit que ce général commandait la basse-ville et tout le front attaqué. Il dispersa les travailleurs, détruisit plusieurs ouvrages, et mit tout à feu et à sang. Dans cette circonstance, comme en plusieurs autres auparavant, quelques habitans se distinguèrent et les femmes elles-mêmes ne cessèrent de porter aux combattans des rafraîchissemens et des secours, au milieu des balles et des bombes.

Les Français, après avoir réparé le mal que nous leur avions fait, pratiquèrent, dès le 15, trois débouchés en avant de la seconde parallèle, l'un dirigé vers le bastion d'Orléans, l'autre vers la demi-lune qui venait après, appelée la demi-lune del Rey, et le troisième sur le bastion de San-Carlos, et couronnant la crête du glacis. La lunette del Principe, à la gauche de ce dernier bastion, était comprise dans la ligne d'attaque, et fut assaillie dans la nuit du 16. Les

Espagnols étaient commandés par Don Miguel Sembi-rachs. Les Français se formèrent en deux colonnes : l'une qui devait attaquer sur un point faible, à la gauche, où le fossé ne se prolongeait pas jusqu'à la mer ; l'autre par le front. Les efforts de ces derniers vinrent se briser contre la bravoure des Espagnols, qui leur tuèrent leur chef Javersac, et beaucoup de monde. Les premiers, au contraire, favorisés par le peu de résistance de l'endroit attaqué, envahirent la lunette, où périrent cent de nos soldats ; plusieurs autres restèrent prisonniers, et le reste se sauva dans la place. Les ennemis les poursuivirent avec impétuosité, se jetèrent, dans leur ardeur, au milieu de la batterie de San-José, coupèrent les cordes du pont-levis, et peu s'en fallut qu'ils ne pénétrassent dans la basse ville : ils furent arrêtés et repoussés par un secours qui, par bonheur, arriva à temps.

Une fois en possession de la lunette del Principe, l'assiégeant pressa de plus en plus le front attaqué. Des deux parts, la lutte augmentait de fureur, et la défense des nôtres, quoique parfois impuissante, n'était pas moins brillante de courage. Dans ce combat acharné, les uns et les autres montraient une telle exaltation, qu'ils se précipitaient dans la mêlée en s'adressant des injures et d'outrageantes provocations. Le carnage n'avait plus de bornes, et, de l'aveu même des Français, qui n'ont jamais exagéré leurs pertes, ils comptaient, à ce moment du siége (le 16 juin), en morts ou blessés, un général, deux colonels, quinze chefs de bataillon, dix-neuf officiers du génie, treize d'artillerie, cent quarante des autres armes, et enfin en tout deux mille cinq cents hommes. Et ils avaient encore à s'emparer de la ville basse, et à commencer ensuite l'attaque de Tarragone.

Deux jours avant, le 14 juin, Don José Miranda était arrivé dans cette ville avec une division de Va-

enciens, forte de plus de quatre mille hommes armés, et d'environ quatre cents recrues. Ceux-ci furent équipés et restèrent dans la place. Les autres poursuivirent leur route avec leur chef, prirent terre à Villanueva de Sitges, et se réunirent, le 16, à Igualada au marquis de Campoverde. Celui-ci, aidé de ce renfort, comptait sous son commandement immédiat neuf mille quatre cent cinquante-six fantassins et mille cent quatre-vingt-trois cavaliers; il se détermina, en conséquence, à faire une diversion en faveur de la ville assiégée.

Vers le même temps, le baron d'Erolès, qui manœuvrait de concert avec Campoverde, attaqua, aux environs de Falset, un grand convoi ennemi et lui enleva cinq cents bêtes de somme. Peu de jours avant, près de Mora, sur l'Ebre, à Gratallops, Don Manuel Fernandez Villamil fondit également avec trois cents soldats sur un détachement considérable commandé par le Polonais Mirozinski; il tua et blessa beaucoup de monde, fit plusieurs prisonniers, et força ce qui restait à se réfugier dans l'ermitage de la Consolacion, d'où ils furent retirés avec peine par un renfort venu de Mora.

Des pertes journalières de ce genre déterminèrent Suchet à rappeler la brigade d'Abbé et un régiment qu'il avait envoyé dans la direction de Mora et de Falset pour observer les mouvemens d'Erolès, de Villamil, et de quelques autres chefs. Suchet voulait aussi, par ce renfort, hâter la conquête de Tarragone, car il n'était pas sans inquiétude sur l'avenir, en voyant l'obstination valeureuse de la garnison, l'augmentation des forces de Campoverde et les démonstrations de ce dernier pour se porter en avant.

Le 18 juin, les assiégeans avaient terminé leur troisième parallèle; ils commencèrent alors à descendre dans le fossé en face du bastion d'Orléans, et

achevèrent tous les ouvrages d'attaque sur les autres points. Le 21, au matin, les batteries ouvrirent le feu sur le mur, et à quatre heures du soir, trois brèches étaient faites : deux dans les bastions d'Orléans et de San-Carlos, et l'autre au fort Royal, bien que placé en arrière. Les défauts du terrassement facilitèrent les progrès de l'ennemi.

La ville basse était commandée, depuis les premiers jours de juin, par Don Pédro Sarsfield, qui avait fait preuve de valeur autant que d'habileté. Mais le 21, le jour même de l'attaque, le gouverneur ayant reçu, à ce qu'il paraît, de Campoverde l'ordre de lui envoyer Roten ou Sarsfield pour commander une division, choisit ce dernier, et lui fit quitter la place au moment même où l'ennemi avait commencé ses premiers feux. Conduite inexplicable, dont les suites désastreuses ne se firent pas attendre ; car bien que Don Manuel Velasco, placé à la tête du point attaqué, eût tout le mérite d'un officier intelligent et brave, on sait ce qu'il y a de fatal pour l'issue d'un combat dans le changement subit de celui qui commande.

A sept heures du soir, l'ennemi, divisé en trois colonnes, monta à l'assaut contre les bastions d'Orléans et de San-Carlos, ainsi que du côté du port : il menait avec lui toutes ses réserves.

Malgré leur vigoureuse résistance, les nôtres ne purent empêcher les Français d'envahir le bastion d'Orléans, non toutefois sans les avoir arrêtés longtemps à l'entrée, où ils en passèrent un grand nombre au fil de l'épée. Leur vengeance eût été bien plus complète si deux mines qu'ils avaient disposées et qui étaient prêtes à éclater, eussent pris feu à temps. Les ennemis s'emparèrent également des autres points, et même du fort Royal, qu'ils furent obligés d'escalader, la brèche étant peu praticable.

Du côté du port, Velasco repoussa les premières attaques, se maintint avec vigueur et ne battit en retraite que lorsqu'il vit les Français qui venaient des forts d'Orléans et de San-Carlos, et qui allaient déborder par les flancs. Contreras, placé au haut du rempart de la ville, se précautionna contre toute surprise dans cette seconde enceinte, et réussit à faire sauver Velasco et les siens qui y pénétrèrent par la porte de San-Juan. Les Anglais lâchèrent toutes leurs bordées, mais sans faire grand mal à l'ennemi. Nous perdîmes, nous, cinq cents hommes; il y en eut un bon nombre qui se cachèrent et parvinrent à se sauver en pénétrant isolément dans la place. Dans la ville basse, les assaillans massacrèrent beaucoup d'habitans, sans distinction de sexe. Ils brûlèrent les magasins du port, et, maîtres de la plage, ils détruisirent l'embarcadère del Milagro qui facilitait les communications avec la mer. Enflés de leurs succès, ils firent des signaux à la place pour offrir au gouverneur la capitulation: celui-ci ne répondit que par un dédaigneux silence.

Suchet en fut blessé, et dans la même nuit du 21 au 22, il fit ouvrir la première parallèle contre la ville, appuyant sa gauche sur le bastion de Santo-Domingo, et sa droite à la mer. Il ne restait plus à prendre qu'une dernière enceinte, peu importante et affaiblie.

Les habitans de Tarragone, Senen de Contreras, la junte de Catalogne, tout le monde enfin faisait entendre des murmures et des plaintes amères contre le marquis de Campoverde, et lui reprochaient son inaction, que plusieurs même interprétaient à mal. On s'exagérait la supériorité des forces qu'il commandait, et l'on appréciait en sens contraire celles des Français. Campoverde lui-même, en faisant sans cesse des promesses outrées, avait contribué à l'erreur commune, et d'un autre côté, Contreras, au lieu d'agir,

perdait ce temps à répandre indiscrètement que l
place serait bientôt obligée de se rendre si elle n'étai
promptement secourue.

Enfin, Campoverde, cédant à sa propre impulsio
autant qu'à la clameur publique, résolut de faire, l
25 juin, une tentative contre les assiégeans. En con
séquence, Don José Miranda, ayant à ses ordres la di
vision valencienne, avec mille fantassins et sept cent
chevaux de la division d'Erolès, devait attaquer le
retranchemens français de Hostalnon et Pallaresos
tandis que Campoverde se placerait à sa gauche pour
le soutenir et favoriser ses succès, en faisant faire une
fausse attaque par Don José-Maria Torrijos.

Suchet, qui attendait notre mouvement, réunit, sans s'éloigner, ses principales forces, comptant qu'il serait attaqué du côté de Villalonga. Cette supposition était bien naturelle. Miranda ne s'exécuta point, sous prétexte qu'il ne connaissait pas le terrain, alléguant aussi des doutes et des craintes qui ne lui étaient pas venus la veille et qui ne s'expliquaient par aucun nouveau motif. Un châtiment prompt et sévère eût alors servi d'excellente leçon, et prévenu sans doute le retour de pareils actes, si indignes du nom espagnol. Cette tache fut effacée jusqu'à un certain point par Don Juan Caro, qui, revenu de Valence, surprit et tailla en pièces près de deux cents Français à Torredenbarra. Mais l'occasion de secourir Tarragone était manquée, et Campoverde, bien malgré lui, se dirigea sur le Vendrell.

Cependant, tout ne paraissait pas encore perdu. Le 26, mille deux cents Anglais, aux ordres du colonel Skerret, venant de Cadix, arrivèrent devant Tarragone. Ces troupes, soit en se joignant à Campoverde, soit en renforçant celles de la place, eussent été d'un grand secours, moins à cause de leur coopération matérielle que par l'ardeur qu'eût excitée leur présence.

Mais quand la fortune est contraire, telle chance qui semblait d'abord favorable, se tourne en amère détresse. Skerret et les autres chefs anglais débarquèrent, et examen fait de l'état de la place, ils montrèrent un grand abattement. Contreras s'en aperçut, et bien que ces chefs alliés se missent à sa disposition, il ne voulut pas leur forcer la main, et les laissa complètement maîtres de faire débarquer leurs troupes. Ils se décidèrent alors à les laisser à bord, et leur présence sur la plage ne put ainsi qu'être fatale, car cette détermination acheva de consterner les esprits, découragés déjà par le souvenir des dernières défaites.

Une autre circonstance avait augmenté le désordre et la mésintelligence dans l'intérieur de la place. Campoverde, qui n'était pas en bonne harmonie avec Senen de Contreras, à cause des indiscrétions continuelles de celui-ci, lui écrivit que, s'il n'était pas satisfait, il pouvait se désister du commandement, et il prévenait en même temps Don Manuel Velasco qu'il pourrait s'en saisir si Contreras y renonçait, ou s'il parlait de se rendre. Il communiqua ce même ordre aux autres chefs, en les autorisant à nommer un gouverneur, dans le cas où Velasco n'accepterait point. Cette résolution de Campoverde était conforme à une circulaire de la régence, du commencement d'avril, approuvée par les cortès, d'après laquelle il était ordonné que, tant qu'il se trouverait dans une place assiégée un officier qui opinât pour la défense, eût-il le grade le plus inférieur de la garnison, la capitulation serait rejetée, et le commandement immédiatement dévolu à ce même officier. L'idée d'une pareille mesure avait été inspirée par la conduite d'Imaz à Badajoz. Mais, à Tarragone, la situation n'était plus la même. Contreras ne pensait pas à se rendre, et il est juste de dire qu'il avait trop de bravoure et d'honneur pour se souiller de la moindre lâcheté. C'était seulement un homme d'un carac-

tère difficile, présomptueux, et qui usait avec peu de retenue de la parole et de la plume. Profondément blessé de cette défiance, bien loin de se démettre du commandement, il donna un passeport à Velasco, qui fut obligé de quitter Tarragone et d'aller rejoindre le quartier-général. Ainsi, l'on privait la place de bons officiers, on créait des partis, et l'on abattait les plus fermes courages.

C'était un profit évident pour les Français, qui, au milieu de ces discordes, poussaient vivement leurs travaux. Ils établirent la deuxième parallèle à soixante toises de la place, c'est-à-dire à la dernière enceinte qui restait à envahir, et dans la nuit du 27 au 28, les batteries de brèche furent dressées et armées. Averti de l'arrivée des Anglais, Suchet avait hâte d'être maître de Tarragone. Il était loin d'imaginer que la présence de ces troupes fût un nouveau bienfait que lui envoyait la fortune. Le 28, de grand matin, les assiégeans ouvrirent le feu et s'attachèrent principalement à battre en brèche la courtine du front de San-Juan, à l'angle qu'elle forme avec le flanc gauche du bastion de San-Pablo. Le terrain est pierreux, sans fossé ni chemin couvert.

Les nôtres répondirent à l'ennemi par un feu terrible et bien dirigé; ils détruisirent les épaulemens de ses batteries, et, mettant ainsi les artilleurs à découvert, en tuèrent un grand nombre. De notre côté, nous eûmes à déplorer l'explosion d'un dépôt de poudre dans le même bastion de Cervantès, que cet accident priva de continuer son feu. Sur tous les autres points, la canonnade était toujours vive et meurtrière; mais l'ennemi, acharné à ajuster les coups contre la partie du mur qu'il voulait abattre, commençait à arriver à son but, et ouvrit enfin une large brèche.

A cinq heures du soir, les assiégeans jugèrent la

brèche praticable, et Suchet ordonna l'assaut sous la direction des généraux Habert, Ficatier et Montmarie. De son côté, Senen de Contreras se prépara à recevoir et à repousser les Français sur la brèche même, et à se défendre aussi dans l'intérieur des rues, où l'on avait pratiqué des coupures, notamment à la Rambla.

Il lui restait huit mille hommes de bonnes troupes, et Tarragone, avec ces braves et l'appui de la population, pouvait renouveler et soutenir longtemps encore l'héroïsme de Gironne et de Saragosse. La fatalité en décida autrement. Le gouverneur espagnol plaça en face de la brèche deux bataillons de grenadiers provinciaux et le régiment d'Almeria, et donna à leurs chefs les ordres les mieux concertés. Peut-être eût-il mieux fait de réunir là plus de monde, au lieu d'éparpiller ses troupes sur d'autres points qui n'étaient pas menacés.

L'ennemi s'élança donc impétueusement de la tranchée vers la brèche. Les premiers assaillans disparaissent sous la mitraille que vomissent nos batteries; ils sont remplacés par d'autres qui tombent à leur tour ou hésitent; la réserve accourt, puis les aides-de-camp mêmes de Suchet, et enfin il se forme un bataillon d'officiers pour donner l'exemple et ranimer le soldat français, que l'audace et le sang-froid des Espagnols avaient déconcerté. Plusieurs fois les colonnes ennemies sont enfoncées; plusieurs fois ralliées, elles se rompent de nouveau. Après une lutte opiniâtre et à la faveur du nombre, les Français montent enfin à la brèche, envahissent la courtine et le bastion de San-Pablo, et cherchent à s'étendre avec rapidité le long du rempart.

C'était un plan prudemment combiné par le général en chef ennemi, car, une fois maîtres de tout le mur d'enceinte, ses soldats surprenaient les assiégés

et rendaient impossible la défense intérieure de la ville. Toutefois, dans les coupures de la Rambla, le régiment d'Almansa soutint vigoureusement le choc des Français, et ne céda que lorsqu'il se vit attaqué en flanc et par derrière. L'ennemi, furieux et maître enfin de tous les points, pilla, brûla, massacra, viola, et rougit de sang les rues et les édifices de Tarragone.

Don José Gonzalez, frère du marquis de Campoverde, fut tué en se défendant avec une poignée de braves sur le parvis de la cathédrale. Senen de Contreras, blessé au ventre d'un coup de baïonnette, fut fait prisonnier à la porte de San-Magin. Il périt plus de quatre mille Tarragonais, vieillards, religieux, femmes, et jusqu'à des enfans en bas-âge, car quoiqu'un grand nombre des principaux habitans eussent abandonné la place avant l'assaut, la masse de la population était restée pour défendre ses foyers. Parmi divers objets curieux et importans qui furent détruits, il faut citer les archives de la citadelle. Les soldats faits prisonniers, en y comptant les blessés qui se trouvaient dans les hôpitaux, s'élevaient au nombre de sept mille huit cents : parmi eux se trouvaient les généraux Courten, Cabrery et autres officiers supérieurs. Il y eut quelques détachemens qui tentèrent de se sauver par la porte de San-Antonio, sur la route de Barcelone, mais le général Harispe, posté de ce côté, les enveloppa ou les refoula dans la place.

Les Espagnols commirent plusieurs fautes dans la défense. Campoverde eut le tort de ne s'être pas occupé à l'avance d'améliorer les fortifications, d'avoir changé le gouverneur à la moitié du siége, et d'avoir flatté la garnison de la promesse d'un secours qu'il ne devait pas envoyer. On peut reprocher à Contreras ses mouvemens de dépit, ses petitesses, ses intrigues pour indisposer le peuple contre les autres chefs,

pauvretés déplorables qui absorbaient son temps au détriment de sa gloire et au préjudice de la cause qu'il soutenait. Il compta trop aussi sur les renforts qu'il attendait du dehors, et quoique officier de mérite et de talent, il se montra quelquefois également inhabile à repousser les attaques de l'ennemi et à les prévenir. Une volonté unique, inflexible, supérieure à de basses et jalouses rivalités, eût retardé l'agression des Français, et souvent même paralysé l'effet de leurs tentatives.

Quoi qu'il en soit, la défense de Tarragone, avec les irrégularités et les vices de sa position, fit honneur à nos armes, et Contreras lui devra une place éternellement glorieuse dans les fastes militaires de l'Espagne. L'ennemi ne put s'emparer de la place qu'après avoir ouvert une brèche, livré cinq assauts, et essuyé, de son propre aveu, une perte de quatre mille deux cent quatre-vingt-treize hommes, que d'autres évaluent à plus de sept mille.

Don Juan Senen de Contreras fut porté sur un brancard en présence de Suchet, qui lui reprocha l'opiniâtreté de la résistance, et lui dit « qu'il méritait « la mort pour avoir prolongé la défense au-delà de ce « que permettent les lois de la guerre, et pour n'avoir « pas capitulé après l'ouverture de la brèche. » Don Juan répondit avec dignité : « Je ne sache pas de loi « qui défende de repousser l'assaut ; d'ailleurs, j'atten« dais des secours. Ma personne doit être inviolable « comme celle des autres prisonniers. Le général « français la respectera, ou sinon, à lui l'infamie, à « moi la gloire. » Suchet le traita depuis avec les plus grands égards, le caressant et lui faisant force promesses pour le déterminer à passer au service de Joseph. Contreras dédaigna ces avances, et l'on finit par le conduire à la citadelle de Bouillon, dans les Pays-Bas, d'où il parvint heureusement à s'échap-

per, car il n'avait jamais engagé sa parole d'honneur.

Suchet se rendit, sous un dais et à pied, dans l'église de Reus, pour rendre au Tout-Puissant de solennelles actions de grâce en l'honneur de la conquête de Tarragone. Loin de se concilier ainsi les sympathies du peuple, les envahisseurs ne faisaient que l'irriter et l'aigrir davantage, car ici, de même que nous l'avons vu ailleurs, la population, sincèrement religieuse, ne voyait dans de telles démonstrations que calcul sacrilége et pure jonglerie. En effet, était-il possible de penser autrement, quand on se rappelait que peu de jours avant, à Tarragone, ceux-là même qui affectaient maintenant tant de dévotion et de piété, avaient profané les temples, violé les tabernacles, brûlé les saintes huiles, foulé aux pieds les hosties? La gravité et le bon sens espagnols n'admettent point des contrastes si brusques et si choquans, et ne se laissent pas prendre à de si grossières déceptions.

La nouvelle de la perte de Tarragone fut à peine connue dans la Catalogne, que l'exaspération et le découragement s'emparèrent des esprits. Cette démoralisation gagna l'armée, où les désertions devinrent nombreuses; les Catalans qu'elle comptait dans ses rangs préféraient la guerre de partisans à celle de troupes réglées, d'autant mieux qu'ils avaient plus de confiance dans les chefs de leur choix qu'en ceux qui n'étaient point du pays, et les Valenciens, impatiens d'aller défendre leur propre territoire qu'ils croyaient menacé, réclamaient la promesse qui leur avait été faite d'un prompt retour. Ces dispositions se fortifiaient encore par les mesures de Campoverde, qu'avaient aigri les revers. Le 1er juillet, il se rendit d'Igualada à Cervera, où il assembla un conseil de guerre, qui décida, à la majorité de quatre voix sur sept, que la principauté serait évacuée, et qu'on n'y laisserait que des guérillas composées de Catalans. Ré-

solution inconcevable, quand on conservait encore Figuières, et que les places de Berga, Cardona et Seu-l'Urgel demeuraient libres.

Les désertions furent alors plus fréquentes ; le général Miranda insista avec plus d'énergie pour retourner à Valence, craignant que l'armée ne s'éloignât encore des confins de ce royaume, en se retirant de la Catalogne. Campoverde ni les autres chefs ne s'opposaient point à un si juste désir, conforme d'ailleurs aux engagemens pris avec le capitaine-général de Valence ; mais des difficultés presque invincibles en empêchèrent d'abord l'exécution, car Suchet avait échelonné ses troupes le long de la côte jusqu'à Barcelone.

En effet, après avoir réglé à Tarragone les dispositions les plus urgentes, le général français, dans le dessein de mettre obstacle à l'embarquement des Valenciens et de disperser même, s'il était possible, l'armée de Campoverde, détacha, dans la nuit du 29 au 30, deux divisions sur le chemin de la capitale de la province, et lui-même se porta en personne dans cette direction avec une brigade et de la cavalerie. Le canon de l'escadre anglaise le poursuivit sur la route, mais sans pouvoir éviter que le général français prît quelques bateaux à Villanova de Sitges, ainsi qu'un assez bon nombre de blessés et plusieurs bandes armées. Des actes coupables de la part de Suchet signalèrent ce voyage. A Molins de Rey, il fit quelques prisonniers, tous soldats, dont l'un avait vingt-cinq années de service, et les condamna à être pendus. Ces malheureux, se jetant à ses pieds, demandèrent grâce pour l'uniforme dont ils étaient revêtus ; mais Suchet, inflexible, fit exécuter sa sentence, et le même sort fut réservé à plusieurs bourgeois et à des femmes même. En vain espérait-il abattre par ces excès l'indomptable Catalan. Don José Manso, qui commandait

le corps dont ces soldats faisaient partie, après une déclaration énergique, fit pendre en représailles six des prisonniers français qu'il avait faits. Tant de sang révolte et confond.

Suchet, informé que Campoverde rentrait dans l'intérieur et qu'aucun indice n'annonçait plus l'intention de faire embarquer les Valenciens, se borna à visiter Barcelone, et à concerter quelques mesures pour la continuation de la campagne, d'accord avec le gouverneur Maurice Mathieu, après quoi il revint à Tarragone. Une fois de retour, il mit la place et son camp sous les ordres du général Musnier, et s'assura davantage encore des rives de l'Ebre, et de la ville de Tortose, dont il confia la garde à la division Habert, tandis que lui-même se disposait à de nouveaux projets.

De son côté, Campoverde, persistant dans sa résolution d'évacuer la Catalogne, se dirigeait sur Agramunt, pour s'échapper en longeant les Pyrénées. Les désertions et les clameurs de la province l'arrêtèrent. Alors heureusement Suchet se repliait sur Tarragone, et laissait la côte libre et à découvert. Campoverde, saisissant l'instant favorable, se porta vers la plage, et, le 8 juillet, il fit embarquer à Arenys, sans obstacle, la division valencienne. Elle fut reçue à bord tout entière, excepté cinq cents hommes environ, qui, fatigués de voir qu'on ne les ramenait point dans leur pays, s'étaient disséminés dans l'Aragon, et réunis à Mina ou à d'autres bandes. Suchet, averti du mouvement de Campoverde, retourna en toute hâte à Barcelone, où il entra le 9, et Maurice Mathieu partit immédiatement pour s'opposer aux projets du général espagnol. Mais il était trop tard : à son arrivée, les Valenciens avaient gagné la pleine mer.

Campoverde s'était également éloigné, et avait pris le chemin de Vich ; il rencontra dans cette ville Don

Luis Lacy, envoyé par la régence de Cadix pour lui succéder, et à qui il remit le commandement le 9 juillet. Ce remplacement était devenu nécessaire : Campoverde, perdu dans l'opinion et dans l'estime des siens, ne pouvait plus rester à leur tête. En des temps d'orage et de révolution, le crédit s'use vite ; la faveur la plus constante de la fortune a même de la peine à le fixer.

Lacy, voyant que le général Suchet menaçait de le poursuivre, partit de Vich et passa à Salsona, où le suivit la junte provinciale, qui avait abandonné Monserrat depuis la perte de Tarragone. Dans cette nouvelle résidence, Lacy, protégé par les places de Cardona et de la Seu-d'Urgel (il avait détruit celle de Berga), ainsi que par les difficultés du terrain, commença à refaire et à rallier son armée ; il encouragea également les guérillas, et confia au baron d'Erolès la garde de Monserrat, point important que menaçait l'ennemi.

Embarrassé d'un grand nombre d'officiers et de chevaux, qui n'étaient pour lui qu'une charge inutile, il en congédia une bonne partie, et cinq cents d'entre eux, réunis à d'autres soldats démontés, furent autorisés à s'aventurer contre l'ennemi au gré de leur courage, ou à s'incorporer à d'autres armées dans lesquelles ils pussent être utilement employés et trouver plus de ressources. Il est curieux assurément de les suivre dans le trajet qu'ils firent. Ils partirent tous, le 25 juillet, sous les ordres du brigadier Don Gervasio Gasca ; ils longèrent les Pyrénées, traversèrent des rivières à gué, et, quoique poursuivis par les garnisons françaises, ils arrivèrent heureusement à Luesia, le 5 août. Là, Klopicki les dispersa ; mais, s'étant ralliés de nouveau à Eybar, en Navarre, Mina leur donna des guides, et ils franchirent l'Ebre le 12 août. Gasca, poursuivant sa marche, alla s'incorporer à l'armée de

Valence, sans qu'il fût possible à l'ennemi de l'en empêcher. La plupart des soldats et des officiers accompagnèrent ce chef jusqu'à sa destination. Quelques-uns périrent dans le voyage et dans les combats; d'autres, ayant pris goût à la vie de guérilleros, continuèrent à tenir la campagne en partisans; la faim et la fatigue firent mourir beaucoup de chevaux. Ce fut un détour et une marche de cent quatre-vingt-six lieues, marche prodigieuse et qui n'eût été possible dans aucun autre genre de guerre.

Encouragé par les faveurs dont le comblait la fortune, Suchet voulut poursuivre le cours de ses triomphes. Dans la distribution faite par Napoléon des opérations de la Catalogne, on se souvient que Macdonald devait reconquérir Figuières, pendant que Suchet assiégerait Tarragone, et s'emparer aussi de Monserrat et des places du nord. Mais l'attention de ce général étant fixée tout entière sur l'attaque importante de cette première citadelle, il y employait l'élite de ses troupes, et n'avait plus assez de forces pour s'occuper d'autres objets. Suchet, plus libre maintenant, se chargea de la prise de Monserrat. Après avoir poursuivi Campoverde jusqu'à Vich, sans avoir pu empêcher les Valenciens de s'embarquer, il laissa là des forces suffisantes pour observer ce qui restait de l'armée espagnole, et revint à Reus, le 20 juillet, décidé à réaliser son dessein. Il trouva à Reus des dépêches qui lui annonçaient que l'empereur l'avait élevé à la dignité de maréchal de France. Ces dépêches lui enjoignaient en même temps de démolir les fortifications de Tarragone, où il ne devait rien laisser debout qu'une redoute, et de s'emparer de Monserrat, pour marcher ensuite sur Valence. Suchet voyait donc ses vœux comblés : il était honoré d'une haute distinction, et chargé en outre de conclure l'entreprise qui entrait déjà dans ses projets.

De pareilles faveurs ne pouvaient qu'exciter le zèle, déjà bien vif, du nouveau maréchal. Conformément à ses instructions, il s'empressa de faire abattre les ouvrages extérieurs de Tarragone, sans toucher toutefois à l'enceinte de la ville, ni au fort Royal, disposition qu'on approuva depuis à Paris. Il laissa dans la place le général Bertoletta avec deux mille hommes, et, dès le 24 juillet, il avait réuni ses principales forces, ainsi qu'une colonne arrivant de Barcelone, dans les environs de Monserrat. Le baron d'Erolès y commandait, ayant sous ses ordres deux mille cinq cents à trois mille hommes, la plupart *somatènes*.

Monserrat est une haute montagne, qui, par sa nature singulière autant que par les fondations religieuses qui y ont été construites, s'offre comme une des curiosités les plus remarquables de l'Espagne. Située à sept lieues de Barcelone, elle domine toutes les routes et les principales éminences du cœur de la Catalogne : elle a huit lieues de circonférence à sa base, qui est formée de rochers escarpés de grande élévation, et coupée de renfoncemens et de ravins difficilement abordables. Un peu au-dessus du milieu de sa hauteur, est assis, sur un plateau étroit, un monastère de bénédictins, vaste et solide, sous l'invocation de la Vierge. A partir de ce point, la montagne, entièrement nue, est, en plusieurs endroits, hérissée jusqu'au sommet de pointes de rochers assez semblables aux tourelles d'un édifice gothique, et que l'on a comparées à un jeu de quilles. Du monastère jusqu'au faîte de la montagne, on compte un trajet de deux heures, et, dans cet espace, se trouvent treize ermitages avec leurs oratoires, les uns collés contre les flancs des rochers, d'autres juchés sur les pointes elles-mêmes. Arrivé au dernier ermitage, qu'on nomme de San-Geronimo, la vue découvre la plaine et s'étend

sur les campagnes, les cités, les fleuves, les îles et la mer : coup d'œil ravissant qu'embellit encore le ciel pur et azuré de la Méditerranée. Dans ces habitations étranges, naguère respectées et tranquilles, vivaient ordinairement des solitaires, revenus des illusions du monde, et exclusivement voués à la prière et au calme de la vie contemplative. Ce fut de tout temps un des lieux les plus renommés pour la dévotion des fidèles. Dans l'église du monastère, brûlaient constamment quatre-vingts lampes ayant chacune plusieurs branches ; et dans le sanctuaire, appelé le Trésor de la Vierge, on voyait accumulées les offrandes des siècles, au point de ne pouvoir compter les bijoux d'or et d'argent et les pierreries qui l'encombraient. Un seul vêtement de l'image de la Vierge, don pieux d'une duchesse de Cardona, portait sur une riche broderie plus de douze cents diamans montés en forme de douze étoiles. Heureusement que, prévenus à temps, les moines avaient eu le soin d'emporter à Mayorque les plus précieux de ces objets qui seraient autrement devenus la proie des envahisseurs.

De cet asile de la piété, les Espagnols avaient fait une position militaire durant la guerre actuelle, et en avaient fortifié les avenues, dont la plus importante, du côté du nord, descend en serpentant au milieu de ravins et de précipices et va aboutir à Casamasana. Des batteries, avec des coupures dans le roc, couvraient cette partie, et de plus on avait établi un retranchement à l'entrée du monastère, dont les murs se trouvaient également préparés pour la défense. Du côté du midi, est un sentier qui conduit à Collbato, au milieu duquel on avait établi une autre batterie. On s'était occupé avec le même soin des autres points, encore qu'ils fussent protégés par les aspérités du terrain et, principalement vers l'est, par des escarpemens élevés.

Le baron d'Erolès se prépara à défendre la position; il avait une telle confiance, qu'il fit approvisionner pour huit jours les batteries avancées. Le 25 juillet, au point du jour, les ennemis commencèrent l'attaque : Suchet les commandait en personne. Le général Abbé, soutenu par Maurice Mathieu, se dirigea vers la montée principale ; les autres chemins furent également menacés, et des tirailleurs étaient envoyés en avant pour tâcher de grimper par les fentes et les sinuosités de la montagne, afin de prendre nos batteries en flanc.

L'attaque s'engagea par le front; l'ennemi ne gagnait pas un pouce de terrain; et les Espagnols, toujours fermes, accompagnaient leurs feux de toute espèce de projectiles meurtriers, lançant également des pierres et des débris de rochers. Mais, après une longue lutte, les troupes légères dont nous venons de parler ayant gravi le haut de la montagne, purent dominer nos artilleurs et les cribler par derrière. Toutefois ces braves ne cédèrent point encore ; ils se firent tuer presque tous sur leurs pièces, avant qu'Abbé parvînt à s'en emparer.

Le principal obstacle ainsi renversé, ce général se porta sur le monastère. Comme pour la précédente attaque, il s'était fait devancer par des tirailleurs qui s'efforcèrent de gagner les pointes à pic, afin d'inquiéter de là et du haut des ermitages ceux qui défendaient l'édifice. L'ennemi parvint à son but, et envahit le couvent par une porte de derrière. Mais ici, comme il s'agissait d'une lutte d'homme à homme, les *somatènes* eurent le dessus, et la déroute des Français était certaine, sans l'arrivée subite du général Abbé, qui fit tourner la chance du combat, et le termina à son avantage. Les Espagnols évacuèrent le couvent, et la connaissance qu'ils avaient du terrain leur permit de se sauver pour la plupart avec leur

chef, le baron d'Erolès. Trois moines d'un âge avancé et un ermite furent victimes de la furie du soldat français. Suchet arriva heureusement à temps pour en sauver deux qui étaient encore vivans. On peut juger par la prise de Monserrat de la difficulté que présente la défense de pareilles positions, tout inexpugnables qu'elles paraissent; car, ou il faut employer des forces considérables pour les soutenir, et alors à quoi sert leur conservation? ou il n'est pas possible de fermer si bien les avenues que l'assaillant ne voie jour à s'introduire, et ne déjoue ainsi les précautions les mieux concertées.

Peu de jours après la prise de Monserrat, le maréchal Suchet y laissa en garnison le général Palombini avec sa brigade et un peu d'artillerie, et plaça le général Frère à Igualada, dont les communications avec Lérida, par Cervera, étaient ainsi assurées. Palombini ne cessa d'être inquiété à son poste, et les 5 et 9 août, il fut sérieusement attaqué par don Ramon Mas à la tête d'une bande de *somatènes* qui lui mirent plus de deux cents hommes hors de combat.

Suchet vit bien, à la persévérance des Catalans, qu'il ne pouvait abandonner la province avant que Figuières ne fût repris, de manière à ce qu'on pût employer les troupes qui bloquaient ce fort à contenir l'audace des *somatènes* et arrêter les entreprises de Don Luis Lacy. Malheureusement, ce moment fatal n'était pas éloigné.

L'ennemi tenait la citadelle étroitement enveloppée dans une double ligne de circonvallation. En vain le maréchal Macdonald avait-il fait plusieurs fois au gouverneur, Don Juan-Antonio Martinez, qui savait faire tête aux revers, sommation de se rendre. Le soldat fut mis à la demi-ration : bientôt il fut réduit à moins encore; les vivres, les chevaux, les animaux immondes furent successivement dévorés.

Enfin, le 10 août, la garnison étant entièrement épuisée par la faim et sans espoir de secours, Martinez voulut entreprendre de la sauver en affrontant les dangers d'une sortie, et en s'ouvrant un passage à la pointe de l'épée. Mais l'ennemi était toujours sur ses gardes, les nôtres tombaient de défaillance, et la tentative échoua. Martinez fut forcé de se rendre, le 19 ; deux mille hommes furent faits prisonniers avec lui, sans compter les malades et les blessés. Là se trouvaient Floreta, Marquetas et quelques autres qui avaient été dans la confidence de la surprise de la place ; ils furent pendus à une potence que les Français dressèrent dans un ravelin de la citadelle. Les frères Pou, plus heureux, furent sauvés. Ils étaient partis en même temps que le baron d'Erolès, et en récompense des services qu'ils avaient rendus, on les nomma capitaines de cavalerie.

La guerre ne cessa pas toutefois en Catalogne ; elle semblait au contraire renaître de ses cendres. Lacy, toujours actif et brave, formait des bataillons, soutenait les faibles, enflammait les plus intrépides, et s'étant jeté vers le même temps dans la Cerdagne française, repoussa douze cents hommes, leva des contributions et répandit l'épouvante sur le territoire ennemi. Les *somatènes* se montraient partout ; Claros près de Gironne ; Milans à Bezos ; d'autres en divers lieux, et il n'était pas permis aux Français de faire un pas sans se faire suivre, comme dans le principe, par de fortes escortes. La junte provinciale et Lacy disaient dans leurs proclamations : « N'avons-nous « pas juré d'être libres ou de nous ensevelir sous les « ruines de notre patrie ? Eh bien ! tenons parole. » On pouvait exterminer de tels hommes, mais non les soumettre.

Cependant, le maréchal Suchet, qui convoitait la conquête de Valence, laissa pour quelque temps son

armée en Catalogne, et se rendit à Saragosse pour faire les préparatifs nécessaires à l'entreprise qu'il méditait, et dont l'empereur lui avait déjà confié l'exécution. Il était urgent aussi qu'il mît ordre aux affaires de l'Aragon, où son absence commençait à encourager les révoltes. Sur la rive gauche de l'Ebre, les Valenciens et le général Gasca, dont nous avons fait mention, ainsi que plusieurs autres, avaient agité ces contrées. Sur la rive opposée, les généraux Villacampa, Obispo, envoyé de Valence, et Duran, venant de Soria, inquiétaient les détachemens et les garnisons ennemies; celle de Teruel fut même sérieusement compromise. Suchet s'efforça de dégager le pays et de le tranquilliser un peu, mais il ne pouvait guère y réussir, au milieu des efforts que faisaient les partis armés des autres provinces pour contrarier ses vues, et surtout avec les craintes que lui inspirait la population de Valence.

Don Luis de Bassecourt avait continué quelque temps à commander dans ce royaume; politique inhabile et militaire peu entendu, dans le désir de conquérir la faveur populaire et d'imiter la Catalogne, il avait convoqué, pour le 1er janvier 1811, un congrès composé de la junte et des députés de la ville et de la province. Les délibérations de cette assemblée improvisée furent publiques; elles eurent d'abord pour objet de procurer les ressources que réclamaient les circonstances, et se bornèrent, dans le principe, à des questions purement financières; mais les nouveaux députés, prenant goût à leur magistrature, voulurent en élargir les attributions et commencèrent à examiner la conduite du général. Celui-ci, blessé, et trouvant fort mauvais que des fonctionnaires qu'il considérait comme ses créatures se permissent une telle licence, fit cesser les débats le 27 février, et s'empara de la personne de Don Nicolas Gareli et de

quelques autres des plus emportés. Les cortès, à qui il appartenait de prononcer en dernier ressort sur toute cette affaire, firent rendre la liberté aux prisonniers et profitèrent de cette occasion pour fermer la porte aux ambitions inquiètes des provinces, par les instructions réglémentaires qu'elles envoyèrent aux juntes, instructions dont nous parlerons bientôt et auxquelles on se soumit partout. La régence nomma provisoirement Don Carlos O'Donnell en remplacement de Bassecourt, dont la conduite inconsidérée ne put être approuvée par elle.

Comme militaire, Don Luis Bassecourt n'avait pas fait preuve non plus d'une grande habileté. Déjà, l'année dernière, nous avons vu ses déconvenues de ce côté. Maintenant, il avait à la vérité fortifié Murviedro, mais il n'avait pas secouru la Catalogne comme il l'aurait pu, Jusqu'au 22 avril, jour où il remit le commandement à O'Donnell, pour retourner à Cuenca, à peine fit-il dans ce laps de mois quelque mouvement important, car il ne faut pas considérer comme tel celui qu'il tenta sur Ulldecona le 12 avril.

O'Donnell, soutenu de la marine anglaise, ordonna, au commencement de mai, un mouvement vers l'embouchure de l'Ebre. Le commodore Adams, à bord de *l'Invincible*, avec deux frégates et deux chebeks espagnols, canonna la tour de Codoñol, à huit cents toises de la Rapita, et le 9, il força l'ennemi à l'évacuer. Dans le même temps, le comte de Romré, à la tête de près de deux mille Espagnols, s'avança par terre, et Pinot, commandant français de la Rapita, attaqué par les Anglais et menacé par les Espagnols, se replia sur Amposta, où il fut immédiatement enveloppé par les nôtres. Mais les Français de Tortose et des environs accoururent aussitôt en force, le délivrèrent, mais ne purent toutefois reconquérir la Rapita qu'après la prise de Tarragone; pour cette

fois, ils se bornèrent à reprendre la tour de Codoñol.

Du reste, O'Donnell ne tenta aucune opération notable, si ce n'est qu'il envoya en Catalogne la division de Miranda, dont nous avons déjà parlé, et qu'il fit faire quelques démonstrations vers l'Aragon, sans qu'il en résultât aucune entreprise signalée. Le commandement provisoire de Don Carlos O'Donnell cessa à la fin de juin, époque où ce général fut remplacé par le marquis del Palacio. Dès lors commencèrent à se préparer à Valence des événemens de conséquences funestes, et que nous réservons pour un autre livre.

Dans celui-ci, il ne nous reste plus qu'à raconter ce qui se passa dans la Nouvelle-Castille vers le milieu de l'année 1811, époque dont nous nous occupons maintenant; ce récit sera court. Les Français avaient confié la défense de ce territoire à l'armée dite du centre, placée sous les ordres immédiats de Joseph, et presque la seule dont ce prince pût disposer avec quelque liberté. Elle était quelquefois renforcée par des détachemens de troupes qui venaient de divers points lui prêter leur appui, et comme elle n'avait pas généralement assez de ses propres forces pour couvrir tous les districts de son ressort, qui étaient Avila, Ségovie, Madrid, Tolède, Guadalajara, Cuenca et la Manche, cette dernière province était occupée par une division du quatrième corps, celui de Sébastiani, aux ordres du général Large, avec la mission spéciale de maintenir la liberté des communications entre l'Andalousie et la capitale du royaume. Chaque district avait un chef militaire, et leurs forces réunies s'élevaient à vingt-cinq ou trente mille hommes.

Les Espagnols leur opposaient les guérilleros, rarement des troupes réglées. Les juntes de Cuenca et de Guadalajara étaient en permanence. Cette dernière fomentait parfois des discordes et des querelles. Il

l'on établit une aussi dans la Manche, également peu disposée à la concorde. Elle se tenait dans les montagnes d'Alcaraz, et ordinairement à Elche de la Sierra, conservant comme abri et comme centre d'opérations le château de las Peñas de San-Pedro, construction romaine située sur un roc élevé. Don Luis de Ulloa commandait le canton. Cette junte publiait une gazette grossièrement rédigée, mais écrite dans un style propre à intéresser et à passionner la multitude.

Presque aucun des partisans de l'année précédente n'avait disparu de cette contrée ; quelques-uns seulement, peu connus d'ailleurs, eurent le malheur de tomber aux mains des Français. De ce nombre était Fernandez Garrido, pris en avril à Chapineria, canton de Madrid, par le marquis de Bermuy, au service de Joseph, lequel était chargé de poursuivre les guérillas jusqu'aux rives de l'Alberche. Les plus renommés avaient à peine été entamés. Il y en eut qui se firent remarquer pour la première fois, et d'autres qui ajoutèrent à leur célébrité. Parmi ces derniers on distingua Don Eugenio Velasco et Don Manuel Hernandez, surnommé *el Abuelo* (le grand-père). Ils étaient soutenus dans l'occasion par les troupes de la troisième armée, et surtout par la cavalerie d'Osorio, qui, comme nous l'avons dit déjà, parcourait les plaines fertiles de la Manche pour pourvoir aux subsistances.

Celui qui ne cessa de se signaler entre tous les partisans de la Nouvelle-Castille, fut Don Juan-Martin el Empecinado. Depuis son retour de l'Aragon, il se mesura plusieurs fois, dans le mois de février, contre des forces supérieures, soit à Sacedon, soit à Priego. En mars, il passa à Molina ; puis, le 8 et le 9, il surprit la garnison française et la bloqua dans le château. De là il se porta sur Sigüenza, où, s'étant mis en communication avec Don Pedro Villacampa, qui parcourait le pays, ils résolurent tous deux d'attaquer la

ville et le pont d'Auñon, province de Guadalajara. Ce pont était le seul qui fût resté intact. Les Français avaient coupé ceux de Pareja et de Trillo, et brûlé celui de Valtablado, tous situés sur l'Ebre. Le pont d'Auñon servait de limite entre la ville de ce nom et celle de Sacedon, et, à raison de son importance, l'ennemi l'avait fortifié, ainsi que les rues et les maisons des deux villes. Il y avait une garnison de six cents hommes commandés par le colonel Louis Hugo, frère du général qui était à la tête du district de Guadalajara.

Comme cette position couvrait les deux rives du Tage, les Français et les Espagnols avaient également intérêt à l'occuper. Le 23 mars au matin, Don Pedro Villacampa arriva dans les environs; par une habile manœuvre, il attaqua l'ennemi de front et par derrière, le chassa du pont et se rendit maître des ouvrages que les Français avaient construits pour leur défense. Ceux-ci cherchèrent un abri dans l'église d'Auñon, qui était bien fortifiée. Villacampa hésitait à les y poursuivre, quand Don Juan Martin survenant tout-à-coup, ils se mirent l'un et l'autre en devoir de commencer l'attaque; mais elle fut retardée par un orage et une pluie épouvantable, qui, favorisant l'ennemi, lui laissa le temps d'être secouru. Le commandant de Guadalajara, Hugo, venant de Brihuéga, et l'officier Blondeau, venant de Tarancon, se hâtèrent d'arriver à la tête de deux colonnes, et les Espagnols furent forcés de se replier, après avoir détruit les ouvrages de fortification, emmenant avec eux cent prisonniers, et laissant un égal nombre de morts et de blessés; parmi ces derniers se trouvait le commandant du poste, Hugo. En dernier résultat, l'ennemi évacua Auñon; Villacampa et l'Empecinado s'éloignèrent dans des directions diverses.

Cette succession perpétuelle de chocs et de combats

détermina le gouvernement intrus à faire un effort pour détruire toutes ces bandes armées, notamment celle de l'Empecinado. Dans cet objet, l'on réunit aux forces de Hugo celles du général Lahoussaie, qui commandait à Tolède, et quelques autres encore. Vaine précaution! Don Juan Martin franchit aussitôt les montagnes, attaqua les Français dans la province de Ségovie, les battit à Somosierra, ainsi que dans la résidence royale de Saint-Ildefonse, et poussa l'audace jusqu'à envoyer des détachemens sur la route de Madrid, tandis qu'on était à sa recherche à douze lieues de là, du côté de l'est. Hugo eut donc à revenir sur ses pas, et en fut pour ses marches et ses contremarches, qui lui coûtèrent du monde. Lahoussaie se porta, le 22 avril, sur Cuenca, où s'était retiré Don José Martinez de San-Martin, et cette ville, si malheureuse dans les premières incursions des Français, que nous avons rapportées, ne fut pas mieux traitée cette fois, pour n'avoir pas voulu dévier du sentier du patriotisme, toujours si honorable, mais semé de tant de périls! Huete, Huertahernando, Alcazar de San-Juan, Herencia et plusieurs autres communes, alors, comme avant et depuis, éprouvèrent les mêmes calamités. Il faudrait des volumes pour les raçonter, ainsi que les traits d'héroïsme d'un grand nombre d'habitans.

L'ennemi, ne pouvant venir à bout de Don Juan Martin par la force, eut recours à des menées secrètes; il réussit ainsi à faire naître des divisions, à causer une défection notable à Alcocer de la Alcarria, et, ce qu'il y eut de pire, il attira sous ses drapeaux quelques officiers transfuges, à la vérité peu nombreux. De son côté, la junte jeta aussi du découragement dans les esprits, autant par son ambition inquiète et ses mesures imprudentes, que par le choix malencontreux du marquis de Zayas (qu'il ne faut pas confondre

avec Don José de Zayas), auquel on donna le commandement de la province, en plaçant l'Empecinado sous ses ordres. Ce marquis, d'une célébrité médiocre parmi les généraux de l'armée, était l'homme le moins propre à diriger les partisans, qui ne pouvaient accepter et garder à leur tête que ceux-là seulement qui les avaient formés, hommes actifs, connaissant le terrain, faits à tous les genres de privations, rompus aux périls d'une vie toute de hasards et d'aventures, dont les mains durcies par la bêche et la charrue ne s'étaient amollies que dans le sang ennemi. On voulut sortir de cette ligne de conduite, et il s'ensuivit de considérables dommages. Au commencement de juillet, les forces que commandait Don Juan Martin, et qui montaient à plus de trois mille hommes, étaient comme dispersées. Heureusement, les cortès arrêtèrent le mal en ordonnant la dissolution de la junte et son renouvellement, suivant le nouveau règlement dont nous parlerons plus tard, et en signifiant au marquis de Zayas qu'il eût à se démettre de son commandement; celui-ci obéit, et retourna à Valence, après avoir mis dans sa poche la solde courante et arriérée des troupes, ce qui n'ajouta pas à sa réputation. Don Juan Martin reparut à la tête de sa division, et peu de jours après, elle brillait du même éclat qu'auparavant.

Parmi les autres partisans moins connus, Don Juan Abril inquiétait les Français depuis les Sierras de Guadarrama et de Somosierra jusqu'à Madrid. Il traversait souvent les *ports*, et, dans ce même printemps de 1811, il avait repris quatorze mille têtes d'un troupeau de mérinos que l'ennemi transportait hors du royaume. Saornil s'était principalement chargé de la province d'Avila et des pays limitrophes. Mais, le 1er juillet, surpris pendant la nuit par le commandant Montigny, près de Peñaranda de Braca-

monte, où il bivouaquait avec sa troupe qui s'était abandonnée au sommeil sans défiance, il perdit assez de monde, et ne battit toutefois en retraite qu'après un combat très-acharné. Don Juan Palaréa le médecin parcourait, seul ou en s'unissant à d'autres, le district de Tolède; à Cebolla et ses environs, ainsi que dans d'autres parages, il surprit divers détachemens ennemis, et, au mois de juin, à Santa-Cruz de Retamar, il fit prisonnier l'aide-de-camp du prince de Neufchâtel, M. Lejeune, qui a représenté ce fait d'armes dans un tableau où la prévention use largement des licences accordées aux peintres et aux poètes.

Presque toujours, nos partisans respectèrent leurs ennemis; ce qui n'empêchait pas ceux-ci de les pendre ou de les fusiller sans miséricorde, sous prétexte qu'ils étaient des brigands ou des réfractaires de l'armée de Joseph. La vengeance était prompte alors, et exercée avec usure. Quelquefois on trouvait pendus le matin, le long du Prado, ou dans les autres avenues de Madrid, ou même contre les murs d'enceinte, trois Français et plus, pour chaque Espagnol tué contre les lois de la guerre. Représailles inévitables, mais d'une déplorable cruauté!

De l'autre côté de Tolède, et à l'opposite des lieux où combattait Palaréa, l'autre médecin, Don José Martinez de San-Martin, qui avait commandé à Cuenca jusqu'au retour de Bassecourt du royaume de Valence, savait aussi mettre le temps à profit. Quelquefois il combinait habilement ses opérations en se concertant avec d'autres chefs de partis. C'est ainsi que, le 7 août, réuni à Don Francisco Abad (Chaleco), il donna une vigoureuse leçon aux Français, à la Osa de Montiel, et leur enleva une assez grande quantité de prisonniers et de bagages. C'était le même concours de guérillas, et les mêmes rencontres avec les Fran-

çais, à Ciudad-Réal, à Almagro, à Infantès, dans tous les cantons et toutes les villes de la Manche, comme dans les autres provinces de la Nouvelle-Castille. L'ennemi occupait partout les points fortifiés, où il était souvent forcé de s'enfermer et même de se rendre.

Peut-être ces événemens, dont nous ne donnons qu'une idée succincte et abrégée, paraîtront-ils encore à quelques personnes assez fatigans et d'une médiocre importance. Il est vrai qu'au premier aspect, et en les prenant séparément, ils peuvent sembler minutieux; mais en les appréciant mieux, on voit que de leur ensemble résulta en grande partie l'admirable et opiniâtre défense de l'indépendance espagnole, laquelle servira de règle dans l'avenir à tous les peuples jaloux aussi de conserver la leur. Plus de trois années s'étaient écoulées au milieu d'une guerre sans repos; trois cent mille ennemis foulaient encore le sol de la Péninsule, et, sauf les soixante mille environ qui luttaient contre l'armée anglo-portugaise, les autres étaient presque exclusivement occupés par nos guerriers. On combattait aux portes de Madrid, aux frontières et quelquefois jusque dans la France même, aux points les plus opposés, enfin, dans toute l'étendue de la terre espagnole.

Au milieu de ce tumulte des armes, personne, et moins encore les généraux français, ne prenait garde à Joseph, que nous pourrions appeler l'ombre de Napoléon, avec plus de raison que n'en eût autrefois le parti de la maison d'Autriche à regarder Philippe V comme l'ombre de Louis XIV. Celui-ci, en effet, quoiqu'il reçût de la France les règles de sa politique, avait au moins la faculté de tenir les rênes de ses états, tandis que les amis mêmes de Joseph lui laissaient, pour ainsi dire, à peine un coin de terre à gouverner. Son frère, en créant des gouverneurs

militaires, lui avait, par le fait, enlevé plusieurs provinces, et il réduisait de plus en plus l'administration des autres; de sorte qu'en réalité, l'empire de la cour de Madrid se renfermait dans un cercle fort étroit.

Joseph ne cessait de s'en plaindre; c'était, en effet, ôter tout crédit à sa couronne, déjà si fragile, que de le traiter avec tant de légèreté. Cependant, il n'en continuait pas moins à agir comme s'il eût été le souverain arbitre et le tranquille possesseur de l'Espagne. Il donnait des emplois dans toutes les branches du pouvoir, promulguait des lois, expédiait des décrets, et allait même jusqu'à essayer d'administrer les Indes. Bien plus, chose incroyable si ce n'était une des nombreuses faiblesses qu'il faut déplorer dans le cœur humain! il raillait les cortès dans les journaux de Madrid, et les rédacteurs de ces feuilles se permettaient quelquefois des facéties sur les prétentions de cette assemblée à gouverner l'Amérique. Or, Joseph avait de son côté la même prétention, avec cette différence, que jamais il ne fut reconnu là-bas comme roi d'Espagne, tandis que les cortès étaient obéies alors, et le furent long-temps encore par la plus grande partie de ces provinces.

Tout concourait, du reste, à prouver à Joseph que, s'il recevait des affronts de la part des siens, il n'obtenait pas grand crédit sur ceux qu'il appelait ses sujets. Au loin, ils lui faisaient presque tous une rude guerre; autour de lui, ils témoignaient leur désaffection par le silence, et, s'ils le rompaient quelquefois, ce n'était que pour faire mieux éclater la haine des cœurs espagnols pour tout ce qui tenait à l'usurpation et à l'invasion étrangères. Il y eut une circonstanc eoù ce sentiment si général trouva son expression jusque dans un faible enfant. On raconte que Don Damaso de la Torre, corrégidor de Madrid, ayant conduit au palais un de ses fils, fort jeune,

en costume de cour, et armé d'un petit sabre, Josep s'approcha de cet enfant et lui demanda en le cares sant à quoi il emploierait cette arme : « A tuer de « Français », répondit le petit garçon vivement e sans hésiter. Les enfans répètent ordinairement c qu'ils entendent dire à ceux qui les entourent, et s de semblables enseignemens avaient cours même dan la maison d'un homme qui, par son emploi, devai être attaché au gouvernement intrus, quelles ne de vaient pas être les opinions exprimées dans le sei des autres familles ?

Joseph fit de vains efforts pour améliorer son éta militaire et financier, afin d'être en mesure de prou ver qu'il pouvait se passer du secours de son frère lequel venait de lui envoyer encore le maréchal Jour dan en qualité de major-général. A peine, depuis l'an née précédente, Joseph avait-il fait un progrès dan ces deux branches importantes de son gouvernement Ses forces militaires n'augmentaient point, et lors que les contrôles portaient quatorze mille hommes c'est beaucoup si l'on pouvait réellement compter su la moitié. Et la plupart encore, à la première entré en campagne, allaient, comme auparavant, grossir le rangs de l'Empecinado et d'autres chefs de guérillas

Quant aux contributions, alors, comme dans le premiers temps, Joseph ne pouvait disposer que de produits de Madrid. Il avait promis de changer l'im pôt et d'en adoucir la perception. Mais il n'avait rien fait, ou du moins très-peu de chose. Il introduisit l système des patentes, suivant lequel chaque indus trie payait, comme en France, un droit d'exercice. I conserva les anciennes impositions, y compris le dîmes et la bulle de *la Cruzada*, soigneux de respec ter les opinions et les préjugés du peuple, tant qu'il servaient à remplir les coffres du trésor public. C'es la maladie de presque tous les gouvernemens.

A Madrid, les impôts s'augmentèrent sans mesure. Le droit d'octroi fut considérablement élevé : les propriétaires de maisons furent grevés, d'abord de dix pour cent, et les locataires de quinze. Puis, les propriétaires, d'une autre taxe égale, si bien qu'ils finirent par payer, de compte fait, près de quarante pour cent. Ces exactions exorbitantes, ajoutées à d'autres malheurs, causèrent en partie cette effroyable misère dont Madrid fut bientôt le théâtre.

Pour donner un aliment à la distraction, Joseph provoqua des banquets et des fêtes, et fit reprendre l'usage des bals masqués, que le despotisme ombrageux de l'ancien gouvernement avait depuis longtemps prohibés. Il rétablit aussi les combats de taureaux, pour lesquels Charles IV avait eu un goût si vif, jusqu'au jour où, blessé d'un manquement d'égards qu'il y éprouva, il les défendit, par colère, plutôt que par l'inspiration d'un sentiment d'humanité. Il est assez curieux que ce genre de spectacle, si hautement blâmé hors de l'Espagne, et taxé de féroce et de barbare, ait repris faveur à Madrid sous la protection d'un monarque et d'une armée étrangers l'un et l'autre. Mais toutes ces attentions ne faisaient pas faire à Joseph un pas de plus dans l'affection du peuple espagnol ; la plaie était trop profonde et trop vive pour que de tels passe-temps en pussent diminuer l'irritation.

Il est vrai que la conduite et les excès des généraux et des troupes françaises contribuèrent pour leur part à aliéner toutes les sympathies. Joseph n'attribuait pas à d'autre cause le mécontentement des populations, et il se persuadait que sans cela il aurait joui en paix d'un trône si vivement disputé. Etrange égarement commun à tous les princes, même à ceux qui ne doivent leur couronne qu'à la fortune ! Joseph s'exprimait ainsi, au point de manifester le désir de

se voir délivré des troupes étrangères. Ce langage déplaisait à Napoléon, toujours bien informé de tout, et il s'écriait avec raison : « Si mon frère ne peut pa-« cifier l'Espagne avec quatre cent mille Français, « par quelle voie peut-il espérer d'en venir à bout? » Et il ajoutait : « Il n'est plus question maintenant du traité « de Bayonne ; depuis lors tout est changé ; les évé-« nemens m'autorisent à prendre toutes les mesures « commandées par l'intérêt de la France. » Napoléon ne déguisait plus ses sentimens. La femme de Joseph écrivait de Paris à ce dernier : « Tu sais que la pen-« sée de l'empereur est depuis long-temps de pren-« dre pour lui les provinces en deçà de l'Èbre? Dans « la dernière conversation que nous avons eue en-« semble, il me dit qu'il n'avait aucun besoin pour « cela de ta permission, et qu'il effectuerait son pro-« jet dès que les principales places seraient con-« quises. »

Accablé d'ennuis et de dégoûts, Joseph voulait, tantôt entrer en accommodement avec les cortès, tantôt se retirer dans la vie privée. « J'aime mieux, « disait-il, être sujet de l'empereur en France, que « de rester en Espagne, et n'y être roi que de nom. « Là, je serai bon sujet ; je ne puis être ici que mau-« vais roi. » Ces sentimens lui faisaient honneur ; mais son sort était la condition nécessaire de tout monarque qui reçoit un sceptre qu'il n'a pas reçu par héritage ou par conquête, et Joseph aurait pu prévoir dès long-temps ce qui lui arrivait.

Cependant, avant que de prendre l'une des deux résolutions dont nous venons de parler, et pour lesquelles il n'avait peut-être ni le désintéressement ni le courage nécessaires, Joseph voulut se rendre à Paris, et avoir une entrevue avec son frère ; il saisit l'occasion de la naissance d'un prince que l'impératrice, sa belle-sœur, mit au monde le 20 mars, et auquel

fut donné le titre de roi de Rome. Joseph crut la circonstance favorable au succès de ses prétentions; il ne pensait pas que son frère, au milieu de la joie d'un si heureux événement, pût l'affliger d'un refus. Mais Napoléon n'était pas homme à reculer dans la carrière de l'ambition. Jamais, d'ailleurs, il n'avait eu plus de motifs de s'y affermir. A l'apogée de la puissance, il lui naissait un fils, et ce rejeton étendait et consolidait les racines, jusque-là si faibles et si peu profondes, de sa dynastie.

L'effet que produisait dans l'esprit de l'empereur des Français ce concours de circonstances si prospères se révèle dans une lettre adressée à Joseph, quelques mois auparavant, par sa sœur Elisa : « Les « choses ont bien changé, disait-elle; ce n'est plus « comme autrefois. L'empereur ne veut que de la « soumission, et non que ses frères se regardent, à « son égard, comme des rois indépendans. Il entend « qu'ils soient ses premiers sujets. »

Joseph quitta Madrid pour prendre la route de Paris, le 23 avril; il était accompagné du ministre de la guerre, Don Gonzalo O'Farril, et du ministre de l'intérieur, Don Mariano-Luis de Urquijo. Il ne passa la frontière que le 10 mai. Des séjours fréquens, et surtout la marche difficile des deux mille hommes qui l'escortaient, furent cause de cette lenteur. Aucune précaution n'était superflue : les partisans l'épièrent le long de la route. Arrivé à Paris, le 16 du même mois, Joseph n'y séjourna pas long-temps. Le 9 juin, il assista au baptême du roi de Rome, et, reprenant bientôt le chemin de l'Espagne, il traversa, le 27, la Bidassoa, et rentra à Madrid le 15 juillet; il était seul, quoique les journaux eussent annoncé qu'il amènerait avec lui sa femme et sa famille. Ni ses deux jeunes filles, ni leur mère, nommée Julie, fille d'un riche négociant de Marseille, M. Clary, ne mirent jamais le pied en Espagne.

Peu satisfait de l'accueil qu'il avait reçu de son frère, Joseph avait pu se convaincre des intentions de Napoléon à l'égard des provinces de l'Ebre, dont l'agrégation à l'empire français était comme arrêtée. Sur d'autres points, il n'avait obtenu que des paroles et des promesses vagues; l'empereur s'était borné à lui allouer un subside mensuel de 1,000,000 de fr.

C'était un bien mince secours contre la pénurie des ressources; il était surtout insuffisant, à raison de la disette de grains, alors si grande, que le blé se vendit à Madrid jusqu'à 100 réaux la fanègue, au lieu de 40, qui était le prix ordinaire. Pour éviter la famine qui menaçait, il se forma une junte de subsistances, et l'on vit le ministre de la police, Don Pablo Arribas, et celui de l'intérieur, le marquis d'Alménara, aller en personne à la recherche des grains : mission odieuse et indigne de la haute position de ceux qui l'avaient acceptée. A cette occasion, d'accablantes contributions en denrées furent imposées aux communes. Les seules provinces de Guadalajara, Ségovie, Tolède et Madrid, fournirent neuf cent cinquante mille fanègues de blé et sept cent cinquante mille d'orge, indépendamment des dîmes et autres tributs. Ces exactions s'accomplissaient encore avec une excessive dureté ; le blé était impitoyablement enlevé de l'aire même, pour être transporté dans les magasins ou dépôts du gouvernement, sans qu'on laissât quelquefois au laboureur de quoi subvenir à son propre entretien, ni faire ses semailles. Ces mesures pouvaient être jugées nécessaires pour fournir promptement à l'approvisionnement de Madrid, mais elles étaient inutiles en partie, et funestes en dernier résultat; car, en de telles conjonctures, rien ne supplée à l'intérêt individuel, qui, tremblant devant le soupçon même de la violence, s'éloigne, bien plus justement effrayé, des lieux où la violence est réelle.

Joseph, découragé, et surtout indisposé contre son

frère, voulut transiger avec les Espagnols. Déjà quelques indices avaient révélé que tel était son désir, et ces indices devinrent une réalité quand on vit, quelque temps après, arriver à Cadix un chanoine de Burgos, Don Tomas de la Peña, chargé d'entamer une négociation avec la régence et les cortès. Il n'est sorte d'avances que cet émissaire ne prodiguât de la part du prince, jusqu'à promettre enfin que ce dernier s'abandonnerait sans réserve au gouvernement national, pourvu qu'on voulût le reconnaître pour roi. Ce qui valut à la Peña l'honneur d'une mission si délicate, ce fut son caractère ecclésiastique, qui le rendait moins suspect aux yeux de la multitude; il était d'ailleurs le frère du général du même nom, qui passait pour être l'ennemi des Anglais, depuis l'affaire de la Barrosa. Une démarche si nouvelle de la part de Joseph avait quelque chose de bien étrange, nous pourrions dire même de bien inconséquent; mais l'inconséquence était surtout du côté de ses ministres, qui devaient connaître mieux que lui le caractère de la lutte que soutenait l'Espagne, et l'impossibilité d'engager une négociation quelconque tant que les Français n'évacueraient pas le pays, tant que Joseph resterait sur le territoire espagnol.

La Peña s'aboucha avec la régence, et exposa sa mission, en l'accompagnant des insinuations les plus séduisantes. Pour répondre avec dignité et convenance, les membres du gouvernement de Cadix n'avaient pas besoin de se rappeler les obligations que leur imposaient leurs hautes fonctions; il leur suffisait de prendre conseil d'eux-mêmes, de suivre l'impulsion de leurs nobles sentimens. Ce fut ainsi qu'ils déclarèrent que, soit en corps, soit séparément, ils ne manqueraient jamais à la confiance dont la nation les avait investis, et que le décret des cortès du 1er janvier serait la règle invariable de leur conduite.

Ils ajoutèrent, avec beaucoup de vérité, que, ni eux, ni la représentation nationale, ni Joseph, n'avaient pouvoir et qualité pour conduire à terme, chacun en ce qui le concernait, une négociation de semblable nature. Car les cortès et la régence n'avaient droit à l'obéissance et au respect qu'autant qu'elles feraient face à l'usurpation et à l'invasion étrangères ; mais qu'il n'en serait plus ainsi dès qu'elles s'écarteraient de cette ligne *tracée* par la nation. Et quant à Joseph, il était clair que, privé de l'appui de son frère, qui était sa seule force et son unique soutien, non-seulement il lui serait impossible de rien conclure, mais que cet isolement même devait entraîner la chute de son trône fragile et impuissant. Là, finit la négociation. Les cortès n'en reçurent jamais communication officielle, et, à la grande satisfaction du négociateur, elle ne fut point répandue dans le public. Pendant les mois qui suivirent, de nouveaux émissaires, dont nous parlerons, furent expédiés de Madrid dans le même objet, et leurs efforts eurent le même succès. D'autres devoirs, d'autres projets, une autre marche enfin occupaient maintenant la sollicitude du gouvernement légitime de la nation.

SOMMAIRE

DU LIVRE SEIZIÈME.

Les cortès ouvrent leur session à Cadix. — Budgets présentés par le ministre des finances. — Réflexions sur ces budgets. — Débats dans les cortès. — Contribution extraordinaire de guerre. — Reconnaissance de la dette publique. — Nomination d'une junte nationale de crédit public. — Mémoire du ministre de la guerre. — Les cortès approuvent l'établissement de l'état-major. — Création de l'ordre de Saint-Ferdinand. — Règlement sur les juntes provinciales. — Abolition de la torture. — Discussion et décret sur les droits seigneuriaux. — Premiers travaux des cortès sur la constitution. — Les Anglais offrent leur médiation pour terminer les dissentions de l'Amérique. — Négociations avec la Russie. — Evénemens militaires. — Expédition de Blake à Valence. — Pouvoirs accordés à Blake. — Il débarque à Alméria. — Les troupes expéditionnaires s'incorporent momentanément dans la troisième armée. — Opérations de ces forces réunies. — Mesures prises par Soult. — Affaire de Zujar et ses conséquences. — Nouveaux cantonnemens de la troisième armée, et départ des troupes expéditionnaires. — Montijo rejoint l'armée. — Le général Mahy succède à Freire dans le commandement. — Les Français n'avancent pas jusqu'à Murcie. — Valence. — Etat de ce royaume. — Arrivée de Blake. — Mesures de ce général. — Suchet se dispose à envahir le royaume de Valence. — Il entre sur son territoire. — Sa marche et ses forces. — Forces que réunit Blake. — Siége du fort de Murviedro, ou Sagonte. — Sa description. — Vaine tentative d'escalade. — Rencontres à

HISTOIRE

DU

SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

LIVRE SEIZIÈME.

Les cortès s'étant transportées de l'île de Léon à Cadix, ouvrirent leur session, dans cette ville, le 24 février, comme nous l'avons indiqué déjà. L'édifice qu'on choisit pour y tenir séance fut l'église de Saint-Philippe Néri, spacieuse et en forme de rotonde. On construisit des galeries publiques à droite et à gauche, où se trouvaient précédemment les autels latéraux, et une autre plus élevée, au-dessus de l'entablement d'où part le dôme. Cette dernière galerie était étroite, éloignée, de difficile issue, ce qui

fit naître quelques rares désordres dont nous parlerons en leur temps, bien que toujours réprimés par la seule et discrète autorité du président.

Le 28 février, on présenta pour la première fois aux cortès un budget de recettes et de dépenses. C'était l'œuvre de Don José Canga-Argüellès, alors secrétaire d'état au département des finances. La peinture qu'il traçait, dans le cours de cet écrit, de l'état des deniers publics, était singulièrement affligeante : « Le montant de la dette, exposait ce ministre, s'élève « à 7,194,266,839 réaux de vellon, et les arrérages « échus, à 219,691, 473 de la même monnaie. » Dans ce calcul n'entraient pas les engagemens contractés depuis le commencement de l'insurrection, qui consistaient généralement en prêts fournis en espèces ; la dépense annuelle, sans compter les intérêts de la dette, était évaluée par Canga à 1,200,000,000 de réaux, et les revenus seulement à 255,000,000. « Tel est, conti- « nuait le ministre, le montant des déboursés, et celui « des revenus sur lesquels nous comptons pour y faire « face, l'un et l'autre calculés approximativement, car « il est impossible de le faire avec exactitude, à cause « du manque fréquent de communications entre les « provinces et le gouvernement, produit par les évé- « nemens militaires qui s'y passent... Si la sainte in- « surrection de l'Espagne avait trouvé les communes « libérées, le trésor riche, le crédit consolidé, et « tous les chemins de la prospérité publique large- « ment ouverts, nos embarras seraient moins grands, « nos ressources plus abondantes, et les revers au- « raient respecté nos armes. Mais une administration « dont le désordre date de vingt ans, une série de « guerres désastreuses, un système de finances oppres- « sif, et surtout la mauvaise foi dans les conventions « et le bouleversement de toutes les branches, n'ont « laissé après eux que la misère et la désolation. Ainsi,

« c'est au milieu des embarras et de la détresse « qu'ont commencé de poindre les premières lueurs « de l'indépendance et de la liberté. Et pourtant, « nous avons levé des armées, et, tout en combattant « contre l'inexpérience et les difficultés, nous sou- « tenons toutefois l'honneur du nom espagnol, et « nous offrons à la France le spectacle terrible d'un « peuple résolu, dont l'ardeur augmente à proportion « des disgrâces... »

On demandera maintenant : Comment les cortès firent-elles face à tant de besoins, et purent-elles couvrir un déficit si considérable ? A cela nous répondrons : 1° que le budget des dépenses était calculé sur une échelle très-étendue, et celui des recettes sur une échelle très-restreinte ; 2° que, dans celles-ci, n'étaient pas comprises les remises d'Amérique, qui, bien que diminuées, produisaient encore passablement, non plus que les contributions et avances en espèces ; 3° qu'enfin telle est la différence entre une guerre nationale et une guerre de cabinet. Dans cette dernière, les paiemens doivent être faits avec exactitude et en argent, sans qu'ils puissent être couverts autrement que par des contributions régulières et le crédit, qui trouve des bornes ; tandis que, dans la première, les denrées suppléent en toutes choses aux espèces métalliques, que les propriétaires, ou les gens à leur aise, livrent sur-le-champ non-seulement les revenus, mais souvent jusqu'aux capitaux, soit par patriotisme, soit par prudence, et que les soldats aussi supportent volontiers, ou du moins patiemment, les privations et la détresse, comme un nouveau cachet de gloire. Enfin, comme, dans une guerre nationale, toutes les facultés physiques et intellectuelles d'une nation sont en jeu, les ressources se multiplient à l'infini. C'est ce qui explique comment l'Espagne, appauvrie, mais noble, put soutenir si long-temps et

si dignement l'honorable cause de son indépendance. Il est vrai qu'elle fut favorisée par l'alliance de l'Angleterre, et qu'en cette circonstance les intérêts des deux puissances marchèrent unis ; mais la même chose est presque toujours arrivée dans les guerres de cette nature. La Hollande et les États-Unis peuvent en témoigner ; l'une, soutenue par les princes protestans de ce siècle ; les autres, par la France et l'Espagne ; et cependant ces nations n'en occupent pas dans l'histoire une place moins distinguée.

Le lendemain du jour où le ministre des finances présenta les budgets aux cortès, celui des dépenses fut approuvé après une courte discussion. Il n'y avait rien de superflu ; la guerre le consumait presque en entier. Les cortès s'appesantirent davantage sur celui des voies et moyens. Canga-Argüelles ne proposa pour le moment aucun changement essentiel dans l'ancien système d'impôts, dans leur administration et leur recouvrement. Il laissait cette matière pour un autre temps, comme difficile et délicate.

Il signala plusieurs modifications à introduire dans la contribution extraordinaire de guerre qu'avait décrétée, comme nous l'avons vu dans le temps, la junte centrale, mais sans avoir obtenu qu'elle s'établît dans la plupart des provinces ; c'est sur elle que l'on comptait pour couvrir en partie le déficit des budgets. Cependant cette contribution péchait par de graves défauts : le principal de tous consistait en ce qu'on prenait pour base le capital estimatif de chaque contribuable, et non les revenus ou produits liquides de ses propriétés. Le ministre proposa avec raison de substituer la dernière base à la première ; mais il ne fut pas également habile, lorsqu'en même temps il chargea de 30, 45, 50, 60 et même 65 pour cent les dîmes ecclésiastiques, et le partage des fruits ou droits féodaux, en réglant ces degrés sur l'origine

de la possession. Canga fondait la dernière partie de sa proposition sur ce que les sacrifices devaient être en proportion de ce que chacun exposait dans la guerre actuelle ; et la mesure plaisait à bien du monde, parce qu'elle atteignait des individus dont la position et les priviléges n'avaient point alors la faveur publique. Mais, en vérité, le projet du ministre était vague, injuste et presque impraticable ; car, comment pouvait-on fixer, par une échelle équitable, lesquelles des classes de l'état risquaient le plus dans la lutte présente ? Il y allait de la perte ou de la conservation de la patrie commune ; le péril était égal, et égale l'obligation pour tous les citoyens d'éviter la ruine de l'indépendance nationale. D'ailleurs, il ne s'agissait alors que de contributions, non d'examiner la question des dîmes, ni celle des droits féodaux, ni moins encore la terrible et toujours impolitique question de l'origine de la propriété. Mêler et confondre des objets si divers, c'était s'enfoncer dans un labyrinthe d'investigations, qui devait, en dernier résultat, nuire au prompt et plus expéditif recouvrement de la contribution extraordinaire.

La commission évita sagement cet écueil ; laissant à part l'augmentation de charges proposée par le ministre sur certains droits ou propriétés spécialement déterminés, elle se borna à grever indistinctement tous les produits liquides de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Jusque-là, le nouvel impôt ressemblait beaucoup à l'*income tax* de l'Angleterre, et ne péchait que par les défauts inhérens à cette espèce de contribution, dans la recherche des revenus que donnent certaines industries ; mais la commission, admettant en outre une autre modification dans la base fondamentale de l'impôt, introduisit une règle qui, sinon aussi injuste que celle du ministre, et d'aussi fatales conséquences, ne semblait pas moins

erronée et fausse; ce fut celle d'une échelle de progression, d'après laquelle l'impôt croissait à mesure que la rente ou les produits dépassaient 4,000 réaux de vellon. On exigeait deux et demi pour cent de ceux qui se trouvaient dans la limite de ce taux; mais, plus haut, la proportion croissait jusqu'à être pour quelques-uns de 50 et même de 76 pour cent; tribut onéreux, aussi contraire à l'équité qu'aux saines et raisonnables maximes qu'enseigne sur la matière la pratique et la science de l'économie politique. En effet, si l'on grève extraordinairement et d'une manière imprévue les revenus du riche, non-seulement on préjudicie à celui-ci, mais encore on diminue et l'on supprime, au lieu de les favoriser, les revenus des classes inférieures, qui ne consistent, en totalité ou en grande partie, que dans la consommation que font progressivement de leurs produits, ou des objets de leur industrie, les familles plus aisées et plus puissantes. Un tel impôt finit, en outre, par dévorer le capital même; il détruit chez les particuliers tout stimulant à l'accumulation des biens, origine de la grande prospérité pour les états. Il a enfin l'extrême inconvénient d'être variable sur une quantité donnée de richesses, ce qui n'arrive point pour les contributions de cette espèc, quand elles sont proportionnelles et non point progressives.

Cependant les cortès approuvèrent, le 24 mars, le rapport de la commission, réduit à trois points fondamentaux : 1° que l'on mît à exécution la contribution extraordinaire de guerre imposée par la junte; 2° que l'on fixât la base de cette contribution sur la proportion des revenus ou produits liquides des terres, du commerce et de l'industrie; 3° que la cote correspondante à chaque contribuable fût progressive, suivant la teneur d'une échelle qui accompagnait la loi. Les besoins pressans de l'époque et l'inexpérience

excusent seuls l'approbation donnée à cet impôt fort mal conçu.

Les cortès adoptèrent également d'autres voies et moyens précédemment introduits par la junte centrale, comme celui de l'argenterie des églises et des particuliers, et celui des voitures de luxe. Le premier revenu se trouvait presque épuisé, et le dernier n'avait presque aucune valeur, car personne, à moins d'être fort vieux ou valétudinaire, n'osait se servir de carrosses au milieu des calamités du temps.

Un autre revenu, connu sous le nom de représailles et confiscations, ne fut pas non plus de grandes ressources, il faut en convenir. C'était celui que rapportaient les biens et effets séquestrés sur les Français ou les Espagnols de leur parti. Cette mesure avait été déjà prise par les gouvernemens qui avaient précédé les cortès, autorisés à cela par le droit des gens et celui du pays, ainsi que par l'exemple de Joseph et de Napoléon. Les lumières du siècle ont successivement adouci la législation en cette partie, et le bon esprit des nations modernes finira par effacer entièrement les taches qui restent encore, et qui sont un héritage des siècles moins éclairés. En Espagne, les représailles et confiscations ne servirent guère qu'à ruiner des familles, qu'à alimenter la convoitise d'hommes rapaces et des gens de robe. Les cortès se bornèrent pour le moment à adopter des règles qui abrégeassent la filière des procédures, et améliorassent autant que possible la partie administrative et judiciaire de cette branche de revenu.

Peu de jours après, le 30 mars, le ministre des finances se présenta de nouveau devant l'assemblée, et lut un mémoire circonstancié sur la dette et le crédit publics. Les cortès ne décidèrent rien dans le moment; mais, dans le mois de septembre suivant, elles rendirent un décret qui reconnaissait toutes les dettes

anciennes et celles contractées, depuis 1808, par les autorités et les gouvernemens nationaux, en exceptant toutefois alors les créances de puissances non amies.

Bientôt après, les cortès nommèrent aussi une junte appelée *junte nationale du crédit public ;* elle fut composée de trois membres, choisis sur neuf proposés par la régence. On remit aux mains de ce corps le maniement de toute la dette, confié précédemment aux soins de la trésorerie générale et de la caisse de consolidation. Les cortès ne revinrent pas de long-temps à approfondir la matière, ce qui nous fera remettre également à en parler avec plus de détail. Ce fût un grand pas de fait vers le rétablissement du crédit public, que le simple fait de reconnaître solennellement la dette publique, et celui de former un corps exclusivement chargé de coordonner et de diriger une branche d'administration, fort peu claire de sa nature, et très-embrouillée jusque-là.

On donna également lecture aux cortès, le 1er mars, d'un mémoire du ministre de la guerre, où se trouvaient longuement exposées les causes des désastres essuyés par les armées, et les mesures qu'il fallait prendre pour y porter un prompt remède. Le ministre n'annonçait rien qui ne fût connu, et dont nous n'ayons déjà fait mention dans le cours de cette histoire. Les circonstances rendaient certains maux incurables ; il n'y avait, pour les guérir, que la main vigoureuse du gouvernement, et non les discussions du corps législatif. Cependant, il s'en éleva de fort vives au sujet du rapport que présenta, quelques jours après, la commission de la guerre, sur l'affaire en question. Plusieurs députés déclarèrent qu'ils n'étaient pas satisfaits et suffisamment éclairés par ce qu'exposait le ministre, lequel s'était borné à des réflexions générales ; mais tous insistèrent sur l'ex-

trême nécessité qu'il y avait à relever la discipline militaire, dont ils regardaient l'abandon, antérieur à la lutte présente, comme la principale source des défaites et des revers.

Comme l'état-major, créé par la dernière régence, devait contribuer à ce résultat si désiré et à l'établissement d'un plan de campagne habile, uniforme et étendu, les cortès confirmèrent cette institution par le décret du 6 juillet. Elle avait besoin, pour se soutenir, d'un tel appui, car elle était vivement combattue par de vieux militaires attachés à l'ancienne routine. L'expérience prouva chaque jour davantage l'utilité de ce corps, qui, étendant ses branches dans toutes les armées, avait, près du gouvernement, un centre commun, composé généralement de la fleur des officiers espagnols.

De même, tout en voulant mettre un terme à l'excessive prodigalité de grades, d'ordres et de décorations militaires, les cortès n'oublièrent point de chercher un moyen de récompenser les actions d'éclat, sans qu'il en coûtât beaucoup à la nation, car, ainsi que le dit notre Don Francisco de Quévedo, « donner du prix au vent, c'est plus de richesse pour le « prince qu'une mine d'or. » Dans ce but, la commission des récompenses (*premios*) proposa, le 5 mai, l'établissement d'un ordre militaire, qu'elle nomma *du Mérite* (*orden del Mérito*), destiné à récompenser les exploits des gens de guerre, depuis le général jusqu'au soldat.

La discussion ne commença que le 25 juillet, et le décret fut publié à la fin du mois d'août suivant; mais, sur la proposition du député Moralés Gallego, le titre donné par la commission fut changé en celui d'*ordre national de Saint-Ferdinand*. Son insigne était une plaque à quatre ailes, ayant au centre l'effigie du saint roi; son ruban, rouge avec d'étroits filets de couleur

orange sur les bords. Il y avait de grandes et de petites croix; il y en avait d'or et d'argent, avec des pensions viagères en certains cas. On spécifiait, dans le règlement, les actions qui devaient être considérées comme actions d'éclat, et la marche à suivre pour l'obtention de la grâce, laquelle devait être précédée d'une information sommaire, avec procès-verbal ouvert contradictoirement, où rendaient témoignage les officiers ou soldats qui avaient connaissance du fait, ou devant lesquels il s'était passé. Jusqu'à l'année 1814, on respecta le texte de ce décret; mais alors, quand Ferdinand VII revint de France, on prodigua indûment le nouvel ordre, qui fut enfin complètement avili en 1823, car on le distribua avec profusion à ces mêmes étrangers contre lesquels il avait été établi, et pour leurs services contre ceux qui l'avaient créé ou mérité légitimement. Jeux de la fortune, qui n'auraient rien d'étrange si le distributeur des grâces n'eût été ce même Ferdinand, dont le trône, avant 1814, était attaqué par ceux qu'il récompensait à présent, et soutenu par ceux qu'il persécutait.

Les cortès améliorèrent également l'administration des provinces, en adoptant un règlement pour les juntes, qui fut publié le 18 mars, et resta en vigueur jusqu'à l'établissement total de la nouvelle constitution du pays. On y déterminait la manière de former ces corporations, dont les pouvoirs étaient définis et limités. Les membres en étaient élus comme les députés aux cortès, populairement; leur nombre était de neuf, excepté en certains endroits. En outre, prenaient place aux juntes l'intendant et le capitaine-général, qui en était président-né. Le renouvellement des membres se faisait par tiers, et en trois ans; des commissions subalternes étaient établies dans les districts.

C'était aux juntes qu'il appartenait d'expédier les ordres pour les enrôlemens et les contributions, et de veiller au recouvrement des deniers publics; toutefois elles ne pouvaient disposer d'aucune somme par elles-mêmes. Elles étaient également chargées des travaux de statistique, de l'établissement des écoles primaires, du soin de faire exercer les jeunes gens dans la gymnastique et le maniement des armes. C'était encore à elles qu'était remis le contrôle des achats et répartitions de vivres, d'habillement, de munitions, ainsi que les revues mensuelles et d'autres détails administratifs. Quelques-uns de ces pouvoirs étaient assurément trop étendus pour des corps de cette espèce; mais, dans une guerre comme celle qu'on soutenait, il fallait bien les leur accorder. Ce nouveau règlement eut de bons effets; du moins il arrêta sur-le-champ les changemens arbitraires qui se faisaient dans les juntes selon l'intérêt des partis ou le caprice d'une ville. Les élections tombèrent sur des hommes de choix, et désormais une plus grande concorde régna entre les chefs militaires et l'autorité civile.

Les cortès continuèrent également à porter la réforme dans la branche judiciaire, sans attendre le travail général que préparait sur cette matière la commission de constitution. Ainsi, par suite d'une proposition qu'avait formulée, le 2 avril, Don Agustin Argüellès, un décret fut promulgué le 22 du même mois, qui abolissait la torture, ainsi que la pratique habituelle de tourmenter les accusés par ce qu'on appelait illégalement des contraintes (*apremios*). La mesure ne trouva nulle opposition dans les cortès; mais elle provoqua toutefois certaines réflexions de quelques anciens criminalistes, entre autres de Hermida, lequel, ayant honte de soutenir ouvertement une loi et une pratique si barbares, se borna à en excuser

ou le vigoureux burin de Tacite, que conforme à la prédominance qu'acquit le sacerdoce dans l'ancien monde romain, après que Constantin eut affermi par sa conversion l'empire de la croix.

Quand l'Espagne fut inondée par les armées arabes, et que, sur la Péninsule presque entière, se fut établie la domination des khalyfes et de leurs lieutenans, ainsi que la croyance du Koran, on vit s'altérer et tomber dans la pratique les lois acceptées par les conciles de Tolède, et promulguées par les Euric et les Sisenand. En conséquence, dans les pays conquis, et surtout au criminel, ce fut la simple législation des nouveaux maîtres qui prévalut. Les procès de toute nature étaient expédiés par la justice verbale et expéditive du cadi ou d'un alcalde particulier, quand le cimeterre du vainqueur ne tranchait pas les discussions au gré de son caprice.

Dans l'origine, peu de procès durent s'élever au milieu des étroites et âpres contrées que les chrétiens purent conserver libres. Sans doute, le châtiment des délits et des crimes appartenait à la prompte et sévère juridiction des chefs militaires. Quand le territoire se fut étendu, quand les nouveaux états des Asturies, de la Navarre, de l'Aragon et de la Catalogne se trouvèrent affermis, on rétablit en partie les vieux usages et les lois anciennes, on adopta peu à peu, avec plus ou moins de modifications, les règles et les coutumes féodales, qui régnaient spécialement dans les provinces limitrophes de la France. C'est de là que prit naissance la juridiction que nous pouvons nommer patrimoniale.

En vertu de cette juridiction, les seigneurs, les églises, et les couvens en beaucoup d'endroits, nommaient des juges de première et de seconde instance, qui n'étaient que de simples lieutenans de leurs maîtres, sous le titre d'*alcaldes ordinaires* et *majeurs*, de

[illegible]xillis ou d'autres dénominations équivalentes. Le gouvernement de plusieurs rois faibles, prodigues ou nécessiteux, ainsi que les minorités et les tutelles, augmentèrent prodigieusement ces juridictions. De très-bonne heure on essaya de porter remède aux maux qu'elles causaient, mais long-temps sans résultat. Les lois des *Partidas*, comme le *Fuero-Juzgo*, ne reconnaissaient d'autre dérivation de la puissance judiciaire que celle du monarque ou celle des bourgeois des communes. Voici comment elles s'expriment à ce sujet :......... « Ceux-là (les juges) ne peuvent être « institués par d'autres que par les rois ou par quel- « que autre auquel ils aient expressément donné pou- « voir de le faire, par leur charte ou privilége, ou « bien ceux qu'auraient institués les artisans........ » Il faut remarquer que cette loi nomme privilége la concession octroyée à des particuliers, et non la faculté dont jouissaient les artisans de nommer leurs chefs en certains cas; ce qui montre, pour le dire en passant, quel respect et quelle considération on avait dès lors pour la classe moyenne et laborieuse. Une autre loi du même code dispose que, si le roi fait donation d'un bourg, d'un château ou de toute autre partie de territoire, « il ne s'ensuit pas qu'il donne au- « cune des choses qui appartiennent expressément à « la seigneurie du royaume, comme le droit de bat- « tre monnaie et de rendre la justice criminelle (*mo- « neda y justicia de sangre*). » Elle ajoute même que, dans le cas d'octroi de ces priviléges, « les appels « de cet endroit doivent rester au roi qui fait la « donation, et à ses héritiers. » Malgré les dispositions de ces lois et de plusieurs autres, malgré la protection spéciale donnée aux vassaux, par la création de juges et de *perquisiteurs* qui recherchassent les griefs causés, soit par les jugemens, soit par les exactions d'impôts injustes, les seigneurs continuèrent à exercer la

plénitude de leur pouvoir en matière de juridiction jusqu'au règne de Ferdinand et d'Isabelle.

Lorsque ces deux souverains eurent réuni sur leur fronts les couronnes d'Aragon et de Castille, lorsque Grenade fut conquise et un nouveau monde découvert, lorsqu'enfin tant d'événemens prodigieux furent arrivés coup sur coup, il devait être possible d'accroître, de consolider la puissance royale, et de mettre des bornes à celle des seigneurs. Le repos public et le bon ordre exigeaient ce changement, auquel aidèrent les améliorations qu'introduisirent les rois catholiques dans les tribunaux, la nouvelle forme qu'ils donnèrent au conseil royal, et la création de la suprême Sainte-Hermandad. Cette magistrature extraordinaire, qui connaissait, par voie d'appel, de la plupart des causes capitales, donna de la force et de l'unité aux *Santas-Hermandades* subalternes, et mit un frein aux violences de toute nature qui se commettaient sous la protection de seigneurs puissans, armés du corselet guerrier, ou revêtus du froc religieux.

Ximenez de Lisneros, Charles-Quint, Philippe II, accrurent encore l'autorité et la juridiction de la couronne. La même chose arriva sous les rois de la maison d'Autriche, leurs successeurs, et sous ceux de la maison de Bourbon; à tel point qu'en 1808, si les seigneurs continuaient encore à nommer des juges dans plusieurs communes, néanmoins les hommes de leur choix étaient tenus d'avoir les qualités indispensables qu'exigeaient les lois; encore ne pouvaient-ils connaître, au criminel, que de simples contraventions; au civil, que des causes en première instance. Restait dans tous les cas le recours de l'appel devant les audiences et chancelleries.

Quoique les pouvoirs des seigneurs, en cette partie, fussent réduits à ce point, il était clair que les dernières traces des juridictions seigneuriales devaient

disparaître, et qu'il fallait de toute nécessité rendre uniforme dans la monarchie entière l'administration de la justice.

Quant aux droits seigneuriaux, aux prestations et aux priviléges exclusifs, il y avait une grande variété et des pratiques étranges. Les juridictions seigneuriales abolies, elles faisaient tomber d'elles-mêmes les charges destinées à payer les magistrats et les employés de justice nommés par les anciens seigneurs. Le même sort attendait toute imposition ou taxe qui sentît encore la servitude de la glèbe; toutefois, il ne fallait pas confondre, comme le voulaient quelques-uns, le véritable fief avec le bail emphytéotique; l'un est une prestation de pure vasselage; l'autre, un cens payé à temps ou perpétuellement, en échange de l'usufruit d'une propriété immobilière. C'était, par exemple, un droit de servitude, celui qu'on appelait la *luctuosa*, d'après lequel, à la mort du père, le seigneur prenait le plus précieux objet ou bijou que laissait le défunt, de façon qu'au deuil et aux regrets, se joignait pour sa famille la perte de la meilleure pièce de sa succession. C'était aussi une charge pesante et même honteuse, celle que payait un mari pour jouir librement du droit légitime que lui accordaient sur sa femme le contrat civil et la bénédiction de l'église. Au reste, une si blâmable pratique ne se conservait en Espagne qu'en fort peu d'endroits. Elle avait été bien plus générale en France, et avait donné à Montesquieu une occasion d'égayer sa plume dans un œuvre aussi sérieuse que *l'Esprit des lois* (livre XXVIII, *des établissemens de saint Louis*). Nous ne l'imiterons point, bien que cela fût facile, en voyant que les moines de Poblet percevaient encore, dans le bourg de Verdu, 70 livres catalanes par an, pour le ra-

chat d'un usage profane, connu de nos ancêtres sous le nom significatif de droit de *jambage* (*pernada.*) Les priviléges exclusifs de fours, moulins à blé, moulins à huile, boutiques, auberges, même ceux de la pêche et de la chasse en certaines occasions, devaient être également abolis, comme attentatoires à la liberté de l'industrie et du commerce, comme opposés aux intérêts et aux franchises des citoyens. Mais l'équité exigeait aussi qu'en cela, comme à propos des droits d'*alcabalas, tercias* et autres acquisitions de même nature, on s'efforçât d'indemniser autant que possible, et dans des circonstances déterminées, les propriétaires actuels de la perte que l'abolition leur ferait éprouver. En effet, comme ces droits et priviléges avaient été; aux époques de leur concession, réputés aussi justes et légitimes que toute autre propriété, il eût été dur que les descendans d'un Guzman-el-Bueno, à qui l'on avait donné, en recompense de l'héroïque défense de Tarifa, la jouissance exclusive de la pêche du thon sur la côte de Conil, se fussent trouvés plus froissés par les nouvelles réformes, que la postérité de quelqu'un des nombreux favoris qui reçurent, dans le temps de leur faveur, des terres et des biens-fonds, non pour de belles actions, mais pour de viles flatteries ou d'indignes services. A distinguer et à résoudre tant de cas si compliqués, des difficultés se rencontraient, que ne pouvaient aplanir ni les pragmatiques, ni les cédules, ni les consultes, ni les décisions de toutes sortes qui avaient été promulguées ou rendues sous les gouvernemens antérieurs. Il fallait donc prendre une décision, dans laquelle, tout en respectant autant que possible les droits justement acquis des particuliers, on eût pour but principal, pour objet de préférence, la plus grande indépendance et la pros-

périté la mieux entendue de la communauté tout entière.

Après les juridictions féodales et les droits et privilèges y annexés, venait l'examen d'une question peut-être encore plus délicate, celle des biens-fonds aliénés de la couronne. Lors de l'invasion de la péninsule espagnole par les nations du nord, les conquérans divisèrent le territoire en trois parties ; ils s'en réservèrent deux, et laissèrent l'autre aux anciens possesseurs. Les Arabes détruisirent ou altérèrent une semblable distribution, dont les traces mêmes s'étaient assurément perdues à la reprise du pays par les chrétiens. En conséquence, comme il était impossible, généralement parlant, de restituer les biens aux primitifs propriétaires, ils passèrent à de nouveaux maîtres, et s'acquirent des manières suivantes : 1° par la répartition après la conquête ; 2° par le droit que donnaient les chartes de *peuplement* (*cartas pueblas*) ; 3° par les donations en récompense de services éminens ; 4° par les dons que répandirent les rois, sans autre motif que leur ambition ou leur fantaisie, et par aliénation avec pacte de retour ; 5° enfin par les achats ou autres transports postérieurs.

L'entreprise que nos pères mirent à fin, de chasser les Mores du sol de la patrie, était trop juste et trop glorieuse pour que personne disputât aux propriétaires de la première classe le droit qui dérivait d'une telle source. Il ne semblait pas qu'on pût non plus mettre en doute le droit de ceux qui se fondaient sur des chartes de *peuplement*, concédées par différens princes à des seigneurs, des églises, des monastères, pour repeupler et cultiver des terrains vagues, restés déserts par suite de l'irruption arabe et des guerres qu'elle produisit. On ne pouvait exiger, dans ces donations, que l'accomplissement des clauses sous

lesquelles elles furent accordées, mais rien de plus.

Tout le monde respectait les acquisitions de biens ou de terres qui procédaient de services éminens, ou d'achats et d'autres cessions légales. Il n'en était pas de même des aliénations de la couronne faites avec pacte de retour (*pacto de* RETRO), par la seule et capricieuse volonté des rois, et bien des gens inclinaient à ce que ces biens revinssent à la nation de la même manière qu'ils avaient appartenu à la couronne. C'était une doctrine ancienne en Espagne, soigneusement conservée par le fisc, et soutenue, en général, par le conseil des finances, qui maintes fois étendait ses prétentions encore plus loin. Tous les princes l'adoptèrent aussi, et, parmi ceux d'Aragon et de Castille, à peine en compte-t-on un seul qui, ayant cédé des juridictions, des droits et des terres, ne se fût pas repenti dans la suite, et n'eût pas cherché à les recouvrer pour la couronne.

Mais il n'était pas facile d'entrer alors dans la vérification de l'origine de ces propriétés, sans toucher en même temps à celle de toutes les autres. Comment, en ce cas, ne pas causer une secousse générale, ne pas exciter des craintes fondées dans toutes les familles? D'une autre part, l'intérêt bien entendu de l'état ne consiste point précisément à ce que les biens-fonds appartiennent à l'un plutôt qu'à l'autre, mais à ce qu'ils produisent et prospèrent, but auquel ne conduit rien tant que la jouissance pacifique et assurée de la propriété. Les sages et prudens députés d'une nation évitent, en de telles matières, de scruter le passé; ils pourvoient dans l'avenir.

Les cortès extraordinaires ne s'écartèrent point de cette maxime dans l'affaire qui nous occupe. Celui qui souleva la discussion, le 30 mars, fut Don Antonio Lloret, député de Valence et natif d'Albérique, com-

...mune qui avait élevé de continuelles réclamations contre les ducs de l'Infantado. Ce député formula une proposition fort raisonnable, tendant à ce que « l'on « réintégrât à la couronne toutes les juridictions, soit « civiles, soit criminelles, sans préjudice de la com- « pensation correspondante à ceux qui les auraient « acquises par contrat onéreux ou pour cause rému- « nératoire. » Plusieurs autres députés appuyèrent la proposition de Lloret, qui fut renvoyée à la commission de constitution. Elle fut renouvelée, le 1er juin, avec de nouveaux développemens, par Alonzo y Lopez, député de Galice, province accablée d'une foule de seigneuries. Il demanda, outre le retour au trésor, moyennant indemnité, de certains droits, comme *tercias reales*, *alcabalas*, *yantares* (dîmes royales, prélèvemens sur les ventes, frais de table), etc.; « qu'on « chassât sans délai du sol espagnol et de la vue du « public la féodalité visible des potences, des car- « cans et autres signes tyranniques et insultans pour « l'humanité, que le système féodal avait érigés dans « bien des communes. »

Mais comme il indiquait que, pour arriver à ce résultat, il fallait faire instruire une procédure par le conseil de Castille et par les intendans de province, Garcia-Herreros se leva, et répondit énergiquement : « Tout cela est inutile..... En disant *à bas les droits « seigneuriaux et toutes leurs conséquences*, c'est une « affaire faite... il est inutile qu'elle passe au conseil « de Castille, car si l'on décide qu'aucune innovation « n'aura lieu avant la fin des procédures, jamais elle « ne s'exécutera. Il faut indiquer un terme, une limite, « puisque toutes choses en ont, et ne pas s'effrayer « du remède, parce que, pour enlever un cancer, il « faut couper un peu plus haut que le mal. » Une sortie si inattendue produisit sur les cortès le même effet qu'une étincelle électrique, et plusieurs députés

demandèrent à Garcia-Herreros qu'il fixât par écrit sa pensée; celui-ci, animé par ces encouragemens, lui donna trop d'étendue, ajoutant « à l'incorpora-« tion des juridictions et droits seigneuriaux, celle « des biens-fonds et propriétés de toutes sortes qui « eussent été aliénés par donation, en réservant aux « possesseurs le remboursement auquel ils auraient « droit. » Il modifia ensuite ses propositions, que la discussion elle-même corrigea également.

Cette discussion commença le 4 juin, après la lecture d'une représentation de plusieurs grands d'Espagne, dans laquelle, au lieu de se borner à réclamer contre la trop grande extension de la proposition faite par Garcia-Herreros, ils se mêlaient imprudemment d'alléguer en leur faveur des raisons qui ne convenaient point à l'affaire, allant même jusqu'à défendre les priviléges et les droits les plus abusifs et les plus injustes; aussi, loin de leur servir, cette démarche inconsidérée leur nuisit extrêmement. Par bonheur, il y eut d'autres grands et d'autres seigneurs qui montrèrent plus de tact et de désintéressement.

La discussion fut longue, mûre, et se prolongea jusqu'à la fin du mois. On peut dire que Garcia-Herreros en eut la palme. Avec une élocution nerveuse, que relevaient encore les traits sévères du visage de l'orateur, il s'écriait dans un de ses discours: « Que dirait de « son représentant cette ville de Numance (il était « député de Soria, bâtie sur la place de cette antique « ville) qui, pour ne pas souffrir la servitude, aima « mieux se livrer aux flammes du bûcher? Les pères, « les mères qui jetaient leurs enfans à la mort, « me jugeraient-ils digne de l'honneur de les repré-« senter ici, si je ne sacrifiais tout à l'idole de la li-« berté? Je garde en mon sein la chaleur de ces flam-« mes; elle m'excite à affirmer que jamais les Nu-« mantins ne reconnaîtront d'autre seigneurie que

celle de la nation. Ils veulent être libres, et savent le chemin de l'être. »

Dans les débats, presque aucun député ne s'opposa à l'abolition de ce qu'on devait réellement entendre par les restes de la féodalité. Il y eut des membres qui penchèrent pour une réforme trop ample, trop radicale, sans donner une suffisante attention aux usages, aux coutumes, et même aux droits anciens, tandis que d'autres péchèrent dans le sens opposé. Les cortès adoptèrent un milieu entre les deux extrêmes. Après avoir commencé, le 1er juillet, par voter certaines bases qui étaient comme le fondement de la mesure finale, une commission fut nommée pour les revoir et rédiger le décret en conséquence. Ce décret, promulgué sous la date du 6 août, fut conçu en termes judicieux, et donna néanmoins maintes fois lieu à des doutes. On y déclarait abolis les juridictions et les droits seigneuriaux, les expressions de vassaux et vasselage, ainsi que les prestations, soit réelles, soit personnelles, provenant de la même origine. Les seigneuries territoriales étaient laissées à leurs maîtres, dans la classe des autres propriétés particulières, sauf des cas déterminés; les privilèges appelés exclusifs, privatifs et prohibitifs, étaient également détruits, et d'autres dispositions étaient prises à cet effet.

La promulgation de ce décret fit gagner beaucoup dans l'opinion publique aux cortès, dont les travaux, dans ces premiers mois de leur session à Cadix, ne cédèrent point en importance à ceux qu'elles avaient entrepris précédemment à l'île de Léon.

Au reste, on regardait comme la clé de l'édifice des réformes la constitution qui se préparait. Les premiers travaux furent présentés aux cortès dès le 18 août, et bientôt s'ouvrirent à leur occasion les plus vifs et les plus solennels débats. La gravité et l'étendue de ce sujet nous obligent à n'entrer en matière

que dans un des prochains livres, que nous destinerons principalement à ce grand et essentiel objet.

Ce fut aussi à la même époque que les cortès commencèrent à traiter en séances secrètes d'une affaire excessivement délicate. La régence avait reçu de l'ambassadeur anglais une note portant la date du 27 mai, et dans laquelle était incluse une dépêche de son frère le marquis de Wellesley, du 4 du même mois. Dans cette dépêche, après avoir répondu à diverses réclamations fondées du gouvernement espagnol sur les affaires d'outre-mer, on ajoutait, comme pour donner plus ample satisfaction, « que le but du gouverne-« ment de S. M. B. était de réconcilier les possessions « espagnoles de l'Amérique avec tout gouvernement « (agissant au nom et dans le parti de Ferdinand VII) « qui serait reconnu en Espagne... » L'ambassadeur y était également chargé « de provoquer d'urgence « l'offre de la médiation de la Grande-Bretagne, dont « l'objet serait d'arrêter les progrès de cette malheu-« reuse guerre civile, et d'effectuer au moins un ar-« rangement temporaire qui empêcherait, tant que « durerait la lutte contre la France, qu'il fût fait un « si ruineux usage des forces de l'empire espagnol... » Ces propositions étaient entremêlées d'autres indications de nature différente, relatives au commerce direct de la nation médiatrice avec les provinces soulevées, comme moyen le plus efficace d'opérer leur pacification; mais tout en manifestant que l'Angleterre n'interromprait en aucun cas ses communications avec ces contrées. L'ambassadeur anglais demanda en outre qu'on rendît compte de cette affaire aux cortès.

La régence y était bien obligée, car elle manquait de pouvoirs suffisans pour conclure aucun traité, aucun arrangement sur la matière. En conséquence, le ministre d'état se présenta aux cortès le 1er juin, et

nat en séance secrète une *exposition* qui avait été rédigée dans ce but.

Rien ne convenait plus à l'Espagne que de couper court avec promptitude et bonheur aux agitations de l'Amérique, et, sans aucun doute, pour atteindre un tel résultat, la médiation de l'Angleterre se présentait comme un puissant levier. Mais changer tout-à-coup le système commercial des colonies, c'était causer à l'instant même le plus soudain et le plus complet bouleversement dans les intérêts de fabrique et de négoce de la Péninsule. Ce système avait été suivi, dans ses principales bases, par toutes les nations qui possédaient des colonies, et non avec autant de raison que l'Espagne, dont les manufactures très-arriérées exigeaient impérieusement, et pour long-temps encore, la conservation d'un marché exclusif. Néanmoins, les cortès, acueillant l'offre de l'Angleterre, débattirent et décidèrent la question, dans le cours du même mois de juin, en un sens assez favorable. Nous nous dispenserons actuellement de spécifier en quelle manière et en quels termes, nous réservant de le faire avec détail dans le récit des événemens de l'année suivante, pendant laquelle se termina cette affaire, bien que d'une façon imprévue et fatale.

A la même époque dont nous parlons en ce moment, une autre négociation fut entamée, très-secrète de sa nature, et, de la seule compétence du pouvoir exécutif. Don Francisco Zea-Bermudez s'était rendu à Saint-Pétersbourg, en qualité d'agent secret de notre gouvernement, et, de retour à Cadix au mois de juin, il annonça que l'empereur de Russie se préparait à se déclarer contre Napoléon, et qu'il demandait uniquement à l'Espagne de tenir ferme encore une année. La régence expédia de nouveau Zea, avec d'amples pouvoirs pour traiter; elle le chargea de répondre que le gouverne-

ment espagnol continuerait à se défendre, non-seulement le temps que désirait l'empereur, mais bien plus encore, et tant qu'il existerait; car, outre que c'était son invariable et dernière résolution, il ne pourrait pas davantage en prendre une autre, sans s'exposer à être victime de la fureur du peuple, s'il essayait d'entrer en composition avec Napoléon ou son frère. Zea partit, et l'on vit se réaliser, au temps convenu, de si favorables pronostics. C'était, hélas! bien nécessaire pour relever les esprits abattus par les affreux désastres qu'essuyèrent nos armes à la fin de cette année.

La campagne s'ouvrit alors avec vigueur contre les provinces orientales de la Péninsule, et les Espagnols eurent à supporter le principal poids de la guerre. De la même façon que les alliés occupèrent et châtièrent souvent, à l'ouest de l'Espagne, pendant les premiers mois de 1810, les principales forces actives de l'armée ennemie; de même, au côté opposé, et pendant le reste de l'année, les nôtres distrayèrent également une masse de Français, destinés à s'emparer de Valence et à exterminer les troupes réunies en cette province; lesquelles, bien que défaites en batailles rangées, infatigables selon leur coutume, et souvent heureuses dans les rencontres partielles, laissèrent, ainsi que les corps de partisans, respirer lord Wellington, afin que, tranquille et en sûreté, il attendît le moment favorable d'attaquer et de vaincre l'ennemi.

Dès que le général Blake eut abandonné le comté de Niebla, il résolut de passer à Valence, accompagné de l'armée expéditionnaire, tant pour protéger ce royaume, fort menacé depuis la chute de Tarragone, que pour distraire à l'est les forces des Français. Ce plan convenait beaucoup à Don Joaquin Blake, mécontent et fatigué de l'impérieuse

·udesse de lord Wellington, lequel n'était pas fâché non plus d'éloigner de sa personne un général aussi haut placé par sa qualité de président de la régence d'Espagne, et d'un caractère moins doux et moins flexible que Don Francisco-Xavier Castaños.

Blake eut besoin d'une nouvelle autorisation des cortès pour se mettre à la tête de la nouvelle expédition. Il l'obtint facilement, et la régence, donnant à ce général des pouvoirs très-étendus, remit sous son commandement les forces des deuxième et troisième armées, ainsi que les guérillas qui en dépendaient, et de plus, les troupes expéditionnaires.

Celles-ci se composaient des divisions des généraux Zayas et Lardizabal, et de la cavalerie aux ordes de Don Casimiro Loy; en tout, neuf à dix mille hommes. Ce corps d'armée vint aborder à Alméria, et prit terre aussitôt, à l'exception de l'artillerie et d'une partie des bagages, qui allèrent débarquer à Alicante. Ensuite, et dans le trajet pour se rendre à sa destination, il s'incorpora momentanément la troisième armée, qui, sous le commandement de Don Manuel Freire, occupait les cantonnemens de la Venta-del-Baul, ayant des forces détachées à sa droite et à sa gauche. Blake y séjourna jusqu'au 7 août, jour où il partit pour Valence, prenant les devans sur sa division, dans le but de préparer et de réunir les moyens de défense les mieux appropriés.

En face de Freire était cantonné le général Leval, qui commandait le quatrième corps français, dont la position était devenue fort pénible par l'assurance qu'avaient prise autour de lui l'armée espagnole et les troupes de partisans. Cette circonstance, et la crainte qu'inspirait le mouvement des forces expéditionnaires,

engagèrent Soult à marcher au secours de Grenade, en manœuvrant de façon qu'il pût envelopper et détruire l'armée espagnole. Dans ce dessein, il ordonna au général Godinot d'aller tomber, dans la nuit du 6 au 7 août, avec sa division, composée d'environ quatre mille hommes et six cents chevaux, sur Baeza, et d'envelopper la droite des Espagnols, qui, sous les ordres de Don Ambrosio de la Cuadra, étaient postés à Pozohalcon. Il décida en même temps que le général Leval se mît en mouvement le 7, en se dirigeant sur le centre des Espagnols, dont lui-même s'approcha, le 8, de sa personne. Quelques troupes restèrent dans la ville de Grenade, tant pour veiller à la conservation de la tranquillité, que pour manœuvrer du côté des Alpuxares, contre les bandes que commandait le comte del Montijo.

Bien que Don Manuel Freire soupçonnât sur le champ les intentions de l'ennemi, il ne jugea point convenable d'abandonner les positions de la Venta-del-Baul, qu'il regardait comme très-fortes; il pensa seulement à renforcer sa droite, en y envoyant celle des divisions expéditionnaires que commandait Don José Zayas, composée de cinq mille hommes, et la cavalerie de Don Casimiro Loy. Zayas ayant fait une absence momentanée, ce fut Don José O'Donnell, chef d'état-major de la troisième armée, qui prit la direction de ces forces. Il s'achemina vers les gués del Manzano, dans la petite Guadiana, pour opérer d'accord avec Don Ambrosio de la Cuadra, contenir les Français et même les attaquer. Mais comme ce dernier s'était déjà replié, dans la crainte des approches de l'en- nemi, il ne reçut les ordres du général en chef qu'à Castril, où il était arrivé le 9.

Cependant Don José O'Donnell s'établit près de Zujar, sur les hauteurs, à la droite de la rivière Bar-

bate, que d'autres appellent Guardal, et Godinot s'étant avancé sans obstacles, l'attaqua dans ses positions. Les Français traversèrent le Barbate, guéable partout, le 9 à onze heures du matin, protégés par leur artillerie dont les nôtres manquaient. Godinot envoya quantité de tirailleurs contre la gauche espagnole, en même temps qu'il engageait un vif combat sur la droite. Là, plia bientôt le régiment de Tolède, faible en nombre, et d'autres le suivirent, se retirant d'abord en bon ordre, puis enfin à la débandade. La cavalerie de Loy, qui arriva de Benamaurel, fut également repoussée, et se retira à Cullar, où l'infanterie vint la rejoindre. On perdit dans cette rencontre quatre cent trente-trois morts et blessés, environ onze cents prisonniers ou égarés, et ce coup déplorable frappa, sous les ordres de Don José O'Donnell, la même division qui, avec Zayas, s'était illustrée peu auparavant dans les champs de la Albuéra.

Heureusement que Godinot ne profita point comme il l'aurait pu de sa victoire, craignant d'être attaqué sur ses derrières par Don Ambrosio de la Cuadra; en conséquence, il envoya contre celui-ci toute sa cavalerie et la brigade du général Rignoux, se bornant à jeter quelques troupes de l'avant-garde du côté de Cullar et de Baza.

Ce fut à ce hasard que Don Manuel Freire dut de pouvoir se retirer, sans que l'ennemi le coupât sur ses derrières. Ce général tint bon dans la position del Baul, toute la journée du 9, repoussant à propos les attaques des Français. Mais, en apprenant, à cinq heures du soir, l'événement de Zujar, il résolut de lever le camp pendant la nuit, et de se replier sur le royaume de Murcie. Il parvint à traverser sans obstacles la ville de Baza, et gagna Cullar, où venait d'arriver Don José O'Donnell. De là,

toute l'armée se dirigea sur las Vertientes; Freire fit couvrir ce mouvement par la cavalerie du troisième corps, commandée par le brigadier Osorio, et par la cavalerie expéditionnaire de Don Casimiro Loy. Le général Soult, frère du maréchal, poussait nos cavaliers l'épée dans les reins, et, le 10, il leur livra une si violente attaque, qu'il les mit en déroute, et les obligea de se mettre à l'abri derrière l'infanterie. Freire résolut alors de continuer la retraite, malgré la fatigue des troupes, en distribuant ses forces dans la direction des montagnes, sur les deux côtés du chemin.

Don José-Antonio de Sanz, avec la troisième division qu'il commandait, et la deuxième, mise également sous ses ordres, marcha sur les montagnes à droite, en allant à Murcie. Don Manuel Freire manœuvrait sur celles de la gauche, et dans la direction de cette ville. En commençant sa retraite, Sanz fut cerné avec la troisième division, sur le haut plateau de las Vertientes; mais il imposa à l'ennemi par le moyen d'une habile conversion, et s'acheminant sur Oria, il se réunit, le 11, dans Alboa, à la deuxième division. Une fois réunies, les deux divisions marchèrent ensemble par Huercal, Oria et Aguilar, où s'étant rencontrées avec trois cents dragons français, elles les culbutèrent et leur enlevèrent chevaux et effets. Après avoir fait halte, et pris quelque repos, elles arrivèrent le 15, sans autre mésaventure, à Palmar de Don-Juan. Elles avaient fait trente-sept lieues d'Espagne en six jours, sans avoir reçu plus de trois fois leurs rations; fatigues et privations que personne ne supporte avec autant de résignation que le soldat espagnol. Sanz mérita de justes éloges en cette occasion, pour l'intrépidité et l'adresse avec lesquelles il conduisit sa troupe.

Poursuivi par une plus fatale étoile, Don Manuel

Freire se vit presque entièrement perdu; ses soldats, dispersés et séparés de leurs drapeaux, avaient à gravir d'âpres montagnes, et devaient passer le *port* de Chiribel, dans la direction de Murcie. Après des fatigues inouies, après avoir fait sans respirer des marches de treize lieues et plus, ce général réunit son monde le 11, à Caracava, où il séjourna le 12, et s'incorpora Don Ambrosio de la Cuadra, qui s'était séparément retiré de ce côté, avec la première division. Freire établit ensuite ses quartiers à Alcantarilla, et distribua convenablement ses forces, réduites alors à la cavalerie du brigadier Osorio, et aux trois divisions de la troisième armée, les troupes expéditionnaires s'étant éloignées dans la direction de Valence.

Le général Leval arriva, le 14, à Velez el Rubio, et les généraux Soult et Latour-Maubourg s'étendirent avec les cavaliers jusqu'au défilé de Lumbreras, à trois lieues de Lorca. Ils causèrent tous trois de grands ravages dans d'autres excursions, et il y eut tel canton où ils brûlèrent jusqu'à vingt-deux métairies.

En même temps, le comte del Montijo était poursuivi par les forces que le maréchal Soult avait envoyées sur les Alpuxares et la côte, et qui montaient à dix-huit cents fantassins et mille chevaux. Ces troupes arrivèrent à Alméria au moment où y débarquait un bataillon de l'expédition de Blake, qui parvint à s'échapper. Il en fut de même du comte del Montijo, qui ne cessa d'inquiéter l'ennemi, et surprit même la garnison de Motril; avec les trophées de sa capture et d'autres prisonniers, il se réunit au corps principal de l'armée. D'autres partisans incommodaient aussi les Français, et recouvraient maintes fois le butin que faisaient ceux-ci dans les montagnes et le pays de Murcie. Parmi eux se distinguèrent Villalobos,

passage, il laissa, pour observer Peñiscola, un bataillon et vingt-cinq chevaux, et en arrivant à Torreblanca, le 19, il chassa d'Oropesa quelques soldats espagnols, desquels s'enfermèrent dans le château ceux qui devaient en former la garnison. Les Français entrèrent dans le bourg; mais ayant inutilement sommé le fort de se rendre, comme ses feux balayaient d'en haut la grand'route, Suchet fut obligé de prendre un détour, et d'aller tomber sur Cabanès. Là, vinrent se joindre à lui les colonnes d'Harispe et de Palombini, et toute l'armée réunie marcha en avant. Elle occupa, le 21, Villareal, et traversa le Mijarès, guéable pendant l'été, outre qu'un magnifique pont de treize arches en facilite le passage. L'avant-garde de la cavalerie espagnole était sur la rive droite, et fut obligée de battre en retraite. Sans autre obstacle, Suchet se présenta devant la ville et le fort de Murviédro.

Son arrivée fut plus prompte que ne l'aurait voulu Don Joaquin Blake, lequel avait besoin de plus de temps pour équiper et discipliner son monde, ainsi que pour grouper autour de lui toutes les forces qui pouvaient prendre part à la campagne. Ces forces étaient: celles du royaume de Valence, ou seconde armée; celles qui en dépendaient et faisaient la guerre en Aragon sous les chefs Don José Obispo et Don Pedro Villacampa; une partie de celles de la troisième armée, et les troupes expéditionnaires. Ces dernières avaient été retenues par la fièvre jaune, qui, dans cet été et l'automne suivant, sévit avec force à Carthagène, Alicante, Murcie, et les communes des environs. Les autres furent retardées sous le prétexte de marches ou d'opérations qu'elles devaient exécuter avant de se réunir au corps principal. Blake, cependant, mit une garnison à Murviédro, fortifia de plus en plus les retranchemens de Valence et les bords du Guadalaviar, puis fit passer la junte et le marquis del

'alacio à la petite ville d'Alcira, située à cinq lieues de a capitale, dans une île que forme le Jucar, dont les ives devaient servir de seconde ligne de défense. Paacio conservait le commandement particulier de ce listrict; pour cette raison, et pour se délivrer aussi l'un personnage si embarrassant, Blake l'éloigna de /alence, sous prétexte de mettre à l'abri des évéiemens de la guerre les autorités supérieures de la rovince.

La prise de Murviédro était le premier but de l'expélition de Suchet. C'est là qu'avait existé l'immortelle Sagonte. Avec le temps, elle changea de nom, et celui qu'elle porte actuellement dérive, selon les uns, du latin *muri véteres*, selon les autres, du limousin *murt vert*. L'antique Sagonte était placée à l'entour d'une montagne, au pied de laquelle s'étend aujourd'hui, sur le versant septentrional, la ville nouvelle, dont la population ne dépasse pas six mille âmes. Ses murs sont baignés par le Palancia, qui se jette dans la mer à deux lieues plus loin. D'après Polybe, il n'en était qu'à sept stades (environ mille pas); ce qui prouve combien les eaux se sont retirées, à moins que l'ancienne ville ne s'étendît beaucoup du côté de la Méditerranée. Tite-Live l'appelle opulente, et certes, ses richesses en effet devaient être grandes, puisqu'après que les habitans eurent brûlé sur la place publique leurs personnes et leurs effets précieux, il resta cependant assez de dépouilles pour que le vainqueur pût répartir entre ses soldats beaucoup de butin, en envoyer également à Carthage, et en réserver toutefois assez pour entreprendre la campagne qu'il méditait contre Rome. D'intéressans vestiges témoignaient de sa grandeur passée, que célébrèrent une foule de poètes, entre autres Bartolomé-Leonardo de Argensola, qui se plaint du vil emploi qu'on faisait de son temps des marbres et de leurs nobles inscriptions.

La résistance de Sagonte, d'après le récit du même Polybe, fut si acharnée, qu'Annibal, blessé à la cuisse, fut obligé d'animer par son exemple ses soldats abattus, sans épargner ni soins, ni peines, et qu'il ne put cependant emporter la ville qu'au bout de huit mois de siége, au milieu des flammes et des ruines. La défense que nous allons retracer ne ressemble guère à l'ancienne; mais le cas, à la vérité, était bien différent.

La ville moderne, déjà si réduite, n'était pas entourée d'assez fortes murailles pour repousser une attaque sérieuse de l'ennemi. La résistance ne reposait que sur une citadelle, élevée au sommet d'un mont voisin, lequel n'était pas encore fortifié lorsque Suchet envahit pour la première fois le royaume de Valence. On avait reconnu la nécessité de cet ouvrage, et l'on fut contraint, pour l'élever, de détruire en partie un théâtre antique, précieuse relique soigneusement conservée dans les derniers temps. La forteresse actuelle, à laquelle on donna le nom de San-Fernando de Sagonte, embrassait tout le sommet de la colline, et l'on s'était servi, pour la construction des gros murs, d'un château moresque et d'autres décombres. L'enceinte réunissait quatre redoutes distinctes, sous les noms de San-Fernando, de Deux-Mai, de Torreon et des Sarrasins, susceptibles chacune d'une défense séparée. Il y avait dans la place dix-sept pièces de canon, entre autres deux de douze. La subite arrivée de Suchet empêcha qu'on en envoyât d'autres de plus fort calibre. La forteresse n'était attaquable que du côté du couchant; partout ailleurs, elle était inaccessible, juchée sur le roc coupé à pic. C'était le commandant du génie, Don Juan Sanchez Cisneros, qui avait tracé les ouvrages modernes. Le 16 septembre, le commandement du fort fut remis au colonel adjudant-général d'état-major, Don Luis-Maria Andriani. La

garnison montait à environ trois mille hommes.

A l'arrivée des Français, le général Habert traversa, le 23 septembre, le Palancia, et, tournant la colline à l'est, il fit en même temps occuper par une partie de ses troupes la ville, dont les rues furent barricadées; on casemata également plusieurs maisons que leurs maîtres avaient abandonnées. La division Harispe prit à l'ouest, et, en s'étendant au sud, elle donna la main à celle du général Habert. Les Italiens s'établirent à Petrès et à Gilet, sur le chemin de Segorbe, de manière que la colline où était assis le fort se trouvait complètement enveloppée. Suchet détacha des réserves jusqu'à Almenara, sur la route de Catalogne, et explora le pays du côté de Valence.

Impatient alors, et enorgueilli par sa bonne fortune, il résolut de prendre par surprise la forteresse de Sagonte. Il examina dans ce dessein le tour de la montagne, et, sur l'avis des officiers du génie, il pensa pouvoir tenter une escalade par la pente regardant la ville, à laquelle il crut apercevoir les restes d'anciennes brèches mal réparées.

Suchet fixa le 28 septembre, à trois heures du matin, pour donner l'assaut. Le major du génie Chulliot commandait la première colonne française, et le colonel Gudin devait le suivre, tous deux soutenus par le général Habert. L'ennemi se proposait aussi de distraire les nôtres sur d'autres points.

Pour effectuer l'escalade, les Français se réunirent à mi-côte dans une citerne qui était à quarante toises du sommet. Andriani, toujours vigilant, découvrit, par le moyen d'une sortie, les projets de l'ennemi, et, tenant les siens en éveil, il ferma tous les accès qui établissaient des communications entre les diverses redoutes. Un coup de feu des assaillans avança d'une heure l'attaque, et les nôtres y répondirent par des décharges et de grands cris. Andriani harangua

ses soldats, et leur rappela les souvenirs de la terre qu'ils foulaient, Sagonte! Chulliot attaqua dans ce moment, mais les Espagnols, enflammés d'ardeur, le repoussèrent complètement, ainsi que Gudin, qui fut blessé d'une grenade à la tête, ainsi qu'Habert, dont les soldats s'enfuirent épouvantés, semant de cadavres la pente du mont, dans toute l'étendue qui séparait un boulevart portant l'illustre nom de Daoiz et le fort du *Deux-Mai*. Ainsi, devant ces vénérables antiquités, se confondaient d'anciens et de nouveaux trophées! Les assiégés s'emparèrent de plusieurs fusils, de cinquante échelles et d'autres ustensiles. Les Français perdirent quatre cents hommes. Suchet, après cette leçon, apprit à agir plus prudemment; il fut obligé d'assiéger dans toutes les règles une forteresse si bien défendue.

Cependant, les forces qu'attendait Don Joaquin Blake lui arrivaient peu à peu, et il envoya Don José Obispo, avec près de trois mille hommes, du côté de Segorbe, pour qu'il incommodât l'ennemi tant que celui-ci resterait devant Murviedro. Il plaça également et dans le même but, à Betera, sur la gauche des Français, Don Carlos O'Donnell, avec une colonne d'égale force, composée de la division de Don Pedro Villacampa, venant de l'Aragon, et de la cavalerie de l'armée de Valence, commandée par Don José San-Juan. Suchet voulut éloigner de lui de si incommodes voisins, et, dans cette intention, il ordonna à Palombini de chasser le général Obispo, lequel, après s'être avancé jusqu'à Torrès-Torrès, à deux lieues de Murviedro, s'était ensuite replié, en laissant à Soneja une faible avant-garde sous les ordres de Don Mariano Moreno. Palombini attaqua, le 30 septembre, cette avant-garde qui, bien que renforcée, fut obligée de lâcher pied et d'aller rejoindre le gros de la division. Obispo établit alors par échelons, devant Segorbe, la

cavalerie, sur la grand'route, et les fantassins, sur les hauteurs voisines. Mais l'ennemi, attaquant avec impétuosité, culbuta toutes ces troupes, et Obispo dut se retirer à Alcublas.

Immédiatement après, Suchet marcha de sa personne, le 2 octobre, pour attaquer Don Carlos O'Donnell, dont les troupes, ayant des détachemens à Betera, étaient postées sur les coteaux de Benaguacil, au bout de la plaine où est située la Puebla de Valbona. Les nôtres résistèrent assez long-temps, mais enfin O'Donnell jugea prudent de repasser le Guadalaviar, ce qu'il fit à Villamarchante, en imposant respect à l'ennemi par l'occupation de deux hauteurs escarpées qui dominaient le chemin. Il se dirigea ensuite sur Ribaroja, sans être inquiété. Nous perdîmes un peu de monde dans ces rencontres, dans la première surtout, où périrent des officiers distingués. On reprocha à Blake de n'avoir pas fait la moindre démonstration pour soutenir l'un ou l'autre des deux généraux, et l'on regardait aussi comme très-exposée la position qu'il avait désignée à Don José Obispo. Ces marches rétrogrades et ces échecs partiels produisaient d'ailleurs le plus mauvais effet sur l'esprit du soldat, et un chef était coupable de ne les point éviter à l'ouverture d'une campagne.

Les troupes voisines une fois éloignées, le maréchal Suchet, pour utiliser tous les momens, voulut s'emparer du château d'Oropesa, qui fermait la grand'route de Catalogne. Une bonne occasion s'offrit à lui : ce fut le passage de batteries de gros calibre qu'on transportait de Tortose au siége de Sagonte; il fit retenir quelques-uns de ces canons pour battre les murs. Le château consistait en un gros bastion carré, entouré sur trois faces d'une autre enceinte sans fossé, mais protégée par l'escarpement même du terrain. Il y avait deux cent cinquante

hommes de garnison environ, et, pour toute artillerie, quatre canons en fer. Le commandement était confié à Don Pedro Gotti, capitaine du régiment d'Amérique. A quatre cents toises, et sur le bord de la mer, était une autre tour appelée la tour du Roi, très-bien située pour favoriser un embarquement; elle était gardée par cent soixante-dix hommes, sous les ordres du lieutenant Don Juan-José Campillo.

Depuis que les Français avaient pénétré dans le royaume de Valence, ils avaient tenté vainement d'enlever le château d'Oropesa. Cette fois, ils unirent leurs efforts pour en venir à bout, et il était aisé de se rendre maître d'une enceinte si peu étendue et de si faibles remparts. Le 8 octobre, l'ennemi, qui déjà occupait la ville, commença à battre en brèche. Le général Compère dirigeait l'attaque. Suchet arriva le 10; on avait abattu un pan de muraille, et les Français montaient à l'assaut avec leur impétuosité accoutumée, lorsque le gouverneur proposa une capitulation honorable. La tour du Roi ne se rendit point pour cela : Campillo repoussa énergiquement toute proposition. Constant dans sa résolution, et se défendant avec intrépidité, il eut le bonheur de voir arriver, le 12, pour le protéger, le vaisseau anglais le *Magnifique*, commandant Ayre, et une division de felouques, aux ordres de Don José Colmenarès. La tour ne pouvait plus tenir, et Campillo s'étant concerté avec le chef des forces maritimes, on essaya d'un commun accord de sauver et conduire à bord la garnison. Ce n'était pas facile à exécuter; mais, grâce à l'habile manoeuvre des Anglais, ainsi qu'à l'agilité de nos marins, parmi lesquels se distingua le pilote Don Bruno de Egea, et grâce aussi au sang-froid et à l'activité du gouverneur, l'opération eut un plein succès. Campillo s'embarqua le dernier, et mérita les plus grands éloges pour sa conduite; le

commandant anglais, dans son impartialité, le combla de témoignages de félicitations.

Suchet, de plus en plus libre des obstacles qui pouvaient l'arrêter, concentra toute son attention dans l'investissement de Murviedro. D'un autre côté, les généraux d'artillerie Valée et Rogniat, qui étaient passés en France en congé après la prise de Tarragone, vinrent rejoindre l'armée, et leur arrivée fit pousser vivement les travaux du siége.

Ces travaux furent dirigés d'abord contre la partie occidentale de la forteresse, où se trouvait la redoute dite du Deux-Mai; l'ennemi établit de ce côté une batterie de brèche, à une distance de cent cinquante toises. Il eut peine ensuite à continuer, tant la nature du terrain lui présentait d'obstacles, et si les Espagnols eussent disposé de quelques pièces de vingt-quatre, l'approche de la place devenant alors impossible, le siége se fût peut-être borné à un simple blocus.

Après un rude travail, les Français purent enfin ouvrir leurs feux le 17; mais la brèche ouverte dans la redoute du Deux-Mai ne fut jugée praticable par les ingénieurs que le 18 au soir, et Suchet résolut aussitôt de livrer l'assaut.

Une colonne d'élite, aux ordres du colonel Matis, devait attaquer la première. Les Espagnols observaient depuis long-temps les dispositions de l'ennemi, et ils se préparèrent à le repousser. Des hommes intrépides couronnaient la brèche et défiaient les assiégeans par leurs cris, sans s'effrayer du feu vif et terrible des canons français.

L'assaut commença, et les plus agiles arrivèrent jusqu'aux deux tiers de la hauteur, sans pouvoir aller au-delà, tant la brèche était étroite et difficile. Les nôtres les mitraillaient à bout portant, et les écrasaient sous une grêle de grenades et de pierres. Autant de fois l'ennemi voulut renouveler sa tenta-

tive, autant de fois les assaillans furent ainsi précipités dans les fossés. Déconcertés enfin, et cédant au découragement, ils abandonnèrent l'entreprise, après une perte de cinq cents hommes, parmi lesquels plusieurs chefs de corps et beaucoup d'officiers. La garnison du fort communiquait avec la ville de Valence au moyen de signaux, et Blake promit au gouverneur et à la troupe des récompenses dignes de leur conduite.

Le mauvais succès de cette attaque mettait Suchet dans le plus grand embarras. Il s'efforça d'avancer les travaux et d'augmenter les batteries, mais le rocher de Sagonte était si peu accessible et si élevé, que le maréchal craignait bien de prendre une peine inutile. Son seul espoir, c'était que Blake, dans son impatience de porter secours à la place, n'en vînt aux mains avec lui, et alors le triomphe lui paraissait assuré.

Ce fut précisément ce qui arriva. Ce général, toujours possédé du fatal besoin de combattre, et excité d'ailleurs par le gouverneur Andriani, voulut aller secourir le fort. Il y était déterminé aussi par le motif qu'il avait avec lui toutes ses forces, dont l'ensemble s'élevait à vingt-cinq mille trois cents hommes, parmi lesquels à peu près deux mille cinq cent cinquante de cavalerie. Les troupes faisant partie de la troisième armée, sous les ordres de Don Nicolas Mahy, s'étaient fait long-temps attendre ; elles arrivèrent enfin. Ce retard provenait de ce qu'elles avaient été obligées de se porter sur Cuenca pour en éloigner le général d'Armagnac, qui menaçait de ce côté le royaume de Valence. Mahy, après avoir réussi sans opposition, était allé grossir les détachemens cantonnés sur le Guadalaviar.

Prêt à se mettre en mouvement, Don Joaquin Blake remit la garde de la ville de Valence à la milice, et adressa à son armée une proclamation fort

simple, conçue comme l'exigeait la circonstance. Il se mit en marche dans la soirée du 24, et la même nuit, il prit position avec sa troupe non loin de l'ennemi. La droite, composée de trois mille fantassins et de quelques chevaux, sous les ordres de Don José Zayas, et d'une réserve de deux mille hommes, sous ceux du brigadier Velasco, occupait les hauteurs du Puig. Le général en chef s'y établit aussi avec son état-major. Le centre, posté à la Chartreuse de Ara-Christi, consistait en trois mille hommes d'infanterie commandés par Don José Lardizabal, et mille cavaliers, qui étaient ceux de l'expédition, aux ordres de Loy, et quelques cavaliers de Valence, tous sous le commandement de Don Juan Caro. Il y avait, en outre, une réserve ayant à sa tête le colonel Liori. La gauche s'étendait vers la grand'route dite Calderana. Là, se trouvait Don Carlos O'Donnell, ayant sous ses ordres la division de Don Pédro Villacampa, de deux mille cinq cents hommes, et celle de Don José Miranda, de quatre mille, avec six cents cavaliers, conduits par Don José San-Juan. Le général Obispo, aussi sous la dépendance d'O'Donnell, occupait avec deux mille cinq cents hommes l'extrémité de la gauche, non loin de Naquéra. Toute notre gauche était disposée pour attaquer par le défilé de Sancti-Espiritus, Don Nicolas Mahy devant servir de réserve, à la tête de plus de quatre mille fantassins et de huit cents chevaux. Ce général avait ordre de se tenir entre deux mamelons appelés los Germanells. Quelques canonnières espagnoles et un vaisseau anglais croisaient en même temps sur la côte.

Cette même nuit, des officiers envoyés par leurs chefs respectifs se rendirent au quartier-général de Don Joaquin Blake, et, sur le plan du terrain, qui avait été dressé auparavant par Don Ramon Perez, chef d'état-major, chacun reçut ses instructions, et

des ordres furent donnés pour le moment de l'attaque.

Suchet ne sut absolument rien du mouvement des Espagnols jusqu'à onze heures de la nuit, qu'il en fut informé par un de ses affidés, bourgeois du Puig. Il était trop tard pour que le maréchal pût se retirer, et lever le siége, sans perdre son artillerie : il prit le parti, plus dangereux peut-être, d'attendre les Espagnols et d'accepter la bataille. En conséquence, il résolut de prendre position entre la mer et les hauteurs de Vall-de-Jésus et de Sancti-Espiritus, où le terrain devient plus étroit. Il plaça à sa gauche, du côté de la côte, la division du général Habert; et, à droite, du côté des montagnes, celle du général Harispe. Venaient en seconde ligne Palombini et une réserve de deux régimens de cavalerie aux ordres du général Broussard. A l'extrémité de cette même droite, renforcée par Klopicki, était posté le général Robert avec sa brigade et un corps de cavalerie, ayant l'ordre exprès de défendre à outrance le défilé de Sancti-Espiritus, que Suchet regardait comme très-important. Compère et les Napolitains restèrent à Pétrès et à Gilet, indépendamment de quelques bataillons qui stationnèrent devant la forteresse de Sagonte, contre laquelle les batteries de brèche ne cessèrent de faire feu. Suchet comptait en ligne près de vingt mille hommes.

Le 25, à huit heures du matin, les colonnes espagnoles, s'étant portées en avant, commencèrent l'attaque toutes en même temps, et repoussèrent les troupes légères de l'ennemi. La mêlée s'engagea de notre côté avec des chances de succès. Les canaux d'irrigation, les plantations de cerisiers et de mûriers, de nombreux enclos fermés, soit par des haies, soit par des murs, ne permettaient pas à l'armée de se développer en ligne de bataille, ni au général en chef,

toujours posté sur les hauteurs du Püig, de suivre les mouvemens des troupes. Néanmoins, de l'aveu même des Français, les colonnes espagnoles manœuvraient dans un ordre parfait, tel qu'elles ne l'avaient jamais observé, même en rase campagne. Celle de Lardizabal était divisée en deux détachemens, l'un s'avançant par la grand'route dans la direction d'Hostalet, l'autre cherchant à gagner une colline du côté du couvent de Vall-de-Jésus. La colonne de Zayas, près de Puzol, essayait d'envelopper l'ennemi vers la côte. Notre gauche commença aussi de son côté à opérer un mouvement général bien concerté.

Lardizabal attaqua avec intrépidité; celui de ses détachemens qui marchait dans la direction de Vall-de-Jésus, s'empara du mamelon contigu, sous la conduite de Don Venceslao Prieto, et on y plaça aussitôt de l'artillerie. Cette habile manœuvre fit bon effet sur l'esprit du soldat, et les assiégés de Sagonte, croyant toucher déjà au moment de leur délivrance, éclatèrent en clameurs et en démonstrations de joie. Suchet savait bien l'importance de cette position. Aussi chercha-t-il à s'en emparer par un vigoureux effort. Les colonnes françaises, leurs généraux en tête, s'élancèrent pour gravir la colline avec leur audace ordinaire. Elles rencontrèrent une vive résistance; Pâris fut blessé avec plusieurs officiers supérieurs; le général Harispe eut un cheval tué sous lui. Les assaillans furent plusieurs fois culbutés; mais enfin l'ennemi, avec des forces doubles en nombre, serra les nôtres de si près, qu'il emporta le mamelon.

Toutefois les Espagnols, descendus dans la plaine, se réunirent vivement à quelques autres de nos braves, se maintinrent fermes, et empêchèrent l'ennemi de pénétrer et de rompre leur centre. C'était un moment critique pour les Français, bien qu'ils fussent déjà maîtres de la hauteur; car Zayas, par un mouvement

adroitement combiné, commençait à tourner l'ennemi sur son flanc gauche, et s'approchait de Murviedro, tandis que, du côté opposé, Don Pédro Villacampa remportait aussi des avantages.

Suchet devait se presser de mettre à profit sa conquête, car les Espagnols de Lardizabal ne se contentaient point de résister dans la plaine; soutenus par la cavalerie de Don Juan Caro, ils s'étaient mis en mouvement pour reprendre la position qu'ils avaient perdue : déjà les hussards français avaient été culbutés et taillés en pièces, et le colonel Ric s'était emparé de quelques pièces de canon. Dans cette situation critique, le maréchal fit avancer la division Palombini qui était en seconde ligne, et lui-même courut exhorter en personne les cuirassiers qui allaient contenir l'impétuosité de la cavalerie espagnole. L'action s'engagea alors, vive et meurtrière; Suchet reçut une balle à l'épaule; les généraux espagnols Don Juan Caro et Don Casimiro Loy furent également blessés; mais malheureusement ils tombèrent au pouvoir de l'ennemi, et les nôtres, démoralisés aussitôt, furent aisément enfoncés, au point même de laisser reprendre l'artillerie qu'ils avaient enlevée. Don Joaquin Blake envoya pour réparer le mal Don Antonio Burriel, chef de l'état-major du corps expéditionnaire, et Zarco del Valle, officier du même corps; malgré la haute réputation d'habileté dont ils jouissaient dans l'armée, leur intervention fut sans succès. Les dragons de Numance les entraînèrent dans leur fuite.

A la gauche également, le sort, qui d'abord nous avait été favorable, se déclarait maintenant contre nous. Don Carlos O'Donnel, afin de renforcer Obispo, qui avait à tenir tête au général Robert, fit porter en avant Don Pédro Villacampa, qui gagna du terrain et refoula un moment devant lui les colonnes ennemies. Cependant Klopicki semblait vouloir menacer sur son

flanc le général espagnol. O'Donnell donna ordre à Don José Miranda de marcher à sa rencontre ; mais ce général commit la faute de s'avancer dans une direction presque parallèle à celle de l'ennemi et en rangs serrés, s'exposant ainsi à mettre la confusion dans ses lignes, si les Français venaient à l'attaquer en flanc ; c'est ce qui arriva effectivement. Le désordre commença bientôt et fut suivi d'une dispersion générale, sans que les efforts de Villacampa et d'O'Donnell pussent l'arrêter. Des troupes considérables tombèrent sur Mahy, qui n'était plus attaqué seulement par Klopicki, mais aussi par une partie de la division Harispe venant du centre. La déroute eût été peut-être complète, sans les régimens de Molina, d'Avila et de Cuenca, qui se comportèrent avec autant de bravoure que de sang-froid. Mahy s'était malheureusement attardé dans sa marche, et n'avait pu arriver à temps pour appuyer la première attaque et contenir le premier désordre : les Français vainqueurs firent un grand nombre de prisonniers, et obligèrent Mahy et les autres troupes de la gauche à se réfugier, par Betera, à Ribaroja.

Sur la droite, Don José Zayas fut plus heureux ; il ne se retira que lorsqu'il vit le centre enfoncé et la gauche dispersée et en pleine retraite. Il se replia, dans le plus grand ordre, jusque sur les hauteurs du Puig, et avant d'y arriver, un de ses bataillons, composé de gardes wallones, fit une vigoureuse défense à Puzol où il était entré par méprise.

Toutes les divisions espagnoles se mirent successivement à couvert derrière le Guadalaviar, et l'armée française s'établit à Betera, Albalat et le Puig. Nous eûmes douze pièces de canon enlevées, neuf cents hommes tués ou blessés, et trois mille neuf cent vingt-deux dispersés ou faits prisonniers. La perte de Suchet pouvait s'élever à huit cents hommes. Malgré la déroute, les divisions expéditionnaires et celle de

Don Pédro Villacampa accrurent, par leur belle conduite, l'éclat de leur ancienne réputation, et, parmi les autres, plusieurs corps se firent remarquer avec avantage. Ce ne fut pas toutefois Don Joaquin Blake, qui, avec ses indécisions, sut prendre à peine quelques mesures. Habile général la veille d'une bataille, il hésita, comme toujours, à l'heure de l'exécution, et manqua d'activité et de coup d'œil pour faire face à tous les besoins, et pour changer et modifier sur le terrain le plan qu'il avait conçu et tracé à l'avance. Il avait aussi contre lui la froideur repoussante de son caractère. Le soldat s'attache au chef qui sait allier à une sévérité nécessaire des manières affables et communicatives. Blake avait l'habitude de vivre seul et comme isolé des siens.

Cette défaite entraîna la reddition de Sagonte. Le général espagnol voulut l'empêcher par un nouvel effort, et il essaya de faire connaître ses intentions au gouverneur Andriani, par des signaux; mais ils ne purent être aperçus à cause du brouillard et d'un vent violent qui agitait le drapeau et le pavillon plantés dans ce but sur la tour de la cathédrale de Valence, et les faisait flotter dans une direction telle que le bâton qui les soutenait en dérobait la vue aux défenseurs du fort. Au reste, alors même que Blake n'eût pas rencontré cet obstacle, il est douteux qu'il eût pu livrer aussi promptement une seconde bataille, sans s'exposer témérairement à renouveler le désastre de Belchite.

La bataille de Sagonte gagnée, le maréchal Suchet proposa au gouverneur du fort, Don Luis-Maria Andriani, une capitulation honorable, en l'invitant à envoyer une personne de confiance qui vît de ses propres yeux l'état des choses, et qui pût juger combien il était inutile aux assiégés d'attendre du secours. Andriani accueillit la proposition, et, par son ordre, l'of-

ficier d'artillerie Don Joaquin de Miguel se rendit au camp français. De retour à la citadelle, il fit son rapport au gouverneur, qui n'hésita plus à capituler. Le traité eut lieu dans la nuit du 26, et, sans attendre le jour, la garnison sortit par la brèche avec les honneurs de la guerre, au nombre de deux mille cinq cent soixante-douze hommes; tant Suchet avait à cœur de terminer ce siége.

Quel que fût le découragement du soldat, depuis la perte de la bataille, on reprocha à Andriani la précipitation avec laquelle il avait capitulé. « *La brèche*, « dit Suchet, *était d'un accès si difficile, que les sa-* « *peurs furent obligés d'y pratiquer une rampe pour* « *que les Espagnols pussent descendre.* » Et plus loin il ajoute que la prise de la redoute avancée du Deux-Mai n'aurait point assuré celle des autres. Les obstacles étaient tels, dit-il, que « *tout l'art des attaques, toute* « *la valeur des troupes pouvaient encore échouer.* » Andriani s'était conduit jusque-là avec intelligence et bravoure. Atterré par la perte de la bataille, il crut sauver l'honneur des armes en se rendant, la brèche ouverte. Saragosse et Gironne nous avaient habitués à d'autres efforts, et ce n'était point la hache ni la pelle officieuses de l'ennemi qui devaient aplanir le chemin de sortie aux défenseurs de Sagonte. Les Français attachèrent avec raison le plus grand prix à cette conquête, tant à cause de l'éclat qu'elle donnait à leurs armes, que parce qu'elle les débarrassait d'un puissant obstacle. Toutefois, ils n'osèrent pas attaquer immédiatement la ville de Valence. L'armée de Blake était encore nombreuse, elle était protégée par de forts retranchemens, et l'on n'avait pas oublié l'échec que Moncey avait essuyé devant ces murs en 1808, non plus que l'inutile et malencontreuse expédition de Suchet en 1810. Aussi le maréchal français jugea-t-il prudent d'attendre des renfort. Provi-

soirement, il se contenta de prendre position, dès les commencemens de novembre, à Paterna, en face de Cuarte, en s'étendant vers la mer sur la gauche du Gundalaviar. Les Espagnols s'établirent sur la droite, savoir : l'armée, depuis Manisés jusqu'à Monteolivete : et de là jusqu'à l'embouchure du fleuve, les habitans armés de la province.

Don Luis Lacy poursuivait ses opérations en Catalogne ; il occupait les Français de cette province, puisque une coopération plus directe et plus active à la défense de Valence lui était interdite. Juste, sévère, fort du concours de la junte provinciale, il souleva les Catalans, hommes naturellement voués à l'industrie, mais qui voyaient aussi dans les réformes des cortès, et surtout dans le décret sur l'abolition des droits seigneuriaux, une ère nouvelle de prospérité. Lacy fortifia Cardona, ainsi qu'une suite de positions qui se donnaient la main et formaient la chaîne jusqu'au fort de la Seu-d'Urgel. Sans négliger Solsona, il entoura de retranchemens la montagne élevée et boisée d'Albusa, à quelque distance de Berga, où il exerçait les recrues. Et tout cela, au milieu de nombreuses colonnes d'ennemis, et presque aux frontières de France ! Mais qu'y avait-il d'impossible à la bravoure et à la persévérance des Catalans ? Maître de presque toutes les forteresses, l'ennemi pouvait, moins ici qu'ailleurs, étendre son empire au-delà de l'enceinte des fortifications, et, même dans les places fortifiées, selon l'expression d'un témoin oculaire impartial, « il « n'y avait jamais assez de troupes, seulement pour « tenir en bride les habitans. » Nous avons eu plus d'une fois l'occasion de parler de cette opiniâtreté véritablement héroïque, et, à la rigueur, il n'y a point en cela de répétition. En effet, les difficultés croissant avec la résistance, et la résistance naissant des difficultés, la lutte prenait différens caractères et une cou-

cur plus vive, la haine et l'exaspération catalanes se manifestaient plus violentes à mesure que l'ennemi mettait plus d'irritation et de férocité dans sa conduite.

Les Français étant maîtres de tous les principaux points maritimes, Lacy résolut de s'emparer des îles Medas, à l'embouchure du Ter, dont il a déjà été question. Deux d'entre elles sont d'une étendue assez considérable, avec un hâvre fortifié au sud-est. Ces îles, négligées par l'ennemi, avaient cependant une garnison française. Lacy les trouvait convenablement situées pour former un dépôt, et les considérait comme un point de communication important, soit pour recevoir des secours, soit pour servir de débouché aux productions de la Catalogne. Le soin de cette conquête fut confié au colonel anglais Green, commandant les troupes à bord de la frégate anglaise *l'Indomptable*, avec cent cinquante Espagnols, sous les ordres du baron d'Erolès. Le débarquement eut lieu le 29 août; le 3 septembre la brèche fut ouverte, et les nôtres s'emparèrent du fort. Les Français accoururent en force sur la côte voisine, et leurs feux commencèrent à inquiéter les nouveaux maîtres des îles; sur quoi, les marins anglais décidèrent qu'il fallait les abandonner, ce qui s'exécuta en effet malgré la résistance d'Erolès et de Green lui-même. Avant de les évacuer, les alliés firent sauter le fort.

Don Luis Lacy n'était pas homme à fléchir dans sa résolution; il insista pour que les îles fussent reprises, et réclama de nouveau l'assistance des Anglais. En conséquence, il s'embarqua, le 11, en personne avec deux cents hommes, à Arenys de Mar, à bord de la même frégate, commandant Thomas; il mouilla, le 12, auprès des îles Medas, et, divisant ses forces, il en débarqua une partie sur le continent pour y surprendre les Français et détruire les ouvrages qu'ils y

avaient construits; l'autre partie prit terre à la Isla-Grande. Tout se passa selon les vœux de Lacy, qui, après avoir mis les ennemis en fuite, laissa le commandement du fort au lieutenant-colonel Don José Masanès, chargé en même temps de diriger les fortifications qu'on allait élever; puis il retourna heureusement au port d'où il était parti. Le château fut reconstruit, et l'on fortifia les bords escarpés qui dominent la côte. En très-peu de temps ces îles furent mises en état de braver les attaques de l'ennemi, lequel, campé en face, s'efforçait d'empêcher les travaux et de les détruire. Le commandant espagnol mit tous ses soins à déjouer ces tentatives, et lorsqu'une absence momentanée ou une autre occupation le tenaient éloigné des points les plus exposés, sa femme, Doña Maria Armengual, y restait à sa place et faisait bonne contenance, à l'exemple de cette autre Doña Maria de Acuña, qui, dans le XVI[e] siècle, défendit Mondéjar, en l'absence de l'alcalde son mari. La possession de las Medas fut utilisée militairement et commercialement, et les cortès firent réparer et approvisionner le port.

Le général en chef appela ces îles *Islas de la Restauracion*, comme pour indiquer que de là naîtrait la restauration de la Catalogne, et, comme on voulait donner le nom de *Lacy* à un des bastions, il exigea qu'il fût désigné sous celui de *Montardit* : « Cet honneur, dit-il, appartient à un martyr de la patrie. » Telle avait été naguère, en effet, la destinée de Don Francisco de Montardit. C'était un chef de bataillon chéri de tout le monde, qui fut fait prisonnier par les Français, dans une attaque contre la ville de Balaguer, et fusillé par eux avec barbarie. A cette occasion, Lacy adressa, le 12 octobre, au maréchal Macdonald, une réclamation énergique qu'il terminait ainsi : « Je « suis ami, comme je le dois, de la modération; mais

« je ne saurais rester spectateur indifférent des atro-
« cités qui se commettent à l'égard de mes subor-
« donnés. J'en ferai responsables les prisonniers
« français qui sont en mes mains et ceux qui pour-
« raient y tomber plus tard. »

D'une activité infatigable, Don Luis Lacy chercha ensuite à rompre la ligne des postes fortifiés établis par les Français entre Barcelone et Lérida. Il commença aussitôt son mouvement, et, dès le 4 octobre, il attaqua le bourg d'Igualada avec quinze cents fantassins et trois cents cavaliers. Il était accompagné du baron d'Erolès, commandant-général en second de la Catalogne, dont la valeur et l'habileté semblaient briller chaque jour d'un éclat nouveau. Les Français perdirent à Igualada deux cents hommes; le reste de leur monde se réfugia dans le couvent fortifié des capucins, que Lacy ne put battre en brèche faute d'artillerie. Les deux chefs se disposèrent ensuite à surprendre un convoi sur la route de Cervera, et, à cet effet, ils distribuèrent leurs forces en deux colonnes. Le baron d'Erolès attaqua le premier, ainsi que c'était convenu, surprit le convoi, le 7 de ce même mois d'octobre, prit ou tua deux cents hommes, et ne laissa rien à faire à Don Luis Lacy.

Les Français, déconcertés par la subite irruption de nos soldats, autant que par les avantages que nous venions de remporter, jugèrent imprudent de laisser leurs troupes éparpillées dans des lieux découverts peu fortifiés, et se réfugièrent en toute hâte à Barcelone; ils abandonnèrent enfin le couvent d'Igualada, le bourg de Casamasana, et même Monserrat. Dans leur retraite, ils brûlèrent ce monastère, vouant tout à la destruction, sans distinction du sacré et du profane.

Cependant les affaires générales de la principauté réclamèrent la présence de Lacy auprès de la junte. Ce général retourna à Berga, et laissa aux soins du

baron d'Erolès la suite de l'entreprise qu'il avait commencée avec tant de succès, et qui ne fut pas moins heureusement continuée.

Le baron attaqua les Français à Cervera, et, le 11, il les força de se rendre : le nombre des prisonniers s'élevait à six cent quarante-trois hommes. Les ennemis étaient retranchés dans l'Université, somptueux édifice, moins remarquable par la beauté de son architecture que par sa vaste étendue et sa solidité, qui le rendaient favorable à la défense. Il avait été fondé par Philippe V, lorsque ce monarque supprima les autres universités de la province, en punition de la résistance des Catalans à son avénement à la couronne. Parmi les prisonniers d'Erolès, se trouvait Don Isidoro Perez Camino, corrégidor de Cervera, du choix des Français. Telle était la férocité de cet homme, que ceux qui ne payaient pas ponctuellement leurs contributions, ou ne se pliaient point à ses caprices, étaient enfermés dans une cage de son invention, la tête seule dehors et le visage enduit de miel, afin que les mouches, comme de moitié dans sa vengeance, vinssent à cette espèce de carcan dévorer ses victimes. A l'exemple du cardinal de la Balue en France, le corrégidor eut aussi son tour, avec cette différence que le peuple catalan ne conserva pas des années entières dans la cage le magistrat intrus, comme Louis XI fit de son ministre. Les passions populaires sont plus ardentes et vont plus vite en besogne. Le corrégidor périt aux mains de ceux qu'il avait lui-même si cruellement martyrisés, et si la loi du talion eût été permise, comme plus à la portée du vulgaire, ç'aurait été dans cette occasion, contre un homme si horriblement féroce.

Le 14 octobre, le baron d'Erolès fit capituler la garnison de Bellpuig, retranchée dans l'antique château des ducs de Sesa. Un grand nombre d'ennemis

périrent en se défendant; cent cinquante environ se rendirent.

Après avoir assez maltraité les Français du centre de la Catalogne, et coupé la ligne de communication entre Lérida et Barcelone, Erolès retourna vers le nord avec le projet de pénétrer en France. Il manœuvra alors de concert avec Don Manuel Fernandez Villamil, gouverneur à cette époque de la Seu-d'Urgel, qui lui servit de commandant d'avant-garde. Le baron d'Erolès battit d'abord l'ennemi à Puigcerda, le 26 octobre, et se défendit vaillamment, le 27, dans une attaque que les Français avaient engagée. A la même époque, Villamil se dirigeait sur la France par la vallée de Quérol; il défit, le 29, à Marens, les troupes qu'on avait envoyées à sa rencontre, saccagea ce village, que ses soldats incendièrent, et entra, le 30, à Ax. Là, il leva des contributions, et inquiéta tout le pays, après quoi il repassa tranquillement la frontière. Erolès appuyait ses mouvemens.

Mais le véritable centre de toutes ces opérations, c'était Don Luis Lacy, qui conquit par sa conduite la sympathie des Catalans; tout en s'efforçant de les plier autant que possible à la discipline et aux bonnes règles de la milice, il savait les flatter en leur donnant de préférence pour chefs des habitans accrédités du pays, et en encourageant la formation des *somatènes* et des corps francs, qui étaient si fort de leur goût. L'état de la Catalogne, d'ailleurs, ne comportait guère alors d'autre manière de guerroyer.

Autour des forces principales commandées par Lacy, ou par son second, le baron d'Erolès, aux environs des places fortes, et de tous les côtés, on retrouvait les chefs infatigables dont nous avons parlé en maintes occasions, ainsi que quelques autres qui paraissaient pour la première fois, ou succédaient à ceux qui avaient glorieusement succombé pour la défense de

la patrie. Il nous serait impossible de faire entrer dans notre cadre le récit de si nombreux exploits.

Les Français, voyant d'un œil mécontent cette lutte meurtrière et interminable, l'abandonnaient avec plaisir et quittaient le pays. Macdonald, duc de Tarente, partit de Figuières le 28 octobre pour retourner en France; c'était le troisième maréchal qui était venu en Catalogne et en était reparti, sans l'avoir pacifiée. Il eut pour successeur le général Decaen.

Du côté de Gironne, l'armée française pouvait à peine faire un mouvement, forcée qu'elle était de porter toute son attention à maintenir la liberté des communications avec la frontière. La division Frère, du corps de Suchet, était condamnée à la même immobilité. Elle occupait, comme nous l'avons vu, la Catalogne inférieure, où elle avait peine à faire face aux événemens qui s'y passaient et que nous avons rapportés en partie. De sorte que ce pays, quant à la tranquillité, qui était l'objet des vœux et des efforts des Français, n'était pas autre qu'au commencement de la guerre; aujourd'hui comme alors, il fallait y entretenir des forces considérables pour garder certaines positions, et pour escorter soigneusement les convois.

Ce n'était qu'à cette condition qu'il était permis de continuer l'approvisionnement de Barcelone, et Decaen se disposait à y envoyer un convoi considérable qu'on préparait en décembre dans le Lampurdan. Lacy en eut avis, et voulut l'intercepter. En conséquence il ordonna à Rovera de se tenir en observation; il plaça Erolès et Milans sur les hauteurs de San-Céloni, dirigea Sarsfield sur Trentapasos, et posta Don José Casas à la Garriga, avec un bataillon. Les forces du général Decaen étaient nombreuses; elles s'élevaient à quatorze mille fantassins et sept cents chevaux, avec huit pièces de canon, sans compter

une colonne de près de quatre mille hommes partie de Barcelone à sa rencontre. Celles de Lacy n'atteignaient pas à la moitié, et ce général dut se borner à inquiéter les Français pendant leur marche, qui avait commencé à Gironne, le 2 décembre. L'ennemi eut assez à souffrir, et Sarsfield se maintint ferme contre les attaques de ceux qui venaient de la capitale de la province. Les nôtres, voyant l'impossibilité d'empêcher l'entrée du convoi, et craignant que Decaen ne se retirât par Vich, cherchèrent à lui fermer le passage de ce côté. Dans ce but, Lacy ordonna à Erolès d'occuper la position de San-Féliu-de-Codinas, et s'établit lui-même avec Sarsfield sur les hauteurs de la Garriga. Les soupçons des Espagnols ne tardèrent pas à se confirmer. Dès le 5 au matin, les ennemis se présentèrent devant Garriga au nombre de cinq mille hommes d'infanterie avec quatre cents cavaliers et quatre canons. Lacy les repoussa vigoureusement; puis Don José Casas et Don José Manso poursuivirent leur avantage jusqu'à Granollers, forçant ainsi le général Decaen à repasser par San-Céloni avec toutes ses troupes, et à laisser libres et tranquilles la ville et le pays de Vich.

La défense de Valence trouvait son compte à cette diversion continuelle de la Catalogne; mais celle qu'on tenta en Aragon lui fut plus directement utile. Dans cette province, Don José Duran et Don Juan Martin l'Empecinado s'étaient réunis, le 28 septembre, à Atéca, canton de Calatayud, par ordre de Blake. Les craintes qu'inspirait l'Empecinado, et les entreprises de Don Francisco Espoz y Mina dans la Navarre et l'Aragon, avaient fait former à Pampelune et ses environs un corps de réserve assez considérable, car les forces commandées dans ces deux provinces par les généraux Reille et Musnier ne suffisaient point pour y maintenir la tranquillité, et pour faire tête à des chefs si hardis.

Parmi les troupes françaises réunies en Navarre, se trouvait une nouvelle division italienne venant de la Lombardie, et arrivée à Pampelune le 31 août, après avoir traversé les provinces méridionales de la France; elle était sous les ordres du général Sévéroli, et se composait de huit mille neuf cent cinquante-cinq hommes et sept cent vingt-deux chevaux : restée dans cette province pendant tout le mois de septembre, elle reçut ordre, au commencement du mois suivant, d'aller renforcer les troupes françaises de l'Aragon.

Outre la division de Sévéroli, trois bataillons, également italiens, provenant des dépôts de Gironne, Rosas et Figuières, s'étaient aussi rendus à Saragosse pour se réunir à la division Palombini, qui s'était dirigée sur Valence avec Suchet; ces bataillons avaient fait de longs détours, et étaient passés en France afin d'entrer dans l'Aragon par Jaca, la route directe ne leur paraissant pas assez sûre. Et, disons-le en passant, sur vingt-un mille deux cent quatre-vingt-huit fantassins et mille neuf cent cinq cavaliers, tous italiens, qui, indépendamment de la troupe de Sévéroli, avaient pénétré en Espagne depuis le commencement de la guerre, il n'y avait plus sur pied que neuf mille hommes environ.

Les trois bataillons venus de Catalogne ne rejoignirent pas immédiatement l'armée qui allait envahir Valence : ils s'arrêtèrent dans l'Aragon pour soutenir Musnier. Ils y étaient arrivés avant la mi-septembre, et l'un deux fut destiné à renforcer la garnison ennemie de Calatayud.

Là, ils eurent bientôt à se mesurer contre José Duran et Don Juan Martin, qui, depuis Atéca, avaient résolu d'attaquer les Français établis dans cette ville. L'Empecinado n'avait avec lui que la moitié de son monde, le reste étant demeuré sous les ordres de Don Vicente Sardina pour tenir en observation la citadelle de

lolina. Duran, au contraire, avait la plus grande artie de sa division, et était accompagné de Don Juan-Antonio Tubuena et de Don Bartolome Amor, ui commandait la cavalerie, tous deux partisans istingués. Ils eurent l'un et l'autre une large part lans les exploits de Duran, qui ne discontinua point le fatiguer l'ennemi, et qui, entre autres combats, eut une glorieuse rencontre à Aillon, le 23 juillet.

Les forces réunies de Duran et de l'Empecinado s'élevaient à cinq mille hommes d'infanterie et cinq cents de cavalerie. Le 26 septembre, ils parurent en vue de Calatayud, délogèrent les Français de la hauteur appelée *los Castillos*, leur firent quelques prisonniers, et forcèrent la garnison à se renfermer dans le couvent fortifié de la Merced, dont le commandant était M. Muller. Duran se chargea d'en faire le siége; la troupe de l'Empecinado s'occupa d'observer les avenues du *port* del Frasno, où le 1er octobre elle repoussa une colonne française qui venait de Saragosse au secours de l'ennemi; le colonel Gillot, qui la commandait, fut fait prisonnier.

Le couvent était investi : privés d'artillerie pour le forcer à se rendre, nos braves eurent recours à la mine, et après une résistance opiniâtre, le chef ennemi fut enfin obligé, le 4 octobre, de capituler. La garnison, forte de cinq cent soixante-six hommes, resta prisonnière, et il fut permis aux officiers de rentrer en France, sous leur parole d'honneur qu'ils ne serviraient plus dans la guerre actuelle.

Le gouverneur de Saragosse, Musnier, vivement ému de ce qui se passait à Calatayud et de l'échec qu'avait éprouvé au *port* du Frasno la première colonne qu'il y avait envoyée, réunit toutes ses forces de la gauche de l'Ebre, et, sur sa demande, Reille détacha de Navarre le général Bourke, qui s'avança le long de la rive gauche du Jalon. Musnier se présenta

à Calatayud le 6 octobre, mais les Espagnols s'étaient déjà retirés avec leurs prisonniers, laissant, selon les conditions arrêtées, les officiers, que leurs supérieurs mirent en jugement pour avoir séparé leur sort de celui des soldats.

Les Français, voyant que les nôtres s'étaient éloignés de Calatayud, revinrent sur leurs pas. Bourke retourna en Navarre, et Musnier à Almunia. La ville fut ensuite occupée de nouveau par les Espagnols.

Une telle persévérance commandait aux Français un nouvel effort. L'arrivée à Saragosse de la division Sévéroli, le 9 octobre, le rendit facile. Ce renfort était venu à la sollicitation de Suchet, infatigable à demander des secours qui pussent directement ou indirectement coopérer au succès de la campagne de Valence. Musnier partit avec cette division dans la direction du Frasno, et, s'étant réuni à la cavalerie de Klicky, il entra à Calatayud. Duran et l'Empecinado avaient de nouveau évacué la ville et s'étaient retirés dans des directions diverses. Les ennemis se séparèrent pour marcher à leur poursuite, les uns se portant sur Daroca et Used, les autres vers Atéca, sur la route de Madrid.

Leur succès ne fut pas de longue durée. Une irruption soudaine de Don Francisco Espoz y Mina sur Cincovillas les appela d'un autre côté. Pendant tout l'été, les Français, irrités de la surprise d'Arlaban, avaient poursuivi ce partisan avec une rage acharnée. Et lui, entouré d'un côté par les Pyrénées, de l'autre par l'Èbre, sans appui, sans lieu de retraite assuré, sans autres troupes que celles qu'il avait formées lui-même, et sans autre science de l'art militaire que les leçons de sa propre expérience, il déjoua les efforts de l'ennemi, le maltraita souvent, quelquefois même sur la frontière et jusque dans l'intérieur de la France.

Cette poursuite fut surtout plus active depuis le 20 juin jusqu'au 12 juillet. Mina avait alors avec lui douze mille hommes; mais il eut l'heureuse idée de distribuer sa troupe en colonnes mobiles, engagées dans des directions contraires et dans des marches incessantes et secrètes, forçant ainsi l'ennemi, soit à prolonger sa ligne au point de ne pouvoir la couvrir convenablement, soit à se concentrer sans avoir devant lui un adversaire qu'il pût attaquer en masse.

Désespérant de venir à bout de Mina par la force, les Français mirent sa tête à prix. Reille, gouverneur de Pampelune, en offrit 6,000 piastres fortes, par son ordre du jour du 24 août, plus 4,000 pour son second, Don Antonio Cruchaga, et 2,000 pour chacun des autres chefs. A ces indignes moyens, on joignit encore l'artifice et la séduction. Ce fut ainsi que, dans le même temps, quelques-uns des habitans notables de cette ville, et entre autres Don Joaquin Navarro, de la députation du royaume, avec qui Mina avait eu autrefois des relations, envoyèrent auprès de lui Don Francisco Aguirre Echécharri pour lui offrir des grâdes, des honneurs, des richesses, s'il voulait sacrifier la cause de sa patrie à celle de Napoléon. Mina, qui avait besoin de reprendre haleine, d'autant plus qu'il se voyait serré de près par l'ennemi au moment même où la division Séveroli entrait en Navarre avec d'autres troupes, demanda du temps pour répondre, sans adhérer à la proposition, prétextant qu'avant tout il avait besoin de s'entendre avec son second, Cruchaga. Impatiens de ce retard, ceux qui avaient ouvert la négociation dépêchèrent de nouveaux émissaires : d'abord un Français nommé Pellou, d'une sagacité éprouvée; puis un Espagnol connu sous le nom de Sébastian Iriso. Mina, voulant encore gagner du temps, convoqua, pour le 14 septembre, une junte à Léoz, à quatre lieues de Pampelune, où il promit d'assister

en personne, à condition qu'on y verrait aussi les trois individus qui lui avaient été successivement envoyés, et en outre Don Joaquin Navarro et un nommé Don Pédro Mendiri, chef d'escadron de gendarmerie. La proposition fut acceptée, et, au jour marqué, ils arrivèrent tous à Léoz, excepté Mendiri. Mina fut vivement contrarié de cette absence : malgré les excuses qu'on s'empressa de lui donner, il ne put se défendre de quelques soupçons, que des lettres confidentielles de Pampelune vinrent bientôt confirmer. Ces lettres l'avertissaient qu'on lui tendait un piége, et que Mendiri parcourait la campagne, épiant le moment où Mina, ébloui des offres qui lui étaient faites, se négligerait, et pourrait être ainsi facilement défait et sacrifié.

Révolté de cette trahison, Mina fit arrêter les quatre commissaires, et s'éloigna de Léoz en les emmenant avec lui. L'événement fut défiguré plus tard par les Français et leurs partisans, lesquels accusèrent Mina de perfidie ; accusation qui trahissait le dépit de n'avoir pu réussir dans cette odieuse machination. Toutefois, les commissaires étant venus à Léoz sur parole, et leur trahison ou complicité ne pouvant être prouvée, il eût mieux valu pour Mina ne les point retenir prisonniers, que de s'exposer à ce qu'ils dussent leur liberté, comme cela arriva en effet, aux hasards de la guerre.

Ce fut peu après cet événement, et lorsque Sévéroli et d'autres troupes eurent quitté la Navarre, que Mina pénétra dans l'Aragon, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Le 11 octobre, il attaqua, à Egea, un poste de gendarmerie, dont les soldats parvinrent à s'échapper à la faveur de la nuit, mais non toutefois sans perdre du monde dans leur fuite. Mina marcha aussitôt sur Ayerbe, et, le 16, il força la garnison française à se renfermer dans un couvent fortifié

u'il bloqua; mais il dut bientôt faire face à d'autres oins. Le commandant français qui gouvernait Saraosse en l'absence de Musnier, instruit de l'arrivée es Espagnols à Egea, détacha une colonne pour les ontenir. Ceccopieri, à la tête de ce détachement, renontra sur sa route les gendarmes qui venaient de s'éhapper, et, jugeant inutile alors de poursuivre sa marche sur Egea, il changea de direction et se porta sur Ayerbe à la recherche de Mina. Mais à peine arrivé dans cette ville, où l'attendaient les Espagnols postés sur les hauteurs contiguës, il lui parut prudent, après une démonstration insignifiante, de se retirer en prenant la route de Huesca. Enhardis par ce mouvement de retraite, les nôtres inquiétèrent les Français dans leur marche, qui ne fut pas aussi tranquille qu'ils se l'étaient imaginé. Mina, avec son habileté et son audace ordinaires, les serra de près et les enveloppa, de telle sorte qu'ils furent obligés de former le carré. Ce fut ainsi qu'on les repoussa jusqu'au-delà de Plasencia de Gallego, où, épuisés de fatigue et affaiblis par de nombreux combats, ils furent attaqués avec impétuosité à la baïonnette par Don Gregorio Cruchaga, et finirent par se rendre : six cent quarante soldats et dix-sept officiers furent faits prisonniers; il y avait parmi eux grand nombre de blessés; le commandant Ceccopieri lui-même le fut très-grièvement. Plus de trois cents hommes étaient restés sur le champ de bataille.

Musnier, effrayé et craignant même pour la ville de Saragosse, en reprit précipitamment le chemin; mais bientôt, s'étant un peu rassuré, il résolut de marcher contre Mina et de lui enlever ses prisonniers, en se concertant à cet effet avec les gouverneurs et les généraux français des provinces immédiates. Efforts et combinaisons superflus! Mina échappa avec une adresse admirable à tous les dangers, et, après

avoir traversé l'Aragon, la Navarre et le Guipuzcoa, il embarqua à Motrice, au commencement de novembre, tous les prisonniers à bord de la frégate anglaise *l'Iris* et d'autres bâtimens, après avoir forcé aussi la garnison française de ce port à se rendre.

On conçoit combien Suchet devait souffrir de pareils événemens; car, outre les pertes réelles qui en résultaient, ils lui enlevaient encore des forces qui lui étaient fort nécessaires. Il avait long-temps attendu la division Sévéroli, et, pendant quelque temps, ce fut bien vainement qu'elle s'était incorporée à son armée. Elle ne suffisait même pas à Musnier pour couvrir l'Aragon, et pour maintenir à grand'peine la liberté des communications. Des deux brigades qui composaient la division, il se vit obligé d'en placer une, sous les ordres de Bertoletti, à Cincovillas, sur la gauche de l'Èbre; et l'autre, sous le commandement de Mazzuchelli, à Calatayud et à Daroca.

La dernière fut bientôt appelée au secours de Molina, dont le fort se trouvait de nouveau bloqué par Don Juan Martin. Elle arriva précisément lorsque le commandant Brochet était sur le point de se rendre. Mazzuchelli le délivra, le 25 octobre; mais ce ne fut point sans difficulté, car il eut à soutenir un rude combat contre l'Empecinado, à Cubillejos, où l'ennemi perdit beaucoup de monde. En résultat, les Français firent sauter le château Molina, et l'abandonnèrent.

Don Juan Martin continua ses excursions, soit seul, soit avec Duran, ou accompagné des troupes de celui-ci, sous les ordres de Don Bartolomé Amor. Il fit capituler, le 6 novembre, la garnison de la Almunia, forte de cent cinquante hommes; il soutint plusieurs attaques, parcourut tout l'Aragon, fit des prisonniers, enleva des bagages, et intercepta quelquefois les communications avec Valence, dans la direction de Teruel.

Duran, de son côté, quand il dirigeait seul ses opérations, ne demeurait pas non plus inactif : à Manchonès, et surtout, le 30 novembre, à Osunilla, province de Soria, il remporta des avantages. De retour ensuite en Aragon, et réuni à l'Empecinado par une nouvelle disposition de Blake, ils s'établirent tous deux, le 23 décembre, à Milmarcos, province de Guadalajara, sous les ordres du comte del Montijo, qui avait aussi douze cents hommes, et était chargé du commandement en chef.

C'était ainsi que les Espagnols, occupant l'ennemi sur le territoire de la Catalogne et de l'Aragon, arrêtaient l'exécution de ses vues sur Valence. Les événemens qui se passèrent à Grenade et à Ronda contribuèrent également à détourner son attention. Là, le troisième corps d'armée se trouvait très-affaibli par l'absence des troupes que Mahy avait retirées, et il est probable que les Français eussent attaqué et menacé Valence du côté de Murcie, sans la présence de Don Francisco Ballesteros, débarqué, comme nous l'avons dit, à Algésiras. Ce général prit terre le 4 septembre, et son expédition se liait au plan de défense que Don Joaquin Blake avait tracé pour Valence. Ballesteros établit son camp à Ximena, et les mesures qu'il prit, soit conciliantes, soit énergiques, relevèrent l'esprit de la contrée.

Pour arrêter l'élan imprimé à la population, le colonel Rignoux, qui avait reçu du renfort de Séville, fut envoyé contre le général espagnol. Il menaça Ximena, qu'évacua Ballesteros dans la vue de tromper et d'attirer l'ennemi, ce qui réussit parfaitement. Rignoux, en effet, s'étant avancé sur Saint-Roch avec une confiance arrogante, fut attaqué à l'improviste de front et de flanc, et mis en déroute avec une perte de six cents hommes. Le maréchal Soult prit alors contre Ballesteros des dispositions plus sérieuses ; il donna

l'ordre au général Godinot de se porter en avant avec cinq mille hommes, et fit mettre à la fois en mouvement, dans la direction de la Sierra, les généraux Sémélé et Barroux, le premier venant de Veger, le second, du côté de Malaga. Toutes ces forces réunies pouvaient s'élever à neuf ou dix mille hommes, et se flattaient déjà d'envelopper celles de Ballesteros. Mais celui-ci se replia à temps, et se plaça adroitement, le 14 octobre, sous la protection du canon de Gibraltar. Les Français arrivèrent dans la plaine de Saint-Roch et s'étendirent par la droite à Algésiras, dont les habitans se sauvèrent à l'Ile-Verte.

Echouant ainsi dans son projet de détruire Ballesteros, Godinot voulut, sans cesser de l'observer, explorer les environ de Tarifa, et s'emparer même de cette place par surprise. Mais il ne fut pas plus heureux. Ses troupes s'avancèrent dans la direction del Boquete de la Peña, le long de la côte; c'était un passage étroit, placé sous le feu de la marine anglaise, et les Français, n'ayant pu le traverser, furent obligés de se retirer le 18 octobre, et de revenir à Algésiras. Même sans cet obstacle, le général Godinot ne fût jamais venu à bout de son dessein. La garnison de Tarifa avait été renforcée de douze cents Anglais, aux ordres du colonel Skerret, que nous avons vu à Tarragone, et de mille Espagnols, dont cent hommes de cavalerie, sous les ordres du général Copons.

Cependant les bandes armées des montagnes de Ronda renouvelèrent leurs excursions accoutumées, inquiétèrent les derrières de l'ennemi, et lui coupèrent les vivres : tellement, que Godinot fut forcé de se replier faute de provisions, et que Ballesteros maltraita son arrière-garde. Le général français retourna à Séville. Là, ayant reçu des reproches du maréchal Soult, qui lui en voulait depuis l'affaire de Zugar, dont il n'avait pas su profiter assez, sa raison s'égara, et il

e tua dans son lit avec le fusil d'un de ses fonctionnaires. Il avait commandé à Cordoue, et avait commis de tels excès, de telles extravagances, qu'on le regardait dès lors comme atteint de folie.

Ballesteros, mettant à profit la retraite de l'ennemi, dissémina ses troupes pour déguiser un projet d'attaque, et les rallia ensuite à Prado del Rey; puis il marcha de nuit, secrètement, et surprit, le 5 novembre, à Bornos, sur la rive droite du Guadalete, le général Sémélé, qu'il mit en fuite après lui avoir pris cent hommes, des mules et des bagages.

Fatigué de cette guerre sans fin, Soult voulut essayer de nouveau des moyens de terreur, en mettant à exécution, à l'égard d'un malheureux prisonnier, le féroce décret qu'il avait rendu l'année précédente. Le nom de ce prisonnier était Juan-Manuel Lopez ; il était sergent, avait vingt ans de service, et appartenait à la division Ballesteros. Il avait été pris s'occupant, selon les instructions de son général, de mettre des chevaux en réquisition, et de disperser quelques bandes de brigands, qui, sous le manteau du patriotisme, volaient et commettaient des exactions. Les circonstances du procès qui lui fut intenté imprimèrent à cette affaire un caractère monstrueux. La junte criminelle de Séville refusait de juger Lopez ; Soult l'y contraignit, et lui ordonna de plus d'appliquer dans le cas présent, au lieu de la peine du *garrote*, le supplice de la potence, quoiqu'il fût défendu par le roi Joseph. Cependant le prétendu coupable fut absous par la junte. Soult, irrité, ordonna qu'on revît le procès, sans réussir toutefois dans son odieux dessein. Plus furieux encore, il créa un nouveau tribunal criminel, composé d'autres juges ; mais ceux-ci prononcèrent également une sentence d'absolution, se bornant à déclarer Lopez prisonnier de guerre. Alors la joie fut universelle à Séville ; elle se

manifesta ouvertement dans les rues, sur les places publiques et chez toutes les classes de citoyens. Mais, ô comble d'atrocité! tandis que l'infortuné Lopez recevait encore les félicitations de la population, on vint lui notifier qu'une commission militaire, nommée par l'implacable maréchal, venait de le condamner à être pendu, sans l'accomplissement d'aucune formalité légale, et, le 29 novembre, cette sentence inique reçut son exécution. L'âme se brise à l'idée de tant de cruauté et de barbarie; et, si les preuves n'abondaient pas, personne ne voudrait croire que la haute puissance d'un maréchal de France se fût ainsi acharnée tout entière sur une proie si faible, sur un soldat, sur un vétéran couvert d'honorables cicatrices!

SOMMAIRE

DU LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Lord Wellington à Fuenteguinaldo. — Sixième armée espagnole. — Abadia succède à Santocildès. — Position de la sixième armée. — Les Français l'attaquent. — Elle se retire. — Combats qu'elle soutient dans sa retraite. — Les Français se replient. — Position de Wellington à Fuenteguinaldo. — Dorsenne et Marmont combinent leurs mouvemens pour secourir Ciudad-Rodrigo. — Ils secourent cette ville et attaquent Wellington. — Combat du 25 septembre. — Combats du 27. — Nouvelles positions de Wellington. — Les Français se retirent. — Wellington à Freineda. — Il se prépare à mettre le siége devant Ciudad-Rodrigo. — Don Julian Sanchez s'empare du gouverneur français de cette place. — Lettre de Don Carlos d'Espagne au gouverneur de Salamanque. — Cinquième armée espagnole. — Sévérité de Castaños. — Pedrezuela et sa femme. — Le corrégidor Ciria. — Temprano le partisan. — Les Anglais et les Espagnols se réunissent pour une entreprise sur l'Estrémadure. — Glorieuse affaire de Arroyomolinos. — Encore une fois la sixième armée. — Mesures inconsidérées de Abadia. — Les Français envahissent de nouveau les Asturies. — Septième armée. — Le commandement en est donné à Mendizabal. — Porlier. — Il entre à Santander. — Don Juan Lopez Campillo. — Longa, el Pastor et Mérino. — Mina. — Son décret de représailles. — Evénemens militaires de Valence. — Suchet passe le Guadalaviar, le 26 décembre. — Mahy se retire avec une partie des troupes sur le Jucar. — Blake opère avec le reste sa retraite

---

HISTOIRE

DU

SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Tandis que de sombres nuages menaçaient Valence, sans que rien suffît à les dissiper, ni les efforts de sa propre province, ni ceux des provinces voisines, il sera bien que nous voyions ce qui se passait à l'occident de l'Espagne, et dans les lieux limitrophes.

Lorsque, au mois de juillet, en suivant le mouvement rétrograde du maréchal Marmont, lord Wellington eut traversé le Tage, il s'achemina vers le nord, et fut asseoir son camp, le 10 août, à Fuenteguinaldo, faisant mine de menacer Ciudad-Rodrigo.

Il demeura néanmoins jusqu'à la mi-septembre dans une immobilité que les Français, impatiens d'étendre leur domination, mirent à profit pour attaquer la sixième armée espagnole, se flattant de la détruire, et de pouvoir peut-être ensuite faire une rapide incursion dans le royaume de Galice.

L'exécution de ce plan appartenait au général Dorsenne, qui commandait en chef les troupes et les districts soi-disant du nord, et que favorisaient, dans sa propre opinion, non-seulement l'inaction de lord Wellington, mais encore les changemens survenus dans le commandement des forces espagnoles.

Nous avons vu toute l'habileté avec laquelle Don José Santocildès commandait la sixième armée, et combien, d'accord avec le chef d'état-major, Don Juan Moscoso, il travaillait à son instruction. Il semblait qu'une conduite aussi digne d'éloge eût dû lui faire conserver son commandement. Une fatale destinée en disposa d'une autre manière. Don Francisco-Xavier Abadia ne tarda pas à le remplacer. On attribua ce changement au général Castaños, qui, bien que de loin, continuait à exercer une certaine suprématie sur la sixième armée, et le bruit se répandit sourdement dans le public qu'il y avait été poussé par les inspirations de quelque secret rival, ou par d'autres motifs non moins répréhensibles. Abadia se présenta à ses troupes vers le milieu d'août.

A cette époque, l'armée en question était cantonnée de la manière suivante : l'avant-garde, sous les ordres de Don Federico Castañon, à San-Martin de las Torres, et aux environs du pont de Cebronès; la troisième division, commandée par le brigadier Cabrera, à la Bañeza; la deuxième, maintenant aux ordres du comte de Belveder, près du pont d'Orbigo; un corps de réserve était logé à Astorga; et la première division restait, comme avant, dans les As-

turies. Nous avons indiqué, dans un autre lieu, le total de ces forces, dont l'effectif avait plutôt augmenté que diminué.

Elles ne cessèrent pas leurs hostilités contre l'ennemi, malgré les événemens qui signalèrent les premiers jours de juillet et que nous avons déjà rapportés ; il faut ajouter que quelques détachemens de l'armée surprirent, le 16 août, la garnison française du village de Almendra, où ils firent plus de cent trente prisonniers.

Ce fut le 25 du même mois, lorsque Dorsenne essaya de les attaquer, que les nôtres se préparèrent enfin à la retraite, devant les forces supérieures qui s'avançaient contre eux. Abadia, en sa qualité de nouveau venu, ne connaissant pas à fond l'état de discipline de ses soldats, doutait du succès : c'est pourquoi, par un sentiment de modestie bien louable, il laissa à Santocildès et à Don Juan Moscoso la principale direction des opérations.

Celles-ci eurent pour objet d'exécuter une retraite en partie excentrique, au moyen de laquelle on voulait parvenir à ne point agglomérer les troupes sur un seul point, à couvrir les différentes entrées de Galice, quelques-unes de celles des Asturies, et à établir des communications sur la droite avec les Portugais que commandait, à Tras-os-Montès, le général Silveira. Manœuvre utile en pareille circonstance, et souvent convenable dans les guerres nationales, ainsi que le dit avec raison M. de Jominy. (*Tableau analytique des principales opérations de la guerre*, etc.)

Lorsqu'ils se portèrent en avant, les Français tombèrent d'abord sur la division cantonnée à la Bañeza, qui, après avoir soutenu avec bravoure une attaque des lanciers ennemis, se replia en bon ordre sur Castrocontrigo, et de là, ainsi qu'elle en avait l'ordre, sur la Puebla de Sanabria. Ensuite, le soir du

même jour, 25, les Français attaquèrent l'avant-garde et la deuxième division, lesquelles se dirigèrent sur Castrillo pour se joindre à la réserve.

Une fois réunis, ces trois derniers corps ou divisions prirent ensemble, le 26, la route du défilé de Fuencebadon, excepté le premier régiment del Ribero, qui, renforcé plus tard par le deuxième des Asturies, défendit, le 27, avec valeur le défilé de Manzanal.

Ce même jour, l'armée française pénétra dans les gorges de Fuencebadon, où Castañon et la réserve, occupant les hauteurs qui se trouvent entre Riego et Molina-Seca, se défendirent long-temps. Ici, de même qu'à Manzanal, les ennemis reçurent une rude leçon : leur perte fut considérable, et ils comptèrent parmi les morts le général Corsin et le colonel Barthez, laissant en trophée à nos soldats l'aigle du 6ᵉ régiment d'infanterie. . . . .

Cependant les Français, après avoir grossi leurs rangs, passèrent outre et se répandirent dans le pays du Vierzo. Pour Abadia, en même temps qu'il établissait son quartier-général près du pont de Domingo-Florez, couvrant de ce côté la Galice, il fit retirer l'artillerie, qui était à Villa-Franca, vers Lugo, détacha du même côté quelques forces pour garder les hauteurs de Valoarce, et plaça à Toreno, afin de fermer les passages des Asturies les plus voisins, les corps qui avaient combattu à Manzanal. . . .

Par suite de ces mesures, ainsi que de la belle défense qu'avaient faite les Espagnols dans les montagnes, et à cause des craintes qu'inspirait la Galice, dont l'ennemi se rappelait la résistance, Dorsenne arrêta sa marche, et ne s'avança pas plus loin que Villafranca del Vierzo, ayant perdu l'espoir de réaliser dans ce royaume la prompte et heureuse irruption qu'il y projetait. Mais ses troupes ne laissèrent pas que de saccager les endroits où elles passèrent, et emme-

nèrent plusieurs personnes en ôtages dans leur retraite les 30 et 31 août, pour répondre du paiement des lourdes contributions qu'ils avaient imposées. Abadia gagna de nouveau du terrain, et jusque-là se conduisit de telle manière que sa nomination ne produisit ni changement ni altération notable dans l'armée ; il n'avait d'ailleurs agi jusque alors, ainsi que nous l'avons remarqué, que d'accord avec son prédécesseur. Plût au ciel qu'il n'eût jamais oublié une aussi sage résolution !

L'approche de nos troupes, et une démonstration menaçante de celles de la Puebla de Sanabria, accélérèrent la retraite de Dorsenne, qui se contenta de conserver et de fortifier Astorga. Il fut, d'ailleurs, poussé à prendre ce parti par le maréchal Marmont, qui avait besoin d'être soutenu pour un mouvement qu'il projetait sur l'Aguéda et ses environs.

De ce même côté, lord Wellington, toujours immobile à Fuenteguinaldo, avait résolu de réduire par la famine Ciudad-Rodrigo, où la disette de vivres se faisait sentir. Dans ce but, et persuadé du succès si l'ennemi ne se portait pas en force au secours de la place, il forma une ligne qui, de l'Azava inférieur, se prolongeait par le Carpio, Espeja et le Bodon, jusqu'à Fuenteguinaldo. Ce dernier endroit, servant de siége au quartier-général, fut fortifié au moyen d'ouvrages de campagne, et le général anglais y plaça la quatrième division ; puis, il détacha sur la droite de l'Aguéda la division des troupes légères, et plaça sur les mamelons, à gauche de la même rivière, la troisième division avec la cavalerie, postant une avant-garde à Pastorès, à une lieue de Ciudad-Rodrigo. Le général Graham, qui, de l'île de Léon, avait passé à l'armée anglaise et succédé à sir Bren Spencer en qualité de second de Wellington, commandait les troupes de la gauche, cantonnées dans la partie inférieure de l'Azava : pour

la partie supérieure, elle était occupée par sir Stapleton Cotton, qui formait le centre, avec presque toute la cavalerie. En fait d'Espagnols, il n'y avait là que Don Julian Sanchez, et Don Carlos d'Espagne, envoyé par Castaños pour lever des recrues dans la Vieille-Castille et prendre le commandement de ces districts; ces deux chefs parcouraient le pays le long de l'Aguéda, en descendant la rivière. La cinquième division anglaise fut destinée à observer la position de Peralès, en restant à l'arrière-garde de la droite, et la septième division, établie à Alamedilla, servait de réserve. Quant au reste des forces anglo-portugaises, le lecteur se rappellera que lord Wellington les avait laissées dans l'Alentejo, aux ordres du général Hill, pour y veiller à la défense de la gauche du Tage et parer aux événemens de la guerre dans l'Estrémadure espagnole.

Le mouvement que Marmont projetait sur l'Aguéda, et pour lequel il lui fallait avoir recours au général Dorsenne, avait pour but de secourir Ciudad-Rodrigo, dont la position devenait excessivement critique. Le maréchal français se mit en marche, de Plasencia, le 13 septembre, après avoir pris diverses précautions, telles que celle de faire construire une redoute dans le *port* de Baños, d'assurer l'établissement de ponts et de bacs sur certaines rivières, et de placer en observation le général Foy, avec la sixième division, pour garder la route militaire et les passages de la *Sierra*.

Marchant à la rencontre l'un de l'autre, chacun de son côté, Dorsenne et Marmont se joignirent, le 22, près de Tamamès. Dans le corps du premier, se trouvait déjà incorporée une division commandée par le général Souham, laquelle appartenait aux troupes qui étaient entrées dernièrement en Espagne, en même temps que les régimens italiens de Severoli; et sans

crainte de se tromper, on peut calculer que les forces ennemies qui se dirigeaient maintenant sur Ciudad-Rodrigo s'élevaient à soixante mille hommes, six mille de cavalerie et une nombreuse artillerie.

A l'approche des Français, lord Wellington ne fit aucun mouvement pour empêcher l'introduction de secours dans la place; il se contenta d'attendre les ennemis dans la position qu'il occupait. Ceux-ci vinrent l'attaquer le 25. Le général Wathier engagea le combat avec quatorze escadrons, vers la partie inférieure de l'Azava, qu'occupait Graham, et culbuta les avant-postes; mais ceux-ci, revenant bientôt à eux et se trouvant appuyés, regagnèrent le terrain perdu. Ce n'était pas, du reste, une tentative sérieuse, mais seulement un semblant d'attaque. La principale intention de nos adversaires était d'assaillir la troisième division anglaise, qui avait pris position sur les mamelons que l'on aperçoit entre Fuenteguinaldo et Pastorès. Pour cela, Marmont mit en mouvement trente à quarante escadrons, commandés par le général Montbrun, et beaucoup d'artillerie, dont la manœuvre devait être soutenue par quatorze bataillons. Lord Wellington fut un instant dans le doute si les ennemis attaqueraient la position dont nous avons fait mention, par la grand'route qui conduit à Fuenteguinaldo, ou par les villages de Encina et du Bodon. Une fois certain que ce serait par la grand'route, il porta de grandes forces sur ce point. Les Anglais qui s'y trouvaient postés, quoique seuls au commencement et en petit nombre, se défendirent avec intrépidité contre la cavalerie et l'artillerie ennemies, et reprirent deux pièces qu'ils avaient abandonnées dans une précédente attaque.

L'infanterie française n'était pas encore arrivée; mais Wellington, instruit de son approche, et calculant que probablement elle serait rendue sur le lieu

de l'attaque avant l'arrivée des principaux renforts anglais, qui avaient été mandés d'endroits plus éloignés, résolut d'abandonner les mamelons attaqués, et de faire retirer à Fuenteguinaldo les troupes qui les défendaient. Elles exécutèrent ce mouvement, formées en bataillons carrés et dans un ordre admirable, sans se laisser entamer par les charges vigoureuses de la cavalerie française. Un seul corps demeura coupé; ce fut la petite avant-garde qui couvrait la hauteur de Pastorès et que commandait le lieutenant-colonel Williams; mais cet officier, loin de perdre la tête, se tint tranquille, et, donnant une heureuse preuve d'intelligence, il remonta l'Aguéda par sa rive droite jusqu'à Robleda, où il repassa la rivière, et réussit, vers le soir, à rejoindre le gros de l'armée à Fuenteguinaldo.

Là, Wellington établit le même jour le centre de sa position, modifiant celle qu'il avait précédemment occupée, en plaçant sa droite du côté des gorges ou *ports* de Peralès et sa gauche à Navavel. Pour Don Carlos d'Espagne et l'infanterie espagnole, il les posta près du Coa, et envoya la cavalerie aux ordres de Don Julian Sanchez sur les derrières de l'ennemi.

Les Français réunirent, le 26, tout leur monde, et, examen fait de la position de Fuenteguinaldo, ils la jugèrent tellement forte qu'ils renoncèrent à l'attaquer. Wellington ne pensait pas de même, ce qui le fit rétrograder de trois lieues, plaçant, le 27, sa droite à Aldea-Velha, sa gauche à Bismula, et le centre à Alfayatès, ancien camp romain, aujourd'hui petite ville de Portugal, sur un lieu élevé entouré de vieux murs. Ce jour-là, deux divisions de l'armée française suivant la trace des alliés eurent de vifs engagemens avec eux, et la quatrième division anglaise perdit et reprit deux fois Aldea da Ponte.

Non encore satisfait de cette dernière position, et

s'en tenant à un plan général d'opérations antérieurement tracé, Wellington se retira une lieue en arrière pour occuper des positions qui s'étendaient le long de la corde de l'arc formé par le Coa, près de Sabugal, laissant à sa droite la chaîne ou *sierra* das Mesas, et à sa gauche le village de Rendo, où il présenta la bataille aux Français. Mais ceux-ci la refusèrent, ayant obtenu ce qu'ils désiraient, de dégager Ciudad-Rodrigo.

Dans les combats des 25 et 27, les Anglais perdirent environ deux cent soixante hommes, et les Français pas davantage. Ce fut à l'une de ces journées que le prince d'Orange vit le feu pour la première fois, et se distingua aux côtés de lord Wellington, qu'il accompagnait en qualité d'aide-de-camp, exposant sa personne pour l'indépendance d'un pays bien détesté, deux siècles auparavant, par ses illustres et belliqueux ancêtres, les Guillaumes et les Maurices. Tels sont la marche et les continuels reviremens des choses de ce monde.

Les deux généraux français se séparèrent bientôt, ne pouvant rester ensemble, tant par des motifs de rivalité qu'à cause du manque de subsistances, et parce qu'ils étaient menacés sur d'autres points. Dorsenne se retira donc vers Salamanque et Valladolid; Marmont, du côté de Plasencia.

Lord Wellington aussi prit de nouveaux cantonnemens, et fixa son quartier-général à Freineda. Ce fut heureux pour lui que les Français ne l'eussent pas assailli, le 25, avec toute leur armée, ni attaqué, le 26, dans la position de Fuenteguinaldo. Les forces considérables qu'ils avaient avec eux auraient pu lui porter une rude atteinte : tant il est certain qu'à la guerre la fortune joue toujours un grand rôle.

Ce fut alors que lord Wellington commença les préparatifs qu'exigeait la formation du siége de Ciudad-

Rodrigo. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, ce qui se passait dans les autres parties de l'Espagne lui laissait un grand loisir pour ses opérations, et les manœuvres des partisans qui se tenaient dans les environs, particulièrement celles de Don Julian Sanchez, ne lui furent pas non plus désavantageuses.

Entre autres actions remarquables de ce chef, il faut citer celle qui eut lieu, le 15 octobre, aux alentours de Ciudad-Rodrigo. Les ennemis menaient paître leurs bestiaux hors de la ville; Sanchez, désireux de s'en emparer, plaça en embuscade trois cent soixante fantassins et cent trente cavaliers sur les deux rives de l'Aguéda, en aval de la rivière. Tandis que les nôtres guettaient l'ennemi et se préparaient à le surprendre, le gouverneur français Renaud sortit de la place avec douze hommes à cheval pour faire une reconnaissance. Alors, une partie de l'embuscade se jetant sur lui et sur son escorte s'empara de sa personne, à la gauche de la rivière, en même temps qu'à la droite, les autres capturaient environ cinq cents pièces de bétail, tant bœufs que chèvres. Renaud se désespérait de son malheur : pour Don Julian, il essaya de le consoler en lui donnant un souper accompagné de musique, et aussi splendide que le permettaient les conditions précaires de son camp nomade.

D'Espagne incommodait aussi l'ennemi : irrité de ce que le général Mouton, commandant un corps de troupe qui était entré à Ledesma, eût fait fusiller six de nos prisonniers, vingt-quatre heures après les avoir pris, il fit essuyer le même traitement à un certain nombre de Français, et écrivit, le 12 octobre, au gouverneur de Salamanque, Thiebaud, une lettre dans laquelle on remarquait les passages suivans : « Il faut « que votre excellence entende et fasse entendre aux « autres généraux français que toutes les fois que pa- « reille violation des lois de la guerre aura lieu de

« leur part, ou que des excès seront commis sur une « commune ou un particulier, j'infligerai inexorable- « ment le même châtiment aux officiers et soldats fran- « çais..... et de la sorte, on sera finalement obligé de « comprendre que la guerre actuelle n'est pas comme « celles qui se font ordinairement entre souverains « absolus, lesquels sacrifient le sang de leurs malheu- « reux peuples pour satisfaire leur ambition, ou par « un mis érable motif d'intérêt; mais que c'est la « guerre d'un peuple libre et vertueux, qui défend « ses propres droits et la couronne d'un roi auquel « il a librement et spontanement juré et promis obéis- « sance, moyennant l'établissement d'une sage cons- « titution, propre à assurer la liberté politique et le « bonheur de la nation. » Voilà ce que disait le comte d'Espagne en 1811.

Sur la droite de lord Wellington, Don Francisco-Xavier Castaños, à la tête de la cinquième armée, et soutenu par les troupes auxiliaires du général Hill, ne donnait pas peu à faire aux Français.

Quoique le commandement de ce chef espagnol s'étendît sur la sixième armée, et comprît également plus tard celui de la septième, les effets immédiats de son autorité ne se faisaient communément sentir qu'en Estrémadure et sur les points qui en étaient le plus rapprochés. Castaños s'y montra fort sévère pour les désertions, les infidélités et les autres fautes, ce qui faisait contraste avec l'apparente douceur de son caractère. Il est vrai de dire qu'il y eut telle occasion, où il exerça sa justice sur des criminels dont la conduite fait trembler d'horreur et d'épouvante. Rien de plus affreux que l'aventure de José Pedrezuela et de sa femme Maria-Josefa del Valle. Après avoir rempli quelque-temps les rôles de *père noble* au théâtre *del Principe* à Madrid, le premier s'intitula commissaire royal du gouvernement légitime, et remplit cette pré-

tendue charge à Piedralavès et à Ladrada, bourgs de la province de Tolède. Les habitans et les guérillas de la contrée lui obéissaient aveuglément, dans la croyance qu'il était envoyé par le gouvernement de Cadix. L'occupation du pays par l'ennemi favorisait cette erreur. Cependant, Pedrezuela et son épouse furent convaincus d'avoir condamné à des supplices barbares, sans autorité ni jugement, plus de treize personnes. Cet homme exécutait les sentences par lui-même, ou les faisait exécuter à minuit dans un bois ou une ferme, en criblant ses victimes de coups de poignard, ou en les tuant d'un coup de fusil dans l'oreille. Ces meurtres étaient accompagnés quelquefois d'autres horreurs, et quoique on ne pût prouver aux coupables que treize assassinats, on leur en imputait avec fondement plus de soixante. La femme de Pedrezuela, créature d'une férocité raffinée, condamnait en l'absence de son mari, et le surpassait même en cruelle fureur et en acharnement. Ils cherchaient à colorer leurs atrocités du nom de patriotisme, et ils sacrifièrent ainsi plusieurs personnes respectables, entre autres Don Marcelino Quevedo, *assesseur* des *guérillas* de la province de Tolède. Egaré de la sorte, et contenu par le respect qu'il portait au gouvernement légitime, le peuple se soumit pendant trois mois à l'autorité du soi-disant commissaire. Enfin l'intrigue et la fausseté de cette prétendue mission furent découvertes : l'ordre fut donné de se saisir de ce couple, si sanguinaire et si bien assorti, et Castaños ordonna de lui faire son procès. L'instruction terminée, les juges condamnèrent le mari à être pendu et mis en quatre quartiers, et la femme à la peine du *garrote* ou de la strangulation : leur exécution eut lieu le 9 octobre à Valencia-de-Alcantara : juste, quoique tardive punition de si horribles crimes.

S'ils n'étaient pas d'une noirceur plus profonde, les

-imes dont fut accusé Don Benito-Maria de Ciria, capitaine en retraite, et actuel corrégidor pour le roi Joseph à Almagro, ne laissent pas que d'avoir un caractère bien affreux. On l'appelait le Néron de la Manche. Ses concussions et le nombre d'innocentes victimes envoyées par lui à l'échafaud lui avaient valu le nom terrible. Ce fut le 29 octobre, près de la ville en question, que Don Eugenio Sanchez le prit, tandis que son chef, Don Juan Vaca, major du corps franc des hussards de Don Francisco Abad (Chaleco) attaquait la garnison ennemie, la battait et lui faisait un assez grand nombre de prisonniers. Un conseil de guerre, réuni par ordre de Castaños, condamna Ciria, le 25 octobre, à la peine du *garrote*, qui fut exécutée dans la même ville de Valencia de Alcantara. Mais détournons les yeux de scènes aussi affligeantes, déplorables effets de nos discordes civiles.

D'autres faits d'un caractère vraiment noble et ne laissant après eux aucune impression triste s'accomplissaient dans ces parages. Nous ne nous arrêterons pas aux nombreux et divers faits d'armes des *guérillas*, quoiqu'il soit juste de faire ici mention honorable du partisan Don Antonio Temprano, qui délivra, le 8 du mois d'octobre, aux portes mêmes de Talavera, le colonel anglais J. Grant, fait prisonnier peu auparavant à Aceuche.

Notre plume va tracer maintenant les détails d'un combat plus important dans ses résultats et bien glorieux pour nos armes. Les ennemis avaient cherché à rétrécir le faible espace qu'occupait la cinquième armée en Estrémadure, dans le but de la priver des ressources limitées qu'elle tirait du pays, et d'élargir la sphère, aussi fort circonscrite, de leurs propres ressources. Dans ce double but, le général Girard s'établit à Cacerès et s'étendit jusqu'à las Brozas, soutenu par une colonne de quatre mille fantassins et

mille chevaux appartenant au cinquième corps français, qui, sous les ordres du général Drouet, continuait à occuper les rives de la Guadiana. Les Français avaient différé cette opération dans la crainte d'en venir aux mains non-seulement avec les Espagnols, mais aussi avec les Anglo-Portugais de Hill. Mais l'immobilité de ces derniers, enfoncés dans l'Alentejo, sans prêter aucune aide aux nôtres, encouragea l'ennemi à s'étendre sur les points que nous avons indiqués. Il parvint à affamer les Espagnols, et la junte de la province, établie à Valencia de Alcantara, ne pouvant même plus fournir le nombre le plus indispensable de rations, Don Francisco-Xavier Castaños s'adressa à lord Wellington et lui proposa un mouvement, de concert avec les troupes alliées.

Le général anglais se rendit aux désirs du nôtre, et Hill se mit en conséquence en marche sur l'Estrémadure espagnole. Celui-ci prit avec lui la majeure partie de ses forces, lesquelles, ainsi que nous l'avons dit, s'élevaient à quatorze mille hommes, et, le 23 octobre, il débouchait déjà par Albuquerque. Le 24, il fut rejoint à Aliseda par Don Pédro-Agustin Giron, second de Castaños et commandant de la colonne destinée à opérer conjointement avec les Anglais, laquelle se composait de cinq mille hommes partagés en deux corps, sous les ordres immédiats de Penne-Villemur et de Don Pablo Morillo.

Gardant toujours le gros de ses forces à Cacerès, le général Girard avait envoyé des détachemens en plusieurs endroits, et notamment trois cents chevaux à Arroyo-del-Puerco, lesquels se retirèrent le 25 à Malpartida, à l'approche de Penne-Villemur qui s'avançait avec la cavalerie espagnole. Les alliés voulurent attaquer les Français dans ce dernier endroit; mais ceux-ci se replièrent sur Cacerès, que le général français abandonna également pour se diriger sur Torremocha

Les nôtres poursuivirent leur marche, et, le 27, ils se réunirent tous à Alcuescar, où ils apprirent avec surprise que Girard se tenait à Arroyomolinos, à une petite lieue de distance. La confiance des Français venait de la persuasion dans laquelle ils étaient que les Anglais ne pénètreraient pas fort avant en Espagne, et aussi de la fidélité avec laquelle les habitans gardèrent le secret de notre marche.

Hill, qui avait le commandement en chef des Hispano-Anglo-Portugais, se détermina pour lors à attaquer; le 28, à deux heures du matin, il mit toutes ses troupes en mouvement. Il pleuvait à torrens et le vent soufflait avec violence; mais l'orage prenant nos soldats à dos, il nous fut plutôt propice que contraire. Avançant ainsi en bon ordre et en silence, nos colonnes se formèrent, encore de nuit, dans un bas-fond, non loin de Arroyomolinos.

Cette petite ville, à six lieues de Cacerès, appartient au district de Mérida, et prend le surnom de *Montanchès*, parce qu'elle se trouve située sur la pente de la Sierra du même nom. Elle est comme isolée, et n'a d'autres communications qu'un petit nombre d'étroits sentiers sur des montées difficiles. Disposés en ordre d'attaque à l'endroit que nous avons indiqué, les alliés se mirent en mouvement à sept heures du matin pour surprendre l'ennemi. Une colonne anglo-portugaise, avec de l'artillerie, commandée par le lieutenant-colonel Stuart, marcha en droite ligne sur le bourg; une autre, composée de l'infanterie espagnole, s'achemina, sous le commandement de Morillo, pour prendre en flanc les maisons par la gauche; et une troisième, également composée de fantassins anglo-portugais, aux ordres de Howard, prit à droite, et se porta en avant pour couper les chemins de Mérida et de Medellin, afin de revenir ensuite tomber sur les Français. Sur le flanc droit de

cette dernière col
gnole, et sur le fl
pour s'être égaré
peu en retard.

Girard ignora
che des alliés, l
cret étant resté
Aussi les troupe
çues, au momen
Mérida. Une b
précédé, en p
du jour; mais l
gages étaient
épais brouillar
marchait sans
des troupes s'
fussent des
troupes angl
que c'étaien
quence d'a
pousser leu

Mais qua
ses soldats
nient du
l'ennemi,
instant.
qui s'était
l'autre se
en marcl
carrés,
troupes
colonne
la retrai
aussi

Espagnols se retirèrent
ançais dans leurs ancie

ord Wellington, il y av
re, il n'en fut pas de mê
e dans les Asturies, où l
aise pente. Don Francis
prudent et sage, chan
l s'occupa, sans motif fond
organisation à son armée, e
il changea chefs, officier
dats, les fit passer d'un cor
onfusion partout, au point qu
les uniformes, un étrange a
et de variétés; et cela, en fa
e indigne de la réputation m
e général, et qui rendait enco
mesure irréfléchie du subit re
e chef d'état-major, Moscoso.
contre l'organisation nouvelle
e caprice et la ténacité soutinre
re le fruit de l'inconsidération. O
Abadia, au lieu de surveiller lu
de son ouvrage, s'absenta de l'ar
rendre les bains, et se rendit en
d'où il envoya, pour le remplacer,
Portago, homme de bonnes inten
ne capacité très-bornée. Enfin, d
ennes et mesures aussi imprudente
nces, il arriva que l'armée ne sorti
et ne se fit voir dans aucune de ses an
ons pour inquiéter l'ennemi et le de
res entreprises.

grande inaction, et persuadés que
hiver, les Anglais ne bougeraient
Français songèrent à envahir de

sauver, avec quelques-uns des siens, en gravissant des rochers escarpés, et se réfugia dans la montagne. Morillo continua de poursuivre les fuyards dans les gorges de las Quebradas, jusqu'à la hauteur d'où l'on découvre Santa-Ana. La fatigue ne permit pas à sa troupe de pousser plus loin. Le combat, d'ailleurs, avait eu déjà un résultat avantageux et honorable. Les ennemis perdirent quatre cents hommes, tant morts que blessés, parmi lesquels le général Dombrousky, le général Brun, le duc d'Aremberg, le chef d'état-major Idri, un grand nombre d'officiers; quatorze cents soldats et sous-officiers demeurèrent prisonniers. L'on prit deux canons, un obusier, le train, deux drapeaux (dont l'un fut enlevé par les Espagnols, l'autre par les Anglo-Portugais), beaucoup de fusils, de sabres, de havresacs et de chevaux, et tous les bagages. Cette division française, enfin, disparut tout entière, à l'exception d'un petit nombre d'hommes, qui suivirent Girard, et de la brigade de Rémond, qui, étant partie d'avance d'Arroyomolinos, ne prit point part au combat, et n'en eut même pas connaissance jusqu'à son arrivée à Mérida. La satisfaction des alliés s'accrut encore lorsqu'ils virent le peu de monde qu'ils avaient perdu, à savoir : les Anglo-Portugais, soixante-onze hommes; les Espagnols, trente environ. Tous les chefs procédèrent avec accord, habileté et sagesse; les nôtres, Giron, Morillo et Penne-Villemur, se distinguèrent assurément, le premier dans la direction des mouvemens, les deux autres dans leur exécution. Une grande frayeur frappa les Français: Badajoz demeura fermée pendant deux jours et deux nuits. L'ennemi surveilla attentivement les gués de la Guadiana, et rassembla ses détachemens isolés dans les positions les plus fortes. Penne-Villemur arriva à Mérida, et Hill après lui. Tous deux tinrent bon dans cette ville, jusqu'à ce que Drouet, reprenant courage

et avançant de nouveau, les Espagnols se retirèrent Cacerès, et les Anglo-Portugais dans leurs ancien cantonnemens.

Mais si, sur la droite de lord Wellington, il y avai eu tant de succès et de gloire, il n'en fut pas de même sur sa gauche, en Galice et dans les Asturies, où le choses suivaient une mauvaise pente. Don Francisc Xavier Abadia, d'abord prudent et sage, change plus tard de conduite. Il s'occupa, sans motif fondé, de donner une nouvelle organisation à son armée, et altérant l'ordre établi, il changea chefs, officiers, sergens, caporaux, soldats; les fit passer d'un corps à un autre, porta la confusion partout, au point qu' en résulta, même dans les uniformes, un étrange assemblage de couleurs et de variétés; et cela, en face de l'ennemi. Légèreté indigne de la réputation militaire dont jouissait ce général, et qui rendait encore plus douloureuse la mesure irréfléchie du subit renvoi de Santocildès. Le chef d'état-major, Moscoso, fit des représentations contre l'organisation nouvelle, mais inutilement. Le caprice et la ténacité soutinrent ce qui paraissait être le fruit de l'inconsidération. On remarqua aussi qu'Abadia, au lieu de surveiller lui-même l'exécution de son ouvrage, s'absenta de l'armée pour aller prendre les bains, et se rendit ensuite à la Corogne, d'où il envoya, pour le remplacer, le marquis de Portago, homme de bonnes intentions, mais d'une capacité très-bornée. Enfin, de toutes ces réformes et mesures aussi imprudentes que mal combinées, il arriva que l'armée ne sortit pas du Vierzo, et ne se fit voir dans aucune de ses anciennes positions pour inquiéter l'ennemi et le détourner d'autres entreprises.

Voyant une si grande inaction, et persuadés que, du moins pendant l'hiver, les Anglais ne bougeraient pas du Portugal, les Français songèrent à envahir de

nouveau les Asturies, soit afin de se procurer plus de moyens de nourrir leur armée, soit parce qu'il était agréable au général Bonnet de retourner là où il pourait jouir d'une plus grande indépendance qu'en Castille, sous les ordres de Drouet. L'ennemi y était encore encouragé par le parti qu'Abadia avait pris de retirer des Asturies de vieilles troupes pour y en envoyer d'autres moins bien disciplinées.

De toutes parts le bruit se répandait que Bonnet allait entrer dans cette principauté, et le chef d'état-major Moscoso se dirigea à marches forcées sur Oviédo, sinon pour éviter le coup, du moins pour disposer avec ordre la retraite de nos troupes, et diminuer les désastres.

Don Francisco-Xavier Losada commandait, comme auparavant, dans les Asturies. Il avait sous ses ordres la première division de la sixième armée, recomposée ou plutôt bouleversée d'après le nouveau plan d'Abadia. Don Francisco n'en avait pas moins pris, pendant son commandement, différentes mesures militaires assez opportunes. Près du pont de los Fierros, il avait élevé quelques ouvrages de campagne, et placé là, ainsi que sur les points les plus forts de l'avenue de Pajarès, une des sections de la division, aux ordres de Don Manuel Trevijano.

Le général Bonnet ne songea pas seulement à attaquer la principauté par ce défilé, mais encore par celui de Ventana, plus à l'occident. Il avait réuni pour son expédition douze mille hommes, qu'il partagea en deux corps. Le principal, commandé par Bonnet lui-même, se dirigea vers Pajarès; l'autre marchait sous les ordres du colonel Gauthier.

Informé du plan de l'ennemi, Losada chercha à le déjouer, en mettant d'avance ses troupes en mouvement sur le Narcéa, parce que, de la sorte, il empêchait que les Français ne lui coupassent la retraite

vers la Galice. En conséquence, le 5 novembre, jour où Bonnet se présenta devant le pont de los Fierros, on ne fit que la résistance nécessaire pour cacher le projet qui avait été formé; projet dont l'issue fut si heureuse, que, toutes les troupes s'étant réunies le 7 à Grado, elles marchèrent sans s'arrêter pour prendre position sur les hauteurs del Fresno, et couvrir le passage du Narcéa. La célérité et l'ordre parfait avec lesquels fut exécutée cette manœuvre renversa les desseins de l'ennemi, et il devint impossible à Gauthier de se placer sur nos derrières: il fallut que, descendant les hauteurs de Ventana, il se contentât de poursuivre les Espagnols, dont il atteignit seulement l'arrière-garde à Dorido; mais, repoussé par les nôtres, il recula bientôt, ne songeant plus qu'à donner la main à Bonnet, qui était entré à Oviédo. Losada était accompagné de Don Pédro de la Barçena, qui venait de se rétablir d'honorables blessures, et de Don Juan Moscoso. La présence de ces deux chefs, lors de la retraite, favorisa beaucoup le zèle du premier. Artillerie, munitions, effets appartenant à l'armée et au trésor royal, tout fut sauvé et embarqué à Gijon, ou transporté par terre. Les habitans de la capitale, aussi bien que ceux de toutes les communes de la principauté, abandonnèrent en général leurs maisons: les gens aisés donnaient l'exemple, et cette province fut une des plus constantes dans son dévoûment à la cause de la patrie, et de celles qui prodiguèrent davantage le sang et l'or de ses enfans.

Bonnet ressentit une peine amère, en entrant dans Oviédo, de voir la ville si déserte; car, bien que les Asturiens l'y eussent accoutumé, il espérait que les malheurs et le temps auraient commencé à amollir des âmes inflexibles. Il ne fut pas moins affligé de trouver vides les fabriques d'armes et les magasins, ce qui l'embarrassait pour pourvoir aux besoins de

es troupes, et entreprendre d'autres opérations. Cependant, il résolut de tenter fortune, et chargea Gauthier de marcher immédiatement contre les Espagnols. Losada jugea alors prudent de se retirer encore plus en arrière du Narcéa, et les Français arrivèrent à Tineo le 12 novembre. Du reste, ils s'y arrêtèrent peu de temps, parce que, les chefs espagnols ayant combiné un mouvement, Barcena les attaqua avec une section de notre division, et les força de rétrograder. Abadia voulut aussi menacer les Français du côté d'Astorga et de l'Orbigo, afin de détourner leur attention des Asturies; mais ce projet n'eut pas de suite et fut remis à plus tard. Toutefois Bonnet put à peine occuper, cette fois-ci, dans la principauté, d'autre terrain que la ligne de Pajarès à Oviédo, car il fut successivement resserré, à l'occident, par Losada et Barcena, et, à l'orient, par Don Juan Diaz Porlier.

Ce chef et tous ceux qui commandaient les divisions et corps francs dont se composait la septième armée, firent, vers la même époque, une guerre continuelle à l'ennemi, depuis les Asturies jusqu'à la Navarre inclusivement. La composition des troupes, dans ce district militaire, n'avait pas d'uniformité et n'admettait guère leur emploi simultané en ligne; la nature du pays où l'on combattait s'y opposait d'ailleurs, aussi bien que la variété d'origine de ces corps, et l'indépendance si nécessaire à leurs différens chefs. Don Gabriel de Mendizabal, nommé général en chef quelques mois auparavant, se fit voir en ce pays dans le courant de l'été. Il ne se plaça à la tête d'aucune division, ni d'aucun corps spécial. Il les visita tous, en commençant par celui de Porlier, qui se tenait ordinairement à Potès, dans les montagnes de Santander, et en finissant par le corps de Mérino à Burgos, et celui de Mina en Navarre. La présence de Don Gabriel encourageait les populations, particulière-

ment celles de Biscaye, dont il était originaire. Quelques opérations s'exécutaient avec son consentement; d'autres, sans son aveu et sous la simple direction des chefs de corps eux-mêmes. Il y en eut toutefois de remarquables.

Depuis le mois de juin, Porlier avait augmenté et mieux organisé ses forces, qui dépassaient déjà quatre mille hommes. Il avait aussi amassé à la Liébana huit mille *fanègues* de blé et beaucoup d'autres provisions de bouche; et, pour cela, il était obligé de battre le pays et de pénétrer en Castille, il lui fallait marcher nuit et jour, employer des stratagêmes pour tromper l'ennemi, et le combattre avec courage dans maintes périlleuses rencontres. Après ces excursions préparatoires et nécessaires, il revint, au mois d'août, tomber sur Santander, et attaqua à la fois, le 14, la ville et les forts de Solia, Camargo, Puente-de-Arce et Torre-la-Vega; car, là comme ailleurs, les Français avaient fortifié, presque dans chaque endroit, quelque grand édifice, ou réparé les vieux forts qui s'y trouvaient. C'était Rouget qui commandait à Santander. Porlier ayant ouvert le feu à l'endroit appelé los Molinos de Viento, le général français se mit à la tête de la garnison, qui comptait cinq cents hommes. Mais, resserrée dans les maisons et les rues, elle voulut en vain se soutenir. Elle fut taillée en pièces, et à peine cent hommes purent-ils s'échapper avec leur chef. En même temps, ou successivement, la troupe de Porlier attaqua les autres points que nous avons indiqués, et s'empara de Solia, de Puente-de-Arce et de Camargo, dont elle rasa les fortifications. Le fort de Torre-la-Vega resta seul au pouvoir de l'ennemi. La perte des Français, dans les différentes attaques qu'ils eurent à soutenir, passa quatre cents hommes, sans comprendre beaucoup de prisonniers, et, parmi eux, des officiers de haut grade. Les nôtres recueillirent

aussi un riche butin, et furent pendant quelque temps les maîtres de presque toute la province de Santander. Pour Rouget, il lui fallut attendre des renforts avant de pouvoir retourner à la ville, que les Espagnols évacuèrent bientôt, ne voulant point, dans l'infériorité du nombre, s'arrêter à faire résistance.

Porlier ordonna, d'une autre part, que Don Juan Lopez Campillo, lequel manœuvrait sur toute la ligne qui s'étend depuis le chemin de l'Escudo jusque dans les provinces basques, fût renforcé par l'envoi des cadres qu'avait formés Renovalès, et qui s'élevaient à huit cents hommes. Ce fut par ce moyen qu'on détourna l'ennemi, et Campillo remporta quelques avantages près de Balmaseda. Don Francisco de Longa fut également heureux dans différentes attaques, et nommément le 2 du même mois à la Peña-Nueva-de-Orduña : tous deux, conjointement avec le Pastor et d'autres chefs, donnèrent beaucoup d'occupation au général Caffarelli qui commandait dans ces contrées. Longa fut celui qui accompagnait d'ordinaire Mendizabal dans ses courses, et, vers le mois de décembre, ces deux chefs eurent une entrevue avec Mérino dans le pays de Burgos. En les voyant tous trois réunis, les populations redoublèrent de zèle, et l'attention des Français fut fortement attirée vers la Castille : diversion qui devint utile aux Anglais en Portugal et aux chefs espagnols qui commandaient dans les districts voisins.

Quant à Mina, il n'avait pas besoin de pareils exemples pour persévérer dans la carrière épineuse et glorieuse à la fois qu'il avait entreprise. Nous l'avons vu manœuvrer en Aragon pour venir en aide à Valence ; nous l'avons vu aussi remporter des victoires et embarquer ses prisonniers dans le golfe de Biscaye : maintenant qu'on était à la fin de l'année, il fit quelque séjour en Navarre, pays qui se trouvait plus dégagé

de troupes ennemies depuis le départ de celles qui s'étaient portées en Aragon, à Valence et en Castille. Mina put donc respirer librement, délivré des poursuites dont il était l'objet; mais sans laisser toutefois d'être préoccupé par d'autres soucis. A Pampelune, les Français avaient augmenté de rigueur. Ils peuplaient les prisons et les couvens des pères, des parens et des familles de tous les volontaires qui s'étaient enrôlés sous les drapeaux de la patrie, pendant les uns et emmenant les autres en France, sans merci ni pitié. Mina, irrité avec raison, rendit, le 14 décembre, un décret par lequel il annonçait de terribles représailles. Il y disait dans le préambule : « Ni les « sentimens d'humanité, ni les lois de la guerre ad-« mises entre les militaires de nations civilisées, ni « la conduite généreuse des volontaires de Navarre, « n'ont contenu l'esprit sanguinaire et destructeur « des généraux français et des autorités intruses...... « On ne fait pas un pas sans entendre les cris de « douleur qu'arrache la tyrannie. La Navarre est le « pays de la désolation et de l'amertume ; on y verse « de continuelles larmes sur la perte de ses meilleurs « amis; des parens voient leurs fils attachés à une po-« tence pour les punir de leur héroïsme à défendre « la patrie; des fils voient leurs parens consumer « leurs jours en prison, et finir sur un échafaud, sans « autre crime que celui d'avoir donné le jour à de si « braves défenseurs du pays. Je n'ai cessé d'adresser « aux généraux français de Navarre les lettres officiel-« les les plus énergiques et les plus propres à les con-« tenir et à les faire rentrer dans l'ordre. Je n'ai « négligé aucun moyen de restreindre la guerre dans « ses justes limites ; je suis justifié de mes procédés... « Pour comble d'iniquité de la part des Français, et de « perfidie de la part de quelques mauvais Espagnols, « j'ai vu douze particuliers fusillés à Estella, seize à

« Pampelune, quatre officiers et trente-huit volon-
« taires passés par les armes en deux jours...» Ensuite, dans l'article 1er du décret, il déclarait « guerre à « mort et sans quartier aux chefs et aux soldats, y « compris l'empereur des Français.» Les autres articles étaient de la même teneur. Dans l'un d'eux, Pampelune était considérée comme en véritable état de siége, et différentes décisions étaient proclamées en conséquence. Ce décret eût paru injuste et féroce même, si les cruautés inouïes de l'ennemi ne l'avaient pas suffisamment provoqué. L'exécution répondit à la menace, et, plus tard, les Français furent obligés d'entendre raison.

Tel était l'état des choses en cette partie de l'Espagne; dans le royaume de Valence, il s'en préparait de bien tristes. Nous y avons laissé, au commencement de novembre, les deux armées, espagnole et française, en face l'une de l'autre, sur les rives opposées du Guadalaviar ou Turia. Les ennemis occupaient, sur la gauche, une étendue de terrain de près de deux lieues, et avaient fortifié leur ligne au moyen d'ouvrages défensifs. Sur la droite, les Espagnols avaient augmenté le nombre des leurs, depuis les précédentes tentatives des Français contre Valence, ville dont nous avons déjà donné une idée succincte, lorsque nous parlâmes de son premier siége en 1808. Depuis lors, les nôtres avaient coupé les ponts de la Trinidad et des Serranos, deux des cinq ponts en pierre jetés sur le fleuve, dont le lit n'est pas très-profond, et que de nombreux conduits d'eaux destinés à l'arrosage saignent en divers endroits. Sur la gauche du Guadalaviar, les Espagnols conservèrent, pendant quelques jours, un certain nombre de maisons, le collége de San-Pio V et le couvent de Santa-Clara. Ils élevèrent aussi, sur les ponts non encore détruits, différens ouvrages, et démolirent, pour faciliter la défense, le somptueux

palais appelé del Real. Dans l'enceinte principale de la ville, on fit quelques réparations, ainsi qu'à sa vieille enceinte; mais on s'appliqua particulièrement à construire un terre-plein de seize pieds de hauteur sur autant d'épaisseur, garni d'un fossé et flanqué de bastions, lequel partait, à l'occident, des bords de la rivière, en face du boulevart de Santa-Catalina, et s'étendait extérieurement par Cuarte, en embrassant le faubourg de ce nom et ceux de San-Vicente et de Ruzafa, jusqu'à Monte-Olivete, où l'on plaça une redoute. De là à la mer, l'on fit des coupures, et l'on éleva des écueils artificiels; on fortifia aussi le lazareth, à l'embouchure de la rivière. A l'autre extrémité, du côté de Manisès, on établit des parapets et d'autres fortifications de campagne non fermées. Malgré tous ces ouvrages, Valence était loin d'avoir été convertie en une place de guerre respectable. Ils offraient plutôt l'image d'un camp retranché, et c'était aussi l'objet que l'on avait en vue en les exécutant. Les gens du métier remarquèrent néanmoins avec raison que l'on avait négligé, dans ce plan de fortifications, plusieurs des avantages que présentait le terrain; car on n'avait songé ni à préparer convenablement l'inondation de la campagne au moyen des eaux d'arrosage, ni à fortifier divers couvens et édifices qui se trouvaient épars de ces côtés, et dont la solidité prêtait beaucoup à l'établissement d'une ligne de points fortifiés.

Considérée sous ce point de vue, la défense de la place avait sa clé à une lieue de Valence, à Manisès, endroit où sont placées les écluses des principaux canaux. Don Nicolas Mahy y avait son quartier-général, et là, ainsi qu'à Onofre, se trouvaient les divisions de Villacampa et d'Obispo. Pour la cavalerie, elle demeurait postée sur la gauche et un peu plus en arrière, à Aldaya et Torrente. Sur la droite, à Cuarto, se tenait l'autre division du même général, aux ordres de Don

an Creagh. Celle de Don José Zayas était cantonnée ans le village de Mislata ; aux abords de Valence se ouvait celle de Lardizabal, et la division de Miranda ccupait Monte-Olivete. Toutes ces troupes ensemble omposaient un effectif de vingt-deux mille hommes. uant aux différens points fortifiés, dont la ligne s'étendait jusqu'aux bords de la mer, ils continuaient à tre gardés par des guérilleros et des paysans armés. Des chaloupes canonnières et quelques bâtimens de guerre anglais croisaient sur la côte.

Suchet, de son côté, ne négligea point d'augmenter de plus en plus, depuis le port de Grao jusqu'à Paterna, la force de sa ligne, qui pouvait être nommée à juste titre une ligne de contrevallation. Il avait pour but, en cela, non-seulement de prévenir les attaques de l'armée de Valence et des partis quelconques qui auraient pu venir tomber sur lui de l'intérieur, mais encore de garder sa position avec moins de monde, afin d'avoir un plus grand nombre de troupes en disponibilité, lorsque le cas serait arrivé de prendre l'offensive. Impatient, par la même raison, de balayer toute la rive gauche, il songea, avant tout, à débusquer les Espagnols des maisons et des édifices qu'ils occupaient de ce côté. Cela ne se fit pas sans peine, car les nôtres se défendirent avec beaucoup d'opiniâtreté ; surtout dans le couvent de Santa-Clara, qu'ils n'évacuèrent que lorsque l'ennemi, ayant ouvert une brèche au moyen de la mine, se disposait à livrer l'assaut. Du reste, à peine se fit-il des deux côtés d'autre démonstration hostile que celle d'un feu de grosse artillerie.

Blake attira encore vers le royaume de Valence une nouvelle partie des forces de la troisième armée, de manière qu'il ne resta plus que fort peu de troupes de cette armée sur la frontière de Grenade. Celles qui s'en éloignèrent en cette circonstance se compo-

saient d'environ quatre mille hommes aux ordres d Don Manuel Freire, lequel se dirigea premièremen sur Requena, point menacé par d'Armagnac, de retour à Cuenca. Blake avait déjà détaché de ce côté Don José Zayas avec plus de quatre mille hommes, à cause du grand intérêt qu'il avait à couvrir son flanc sur ce point important. Zayas entra, le 28 novembre, dans la ville en question. A sa vue, les ennemis se retirèrent, craignant aussi l'approche des troupes de la troisième armée qui étaient déjà arrivées à Hiniesta. Freire s'avança en suite sur Requena et y fit halte. Alors Zayas retourna à Misalta, et reprit, le 2 décembre, son ancienne position.

Hors de cela, Blake ne songea pas à incommoder l'ennemi, ni à favoriser, sur les derrières et le flanc de celui-ci, des levées de *guérillas*, bien qu'il s'en fût déjà laissé voir quelques-unes à Nulès, Castellon-de-la-Plana et Villaréal. En général, ce chef négligeait tout genre de guerre qui ne fût pas régulier et purement militaire; de sorte qu'il ne se manifesta point à Valence, pour la défense du pays, cette ardeur que l'on avait remarquée dans d'autres occasions. Elle se refroidissait par l'éloignement que montrait le général pour les gens du pays, et par sa trop grande et presque exclusive confiance dans la troupe de ligne.

Cependant Suchet se désespérait du retard que mettaient à lui arriver les renforts qu'il attendait, et sans lesquels il jugeait imprudent d'attaquer les Espagnols dans leurs retranchemens pour les renfermer ensuite dans la ville. Chaque jour passé dans cette attente accroissait l'inquiétude du maréchal français, parce que c'était donner à Blake le temps de se fortifier, et aux naturels du pays celui de se remuer et de commencer par eux-mêmes une guerre populaire et destructive.

Malgré de si justes craintes, il devenait néanmoins impossible à Suchet de hâter le moment de l'attaque.

on plan était d'assaillir notre gauche, et de l'envelopper par le flanc et les derrières, en menaçant tout à la fois notre centre et notre droite. L'exécution d'un pareil plan demandait à être préalablement soumise à un mûr examen, d'autant qu'il ne s'agissait pas de livrer la bataille en rase campagne, manière de combattre si avantageuse aux Français, mais de se jeter au travers de retranchemens, de canaux, de palissades, où les troupes auraient pu recevoir une leçon terrible et s'attirer de funestes résultats.

Quelques-uns ont critiqué Blake d'être resté immobile et passif avec son armée, dans les environs de Valence, au lieu d'aller chercher l'ennemi, ou de se retirer sur d'autres points. L'accusation nous paraît injuste sous ce rapport. Ce qui importait le plus était de conserver une ville de beaucoup de ressources, de renommée et d'influence. Hasarder une affaire, c'était exposer Valence à un imminent danger; s'éloigner, c'était la mettre à découvert. Aussi long-temps que notre armée put être considérée comme assez nombreuse et assez forte, si ce n'est pour livrer bataille, du moins pour défendre ses lignes, nos soldats durent s'y maintenir, c'était le plus puissant et presque l'unique moyen d'empêcher la conquête. Le cas fut différent, lorsque les troupes françaises, ayant reçu des renforts, purent envelopper et cerner les nôtres.

L'armée ennemie acheva de se renforcer à la mi-décembre. Napoléon, qui désirait frapper un grand coup, et gagner du terrain en Espagne, pour en imposer au nord de l'Europe, qui était déjà ébranlé, résolut d'envoyer contre Valence, et de mettre sous les ordres de Suchet, non-seulement la division de Séveroli, mais encore celle de Reille. Cette dernière ne devait, toutefois, y rester que momentanément, et être remplacée, dans l'intervalle, en Navarre et sur la frontière d'Aragon, par des troupes de la di-

vision de Caffarelli, bien que ce général n'eût déjà que trop d'occupation en Biscaye. Sévéroli et Reille amenèrent avec eux près de quatorze mille hommes. Ils arrivèrent à Ségorbe le 24 décembre, et commencèrent, dans la nuit du 25, leur incorporation à l'armée de Suchet, qui se trouva alors réunir environ trente-quatre mille combattans, entre autres deux mille six cent quarante-quatre hommes de cavalerie; tous d'excellentes troupes, dès long-temps aguerries.

Napoléon ne se borna pas à l'envoi de ces deux divisions; il insista aussi pour que d'Armagnac continuât, de l'armée du centre, à menacer du côté de Cuenca; il ordonna en même temps à Marmont de détacher de celle du Portugal une forte colonne, qui, traversant la Manche, irait tomber sur Murcie.

Si puissamment renforcé et soutenu, le maréchal Suchet résolut de mettre à exécution son premier plan, celui d'attaquer la position espagnole par la gauche. Il le fit, en effet, le 26 décembre, ayant passé le Guadalaviar près de Ribaroja. Il avait préféré ce point, afin de traverser la rivière en amont de Manisès, de ne pas s'enfoncer dans le labyrinthe des canaux, et d'éviter une inondation quelconque en s'emparant des écluses.

Pendant la nuit, l'ennemi jeta trois ponts: deux cents hussards se chargèrent de protéger les travailleurs, et, prenant en croupe quelques soldats de troupes légères, ils passèrent la rivière à gué et mirent en fuite les postes espagnols. Le lendemain matin, le premier qui attaqua sur notre extrême gauche, fut le général Harispe. Il était précédé par de la cavalerie, qui rencontra celle de Don Martin de la Carrera vers Aldaya, entre le canal de Manisès et le ravin de Torrente, au milieu de caroubiers et d'oliviers. Nos cavaliers repoussèrent leurs adversaires, et un soldat, entre autres, du régiment de Ferdi-

nand VII, Antonio Frondoso, homme d'une grande bravoure, blessa et laissa pour mort sur le champ de bataille le général Boussard, autour duquel périrent, en le défendant, un de ses aides-de-camp et plusieurs hussards. Mais, s'étant ralliés, les ennemis revinrent à la charge avec des forces supérieures, et reprirent Boussard. Don Martin de la Carrera se vit alors obligé de battre en retraite, et prit le chemin d'Alcira. Presque au même instant, le général Musnier attaqua Manisès et San-Onofre, d'où s'éloigna Don Nicolas Mahy après une courte défense, pour gagner aussi le Jucar, du côté de Chirivella.

Informé de l'attaque de l'ennemi, Blake sortit de Valence, et, à dix heures du matin, étant à moitié chemin de Misalta, il reçut des nouvelles de Mahy qui lui peignait la situation critique où il se trouvait, et lui demandait des instructions. Les lignes étaient dès ce moment affaiblies ou menacées de toutes parts. Zayas se trouvait à Misalta aux prises avec la division de Palombini. De Cuarte, Creagh, sur un ordre de Mahy, vola au secours du premier, avec quelque monde; mais Zayas, n'ayant pas besoin de ce renfort, d'autant plus qu'il attendait l'arrivée de deux bataillons de Valence, le congédia et ne garda que deux obusiers, continuant à défendre avec courage sa position. Notre feu sur ce point fut tellement vif et bien dirigé, qu'il jeta le désordre dans la brigade ennemie de Saint-Paul, et la refoula sur le Guadalaviar. Ce fut en vain que Palombini voulut la rallier, tandis qu'une autre de ses brigades, celle de Balathier, était menacée du même sort. La victoire paraissait donc assurée de ce côté, si elle n'eût été inutilisée par la négligence et la mollesse qu'on montra sur d'autres points.

En effet, Harispe s'avançant sur Cartarroja, et Musnier ayant pris possession de Manisès et de San-

Onofre, quelques régimens ennemis marchèrent sur Cuarte, et, pénétrant dans les premiers retranchemens, ils obligèrent les troupes qui occupaient le village à l'évacuer. Creagh revenait justement alors de son excursion à Mislata, et, malgré ses efforts et ceux de Don José Perez à la tête du bataillon de la Corona, il devint impossible d'arrêter les progrès des Français, et les nôtres furent à la fin obligés de battre en retraite. Parmi les corps qui se distinguèrent le plus en cette occasion, il faut mettre celui que nous venons de citer, les tirailleurs de Cadix, les régimens de Burgos, de la Princesse et d'Alcazar de San-Juan, et leurs chefs respectifs. Cependant, les ennemis nous chargeaient avec une impétuosité toujours croissante; le général Reille, arrivant au même instant, marcha du côté de Chirivella, et favorisa ainsi les opérations de Harispe et de Musnier. Ce fut inutilement que les Espagnols voulurent, dans cet endroit, faire face aux Français et défendre la position, qui était protégée par quelques flèches. L'ennemi les culbuta, et Palombini sortit ainsi d'embarras, tandis que Zayas se vit obligé d'abandonner sa position.

Le désir de Suchet était d'envelopper toute l'armée espagnole et de la resserrer dans Valence; c'est pourquoi tous ses efforts se dirigèrent à faire arriver promptement la division de Harispe à Cartarroja. Mais, les nôtres se trouvant dès lors en pleine retraite, le maréchal français courut à Chirivella, au risque d'être fait prisonnier. Arrivé là, il descendit de cheval et monta au clocher. Sa suite se réduisait à deux aides-de-camp et une faible escorte; et tandis qu'il examinait alternativement ce qui se passait sur l'une et l'autre rive du Turia, un bataillon espagnol s'approcha du village, faisant mine de vouloir pénétrer dans les rues. Aussitôt le petit nombre de Français

qui s'y trouvaient se mirent en devoir de défendre leur chef, et, feignant d'être en force, ils trompèrent les nôtres, qui s'éloignèrent promptement.

De son côté, Don Joaquin Blake fut lent et inhabile à prendre des mesures. Les bataillons qui devaient partir de Valence pour renforcer Zayas arrivèrent trop tard, et aucune disposition remarquable, réparant en quelque manière la précipitation avec laquelle s'était replié Mahy, ne vint contribuer à prolonger la résistance à Chirivella.

En se retirant, les généraux espagnols prirent chacun la direction que leur situation respective leur permettait de suivre. Il fut heureux que Suchet ne réussît pas à les resserrer dans Valence. Don Nicolas Mahy, Creagh, Carrera, Villacampa et Obispo se séparèrent tous ensemble du gros de l'armée et s'acheminèrent vers les rives du Juçar. Blake s'enferma, avec Zayas, Lardizabal et Miranda, dans les retranchemens intérieurs de la ville, qui commençaient en face de Santa-Catalina, et s'étendaient jusqu'à Monte-Olivete.

Habert, chargé sur ce point de passer le fleuve à l'endroit même où il verse ses eaux dans la mer, y était parvenu avec difficulté, et il lui avait coûté bien du temps et de la peine pour éloigner, au moyen du feu des batteries qu'il avait sur le Grao, les chaloupes canonnières espagnoles et les bâtimens de guerre des alliés. Ce ne fut qu'à midi qu'il put traverser le Guadalaviar sur un pont qu'il jeta presque à son embouchure. Il s'empara alors du lazareth, et mit facilement en déroute les paysans armés qui s'y trouvaient. Miranda, posté à Monte-Olivete, prit à peine part au combat. Dès que le général Habert eut mis le pied sur la rive droite du Guadalaviar, il s'empressa d'étendre sa ligne et de donner la main aux autres troupes de sa nation qui avaient enfoncé la gauche des Espagnols. Les Français mettaient une grande ardeur à obtenir

ce résultat, voulant au moins empêcher le général Blake de leur échapper, puisque Mahy était déjà parvenu à fuir. Pendant la nuit, ils complétèrent l'investissement de Valence, et coupèrent les communications avec la grand'route de Madrid et le chemin qui s'étend le long de l'isthme, entre l'Albufera et la mer, chemin jusqu'alors inconnu à l'ennemi.

Il périt ce jour-là, d'un côté et de l'autre, de cinq à six cents hommes. Les Français firent en outre quelques prisonniers et s'emparèrent de quelques pièces. L'occasion où l'ennemi souffrit davantage, fut lors de son attaque contre Zayas et Creagh, dans laquelle il perdit quarante officiers.

La conduite tenue par Don Joaquin Blake, dans cette journée, fut l'objet d'une sévère critique : ses partisans le défendirent en rejetant la faute de l'échec éprouvé sur Don Nicolas Mahy. Ces généraux y eurent tous deux part, mais surtout le premier. Le dernier faillit, en ne défendant pas sa position avec plus de ténacité, et en dégarnissant tant soit peu le village de Cuarte, pour secourir sans nécessité Zayas. Pour don Joaquin Blake, il pécha, et grandement, pour n'avoir pas placé de meilleures troupes sur sa gauche, qui était son côté le plus faible, et surtout pour n'avoir pas construit sur ce point des ouvrages fermés que l'ennemi n'aurait pu prendre à revers, précaution qu'il avait eu suffisamment le temps de prendre pendant les deux mois que l'armée resta presque inactive. Cette négligence provint de ce que Blake ne pensa jamais qu'à son front, s'imaginant que les Français ne l'attaqueraient que sur ce point. Grave erreur, qui serait à peine croyable, si elle n'était clairement démontrée par le genre d'ouvrages que ce général construisit, et qui tous étaient ouverts.

Les censeurs de la conduite de Mahy le blâmèrent aussi de s'être retiré vers le Jucar, au lieu de se réfu-

ier à Valence. C'eût été chose difficile que d'atteindre e dernier résultat, l'ennemi s'étant interposé entre Mislata et Cuarte, et ayant étendu sa ligne jusqu'à Cararroja. Mais, lors même que les choses se fussent aurement passées, quel aurait été le sort de ces troupes, une fois enfermées dans la ville? Le même sort qui attendait celles de Blake, et qui ne fut en vérité que trop malheureux.

Ce général, qui, le 26, avait déployé si peu d'activité et d'intelligence, montra plus tard (il faut l'avouer) encore plus de mollesse et d'inconsidération. La ville une fois cernée, il ne lui restait plus d'autre parti, pour se tirer avec honneur de sa position, que de sauver à tout prix son armée, ou de faire de Valence une autre Saragosse. Voyons donc s'il employa les moyens nécessaires pour arriver à l'un ou à l'autre de ces deux résultats.

Il lui aurait encore été possible, le 26, de sauver son armée et de la retirer de Valence : d'abord à midi, avant que Habert eût établi ses communications avec Harispe, en se dirigeant sur l'isthme entre l'Albuféra et la mer; puis, pendant la nuit, lorsque l'ennemi n'était pas encore prêt à arrêter une soudaine irruption de nos troupes et à repousser une sortie de la ville. C'est l'opinion qu'émirent les généraux appelés par Blake à donner leur avis; mais celui-ci décida malgré eux le contraire, donnant pour raison qu'il fallait faire une distribution préalable de vivres aux troupes, et qu'il était impossible qu'elle se fît en si peu de temps. On remit donc le départ au lendemain. Blake, cependant, convoqua de nouveau le conseil de guerre à la nuit tombante; les membres insistèrent encore sur l'avis exprimé la veille, de mettre aussitôt que possible l'armée en sûreté. Mais le général en chef rencontra une difficulté nouvelle. L'artillerie de campagne demeurait en batterie dans

les retranchemens, et l'en retirer à une heure avancée de la nuit, comme cela devenait indispensable pour exécuter la sortie projetée, lui paraissait imprudent et propre à jeter l'alarme dans la ville. Ainsi l'opération fut encore une fois ajournée. Après cela, qui pourrait ne pas s'étonner d'une pareille négligence, au bout de deux mois de temps qu'on avait eus pour prévoir tous les cas possibles? Qui ne s'étonnerait de tant de lenteur et d'incertitude, en présence d'un ennemi aussi actif que les Français?

Enfin, on fixa, pour effectuer la sortie, la nuit du 28 au 29. La garde de la place fut remise à Don Carlos O'Donnell, auquel on ne laissa que peu de troupes, avec ordre de capituler en temps opportun, et ayant égard aux intérêts des habitans. Le reste de l'armée, sous les ordres de Don Joaquin Blake, devait s'acheminer par la porte de San-José et le pont contigu, et se frayer un passage à travers les lignes ennemies, dans la direction de Burjasot, point moins bien gardé par les Français, et qui présentait, à quatre lieues de distance, un terrain montueux et coupé. Voici quel était l'ordre de la marche : En tête, était la division de Don José Lardizabal, dont le colonel Michelena, avec un faible détachement, formait l'avant-garde; venaient ensuite Don Joaquin Blake, le corps de Zayas, les bagages et diverses familles des habitans; puis, derrière, suivait Don José Miranda avec ses troupes.

Michelena ouvrit donc la marche, et passa entre Tendetès et Campanar; Lardizabal l'imita, et ne rencontra au commencement aucun obstacle. L'ennemi se tenait tranquille, bien qu'un peu sur ses gardes, parce que la veille au soir les nôtres avaient exploré le terrain de ce côté. Marchant toujours en avant, les deux chefs parvinrent à traverser un premier canal, et arrivèrent à celui de Mestalla, où leur manquèrent les planches qui devaient faciliter leur pas-

sage. Michelena, toujours actif, ne se laissa pas déconcerter, et ayant découvert un moulin qui communiquait avec les deux bords du canal, il se mit en devoir de passer par là. Les ennemis avaient dans ce voisinage un piquet, qui cria aux Espagnols : « Qui « vive ? » Ceux-ci répondirent en français : « Hus« sards du 4ᵉ régiment, » et poursuivirent bravement leur chemin. Par malheur, il n'y eut que Michelena et sa faible avant-garde qui prirent une si louable et si courageuse résolution. Lardizabal hésita, et, faisant halte, arrêta le mouvement du reste de l'armée. Blake était encore sur le pont attenant à la porte de San-José, et ne prit aucun parti, bien qu'il vît l'empêchement qu'éprouvait la marche de ses colonnes. Dans son impatience, Zayas lui proposa de pousser en avant, et de se diriger, en remontant la rivière, sur le village de Campanar, distant de moins d'une demi-lieue. Le général en chef ne prit aucune détermination.

Cependant, Michelena, cheminant sans interruption, rencontra près de Beniferri une patrouille ennemie, et pour qu'elle ne pût aller avertir les siens, il l'emmena prisonnière. Au moment où les nôtres traversaient ce village, il arriva que quelques soldats de l'artillerie italienne, qui se trouvaient dans les rues, ayant remarqué le silence et la précipitation des nôtres, soupçonnèrent que c'étaient des Espagnols, et, s'enfermant dans les maisons, ils commencèrent à faire feu des fenêtres, donnant ainsi l'alarme au camp français. Michelena, toutefois, n'en poursuivit pas moins sa marche, et eut le bonheur d'arriver dans la matinée, sain et sauf, à Liria.

Mais Blake, toujours fixé sur le pont, toujours irrésolu, et sans vouloir écouter dans son embarras aucun conseil, après être resté quelque temps immobile, et redoutant enfin une attaque de l'ennemi sur d'autres

points, ordonna la retraite dans la ville et fit retourner chacun au poste qu'il occupait auparavant : telle fut la malheureuse fin du mouvement commencé. Blake se trompa en l'entreprenant sur un seul point et en exposant ainsi toute l'armée aux mêmes chances du sort. Il est également difficile d'excuser ce général de ne s'être pas pourvu des instrumens et des outils nécessaires pour assurer le passage des canaux, et, dans le moment critique, de n'avoir point pris une hardie et prompte détermination. Lardizabal, pour sa part, ne soutint pas non plus cette nuit sa réputation d'homme intrépide et entreprenant. Au contraire, le colonel Michelena se conduisit avec intelligence et bravoure.

La sortie une fois manquée, les Français redoublèrent de soins, et les obstacles devinrent de plus en plus grands pour les Espagnols. Néanmoins, Blake songeait à répéter sa tentative deux ou trois jours après, comme s'il fût dès lors facile de tromper la vigilance de l'ennemi et de se frayer un passage à travers ses lignes. Il en fut détourné, à ce qu'il dit, par des démonstrations tumultueuses de la part du peuple de Valence, que ce général qualifia d'imprudentes, mais que nous n'appellerons pas ainsi ; car, bien qu'opposés à un pareil genre d'intervention dans les affaires publiques, que nous regardons comme un moyen propre à favoriser les machinations de la malveillance, il nous paraît cependant que la patience de cette ville avait passé les bornes de la plus grande résignation. Pendant deux mois, ses habitans laissèrent Don Joaquin Blake en pleine liberté d'agir. Ils lui fournirent tout ce qu'il pouvait désirer, ne firent pas la moindre résistance à ses ordres, ne laissèrent pas même échapper une plainte. Et qu'arriva-t-il? Nous l'avons vu. Sera-t-il donné de se taire à des habitans, lorsqu'il y va de leur vie, de leur fortune, lorsqu'il s'agit d'em

cher que la ville où ils naquirent ne soit précipitée ans sa ruine? Non, un plus long silence serait de la ervilité.

Mais il y a plus, c'est que ce fut Don Joaquin Blake ui-même qui donna l'impulsion aux premiers murmures de la population. Ces mouvemens commencèrent le 29. Dès le 28, le général avait fait part à la municipalité et à la commission de district de sa résolution de partir pendant la nuit avec l'armée, et les avait prévenus en même temps qu'il avait arrêté que le gouverneur Don Carlos O'Donnell convoquerait une junte extraordinaire, composée des principaux habitans et des autorités, laquelle s'occuperait, dans des circonstances aussi critiques, de tout ce qu'elle jugerait utile aux intérêts de la population. Les préparatifs de cette convocation et les réunions auxquelles elle donna lieu éveillèrent l'attention des citoyens et firent éclater le mécontentement général; il s'augmenta encore par la tentative d'évasion qui fut faite la même nuit du 28, et par sa malheureuse issue. La nouvelle junte s'assembla, dans la nuit du 30 au 31, sans que l'on remarquât jusqu'alors autre chose que de la fermentation et beaucoup de défiance. Mais aussitôt que cette corporation se fut installée, la fureur populaire éclata, et il fallut nommer des commissaires pour aller examiner l'état des lignes. Parmi ces commissaires, il y avait des individus de différentes classes, et même quelques moines.

On les arrêta au sortir de la porte de Cuarte, et on les envoya tous à Blake qui se trouvait dans le faubourg de Ruzafa. Il était une heure du matin, et l'apparition de ces commissaires irrita fortement le général en chef; c'est pourquoi, non-seulement il ne consentit pas à les laisser aller visiter la ligne, mais, gardant quelques-uns d'eux en ôtages, il envoya les autres sous escorte à Zayas pour qu'il les plaçât dans

les batteries, à même de jeter le feu de leur patriotisme. Il ordonna en même temps à la junte de se dissoudre, ne permettant pas qu'il y eût d'autre autorité populaire que la commission de district, qui fut augmentée de quatre à cinq membres pour faciliter l'expédition des affaires. C'est de la sorte que Blake éteignit sa colère, défaisant ce que lui-même avait peu auparavant décidé de faire, et se montrant sévère et résolu en des occasions où cela n'était peut-être pas très-nécessaire.

Tout le monde obéit aux décisions du général, et l'on vit clairement à quel point il aurait été maître d'exécuter un plan quelconque, sans que les habitans y eussent apporté le moindre empêchement, avec une armée toujours obéissante et subordonnée. Nous avons déjà vu cependant comment Blake allégua, pour ne pas tenter une nouvelle sortie, l'agitation qui se manifestait chez le peuple, ajoutant plus tard qu'il ne voulait pas donner occasion, par son absence, à des désordres et à des accidens : singulière raison, s'il n'en avait pas d'autres, pour compromettre le sort d'une armée entière.

De telles mésintelligences et de telles fautes tournaient au profit du maréchal Suchet, qui, resserrant le blocus, renforça encore davantage ses lignes sur la rive gauche du Guadalaviar, construisit des redoutes, fortifia des couvens, et enveloppa Valence de manière à rendre inutile toute tentative que pourraient faire les nôtres pour évacuer la place. Il commença également ses attaques contre la ville, dirigeant la principale sur la droite de la rivière et le faubourg de San-Vicente, et une autre sur Monte-Olivete. Sur les deux fronts, les ingénieurs ennemis ouvrirent, dans la nuit du 1er au 2 janvier, les premières parallèles à soixante et quatre-vingts toises de distance. Les Français essuyèrent quelque perte, et comptèrent parmi les morts

e colonel Henri, officier intelligent et brave. Mais eurs artilleurs eurent bientôt dressé sept batteries, et commencèrent à battre nos ouvrages en brèche.

Voyant alors la difficulté de conserver la ligne extérieure, qui s'étendait de Monte-Olivete jusqu'à Santa-Catalina, Don Joaquin Blake se renferma dans la ville avec toute l'armée, dans la nuit du 4 au 5, et ne laissa dehors que les troupes qui occupaient le faubourg del Remedio et les têtes de ponts. Il conserva aussi un chemin couvert allant en ligne droite de la porte del Mar jusqu'au boulevart de Ruzafa. Puis il retira l'artillerie de bataille et la grosse artillerie de bronze, et ordonna d'enclouer les canons en fer.

Les ennemis ne s'aperçurent que le matin de la retraite de Blake. Ils crurent d'abord que c'était une ruse de guerre ; mais, certains bientôt du contraire, ils occupèrent l'enceinte abandonnée, et commencèrent, le 5, le bombardement par le feu de trois redoutes qu'ils avaient élevées à la gauche de la rivière. Un millier de bombes et de grenades tombèrent dans l'espace de vingt-quatre heures. Que l'on se figure les ravages que durent exercer ces projectiles, ravages d'autant plus grands qu'on n'avait pris aucune précaution pour les diminuer; qu'on n'avait construit ni blindages ni magasins à l'épreuve de la bombe; que les provisions de poudre gisaient éparses et sans abri; que l'armée se trouvait entassée dans la ville, et la population augmentée de tous les gens qui étaient accourus s'y réfugier de la *Huerta*; que les rues étaient en outre fort étroites, les maisons hautes et peu solides, et les caves très-rares. Le bombardement ne cessa pas les jours suivans. Dans les journées du 7 et du 8, les dégâts furent considérables. Valence renfermait une foule d'objets précieux; elle était riche en monumens des lettres et des beaux-arts : la destruction atteignit les bibliothèques de l'archevêché et de l'université,

et il y périt des manuscrits d'une grande valeur, recueillis par les soins du savant Don Francisco Perez Bayer, principal fondateur de ces deux établissemens. C'est ainsi qu'en un instant, la guerre détruit et réduit en poudre ce qui coûta au génie, au talent ou à l'application la plus assidue, des siècles de travail.

L'homme d'état, le guerrier, l'homme de lettres même, se seraient consolés, jusqu'à un certain point, d'une perte aussi douloureuse, si l'on avait pu du moins tirer d'une honorable résistance des exemples vivans propres à instruire la jeunesse et à rehausser la gloire de la nation. Mais si Blake s'était fourvoyé dans les opérations militaires, il n'était pas à espérer qu'il suivrait une meilleure marche dans les luttes populaires, dans une défense de rues et de maisons, à l'instar de l'immortelle Saragosse. Le premier genre de combats allait à ses antécédens : le second leur était diamétralement opposé. Pour celui-ci, d'ailleurs, il faut un enthousiasme et d'ardentes inspirations que la nature seule peut donner, et auxquels ne peuvent suppléer ni le talent acquis, ni les conseils d'un honneur sans tache.

Don Joaquin Blake n'avait donc rien fait pour remonter le moral des habitans; il l'avait plutôt abattu. Rien non plus n'avait indiqué qu'il voulût défendre l'intérieur de la ville; car, ainsi que nous venons de le voir, non-seulement on manquait d'abris contre la chute et l'explosion des projectiles, mais on n'avait pas davantage barricadé les rues, ni percé des meurtrières dans les maisons, ni adopté enfin aucun des nombreux moyens dont l'art, aussi bien que l'expérience de la guerre, enseigne l'usage en pareil cas.

Cependant Don Joaquin Blake repoussa, le 6, la proposition que lui fit de se rendre le maréchal Suchet. Mais les ravages et les maux augmentaient: deux députations se présentèrent au général en chef,

une au nom de la commission de district, l'autre au nom du peuple, pour demander que l'on capitulât. Blake respecta ces émissaires. Il n'en usa pas de même à l'égard de ceux qui se portèrent en foule à son hôtel, demandant qu'on continuât à se défendre. De ceux-ci il en retint prisonniers quelques-uns, qui montaient chez lui et qui menaient la multitude. Il y avait ainsi grande divergence d'opinions. Blake fut obligé d'appeler des troupes pour contenir les turbulens et les disperser. Dès ce moment, toute opposition cessa, et le général put disposer à son gré du sort de Valence.

La position de la place devenait à chaque instant plus critique. Les ennemis, à la faveur des murs de clôture et des maisons du dehors, dressaient des batteries très-rapprochées. Ils s'étaient établis dans les faubourgs de Ruzafa, de San-Vicente et de Cuarte; la prise de celui-ci et du couvent de Santa-Ursula leur coûta cependant du monde. En certains endroits, les assiégeans n'étaient éloignés que de huit à dix toises des murs, dont l'épaisseur n'avait pas dix pieds, et qui, couronnés d'un faible parapet avec des créneaux, n'étaient protégés que par un étroit fossé : pour l'artillerie, elle était placée sur des échafauds soutenus par de fortes pièces de bois perpendiculairement placées. Toutefois, Zayas continuait à défendre vigoureusement la porte de San-Vicente, ce général étant le seul qui, vers cette entrée de la ville, eût préparé les rues voisines pour une résistance intérieure. Il parvint aussi à inutiliser une mine de l'ennemi, lequel dirigea alors ses travaux sur une convexité formée par les murs de la ville, en un endroit moins défendu, entre la porte de Cuarte et celle de San-Vicente, dont nous avons déjà fait mention.

Cinq batteries nouvelles avaient été construites et armées, sans que les nôtres eussent pu opposer un

seul moyen de défense contre tant de feux. L'ennen menaçait déjà d'ouvrir la brèche, lorsque, le 8, apr midi, Blake envoya dans le camp français des officier chargés de promettre de sa part qu'il capitulerait sous la condition qu'on le laisserait évacuer la vil avec toute son armée, armes et bagages, et se retire sur Alicante et Carthagène. Suchet repoussa la propo sition, et dicta à sa place les articles d'une capitula tion pure et simple, en ajoutant la faculté de pouvoi échanger deux mille hommes contre autant de prison niers qu'il y aurait à l'île de Cabrera, ou dans d'autre lieux. Blake réunit alors un conseil de guerre, auque assistèrent douze chefs. Les avis furent partagés; le uns voulaient accepter les propositions de Suchet, le autres non. En réalité, toute résistance, soit du sol dat, soit du peuple, n'était déjà plus possible: l'une parce que la nature de la place ne s'y prêtait pas l'autre, parce qu'elle n'avait pas été préparée.

Don Joaquin Blake se décida donc à accepter la capitulation. D'après ses clauses, les Français étaient tenus de respecter la religion et de protéger les propriétés et les habitans, de ne pas permettre d'enquête sur le passé, et d'accorder trois mois de délai à ceux qui voudraient quitter la ville avec leurs familles et leurs biens. On consentait à ce que l'armée sortît avec les honneurs de la guerre, par la porte des Serranos, les officiers conservant leurs épées, chevaux et bagages, et les soldats leurs havresacs. On tomba également d'accord sur l'échange proposé.

La capitulation fut signée le 9 janvier, et, le même jour, les ennemis occupèrent la porte del Mar et la citadelle. Le lendemain, les Espagnols prisonniers partirent, avec Don Joaquin Blake, pour la France. Leur nombre, y compris les deux mille prisonniers destinés à l'échange, qui furent dirigés sur Alcira, est porté par les Français à dix-huit mille deux cent dix-neuf

hommes : chiffre qui nous paraît exagéré, à moins qu'on y eût compris également un certain nombre d'habitans armés. On peut, à la vérité, calculer sur seize mille hommes de troupes réglées. Quant à l'échange convenu, il n'eut pas lieu, parce que la régence du royaume y refusa son consentement.

Le maréchal Suchet ne fit pas son entrée dans Valence avant le 14. Il la fit alors en grande pompe, et suivi de la majeure partie de ses troupes, par la porte de San-José, tandis que le général Reille pénétrait avec le reste par celle de San-Vicente. Le général Robert fut nommé gouverneur de la place.

La capitulation une fois signée, Don Joaquin Blake se montra fort impatient de s'éloigner de Valence. Il agissait en cela avec bienséance et sagesse. L'état auquel il se trouvait réduit paraissait bien assez déplorable pour qu'il cherchât à quitter, aussitôt que possible, le théâtre sur lequel venaient d'avoir un si funeste dénoûment des efforts presque toujours malheureux. Homme droit et éclairé, propre à diriger dans des temps tranquilles les travaux d'un état-major, Blake manquait des qualités qui constituent le véritable général en chef, qualités qui, ainsi que le disait Napoléon à certains officiers russes, ne s'acquièrent point par la simple lecture des livres militaires. Fortement ancré dans son opinion, Blake ne tirait pas même de fruit de sa propre et longue expérience. Les nombreux revers qui ternirent l'éclat de sa carrière démontrent aussi combien la fortune lui fut toujours ennemie ; grand défaut chez un général, à cause du manque de confiance qui en résulte, pour soi-même et pour les autres, défaut, du reste, qui a donné occasion à des écrivains de grand poids, à Cicéron entre autres, de signaler le bonheur comme une des principales qualités d'un grand capitaine.

Aussitôt que Don Joaquin Blake fut arrivé en Fran-

ce, on l'enferma à Vincennes, près de Paris, de même qu'on avait fait à l'égard de Palafox et d'autres Espagnols distingués. Procédé injuste et barbare! Là, peut-être ce général eût-il fini ses jours, sans les événemens de 1814. Il prévoyait, du reste, le sort qui l'attendait, lorsqu'en faisant part à la régence du royaume de la capitulation de Valence, il disait : « Pour ce qui me concerne....., je regarde le sort de « toute ma vie comme irrévocablement fixé; ainsi, « au moment de m'expatrier, ce qui équivaut à la « mort, je prie instamment votre altesse, si mes ser-« vices ont pu être utiles à mon pays, et si je n'ai pas « démérité jusqu'à présent de la patrie, qu'elle dai-« gne prendre sous sa protection ma nombreuse fa-« mille. » Paroles touchantes et qui produisirent, même à cette époque, une impression favorable, partant d'un homme qui, au milieu même de ses erreurs et de ses infortunes, avait toujours suivi la bonne cause; qui laissait dans la pauvreté et l'abandon de nombreux et jeunes enfans; qui brillait enfin par beaucoup de qualités et de vertus de la vie privée.

Si, de notre côté, la chute de Valence n'entraîna que des regrets et des larmes, de celui des Français, elle provoqua les démonstrations de la joie la plus vive : les grâces et les distinctions furent répandues avec largesse. Napoléon, par décret du 24 janvier, nomma le maréchal Suchet duc d'Albuféra, lui donna en toute propriété et à perpétuité le grand marais de ce nom, avec la chasse, la pêche et autres dépendances; comme récompense de ses récens services et en qualité de dotation de sa nouvelle dignité. Don considérable et des plus riches en produits que l'on pût faire en Espagne. Par un autre décret de la même date, Napoléon, voulant également récompenser les généraux, officiers et soldats de l'armée d'Aragon, ordonna que l'on réunît *à son domaine extraordinaire d'Espa-*

gne (ce sont ses expressions) pour la valeur de 200,000,000 de francs de biens situés dans la province de Valence, sans qu'il s'informât auparavant si les biens appelés nationaux, qui pouvaient s'y trouver, suffisaient à cet effet, et négligeant de spécifier d'où l'on devait, en cas contraire, prendre de quoi compléter la somme. De cette manière, on dépouillait aussi Joseph, sans égard pour les droits qui lui appartenaient comme souverain, et l'on privait les personnes intéressées dans la dette publique d'une de leurs plus fortes hypothèques. A mesure que ses affaires devenaient plus prospères, Napoléon laissait percer une à une ses intentions à l'égard de l'Espagne, et découvrait tout-à-fait sa détermination d'arracher à Joseph jusqu'à l'ombre de pouvoir qu'il conservait encore.

Le lendemain de la reddition de Valence, les habitans furent désarmés, et plusieurs d'entre eux emmenés en France, sous prétexte qu'ils étaient des provocateurs d'émeute. On en agit de même, sur un ordre expédié de Paris, avec tous les moines dont on put se saisir, et dont le nombre s'éleva à mille cinq cents. Il y a plus, cinq d'entre eux, les PP. Rubet, Lledó, Pichó, Igual et Jericá, furent fusillés près de Murviedro, et deux autres à Castellon de la Plana. Le même sort fut infligé, entre Segorbe et Teruel, à deux cents prisonniers que la fatigue forçait à rester en arrière. C'est ainsi qu'on respectait la capitulation signée.

Les Français se figuraient alors, comme dans le commencement, que les moines étaient les fauteurs du soulèvement et de la résistance nationale, et, par conséquent, ils exerçaient sur eux toute leur fureur; c'était une idée fausse, ainsi que nous avons eu lieu de le remarquer plus d'une fois. Il y eut bien, en effet, des religieux qui prirent une part honorable à la

cause commune; mais non pas tous, ni exclusivement les gens de leur robe. A Valence, la plupart d'entre eux ne songèrent qu'à défendre leurs intérêts privés, à vendre leurs mobiliers et leurs effets précieux, et à se partager ce pécule : conduite qui excita le mécontentement et de justes murmures. Le clergé séculier fit un bon accueil aux envahisseurs, à l'imitation du prélat diocésain, l'archevêque Company, moine franciscain, qui se tint caché à Gandia durant le siége, et ne revint à Valence qu'après la conquête de cette ville, où il se confondit en égards et en flatteries pour Napoléon et ses armées.

Il est vrai de dire que Suchet reçut de la population même de plus grandes preuves d'affection qu'en nul autre endroit. Les causes de cet accueil furent les mêmes que celles que nous signalâmes à l'époque de l'occupation de l'Andalousie, ou du moins se rapprochent-elles beaucoup de celles-là. Ce qui contribua aussi singulièrement à une pareille disposition des esprits, ce fut l'inconcevable conduite de Blake, et sa froideur à l'égard des habitans. Malgré cela, et malgré les efforts de Suchet pour introduire dans l'administration, ainsi que nous le verrons par la suite, plus d'ordre et de régularité que d'autres généraux ses compatriotes, on ne tarda pas à voir se lever dans ce royaume différens corps de partisans.

Tandis qu'à Valence se passaient les événemens que nous venons de rapporter, les secours qu'envoyait le maréchal Marmont à Suchet s'avançaient des rives du Tage, dans l'Estrémadure, à travers la Manche. Ces forces consistaient en trois divisions, deux d'infanterie et une de cavalerie, aux ordres du général Montbrun. Celui-ci arriva, le 9 janvier, à Almansa, et, bien qu'il reçût, le 11, un avis de Suchet, l'engageant à retourner sur ses pas, puisque la prise de Valence rendait ce secours inutile, il poursuivit néan-

oins sa marche, et s'avança sur Alicante, dont il nsait pouvoir s'emparer par surprise, en profitant i découragement que devait avoir produit la perte de capitale de la province. Mais l'entreprise n'était pas issi facile qu'il se l'imaginait.

Les troupes qui se retirèrent avec Don Nicolas ahy, après le 26 décembre, sur les rives du Jucar, vaient abandonné cette position assez à la hâte, et, vacuant presque sans coup férir le point important e Alcira, elles avaient gagné Alcoy, et passé ensuite, s unes à Alicante, les autres à Elche. Don Manuel reire s'était également éloigné de Requena, et rapproché de ces points.

Bien que la plupart de ces mouvemens ne fissent pas grand honneur à nos armes, il en résulta néanmoins qu'il se groupa autour d'Alicante assez de troupes pour déjouer les projets de l'ennemi contre cette ville. S'étant présenté devant la place, et l'ayant en vain sommée de se rendre, le général Montbrun, après y avoir jeté quelques grenades, se retira promptement de ses environs. Cependant sa présence, bien qu'éphémère, laissa dans la contrée de funestes traces; car, après avoir délogé de Elche et des villages voisins les troupes espagnoles, il frappa d'énormes contributions sur les habitans, et commit à leur préjudice de graves exactions.

Ces circonstances et d'autres soucis empêchèrent Suchet de rien entreprendre contre Alicante et Carthagène, deux foyers allumés pour alimenter la guerre, que le maréchal français avait songé à éteindre en pénétrant dans leurs murs. D'ailleurs, la tentative de Montbrun servit, par son insuccès, de réveil aux Espagnols, qui préparèrent une défense plus énergique et mieux combinée, après avoir ôté à l'ennemi tout espoir de surprise.

Suchet fut donc obligé de mettre des bornes à ses

désirs, et de se contenter d'établir de l'autre côté du Jucar le général Harispe et la brigade de Delort, plaçant, sur la gauche de ceux-ci, à Gandia, le général Habert. Il se rendit en même temps maître de Denia, port de mer et place forte qui ne l'est que de nom, avec un château situé sur une hauteur, qu'abandonna sans résistance son gouverneur Don Estevan Echenique. Ce fut en partie la faute de Don Nicolas Mahy, qui y envoya d'abord un secours de deux cents hommes, et qui les retira ensuite. Cependant, puisqu'on devait évacuer la ville, il eût été convenable d'en retirer divers effets militaires, et d'inutiliser l'artillerie : ce qu'on ne fit pas.

Après de si grands revers, les troupes qui, restant encore de la deuxième armée, s'étaient retirées avec celles de la troisième, commandées par Don Nicolas Mahy, et les troupes formant partie du corps de ce même général qui s'étaient avancées, quelque temps avant, avec Don Manuel Freire, vers Requena, ou bien étaient restées sur la frontière du royaume de Grenade, demeurèrent cantonnées, soit à Alicante et ses environs, soit à Carthagène et autres endroits du royaume de Murcie. Leur nombre, en y comprenant les garnisons de ces deux dernières places, montait à près de dix-huit mille hommes. Don José O'Donnell, chef de l'état-major de la troisième armée, en prit, bientôt après, le commandement par intérim. Pour les troupes du général Villacampa, lesquelles entraient dans ce compte, elles s'éloignèrent à la fin de janvier, et ne tardèrent pas à refluer vers l'Aragon, principal théâtre de leurs hauts-faits.

Toutes ces forces se virent assaillies à la fois, non-seulement par celles de Suchet et du général Montbrun, mais encore par une partie de l'armée française du midi, qui accourut prendre part aux dépouilles. Ces dernières arrivèrent, le 25 janvier,

en vue de Murcie, et, le 26, le général Soult, frère du maréchal, y entra à la tête de six cents chevaux. Il avait été précédé, la veille, par un détachement de troupes, et les uns et les autres imposèrent aux habitans de lourdes contributions, impossibles à réaliser. A toutes ces charges, le général français voulut en ajouter une nouvelle, et ordonna qu'on eût à lui préparer pour le même jour, dans le palais archiépiscopal, où il était logé, un riche et splendide festin. Il savourait déjà les mets délicats qui lui étaient servis, lorsqu'il fut interrompu dans cette occupation sensuelle par une voix qui s'écria : « Les troupes es-« pagnoles sont entrées, les ennemis sont perdus. »

En effet, Don Martin de la Carrera, qui se tenait posté non loin de là, avec une grande partie de la cavalerie des deuxième et troisième armées, après avoir réuni un gros de cavaliers dans Espinardo, à une demi-lieue de la ville, venait d'y pénétrer par la porte de Castille, à la tête de cent chevaux. D'autres corps avaient l'ordre d'attaquer en même temps sur les autres points. Le dessein de Carrera était de surprendre les ennemis, qui ne s'attendaient guère à cette attaque, de les faire prisonniers, ou de les chasser et de délivrer ainsi la ville de si fâcheux hôtes.

Pris au dépourvu, le général Soult se leva de table en sursaut, et, dans sa précipitation, il trébucha et descendit l'escalier presque en roulant. Quoique fort maltraité de sa chute, il monta néanmoins à cheval, et tous les siens le suivirent. Par malheur, il n'en fut pas de même des gens du parti de Carrera, qui, à l'exception de ceux qu'il guidait en personne, ou n'entrèrent pas dans la ville, ou rétrogradèrent bientôt par erreur ou manque de courage. Don Martin fut conséquemment obligé de faire face, seul avec ses cent hommes, aux forces de l'ennemi, qui lui étaient si supérieures. Il ne se laissa pourtant point abattre,

et, avant d'être cerné, il parcourut les rues et les places, sabrant et tuant autant d'ennemis qu'il lui en tombait sous la main. La mêlée se soutint long-temps. Il en coûta du sang aux Français pour y mettre fin; mais finalement, Carrera, ayant tous ses soldats prisonniers, morts ou hors de combat, resta seul et entouré de six cavaliers ennemis sur la Place-Neuve. Il se défendit quelque temps, tua deux de ses adversaires, et, bien que blessé d'un coup de pistolet et de plusieurs coups de sabre, il tint encore bon, ne voulut pas se rendre, et combattit jusqu'à ce que, épuisé par la perte de son sang, il tomba étendu dans la rue de San-Nicolas, où il expira. Modèle de bravoure, Carrera était jeune et robuste; il avait une taille élevée, la physionomie noble, et le maintien à la fois doux et fier.

Avant que le combat finît, les ennemis avaient déjà livré la ville au pillage. Ils enlevèrent tout, et commirent les plus grands excès, principalement dans le quartier del Carmen. Ils allaient jusqu'à dépouiller les femmes de leurs vêtemens dans la rue, et ils n'oublièrent pas même l'obole que le mendiant cachait sous ses haillons. Chargés de butin, et craignant que les nôtres ne revinssent à la charge, ils se retirèrent pendant la nuit, et à Alcantarilla, ainsi que sur presque toute la route jusqu'à Lorca, ils se livrèrent à de pareils ou de plus grands excès.

Déchirés de douleur, les Murciens rendirent le lendemain les honneurs funèbres au cadavre de l'immortel Don Martin de la Carrera, et l'ensevelirent avec toute la pompe que leur permettait la triste condition où ils se trouvaient réduits. Un mois plus tard, le général en chef Don José O'Donnell fit célébrer aussi, en l'honneur du défunt, de solennelles funérailles, et l'on donna le nom de Carrera à la rue de San-Nicolas, où ce général finit ses jours en brave. La junte

provinciale, de son côté, décida qu'on lui élèverait un cénotaphe sur le lieu même où il périt.

Parmi les désastres qui se succédèrent en foule dans cette partie de l'Espagne, il s'en mêla un entaché de honte. Maître de Valence, après avoir envoyé sur la droite du Jucar les forces dont nous avons fait mention plus haut, le maréchal Suchet se mit en même temps en relation avec l'armée française du centre, en occupant Buñol; il détacha vers la Catalogne la division de Musnier, dont la présence dans cette province devenait nécessaire par les événemens qui s'y passaient, et envoya le général Séveroli avec les Italiens pour former le siége de Peñiscola.

Cette ville s'élève sur un haut rocher qui s'avance dans la mer à cent vingt toises du rivage, avec lequel elle ne communique que par une langue de terre assez étroite. Des ouvrages bien construits, sur un terrain escarpé, entourent la place de toute part; un château domine intérieurement son enceinte, et elle ressemble en petit, par la force naturelle de sa position, à Gibraltar. Cette ville fut long-temps le séjour de ce pape Luna, si fameux par son obstination, et une tour dont il paraît qu'il faisait sa demeure, porte encore aujourd'hui son nom. L'isthme est couvert, dans les gros temps, par les flots, et le front de la place était en outre renforcé par des batteries à plusieurs étages. Plus loin, et parallèlement à des montagnes voisines, s'étend un vaste marais, en tout temps rempli d'eau, et dont l'inondation était accrue par des moyens artificiels: des coupures avaient été pratiquées à la chaussée qui, en le traversant, conduit à la langue de terre dont nous avons parlé, seul point accessible aux Français, puisqu'ils n'étaient point maîtres de la mer. La place avait mille hommes de garnison, et était abondamment pourvue de vivres. Des chaloupes canonnières et des bâtimens de guerre espagnols et alliés croi-

saient dans ses eaux. Elle avait pour gouverneur Do Pedro Garcia Navarro.

Le général Sévéroli s'approcha le 20 janvier de Peñiscola, et y envoya un parlementaire chargé de propositions qui furent repoussées. En conséquence, les ennemis se préparèrent au siége et s'établirent sur les collines et les plages voisines. Le 28, ils lancèrent des bombes d'une batterie de mortiers éloignée de six cents toises de la place. Dans la nuit du 31 au 1er février, ils formèrent de fascines et de gabions la ligne parallèle qui se prolongeait par derrière le marais et tournait à son extrémité méridionale, pour suivre le long de la côte. A l'autre extrémité, ils dressèrent des batteries sur les hauteurs. Les obstacles que les assiégeans avaient à vaincre avant d'approcher du corps de la place paraissaient insurmontables; néanmoins, ils poursuivirent leurs travaux.

Dans l'intervalle, une dépêche qu'écrivait le gouverneur Garcia Navarro au général espagnol à Alicante, vint à tomber entre les mains des Français : il s'y plaignait de la conduite des Anglais et s'exprimait comme si les alliés eussent eu l'intention de s'emparer de Peñiscola, ajoutant qu'en ce cas, il préfèrerait le soumettre aux ennemis. Suchet avait déjà vent de son penchant pour les Français, sinon de ses relations secrètes avec eux; maintenant, d'après le contenu de la dépêche en question, il s'empressa d'entamer auprès de lui des négociations directes, et envoya dans ce but l'officier d'état-major, M. Prunel. Garcia Navarro se rendit aussitôt à discrétion et avec la seule condition qu'on permettrait aux siens de se retirer librement où ils voudraient. En conséquence, les Français prirent possession de Peñiscola le 4 février. Scandaleuse reddition, mais moins scandaleuse pourtant que les expressions suivantes, placées en tête de la capitulation : « Le gouverneur et la junte militaire...

« convaincus que les vrais Espagnols sont ceux qui,
« unis au roi Joseph Napoléon, cherchent à rendre
« moins malheureuse leur patrie... » N'allons pas plus loin. Quel gouverneur, quelle junte militaire! Mais l'impudente conduite du premier ne s'arrêta point là. Il entra ensuite au service de l'intrus, et reçut en récompense des honneurs et des décorations : avant cela, il écrivait au maréchal Suchet, entre autres choses : « Votre excellence doit être bien sûre de moi :
« la remise d'une place forte qui a des vivres et tout
« ce qui est nécessaire pour une longue défense... est
« un garant de mes promesses... » C'était présenter une requête en l'appuyant d'un exposé de mérites puisés à la source de sa propre infamie.

Tant de honte, tant d'infortunes furent compensées en partie par deux événemens heureux et honorables, qui eurent lieu presque à la même époque.

L'un fut la défense de Tarifa. Nous avons rendu compte en son temps de l'entrée dans cette place des renforts anglo-espagnols qui, au mois d'octobre, y avaient pénétré, ainsi que des mouvemens simultanés exécutés, jusqu'au 1er novembre, par Don Francisco Ballesteros dans la Serrania de Ronda. La brillante attaque que fit ce général sur Bornos, le 5 du même mois, et une autre que, pour le soutenir, dirigèrent en même temps, du côté de Veger, le général Copons et le colonel anglais Skerret, appelèrent vivement l'attention du maréchal Soult. Mais ne se trouvant pas en forces, obligé de distraire des troupes pour satisfaire aux besoins les plus urgens du service, et d'en envoyer d'autres en Estrémadure à l'occasion de l'affaire de Arroyomolinos, il jugea nécessaire d'employer en partie celles de Grenade pour contenir Ballesteros et investir Tarifa. Il arrêta donc que Leval s'approcherait de la Serrania de Ronda avec six

mille huit cents combattans, fantassins et cavaliers, et que le général Barrois se réunirait à celui-ci avec quatre mille deux cents hommes, tandis qu'un autre corps de trois mille, pris parmi les troupes qui assiégeaient Cadix, se dirigerait sur Facinas et d'autres points voisins. Une telle masse de forces obligea Ballesteros à se réfugier une seconde fois sous le canon de Gibraltar, en laissant toutefois dans les montagnes une avant-garde aux ordres de Don Antonio Sola, lequel, aidé des montagnards, avait ordre de couper les communications de l'ennemi et d'intercepter les envois de vivres. Ce chef remplit d'une manière satisfaisante la mission qui lui avait été confiée, et, le 6 décembre, serrant de près les Français qui se tenaient à Estepona, il les mit en fuite et leur prit des havresacs et des bagages. Copons et Skerret manœuvrèrent aussi pour distraire l'ennemi du côté d'Algésiras; mais, sachant que Tarifa était menacée, ils retournèrent en hâte couvrir cette place.

Le désir de s'en rendre maître, et la disette de vivres que les excursions de Sola et les battues des habitans causaient dans le camp français, décidèrent Leval à abandonner Saint-Roch, et à se rapprocher le plus tôt possible de Tarifa. Cette ville se trouve placée à l'extrémité la plus méridionale de l'Espagne et dans la partie la plus resserrée du détroit. Sa population est de deux mille cent feux (*vecinos*); elle s'était rendue célèbre par la défense que fit contre les Mores Don Alonzo Perez de Guzman, surnommé *El Bueno* pour un illustre fait d'armes que les circonstances qui l'accompagnèrent rendent sans égal. Tarifa n'était protégée que par un vieux château, tombant en ruines, et une faible muraille de peu d'apparence, avec de grosses tours carrés et un fossé. Les nouvelles fortifications n'étaient ni en grand nombre, ni bien solides. A une petite distance, au sud-ouest, s'élève une île

circulaire et couverte de rochers, d'une demi-lieue de tour, qui porte le même nom que la ville. Autrefois cette île se trouvait séparée du continent par un canal dont le rapide courant lui donnait l'air d'un petit bras de mer, et qu'on acheva de fermer en 1808, grâce au zèle et aux sacrifices personnels de l'intendant Don Antonio Gonzalez Salmon, lequel y établit un mouillage commode pour les navires. L'île, à présent fortifiée et garnie de douze canons, offrait un lieu de retraite convenable et propre à soutenir le courage d'une garnison. On remit en état, dans son enceinte, une citerne et une vieille tour, et les assiégés se servirent pour magasins à poudre d'une espèce de souterrain appelé *caverne des Mores*, et en d'autres temps le repaire de corsaires barbaresques. Cette dernière précaution était nécessaire, car l'île est dominée par les hauteurs voisines. Parmi celles-ci, la plus rapprochée, à l'ouest, est celle de Santa-Catalina : Copons la fortifia, et fit exécuter également à l'est, vis-à-vis de la Galeta, quelques ouvrages. En outre, dans la ville, les murs furent coupés et barricadés au moyen de grilles arrachées des fenêtres; on ouvrit aussi des meurtrières dans plusieurs maisons. La garnison comptait, en Anglais et Espagnols, deux mille cinq cents hommes. Les habitans de Tarifa se conduisirent en gens de cœur, et fournirent trois cents marins; la place avait pour gouverneur le colonel Don Manuel Davan, et, pour chefs du génie et de l'artillerie, Don Eugenio Iraurgui et Don Pablo Sanchez. Don Lorenzo Parra commandait la flottille espagnole. Il y avait aussi quelques bâtimens de guerre anglais. Cependant la défense fut spécialement dirigée par Don Francisco Copons y Navia, aidé des conseils du colonel anglais Skerret.

Les Français arrivèrent en vue de la place le 19 décembre, après avoir laissé des forces pour observer

Ballesteros, et d'autres aussi du côté d'Algésiras. Le 20, ils obligèrent Copons à se renfermer dans la place, et commencèrent aussitôt les travaux du siége : ils les avaient poussés, le 28, jusqu'à cinquante toises des remparts, et, le 29, ils ouvrirent le feu avec six canons de dix-huit et trois obusiers de neuf pouces. Dans la soirée du même jour, une brèche de trois cents toises était déjà praticable dans la partie des murailles contiguë à la porte du Retiro, et le bastion de Jésus était presque entièrement détruit. L'ennemi somma aussitôt la place de se rendre, et, Copons ayant répondu par un refus, les Français se préparèrent à l'assaut.

Il fut livré le 31, à neuf heures et demie du matin : vingt-trois compagnies, sous les ordres du général Chassereaux, se précipitèrent à la fois sur la brèche; elles étaient soutenues par le reste de l'armée. L'attaque fut impétueuse, mais les assaillans se virent arrêtés par un escarpement pratiqué dans la muraille à l'intérieur, derrière lequel s'élevaient plusieurs parapets matelassés, ainsi que par le feu continuel qui partait des endroits voisins et même des maisons. L'ennemi, découragé, ne persista point, et se retira après avoir essuyé une perte considérable; plus de cinq cents hommes, tant tués que blessés, étaient restés sur le lieu du combat. Pour retirer ces derniers, les Français demandèrent une suspension d'armes qui leur fut accordée, et l'on vit même, en cette occasion, nos soldats et nos paysans leur prêter une assistance généreuse : rare exemple d'humanité, non moins digne d'imitation que les traits nombreux de brillante valeur par lesquels ils venaient de se signaler.

Copons profita de son avantage, et, à son tour, incommoda les assiégeans par tous les moyens. Les pluies vinrent aussi au secours de la place, inondant les tranchées ennemies, les chemins et toute la cam-

pagne, sans laisser aux Français épuisés un pied de terre où ils pussent reposer leur tête. Leval, ne voyant plus de ressources, leva le siége le 5 janvier, et prit la direction de Veger et de Medina. En morts ou blessés, malades ou déserteurs, cette malheureuse tentative coûta à l'ennemi près de deux mille hommes. Il perdit toute sa grosse artillerie, et, dans sa retraite, il laissa semés sur la route des bagages et des munitions. Ainsi se brisèrent les efforts de dix mille Français contre les murs d'une citadelle, faibles sans doute, mais défendus par des bras vigoureux et par le bon accord des chefs alliés, espagnols et anglais.

Le second des deux événemens que nous avons annoncés comme favorables et glorieux pour notre cause, fut la prise de Ciudad-Rodrigo, plus importante par ses conséquences que la défense de Tarifa. Lord Wellington, déterminé, comme nous l'avons dit au commencement de ce livre, à faire le siége de cette place, continua de prendre diverses dispositions depuis ses cantonnemens de Freineda, et, à la fin de novembre, il réunit à Alméida le parc d'artillerie nécessaire à l'expédition. Il termina ensuite avec beaucoup d'ordre les autres préparatifs, après avoir eu l'heureuse idée d'exercer une partie de ses troupes aux travaux du génie et de la sape, qui jusque-là leur avaient été tout-à-fait étrangers. Il ordonna aussi au général Hill de faire un mouvement vers l'Estrémadure espagnole, et plaça Don Carlos d'Espagne et Don Julian Sanchez sur le Tormès, afin de couper de ce côté les communications. Ces chefs, et particulièrement Sanchez, remplirent leur mission avec succès ; les populations de la Castille, au dire de Wellington lui-même, montrèrent pour la cause nationale la plus vive sympathie, et leur dévoûment leur inspira une telle discrétion, qu'il se passa plusieurs jours avant que les Français

de Salamanque fussent informés que les alliés avaient entrepris le siége.

Ce siége devait commencer le 6 janvier; mais le mauvais temps le fit remettre au 8. Déjà, celui de 1810, qui fit tant d'honneur à nos armes, nous a fourni l'occasion de faire la description de Ciudad-Rodrigo. Depuis cette époque, les Français avaient réparé les dommages causés par la défense de la place; ils avaient fortifié les principaux édifices du faubourg et le couvent de Santa-Cruz au nord-est, et, sur la butte de San-Francisco, ils avaient construit une redoute, qu'ils appelèrent la redoute de Renaud, en mémoire du malheureux gouverneur de ce nom que Don Julian Sanchez avait fait prisonnier.

Dans la nuit même du 8 au 9, les Anglais se rendirent maîtres de cette position; c'était d'un heureux augure pour leur entreprise. Ils dirigèrent de là leurs travaux, et suivirent la même marche qu'avaient adoptée les Français dans le premier siége. Ils établirent la première parallèle à la butte de San-Francisco, où ils dressèrent trois batteries de onze pièces chacune. Le 14, ils ouvrirent le feu, et, gagnant du terrain, ils tracèrent la seconde parallèle à soixante-et-dix toises de la place. Les progrès du siége furent favorisés par la prise du couvent de Santa-Cruz, tombé le 13 au pouvoir du général Graham, qui pouvait ainsi protéger la droite des assiégeans. La gauche fut couverte à son tour par le couvent de San-Francisco, dont les alliés s'emparèrent, la nuit du 14, dans le faubourg même. Du 15 au 19, les Anglais prolongèrent la seconde parallèle, complétèrent les communications, et ne cessèrent de travailler à la sape que lorsqu'ils l'eurent conduite jusqu'à la crête du glacis.

Cependant, Wellington avait pensé qu'il conviendrait peut-être de livrer l'assaut avant que les travaux fussent entièrement terminés, et les ingénieurs

lui ayant donné l'assurance qu'il suffirait du feu des batteries de la première parallèle pour ouvrir la brèche, il ordonna de diriger dans ce sens tous les efforts. Il fut obéi, et, dans la soirée du 19, une ouverture était déjà pratiquée dans le mur de la fausse-braie et dans celui du corps de la place. Outre la brèche principale, on en ouvrit une autre, plus à la gauche des alliés, au moyen d'une batterie dressée sur le chemin incliné qui conduit de la butte au couvent de San-Francisco.

Jusqu'alors, les assiégés avaient tâché de retarder les opérations des Anglais, et, le 14, ils firent une sortie qui causa beaucoup de mal à ceux-ci. Cependant, ni ces tentatives ni d'autres semblables ne purent empêcher le moment critique de l'assaut.

Wellington s'y disposa dès que le gouverneur français eut formulé son refus de se rendre; il se hâta d'autant plus qu'il commençait à recevoir de tristes nouvelles de Valence, et qu'il savait d'ailleurs que le maréchal Marmont réunissait des troupes à Valladolid. Le maréchal, ayant quitté Tolède et Talavera, était arrivé dans cette ville pendant les premiers jours de janvier avec une portion de son armée, pour chercher des vivres, et aussi dans la pensée que les Anglais allaient mettre le siége devant Ciudad-Rodrigo.

En conséquence, le 19, jour même où les brèches furent ouvertes, Wellington ordonna qu'on livrât l'assaut à l'entrée de la nuit. Il désigna cinq colonnes à cet effet. La cinquième, aux ordres du général Pack, était chargée de faire une fausse attaque du côté du midi. La quatrième, conduite par Crawfurd, devait marcher contre la seconde brèche, et couvrir l'attaque de la brèche principale, particulièrement confiée aux trois autres colonnes, sous les ordres du gé-

néral Picton. Le mouvement commença ; les Anglo-Portugais affrontèrent avec sang-froid les plus grands dangers, et triomphèrent de tous les obstacles. Les Français se défendirent avec courage ; mais ne pouvant résister aux attaques habiles et multipliées qui les pressaient de toutes parts, ils commencèrent à fléchir, et, au bout d'une demi-heure, les alliés, parvenus à s'étendre le long des remparts, finirent par se rendre maîtres de la place. Sur deux mille hommes qui composaient la garnison, il y eut mille sept cent neuf prisonniers, y compris le commandant Barrié qui remplissait les fonctions de gouverneur; le reste avait péri dans la défense. Les alliés entrèrent dans la ville en bon ordre : leur perte s'était élevée en tout à mille trois cents hommes. Les généraux Mackinson et Crawfurd restèrent malheureusement parmi les morts. Lord Wellington remit la place aux mains de Don Francisco-Xavier Castaños. Les cortès votèrent des remercîmens à l'armée anglo-portugaise, et conférèrent au général en chef la distinction de grand d'Espagne, sous le titre de duc de Ciudad-Rodrigo. De leur côté, le gouvernement et le parlement britanniques accordèrent aussi des honneurs et des pensions, et ordonnèrent qu'un monument serait érigé à la mémoire du brave et malheureux général Crawfurd.

D'autres événemens heureux et de nouvelles espérances suivirent cette conquête. Les Français n'avaient pas renforcé leurs rangs, en 1811, de plus de cinquante mille combattans; c'était un secours bien insuffisant pour combler les vides laissés par la guerre et par le départ de quelques troupes qui venaient de s'éloigner ; en somme, au temps dont nous parlons, l'ennemi ne comptait pas, dans la Péninsule, au delà de deux cent quarante mille hommes. Parmi les derniers arrivés, se trouvaient un grand

ombre de conscrits, et, en décembre 1811, ainsi ue dans les premiers mois de 1812, quatorze mille étérans rentrèrent en France, savoir : huit mille ommes de la garde impériale et d'autres corps, et ix mille Polonais de l'armée d'Aragon, que l'empeeur destinait à la guerre de Russie, qui dès lors paaissait imminente. Tel était le prélude des nombreux uccès qui nous attendaient cette année.

SOMMAIRE

DU LIVRE DIX-HUITIÈME.

La constitution. — La commission en présente le projet. — nthousiasme qu'il produit. — Obstacles que veulent mettre uelques personnes à sa discussion. — Cette discussion com- ience. — Titre I[er] : de la nation espagnole et des Espagnols. — 'itre II : du territoire des Espagnes, de leur religion et de eur gouvernement. — Titre III : des cortès. — Titre IV : du oi. — Titre V : des tribunaux. — Titre VI : de l'administra- ion intérieure des provinces et des communes. — Titre VII : des ontributions. — Titre VIII : de la force militaire nationale. — 'itre IX : de l'instruction publique. — Titre X et dernier : de 'observation de la constitution, et du mode de procéder pour y aire des changemens. — Réflexions générales sur la constitu- ion. — Mécontens hors des cortès. — Affaire de Lardizabal. — Affaire du conseil. — Pamphlet de *l'Espagne vengée.* — Tribunal pécial pour connaître de ces affaires. — Exposition du doyen du onseil. — Désagréable incident du député Valiente. — Cours t terminaison de ces affaires. — Manœuvres pour porter à la ête de la régence l'infante Doña Maria-Carlota. — Lettre de cette princesse aux cortès. — Propositions de la mettre à la tête de la régence. — Du député Laguna ; elle est rejetée. — Du député Vera y Pantoja. — On approuve les propositions contraires du député Argüellès. — Nouvelle régence composée de cinq membres. — La régence précédente. — Jugement porté sur elle. — Son administration et quelques événemens de son époque. — Règlement donné à la nouvelle régence. — La constitution est signée, jurée et promulguée, les 18 et 19 mars. — L'enthousiasme pour elle augmente, et va au comble. — Félicitations et applaudissemens que reçoivent les cortès.

HISTOIRE

DU

SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

« L'établissement des lois a précédé parmi nous « la création des rois. » C'est ce qu'avait dit, depuis long-temps, à propos de l'Aragon, l'historien Géronimo Blancas. Si, dès l'origine de la restauration de la monarchie, temps d'ignorance et d'obscurité, nos ancêtres se précautionnèrent contre les abus et les écarts futurs de l'autorité royale, avec combien plus de raison devaient se montrer prévoyans et même ombrageux les Espagnols de l'ère actuelle, ainsi que leurs députés! Les anciens peu-

vaient avoir présens à la mémoire les excès des Witiza et des Roderic, qui firent couler sur la nation des torrens de sang et de larmes. Mais à présent, outre les nombreux et funestes exemples des âges passés, s'offrait à la méditation des modernes celui plus récent et plus terrible du règne de Charles IV, où tout, jusqu'à l'indépendance nationale, avait été sur le bord de l'abîme. C'est pour cela qu'il était nécessaire de mettre la diligence la plus empressée et la plus attentive à établir de bonnes et solides institutions, quoique au milieu d'une guerre désastreuse : car l'occasion de donner à un pays sa liberté, même à la hâte, se perd-elle une fois, il n'est plus facile de la retrouver.

Nous avons rapporté, dans un autre livre, la lecture faite aux cortès, le 18 août 1811, des premiers travaux de la commission de constitution, nommée dans le mois de décembre précédent. Ces travaux comprenaient les deux premières parties, c'est-à-dire tout ce qui était relatif au territoire, à la religion, aux droits et obligations des citoyens, ainsi qu'à la forme et aux pouvoirs de la puissance législative et exécutive. La troisième partie, qui embrassait la puissance judiciaire, fut lue le 6 novembre de la même année. Enfin, on présenta, le 26 décembre suivant, la quatrième et dernière partie, où l'on déterminait l'administration des provinces et des communes, et où l'on établissait des règles générales au sujet des contributions, de la force armée, de l'instruction publique, et des conditions qu'il fallait accomplir pour la réforme ou les changemens qu'on voudrait introduire par la suite dans la nouvelle loi fondamentale.

Le rapport de la commission était accompagné d'un discours éloquent et très-remarquable, où étaient exposés les motifs de l'opinion adoptée sur chaque

point, en la fondant sur nos antiques lois, usages et coutumes, et sur les altérations qu'exigeaient les circonstances et la marche du temps. Don Agustin Argüellès avait rédigé ce discours, et fut en conséquence chargé de sa lecture. Le texte était l'œuvre de Don Evaristo Perez de Castro.

Le langage digne et noble du discours, la clarté et l'ordre du projet de la commission, ainsi que ses flatteuses et généreuses idées, causèrent dans le public un extrême enthousiasme. La plupart ne firent aucune attention aux légers défauts qui pouvaient l'obscurcir, car, en Espagne, on connaissait les maux du despotisme, non ceux qu'entraînent quelquefois, en fait de liberté, l'exagération de certaines théories. Aussi, quand on lut les deux premières parties, Don Juan-José Güereña, député américain pour la Nouvelle-Biscaye, et président des cortès, bien qu'opposé aux réformes, emporté comme les autres par le torrent de l'opinion, fixa, pour l'ouverture des débats, le 25 du même mois d'août : terme assurément trop court. La discussion dura l'espace de cinq mois entiers, et ne fut close que le 23 janvier suivant. Elle fut grave et solennelle, de façon qu'en affermissant l'autorité des cortès, elle rehaussa en même temps la renommée des membres de ce corps politique.

Par la même raison, les obstacles qu'on s'efforça de mettre au progrès des délibérations furent aisément vaincus par la voix publique, par le vif et commun désir de jouir promptement d'une constitution libre. Parmi ces obstacles, les uns vinrent du dehors de l'assemblée, et les autres du dedans. Quoique peu dignes d'attention, nous parlerons plus loin des premiers. Les derniers commencèrent dans le sein même de la commission, un de ses membres, Don José-Pablo Valiente, n'ayant pas voulu signer le projet, bien qu'il eût donné son approbation aux bases prin-

cipales. Ils s'accrurent quelque peu à l'ouverture des débats, dans le congrès. Les ennemis du projet, voyant déçues les espérances qu'ils avaient fondées sur le président Güereña, remplacèrent celui-ci, le 24, jour de la cessation de son emploi, par Don Ramon Jiraldo, qu'ils tenaient pour ennemi des innovations, et non moins résolu à susciter des embarras à la discussion, que fécond, en qualité d'ancien homme de loi, en stratagèmes propres au barreau. Ils se trompèrent encore. Dès que Jiraldo fut assis sur le fauteuil de la présidence, il se montra très-dévoué à la nouvelle constitution, et employa sa fermeté à conduire vigoureusement les délibérations jusqu'à leur terme.

Les premières tentatives de l'opposition ainsi déjouées, il ne restait plus d'autres ressources aux ennemis du projet que de prolonger les débats, en élevant des questions et des disputes sur chaque article et sur chaque phrase. Mais on n'ignore pas que, dans un congrès, comme dans une armée, si l'impétuosité d'une première attaque reste sans succès, plus elle a été fougueuse dans le principe, plus tôt elle fléchit, et s'éteint complètement.

La nouvelle constitution était divisée en titres, chapitres et articles. On n'attend pas que nous entrions séparément dans le détail de chacune de ces parties. Nous nous bornerons à donner une idée générale de la discussion, en nous tenant à la principale de ces divisions, laquelle comprenait dix titres. Le premier traitait *de la nation espagnole et des Espagnols*. On y posait de nouveau le principe de la souveraineté nationale, admis le 24 septembre précédent, et déclaré dès lors comme la source de tous les pouvoirs en Espagne, comme la racine même de la constitution. Cent vingt-huit députés contre vingt-quatre approuvèrent l'article, et ceux-ci ne le rejetè-

rent pas pour la substance, mais pour les termes dans lesquels il était rédigé. Nous avons traité cette question avec quelque étendue dans le livre XIII, et nous y avons fait connaître que, bien qu'il convînt de ne pas graver dans les lois des idées abstraites, cependant la situation particulière de la monarchie, abandonnée comme une orpheline, permettait qu'on fît, dans le cas présent, une exception à la règle. On spécifiait également, dans le même titre, ceux qui devaient être considérés comme Espagnols, soit qu'ils fussent nés sur le territoire, soit qu'ils fussent étrangers. On exigeait pour ceux-ci des lettres de naturalisation, ou dix années de résidence. Dans ce titre était encore insérée une courte déclaration des droits et des devoirs, qui, bien qu'imparfaite, évitait toutefois le dangereux écueil de trop généraliser, et l'on avait rejeté, à la suite des débats, quelques articles du projet de la commission, plus sentencieux qu'impératifs. Sur toutes ces questions, comme elles offraient un vaste champ de subtilités où pouvait s'exercer l'esprit, certains membres s'appesantirent plus qu'il n'était besoin, de ceux qui avaient pris goût à la dispute dans l'éducation scolastique de nos universités.

Le second titre traitait *du territoire, de la religion et du gouvernement*. Bien des débats s'élevèrent, dans le sein de la commission, sur la première de ces choses, notamment à propos de l'Amérique, dont les députés eux-mêmes ne pouvaient ni se mettre d'accord, ni se comprendre quelquefois. Chacun présentait une division différente du territoire, et voulait qu'on multipliât à l'infini les provinces et leur dénomination. Cela provenait du désir de flatter les vanités du pays natal, et aussi de la confusion et des changemens qu'il y avait eus dans la distribution de si vastes contrées, où l'on donnait d'ordinaire le

nom de province à ce qui ne différait pas de beaucoup d'un désert ou d'une savane inculte. Il y eut aussi quelques réclamations à propos de l'Espagne péninsulaire, et tout le monde tomba d'accord sur la nécessité d'en changer et améliorer la division actuelle. Celle-ci, en effet, était, même en Europe, par trop inégale, en géographie, comme en administration civile, judiciaire et ecclésiastique, et si monstrueuse parfois, que, dans la Rioja, pour ne citer qu'un fait, il y avait des endroits qui correspondaient, tantôt à Guadalajara, tantôt à Soria, tantôt à Burgos. Mais néanmoins, comme il fallait du temps et des dépenses pour apporter à ces abus un remède profitable, les cortès se bornèrent pour lors à faire mention dans un article des principaux royaumes et provinces des deux Espagnes, en annonçant, dans un autre, qu'aussitôt que les circonstances le permettraient, on établirait une division plus convenable du territoire de la monarchie.

Cette question, bien qu'importante pour le bon gouvernement intérieur du royaume, n'était pas épineuse comme celle qui la suivait dans le même titre, touchant la religion. La commission avait proposé l'article, conçu dans les termes suivans : « La nation « espagnole professe la religion catholique, apostolique et romaine, seule véritable, à l'exclusion de « toute autre. » Une si manifeste déclaration d'intolérance ne satisfit point encore certains députés, entre autres M. Inguanzo, qui demanda que l'on spécifiât expressément que la religion catholique « devait « perpétuellement subsister, sans que quelqu'un « qui ne la professât point pût être tenu pour Espa- « gnol, ni jouir des droits attachés à ce titre. » L'article retourna donc à la commission, qui le modifia de cette manière : « La religion de la nation espa- « gnole est, et sera perpétuellement, la catholique,

« apostolique et romaine, seule véritable. La nation « la protége par des lois sages et justes, et prohibe « l'exercice de toute autre. » Les cortès l'approuvèrent ainsi, sans qu'il s'élevât aucune discussion, ni pour ni contre. Cette loi d'intolérance insigne a excité chez les étrangers une clameur générale, parce qu'on n'a pas assez fait attention aux circonstances particulières qui la firent rendre. Dans d'autres nations, où règnent des croyances nombreuses et variées, une semblable mesure eût causé une foule de maux. Mais ce n'était pas le cas de l'Espagne. Durant trois siècles, le catholicisme avait joui sur son sol d'une domination exclusive et absolue, et avait fini par extirper tous les autres cultes. Ainsi, la décision des cortès ne blessait ni les intérêts, ni l'opinion de la généralité; au contraire, elle les suivait et les flattait. Cependant, plusieurs députés, amis de la tolérance, pensèrent à s'opposer à l'article, ou du moins à faire en sorte qu'il fût modifié. Mais, après toutes les raisons pesées, il leur parut prudent de ne pas soulever la question, car il est nécessaire de respecter parfois certains préjugés pour en détruire d'autres, qui aplanissent le chemin, et conduisent ensuite à l'anéantissement des plus enracinés. Le principal préjudice que pouvait causer pour le moment l'intolérance religieuse consistait dans l'influence qu'elle aurait sur les étrangers, en éloignant les hommes d'industrie, dont le concours en Espagne pouvait produire de si grands biens. Mais, comme on ne leur refusait pas l'entrée du royaume, ni d'y professer leur religion, dont on ne défendait que le culte extérieur, il était à espérer qu'avec les autres avantages que leur assurait la constitution, ils ne reculeraient pas pour venir féconder un terrain presque vierge, de grand appât pour de nouvelles spéculations. En outre, l'article, bien considéré, était en lui-même l'annonce d'autres amélio-

rations. La religion, disait-il, « sera protégée par des « lois sages et justes. » Cette clause avait pour but d'empêcher à tout jamais le rétablissement de l'inquisition, mesure à laquelle tendait depuis long-temps le parti libéral. Par conséquent, dans un pays où s'abolit cette barbare institution, où existe la liberté de la presse, où les droits politiques et civils sont assurés par de généreuses institutions, jamais le fanatisme pourra-t-il étendre ses racines, ou gêner les opinions qui lui sont opposées? Il fut donc sage de ne pas provoquer une discussion où les amis de la tolérance religieuse eussent été vaincus. Avec le temps, par la diffusion des lumières, et la naissance de nouveaux intérêts, on aurait vu se propager des idées plus modérées sur la matière, et l'Espagnol aurait alors permis sans obstacle qu'à côté des autels catholiques s'élevassent des temples protestans; de la même manière que la plupart de ses ancêtres avaient vu, durant des siècles, non loin de leurs églises, des mosquées et des synagogues. . . . . . .

La fin du titre dont nous nous occupons était relative au gouvernement. On se bornait, sur ce point, à une simple déclaration que le gouvernement de l'Espagne était monarchique, et à la division des trois pouvoirs, la puissance législative appartenant aux cortès de concert avec le roi, l'exécutive exclusivement à celui-ci, la judiciaire aux tribunaux. La discussion qui s'éleva ne fut ni longue, ni importante; cependant quelques députés voulaient que la faculté de faire les lois appartînt aux seules cortès. Nous reviendrons sur cette question à propos de la sanction royale.

On spécifiait, dans le même titre, quels hommes devaient être réputés citoyens, qualité nécessaire pour l'usage et la jouissance des droits politiques. A cette occasion, de longs débats s'élevèrent relativement aux hommes originaires de l'Afrique, question

à laquelle l'Amérique était intéressée, car on n'entendait, sous cette dénomination, que les descendans d'esclaves transportés du continent africain dans les contrées américaines. On ne les déclarait pas sur-le-champ citoyens comme les autres Espagnols; mais on leur laissait la porte ouverte pour obtenir cette faveur, suivant leur conduite et leurs mérites particuliers. Dans le principe, les députés américains ne montrèrent pas une grande ardeur pour faire accorder le droit de bourgeoisie à ces individus et il y en eut, comme Moralès Duarez, qui s'indignaient seulement d'entendre dire qu'on eût un tel projet. Dans le décret du 15 octobre 1810, base de toutes les déclarations faites en faveur de l'Amérique, on n'avait pas étendu l'égalité des droits aux hommes originaires d'Afrique, et dans les propositions successives que présentèrent les députés américains, ils n'élevèrent pas davantage cette prétention. Il n'en fut pas de même à l'époque actuelle. Quelques-uns voulaient qu'on accordât aux originaires d'Afrique voix active et passive dans les élections; la plupart, il est vrai, demandèrent seulement qu'on leur accordât la première, c'est-à-dire, le droit d'élire, mais non d'être élu. Cette circonstance fit soupçonner qu'il s'agissait bien moins de l'intérêt des castes que d'augmenter le nombre des députés d'Amérique; car, la population devant être la base des élections, il était clair qu'en comprenant parmi les citoyens les descendans de race africaine, on augmenterait la proportion électorale en faveur des possessions d'Amérique.

Les Espagnols n'avaient contre ces castes ni haine, ni antipathie. Mais il n'en était pas ainsi des naturels d'outre-mer. Dans ces pays, l'inimitié et l'éloignement pour la race africaine étaient si grands que, d'après le député du Pérou, Salazar, on les retrouvait jusque dans les registres des paroisses, qui étaient

de deux espèces : sur les uns, s'inscrivaient les noms des Espagnols, ou réputés tels ; sur les autres, ceux des hommes d'autres castes. C'est ce que confirmèrent divers députés, également d'Amérique, entre autres Larrazabal, représentant de Guatemala, et l'un des plus distingués, lequel disait, bien qu'il se fît l'avocat des originaires d'Afrique : « Qu'on laisse « ces castes dans l'état où elles se trouvent, sans les « priver de la voix active.... mais sans les vouloir « élever à une plus haute position, car elles recon- « naissent bien que leur sphère ne les a pas placées « dans la condition d'aspirer aux postes éminens. » La situation des députés européens était extrêmement épineuse dans les affaires de l'Amérique, car ils y marchaient comme sur le fil d'une épée tranchante. Refuser aux originaires d'Afrique les droits de citoyens, c'était irriter les esprits ; les accorder, c'était offenser outre mesure les opinions et les préjugés des autres habitans d'outre-mer. Le contraire arrivait pour les députés américains, qui avaient à gagner dans l'un ou l'autre de ces cas, puisque la plupart d'entre eux penchaient à exciter des troubles qui pressassent la venue du jour de leur indépendance. A leurs argumens, très-forts en général, le député Espiga répondit avec adresse et profondeur. « J'ai entendu, disait-il, invoquer avec véhémence « les droits sacrés de la nature et les plus beaux « principes d'humanité. Mais je voudrais que les « préopinans ne perdissent pas de vue que la société « s'étant établie et les nations s'étant formées pour « assurer les droits de la nature, il a fallu faire « quelques sacrifices, en mettant ces limites et ces « conditions, non moins nécessaires à l'intérêt gé- « néral de tous les individus, qu'à l'ordre, à la « tranquillité, à la puissance publique, sans lesquels « cet intérêt ne pouvait subsister..... Les principes

« abstraits ne peuvent avoir d'application rigoureuse
« en politique.... C'est une vérité reconnue par les
« gouvernemens les plus éclairés, qui ne sont ni
« despotiques ni tyranniques.... Est-ce que, par ha-
« sard, les castes jouissent, à la Jamaïque et dans les
« autres possessions anglaises, des droits de citoyens
« qu'ici l'on sollicite en leur faveur avec tant d'em-
« pressement? Qu'on jette la vue sur les innom-
« brables propriétaires de la Caroline et de la Vir-
« ginie, appartenant à ces castes, qui vivent heu-
« reusement sous les sages lois du gouvernement
« des Etats-Unis; sont-ils citoyens? Non, seigneur,
« ils sont tous exclus des emplois civils et militaires.
« Et quand le sage gouvernement de la Grande-Bre-
« tagne, qui, par sa constitution politique, son équi-
« table législation et les lumières de quelques siècles,
« est arrivé à un degré de richesses, de splendeur
« et de gloire, supérieur à celui auquel aspirent les
« autres états, n'a pas osé incorporer les castes
« parmi ses citoyens, irons-nous le faire, nous,
« quand nous ressentons encore l'impression de trois
« siècles d'arbitraire et de despotisme, et quand
« nous voyons luire à peine l'aurore de la liberté
« politique? Quand la constitution anglo-américaine,
« qui, d'une main ferme, arracha les racines des pré-
« jugés, et passa peut-être les bornes de la sagesse,
« les a exclus de ce droit, irons-nous le leur ac-
« corder, nous qui pouvons à peine faire un pas sans
« rencontrer l'obstacle des intérêts et des opinions,
« dont la fausseté, par malheur, n'est pas encore évi-
« dente? Pourra-t-on accuser ces gouvernemens du
« manque de lumières et de cette fermeté qui sait
« vaincre tous les obstacles pour arriver à la prospé-
« rité nationale? Telle est, seigneur, la conduite
« des gouvernemens lorsque, laissant de côté de
« belles théories, ils considèrent l'homme non comme

« il devrait être, mais comme il a été, comme il
« est et comme il sera perpétuellement. Ces respec-
« tables exemples doivent nous convaincre que les
« droits politiques sont très-différens des droits ci-
« vils, et que, si l'on ne peut refuser ceux-ci à
« aucun de ceux qui composent la nation, comme
« étant une conséquence immédiate du droit naturel,
« ceux-là peuvent supporter certaines limites utiles
« au bonheur public. Quand les personnes et les pro-
« priétés sont respectées; quand, loin d'être oppri-
« més, les individus des castes doivent trouver pour
« leurs droits civils la même protection dans la loi
« que tous les autres Espagnols, il n'y a pas lieu à
« de pathétiques déclamations en faveur de l'huma-
« nité, qui, d'une autre part, peuvent compromettre
« l'existence politique d'une grande partie des pos-
« sessions espagnoles..... »

Enfin, l'article passa, avec quelques légers changemens dans les termes. On substitua à cette expression : « Aux Espagnols qui, par quelque ligne que « ce soit, tirent leur origine d'Afrique..... », celle de : « Aux Espagnols qui, par quelque ligne que ce « soit, sont tenus et réputés pour originaires d'A- « frique..... » C'était le moyen d'éviter des investigations d'origine, et de ne pas effrayer ceux en grand nombre qui dérivent d'esclaves, et se comptent, dans ce pays, parmi les hommes libres et du plus pur sang.

Les cortès s'honorèrent en exigeant aussi, en cet endroit, « qu'à partir de l'année 1830, il fallût sa- « voir lire et écrire pour entrer dans l'exercice des « droits de citoyen. » C'était indiquer, comme principal guide de la société, l'instruction et le bon enseignement. La même chose avait été dès long-temps décidée dans le Guipuzcoa, et l'on avait établi, dans le royaume de Navarre, par acte de bon gouverne-

ment, que quiconque ne saurait ni lire, ni écrire, serait inapte aux fonctions municipales.

Vint ensuite la discussion du troisième titre du projet, l'un des plus importans, puisqu'il traitait du pouvoir législatif. Voici les plus graves questions qui s'y présentaient : 1° Si les cortès devaient se former en une seule chambre, ou en deux, ou par ordres (*estamentos o brazos*), comme anciennement. 2° La nomination des députés. 3° La tenue des cortès. 4° Leurs pouvoirs et attributions. 5° La formation des lois et la sanction royale.

La commission proposait que les cortès se réunissent en une seule chambre, composée de députés élus par la généralité des citoyens. L'avis de la commission fut principalement soutenu par les députés Arguëllès, Jiraldo et le comte de Toreno, et combattu par les députés Borrull, Inguanzo et Cañedo. Ceux-ci penchaient pour des cortès divisées par ordres, et le premier opinait pour que la noblesse, ne pouvant y paraître tout entière à cause de son nombre et de ses différens degrés, y fût du moins appelée en partie. Inguanzo alla plus loin, pour fortifier les raisons du précédent orateur, jusqu'à donner pour règle « des tempéramens de la puissance royale » la constitution et le gouvernement de l'Eglise, qu'il considérait comme une monarchie mixte avec son aristocratie, oubliant que, dans ce cas, la tête était élective et tous les membres aussi. Plus modéré, quoique partisan de ce genre de représentation, Cañedo ne s'opposait point à ce qu'on fît quelques réformes dans l'ancien système. La commission et ceux qui l'appuyaient fondaient leur avis sur la difficulté de rétablir les ordres anciens, sur leurs inconvéniens, et aussi sur les différences qui existaient entre eux et les deux chambres établies en Angleterre et d'autres pays.

Les usages d'Espagne à ce sujet avaient été très-divers, car ils ne se ressemblaient ni dans les différens siècles, ni dans les différens royaumes. Généralement, on reconnut trois ordres en Catalogne et à Valence, quatre en Aragon, où le clergé n'assista point aux cortès avant le XIIIe siècle, et où, d'ailleurs, on déterminait si peu clairement quels membres de cet ordre et de celui de la noblesse devaient y prendre place, que Geronimo Blancas s'exprime ainsi : « Des « ecclésiastiques, des nobles, chevaliers et hidalgos, « on ne peut donner règle certaine sur ceux d'entre « eux qui doivent être nécessairement appelés aux « cortès, car je ne trouve ni *fuero*, ni acte de cortès « qui la donne. Toutefois, il paraît qu'on ne devait « pas manquer d'y appeler les seigneurs titrés et les « autres seigneurs de vassaux du royaume. » En Castille et dans le royaume de Léon, des cortès furent tenues et des plus importantes, où il n'y eut pas d'ordres, et dans celles qui s'assemblèrent à Tolède dans les années 1538 et 1539, il ne parut d'autres membres de la noblesse que ceux que le roi avait expressément convoqués. Le comte de la Corogne dit, dans sa relation manuscrite : « La grandesse de « ces royaumes ne finit pas aux seigneurs nom- « més, car, bien que non appelés par S. M., il y « a, parmi eux, beaucoup de seigneurs de vassaux, « de chevaliers, d'hidalgos à 2,000,000 de reve- « nu...... »

Par la suite, les ordres n'assistèrent point, même en cette forme, aux cortès de Castille; et à celles d'Aragon, il y eut des changemens dans les XVIe et XVIIe siècles. On sait qu'au XVIIIe, après que la maison de Bourbon se fut affermie sur le trône, ou bien il n'y eut plus de cortès, ou bien, dans celles où se réunirent les royaumes d'Aragon et de Castille, jamais les ordres ne se mêlèrent aux discussions, ni ne

furent convoqués dans la forme et la solennité des anciens temps.

Par conséquent, comme il n'y avait point de règle fixe qui pût guider, il était nécessaire de résoudre cette question : Comment et par qui doivent se former ces ordres? Alors commençait la difficulté. Ceux qui les repoussaient, disaient pour leurs motifs : « L'ordre de la noblesse se composera-t-il seulement « des grands? Mais cette classe, constituée comme « elle l'est à présent, ne porte pas son origine plus « loin que le XVI[e] siècle, justement quand cessèrent « les ordres en Castille, et que la grande puissance « des cortès tomba de toutes parts. Et il faut remar- « quer qu'en Navarre, où ils subsistent encore, il en- « tre dans l'ordre de la noblesse des maisons ancien- « nes assurément ; mais qui ne sont pas toutes revê- « tues de la grandesse. Fera-t-on assister tous les « nobles? Leur multitude en empêche. Fera-t-on, « parmi les membres de la noblesse, une élection « proportionnée? Mais, comment en venir à bout « avec égalité, lorsqu'il y a des provinces, comme « celles du nord, où leur nombre n'a pas de bornes, « et d'autres, comme quelques-unes du midi et du « centre, où il est très-limité? L'Amérique, ajou- « taient-ils, vient accroître la difficulté, car on n'y « connaît pas plus de deux ou trois grands, et l'autre « noblesse est très-multipliée ou mal répartie. Les « embarras, continuaient-ils, ne semblent pas moin- « dres à l'égard des ecclésiastiques. Si, dans une « chambre ou ordre séparé, doivent concourir les « évêques et grands dignitaires de l'Eglise, outre « le préjudice qui résulterait de l'abandon que fe- « raient de leurs siéges ceux d'Amérique, il ne serait « pas juste que les prêtres pussent être admis dans « l'ordre populaire, à moins de convertir les cortès « en concile ; et, déposséder ceux-ci d'un droit ac-

« quis déjà, se présente comme une chose délicate et
« de difficile exécution. D'une autre part, disaient les
« mêmes députés, les avantages qu'offre la séparation
« du corps législatif en deux chambres, ne s'obtien-
« nent pas par le moyen des ordres. En Angleterre,
« ces chambres sont convoquées et délibèrent sépa-
« rément, d'après certaines formes arrêtées par des
« règles fixes, et avec indépendance l'une de l'autre.
« En Espagne, les ordres siégeaient dans les diffé-
« rens côtés d'une salle, non dans des salles différen-
« tes; et si quelquefois, pour des conférences pré-
« paratoires ou examen des matières, ils se séparaient,
« ce n'était ni général, ni fréquent, et bientôt, par
« le moyen de leurs médiateurs, ils délibéraient et
« votaient ensemble. De là venait qu'il n'y avait en
« réalité qu'une seule chambre; seulement, elle était
« composée de personnes qui tenaient leur mandat de
« priviléges ou de droits distincts. »

Au milieu d'avis si opposés, il nous semble (parlant avec l'impartialité qui nous est propre et l'expérience acquise depuis lors) qu'il y eut erreur dans les deux extrêmes : dans celui des députés qui appuyaient les anciens ordres, parce que, outre leur forme variable et incertaine, ils réunissaient, dans leur composition, aux maux que produit une seule chambre, ceux qu'entraînent d'habitude après elles les assemblées de privilégiés; dans l'extrême opposé, parce que, si ceux qui soutenaient cette opinion, représentèrent fidèlement les difficultés et les inconvéniens des ordres, et même ceux d'une seconde chambre de nobles et d'ecclésiastiques, ils ne répondirent pas suffisamment à toutes les raisons qu'on peut donner contre l'établissement d'une seule et unique chambre, et ne prouvèrent pas davantage l'impossibilité d'en former une seconde, en prenant pour base l'âge, la fortune, l'antique illustration, les

services éminens, et toutes les autres qualités appropriées à la situation de l'Espagne.

S'il est vrai qu'une nation, pour établir ses lois fondamentales, ou réviser les lois vieillies et tombées en désuétude, doit s'assembler en un seul congrès comme moyen de surmonter les obstacles invétérés et nombreux qu'elle rencontre en ce cas, il est clair que la position change, une fois que cette nation est constituée, et qu'elle a jeté les fondemens du bon ordre et du bonheur public. Les gouvernemens libres doivent alors, pour atteindre ce dernier but, adopter une heureuse balance entre le mouvement des intérêts nouveaux et purement populaires, et la stabilité permanente d'autres intérêts plus anciens, à la conservation desquels aspirent les classes riches et puissantes.

La vérité de cette maxime est confirmée par les peuples qui ont le plus long-temps joui de la liberté, et par les publicistes les plus recommandables des âges passés et modernes. Telle était l'opinion de Cicéron, qui affirme, en son traité *de la République*, qu'un état se trouve parfaitement constitué, dans lequel « *ex tribus generibus illis regali et optimati et* « *populari confusa modicè.* » Polybe pense aussi que ce qui contribua le plus à la destruction de Carthage, fut que tout le pouvoir s'y trouvait dans les mains du peuple, tandis qu'à Rome il y avait un sénat. C'est ce que pensait le profond Machiavel, ce que pensait Montesquieu, et même le célèbre Mirabeau. Plus qu'eux encore se signala dans cette opinion M. Adams, républicain cependant, et qui exerça les premières magistratures aux Etats-Unis d'Amérique. Il écrivait, dans la préface de la *Defence of the constitutions of government of the United-States of America :* « Si l'on n'adopte pas dans chaque constitution « américaine les trois ordres (le président, le sénat

« et la chambre des représentans), qui se font un « mutuel contre-poids, il faut que le gouvernement « éprouve de fréquentes et inévitables révolutions, « qui, bien qu'elles tardent quelques années à écla- « ter, éclateront avec le temps. »

Néanmoins, les cortès adoptèrent, à une grande majorité, l'avis de la commission qui proposait une seule chambre, dépourvues qu'elles étaient encore d'expérience, et emportées peut-être par un certain goût d'égalité, non populaire, mais nobiliaire, pour ainsi dire, goût répandu dans les provinces et sur toute la surface de la monarchie.

Les cortès prirent la population pour base des élections. Un député devait être nommé par soixante-dix mille âmes, et l'on n'exigeait pour lors d'autres conditions à l'éligibilité que celles-ci : avoir vingt-cinq ans, être citoyen et natif de la province, ou bien s'y être établi après une résidence d'au moins sept ans. On indiquait, dans un autre article, qu'à l'avenir, pour être député, il faudrait jouir d'un revenu annuel, provenant des biens propres, et que les cortès futures déclareraient quand le temps serait venu de mettre à effet cette disposition. Chose extraordinaire! des députés, comme Borrull, toujours prêts à faire sentir la bride à tout ce qui fût dans le sens démocratique, s'opposèrent à cet article, craignant qu'il ne privât beaucoup de dignes Espagnols du droit d'être députés ; il est certain que, la propriété presque tout entière reposant en majorats et biens de main-morte, il était difficile d'admettre cette base, tout de suite et absolument. En effet, les hommes d'études, ceux engagés dans la carrière des emplois, et la plupart des gens éclairés, appartenaient plutôt à la classe dépourvue de revenus territoriaux, comme les cadets de famille, qu'à celle des aînés. Ainsi, exiger tout d'abord pour condition unique à la députation celle

e propriétaire foncier, avant que de nouvelles lois e succession et d'autre nature eussent réparti plus égulièrement les biens-fonds, ç'aurait été s'exposer à priver la nation de représentans vraiment recommandables.

L'élection passait par les trois degrés des juntes le paroisses, de districts et de provinces. C'était la même chose, à une légère différence près, qu'on avait exigée pour les cortès générales et extraordinaires, comme nous l'avons rapporté au livre XII. L'innovation consistait en ce qu'on ne devait plus admettre les députés des villes et bourgs qui avaient l'antique droit de *voto à cortès*, ni ceux des juntes qui se trouvèrent à la tête du soulèvement de 1808. Les Américains étaient placés sur un pied de parfaite égalité avec les Européens, et leurs élections devaient se faire par les habitans des communes, au lieu que les dernières avaient été faites par les membres des municipalités. Il semblait superflu que cette loi réglémentaire fît partie de la constitution; mais Muños-Torrero insista pour qu'il en fût ainsi, voulant prévenir des changemens prompts et intempestifs. On pouvait nommer députés des individus de l'état laïc ou de l'état ecclésiastique séculier. Plus d'une fois, certains membres des cortès élevèrent la demande qu'on admît également des ecclésiastiques réguliers, mais l'assemblée rejeta constamment de semblables propositions.

Etaient exclus de l'élection, les ministres, les conseillers d'état, et ceux qui occupaient des charges dans la maison du roi. L'article passa sans opposition, tant alors était enracinée l'opinion de séparer en tout la puissance législative de l'exécutive, comme si cette dernière n'était pas un rouage indispensable du mécanisme social, et comme si, dans ce cas, il ne valait pas mieux que ses membres restassent unis et

attachés aux cortès, plutôt que de froids amis, sans liens, sans affection. Quant à l'exclusion prononcée contre les employés de la maison du roi, c'était un ancien usage de nos assemblées représentatives, particulièrement de celles d'Aragon, suivant ce que rapportent leurs historiens, et, entre autres, le secrétaire Antonïo Perez.

Tous les ans, les cortès devaient avoir une session; mais elles ne pouvaient rester réunies que trois mois, et un quatrième, si le roi le demandait, ou si les deux tiers des députés en décidaient ainsi. On adopta cette restriction pour limiter le trop grand pouvoir qu'on devait craindre d'une assemblée unique et d'élection populaire, et pour ne point donner au roi la faculté de dissoudre ou de provoquer à son gré les cortès : mesure dont l'expédition des affaires aurait pu souffrir, et qui aurait causé de plus grands maux que ceux qu'on voulait éviter.

La commission proposait dans son rapport que les députés fussent nommés tous les deux ans, et qu'il fût permis de les réélire. Les cortès approuvèrent la première partie de cette proposition, et rejetèrent la seconde. Ils adoptèrent, pour la remplacer, la clause que l'élection ne pourrait tomber une seconde fois sur les mêmes individus, si ce n'est après une session ou législature d'intervalle. C'était une faute énorme, et qui, suivant l'heureuse expression dont se servit à cette occasion Oliveros, renversait l'édifice constitutionnel. En effet, à cet édifice qui manquait déjà du solide fondement d'une seconde et plus durable chambre, quel appui, quelle stabilité restait-il, si, tous les deux ans, venaient à changer complètement les membres de l'unique assemblée à laquelle était remis le pouvoir législatif? Il est difficile qu'il y ait, pour ainsi dire, de rechange tous les deux ans, trois cents personnes, dans un même pays, capables de

en remplir un tel emploi, surtout dans un pays qui it son apprentissage du gouvernement représentatif. ais, les y trouvât-on, autre chose est l'aptitude, et atre chose est l'habitude dans le maniement des affires; autre chose savoir, et autre chose être au ourant des motifs qui firent prendre telle ou telle dérmination. Et cela, sans compter les passions peronnelles, sans compter le désir de se signaler qu'aportent presque toujours les corps nouvellement nstallés. En outre, il n'y a point de profession, point l'art, point de magistrature, qui n'exigent de l'exerice et des connaissances pratiques. Ce n'est pas tous les ans qu'on relève les militaires, qu'on change les juges et les autres employés, et l'on pourrait, tous les deux ans, changer les législateurs, sans pouvoir les réélire? En vérité, l'état se trouvait voué à un sort aveugle et précaire. Tout cela venait pourtant de ce désintéressement mal entendu, admis dès l'origine, et si étranger à des hommes d'état expérimentés. Il régnait alors comme une sorte de frénésie, puisqu'on laissait à de nouvelles cortès le soin d'affermir une constitution encore dans les langes, et aux débats de laquelle elles n'avaient point pris part.

Ce fut en suivant la même règle et celle adoptée l'année précédente, qu'on décréta, en article de la constitution, que les députés ne pourraient accepter pour eux, ni solliciter pour d'autres, aucun emploi de nomination royale, ni aucun avancement, si ce n'est par ancienneté, pendant tout le temps de leur députation, et qu'ils ne pourraient non plus recevoir de pension ou de décorations qu'un an après. La prolongation de terme, dans ce dernier cas, avait pour motif qu'il ne s'agissait que de choses d'utilité personnelle, tandis que, dans le premier, il pouvait être préjudiciable à l'état de le priver plus long-temps des services d'un homme capable et éclairé.

Les pouvoirs des cortès s'étendaient à tout ce qui concerne la puissance législative. Elles s'étaient aussi réservé la ratification des traités d'alliance offensive, de subsides et de commerce, le droit de donner des règlemens à l'armée, à la flotte et à la milice nationale, enfin le droit d'établir un plan d'enseignement public, et celui qu'il faudrait adopter pour le prince des Asturies, héritier de la couronne.

Pour la confection des lois, l'initiative était laissée à tous les députés, sans aucune restriction; mais on introduisit certaines formes et certains délais pour la discussion et le vote, afin d'éviter les décisions précipitées. Il y eut peu de débats sur ces points. En échange, la sanction royale en provoqua de forts vifs. La commission l'accordait au monarque, mais restreinte et non absolue, celui-ci pouvant la refuser et opposer le *veto* jusqu'à trois fois à toute loi que les cortès lui présentassent. Mais, ce cas échéant, si le roi persistait dans son refus, la loi passait toutefois et était censée avoir reçu la sanction. Déjà, les députés Castello et comte de Toréno s'étaient opposés à l'avis de la commission, dans le second titre, où l'on avait établi que la faculté de faire des lois appartenait aux cortès, de concert avec le roi. Les députés Terreros, Polo et d'autres renouvelèrent ici la question; les uns voulaient que le monarque n'intervînt point dans la confection des lois, et le plus grand nombre qu'on abrégeât le terme de la négative ou *veto* suspensif. Les députés qui combattaient l'article s'appuyaient sur des idées théoriques, possibles en apparence, mais trompeuses dans l'usage. Le comte de Toreno avait dit entre autres choses : « Comment une volonté individuelle peut-elle s'opposer à la somme des volontés « représentant la nation? N'est-il pas absurde qu'un « seul arrête et annulle la volonté de tous? On dira qu'il « ne s'oppose point à la volonté de la nation, puisque

celle-ci l'a exprimé à l'avance dans la constitution, en accordant au roi ce *veto*, qu'elle jugeait utile à son bien et à sa conservation. Cette raison, qui est forte en apparence, n'est pour moi que spécieuse. Comment la nation peut-elle, en faveur d'un individu, se dessaisir d'une autorité telle, que, seul, il puisse s'opposer à la volonté de tous dûment représentée ? Cela serait aliéner sa liberté, ce qu'on ne peut supposer un seul instant, puisque c'est contraire à l'objet que se propose l'homme dans la société, ce qu'il ne faut jamais perdre de vue. Nous devons surtout assurer à la constitution la plus grande durée possible. Atteindrons-nous ce but si on laisse « au roi une telle faculté ? Ne nous exposons-nous « point à ce que le refus de sanctionner une loi n'entraîne le désir de changer la constitution, et de « manière qu'il en résulte de grandes convulsions et « de grands maux ? Qu'on ne cite point l'Angleterre ! « Là, existe un esprit public formé depuis des siècles, « esprit public qui est la grande et principale bar- « rière entre la nation et le roi, qui protége la cons- « titution, formée à des époques et en des circons- « tances bien différentes des nôtres. Pour nous, nous « ne sommes point dans le même cas, et ne pouvons « pas davantage nous applaudir de notre esprit pu- « blic. Le *veto* mis sur deux lois, en France, fut « une des causes qui précipitèrent le trône...... » La plupart de ces raisons, et d'autres que nous faisions valoir dans notre inexpérience, avaient plus de force contre le *veto* suspensif de la commission, que contre le *veto* absolu ; car le premier n'évitait pas le conflit qu'il était à craindre de voir naître entre les deux premières autorités de l'état, ni le mal qu'il y avait à laisser au pouvoir exécutif l'accomplissement d'une loi qui répugnait à sa façon de voir.

Perez de Castro disait à ce propos, avec pleine

raison : «.... Je ne vois pas quels abus peuvent naî
« tre de ce système, ni pourquoi, quand il s'agit d
« mettre un frein aux abus, on ferait abstraction d
« la puissante influence de l'opinion publique, qu
« s'ouvre justement parmi nous un nouveau champ
« L'opinion publique, appuyée de la liberté de l
« presse, qui est son fidèle thermomètre, éclaire
« avertit, contient, et devient le meilleur frein de
« l'arbitraire. En effet, que deviendraient, dans l'o
« pinion publique, ceux qui conseilleraient au roi un
« refus de sanction à une loi juste et nécessaire? Et
« comment peut-on raisonnablement supposer qu'un
« projet de loi évidemment juste et convenable *soit*
« rejeté par son conseil, au milieu d'une nation où il
« y aura de l'esprit public, car c'est une des premiè-
« res choses que doit créer parmi nous la constitu-
« tion, ou bien nous n'aurons rien fait, et elle-même
« ne pourra subsister? Le résultat d'une obstination si
« inconcevable serait d'exposer le monarque au res-
« sentiment d'une nation contrainte, et de faire
« perdre tellement le crédit ou l'opinion à ses minis-
« tres, qu'ils seraient irrémissiblement renversés.
« Et supposons (chose rare assurément) que ces pré-
« cautions gênent et empêchent l'établissement de
« quelque loi; ne nous trompons point, cela ne
« pourrait arriver si le projet de loi était évidemment
« utile, et peut-être urgent et nécessaire; mais, en
« parlant des cas les plus communs, je suis fermement
« convaincu que manquer de faire une bonne loi est
« un moindre mal que la funeste facilité de faire et
« de défaire chaque jour des lois, la plus terrible
« plaie pour un empire.

« Je juge, continuait-il, que l'expérience et ses
« sages leçons ne doivent pas être perdues pour nous,
« et qu'en cette partie, le droit public des autres na-
« tions modernes qui ont une représentation nationale

ne doit point être vu avec dédain par les législateurs de l'Espagne. Je ne parlerai point de cette France qui voulut, au commencement de sa révolution, se donner un roi constitutionnel, et où, malgré l'infernal esprit de sa démagogie désorganisatrice qui fermenta dès les premiers pas, on accorda au monarque la sanction, avec les mêmes intervalles. Je ne parlerai pas davantage de ce que pratique une nation voisine et alliée, dont la prospérité, fille de sa sage constitution, fait l'envie de « tous, parce que tous savent l'immense extension « qu'elle donne sur ce point et sur d'autres à la pré- « rogative royale. Je ferai seulement mention de la « loi fondamentale d'un état moderne plus éloigné, « les Etats-Unis du nord de l'Amérique, dont le « gouvernement est démocratique, et où un projet « de loi proposé ou approuvé dans l'une des deux « chambres, c'est-à-dire la chambre des représentans « ou le sénat, doit passer à l'autre pour y être approu- « vé. Si l'approbation de la seconde chambre lui est « donnée, il doit encore recevoir la sanction du pré- « sident des Etats-Unis. Si celui-ci la refuse, le pro- « jet retourne à la chambre où il a pris naissance. « Il y est de nouveau discuté, et il faut, pour qu'il « soit adopté, la réunion des deux tiers des votes; « alors il reçoit force de loi, et devient loi de « l'état... Ainsi donc, si cela se passe dans un état « démocratique, dont le chef est un particulier re- « vêtu temporairement par la constitution d'une di- « gnité si éminente, pris indistinctement parmi les « citoyens, et dépourvu dès lors de cet appareil « somptueux qui arrache le respect des peuples; si « cela se passe dans des états où la loi se filtre, pour « ainsi dire, à travers deux chambres, invention su- « blime, qui exige, en faveur des lois, que le pro- « jet proposé dans une chambre ne soit décrété que

« dans une autre entièrement distincte, et qu'il
« eu outre besoin de la sanction du chef du gouve
« nement, que doit-il arriver dans une monarch
« comme la nôtre, où n'existent pas ces deux chan
« bres?... »

L'avis de la commission prévalut, et il faut obser ver que, parmi les députés qui le combattaient et qu repoussaient la sanction royale, avec *veto* absolu ou suspensif, il s'en trouvait des opinions les plus oppo sées. C'est ce qui arrivait fréquemment dans les ma tières politiques, et des députés, comme Terreros très-entêtés sur les questions ecclésiastiques, étaient des premiers à marchander les facultés laissées au roi, et à s'opposer au développement de la puissance exécutive.

Dans ce même titre III, on établissait la députation permanente des cortès, et l'on spécifiait aussi la forme et les occasions de convoquer des cortès extraordinaires. La députation permanente se composait alors de sept membres, choisis par les cortès elles-mêmes, et qui étaient chargés, en l'absence de l'assemblée, de veiller à l'observation des lois, et spécialement des lois fondamentales, sans que ce droit leur donnât aucune autre autorité sur la matière. Anciennement, on avait connu une corporation semblable dans le royaume d'Aragon; actuellement encore dans la Navarre, et près des juntes provinciales du pays basque et des Asturies. En Castille, jamais cela ne s'était vu jusqu'à la réunion des deux couronnes, et lorsque les principales cortès de la monarchie furent réunies en une seule assemblée. Alors apparut une ombre vaine, à laquelle on donna le nom de députation, également composée de sept membres, que nommaient par voie du sort les villes ayant *veto à cortès*. Une telle institution put être utile dans de petits états, lorsque les représentans des communes

e se réunissaient pas d'habitude tous les ans, et lorsqu'on ne connaissait point la liberté de la presse. Dans ce cas, la députation était, selon l'heureuse expression de Capmany, « le censeur public du pouvoir suprême. » Mais, à présent, si cette corporation était bornée aux facultés que lui attribuait la constitution, la censure qu'elle exerçait devenait nulle et inutile à côté de la censure publique; si elle outrepassait ses attributions, non-seulement elle commettait un excès de pouvoir, mais sa présence ne servait qu'à engourdir et inquiéter le gouvernement. Les cortès crurent convenable de respecter un si ancien vestige de nos libertés; elles lui conférent aussi la police intérieure de l'assemblée, et le droit de convoquer, en des cas déterminés, des cortès extraordinaires.

On donnait cette dernière dénomination, non point à des cortès qui fussent supérieures aux ordinaires en puissance, et constituantes comme l'assemblée actuelle, mais aux cortès ordinaires elles-mêmes, assemblées extraordinairement, et hors des mois indiqués par la constitution. Leur appel avait lieu dans les cas de vacance de la couronne, d'abdication du roi ou de son impuissance à régner davantage, et quand celui-ci voulait les réunir pour une affaire spéciale; alors il ne leur était pas permis de se détourner de cet objet pour traiter d'aucun autre. Là, finissait le titre III.

Dans le quatrième, il était question du roi. On y spécifiait son inviolabilité et l'étendue de son autorité; la succession à la couronne; les minorités et la régence; la dotation de la famille royale, ou liste civile; le nombre des ministres (*secretarios de estado y del despacho*), et ce qui regardait leur responsabilité.

Le roi exerçait avec plénitude la puissance exécu-

tive, mais toutefois de manière qu'il pût reconnaître, comme dit Don Diégo de Saavedra-Fajardo, « qu'elle « n'était pas tellement suprême qu'il n'en fût resté « quelque part au peuple. » On lui accorda la faculté « de déclarer la guerre, de faire et de ratifier la « paix ; » mais ce ne fut qu'après une longue et lumineuse discussion, car bien des députés désiraient que les cortès intervinssent dans ces affaires, à l'imitation de ce qu'ordonnait un très-ancien *fuero* de Sobrarbe (1). Les restrictions les plus notables qu'on mit à son pouvoir consistaient en ce qu'on ne lui permettait point de s'absenter du royaume, ni de se marier sans le consentement des cortès. Ce qui provoqua ces deux restrictions, ce fut le récent souvenir des affaires de Bayonne, et les craintes de quelque alliance avec la famille de Napoléon. Elles étaient d'ailleurs autorisées par des exemples empruntés aux nations étrangères, et d'autres tirés de notre ancienne histoire.

On réserva, pour en traiter en séance secrète, la question de la succession à la couronne. Les cortès décidèrent, quand elle vint à son tour, que cette succession aurait lieu par ordre régulier de primogéniture et de représentation entre les descendans légitimes, mâles et femelles, de la dynastie régnante de Bourbon. Telle avait été presque toujours l'antique coutume dans les divers royaumes de l'Espagne. Dans celui de Léon et dans la Castille, la loi des *Partidas* le réglait ainsi. Auparavant jamais cette pratique n'avait souffert d'altération ; et ce fut en vertu de ce droit que Ferdinand Ier réunit d'abord les deux sceptres, puis ensuite saint Ferdinand. En Navarre, on

(1) « Bellum aggredi, pacem inire, inducias agere,........ « seniorum annuente consilio. » (Géronimo Blancas, *Arag. rerum Commentarii.*)

avait également compté un grand nombre de reines régnantes, et ce fut à la même coutume que l'on dut l'union de l'Aragon et de la Catalogne, au temps de Doña Petronilla, fille de Don Ramire-le-Moine. Il est vrai que, dans ce dernier royaume, il y eut quelques changemens à cet égard, surtout pendant les règnes de Jacques Ier (*Don Jayme-el-Conquistador*) et de Pierre IV (*Don Pedro-el-Ceremonioso*), en conséquence desquels la couronne ne passa point aux filles de Jean Ier, successeur de Pierre IV, mais à Martin, son frère. Toute fois, l'ancienne coutume recouvra force de loi dans le temps des rois catholiques Isabelle et Ferdinand, soit lorsqu'on reconnut pour leur héritier Don Miguel, leur petit-fils, prince que sa mort précoce empêcha seule de s'asseoir sur tous les trônes réunis de la Péninsule, y compris celui de Portugal, soit lorsque Jeanne-la-Folle et son fils Charles-Quint leur succédèrent à la couronne d'Espagne. Ce fut par la même règle que vint occuper le trône Philippe V de Bourbon, lequel essaya, sans nécessité, d'altérer l'ancienne loi et coutume, ainsi que les dispositions des rois catholiques, et d'introduire la loi salique de France. Il y réussit jusqu'à un certain point, mais comme en cachette, en violant les formes, et non sans grande opposition, suivant le récit du marquis de San-Felipe. Aux cortès de 1789, l'affaire fut de nouveau mise sur le tapis, et la décision antérieure révoquée, mais très secrètement. En remettant de nouveau en vigueur la loi primitive et l'ancienne coutume, les cortès ne choquaient en rien l'opinion nationale; aussi, dans le sein de l'assemblée, les divers partis qui la composaient agirent tous d'accord sur ce point, et ce fut le parti opposé aux réformes qui montra la plus grande ardeur.

Cela venait surtout du vif désir qu'avaient les hommes de ce parti de mettre à la tête de la régence,

et d'approcher des degrés du trône l'infante Doña Maria-Carlota-Joaquina, mariée à Don Juan, prince héréditaire de Portugal, et fille aînée des rois Charles IV et Maria-Luisa. C'était à elle que devait revenir la couronne à défaut de ses frères, absens alors, captifs et sans espoir de revoir la terre d'Espagne. Il y avait encore dans cette mesure un autre mobile : celui de réunir sous une même dynastie la Péninsule entière, but auquel tendront sans cesse tous les vrais amis de leur patrie. Le parti anti-réformateur mettait un tel empressement à faire arriver cette princesse au trône, que, pour faciliter son avénement, il provoqua et obtint un décret particulier qui écartait de la succession à la couronne le plus jeune des frères de Ferdinand VII, l'infant Don Francisco de Paula, *et* ses descendans. Cependant celui-ci, à cause de son jeune âge, n'avait pris aucune part aux scandales et aux lâchetés de Bayonne, et d'ailleurs, ni les lois, ni la saine politique, ni moins encore les faits accomplis, ne permettaient de porter atteinte à la légitimité de cet infant. Dans le même décret se trouvaient également exclues de la succession au trône l'infante Doña Maria-Luisa, reine douairière d'Etrurie, et l'archiduchesse d'Autriche Marie-Louise, ainsi que les descendans de l'une et de l'autre ; la dernière à cause de son alliance avec Napoléon, et la première à cause de sa conduite imprudente et peu mesurée pendant les événemens d'Aranjuez et de Madrid, en 1808. Toutefois, rien n'était spécifié dans le décret ; on y alléguait seulement, pour l'exclusion de tous, que « leur « avénement était incompatible avec le bien et la « sûreté de l'état » : paroles vagues, qu'il aurait mieux valu supprimer, puisqu'on ne voulait pas publier les raisons véritables sur lesquelles se fondait cette détermination.

Les cortès retinrent pour elles le droit de nommer

la régence dans les minorités. En cela elles se conformaient aux coutumes et aux décisions anciennes. Quant à la dotation de la famille royale, on décida que les cortès la fixeraient au commencement de chaque règne. C'est un point sur lequel les anciennes assemblées nationales montrèrent souvent une grande jalousie d'autorité. Dans certaines occasions, elles usèrent même de termes injurieux, bien que significatifs, comme il arriva dans les cortès tenues à Valladolid en 1518, où l'on osa dire à Charles-Quint que « le roi était le mercenaire de ses sujets. »

Les ministres (*secretarios del despacho*), instrumens de l'autorité du roi, chef visible de l'état, sont réellement, dans les gouvernemens représentatifs, la puissance exécutive agissante et mise convenablement en action. On en fixa le nombre à sept : un ministre d'état, ou des relations extérieures ; deux de l'administration (*de la gobernacion*), l'un pour la Péninsule, l'autre pour les provinces d'outre-mer ; un ministre de grâce et justice ; un de la guerre, un des finances, et un de la marine. L'innovation consistait dans la création des deux ministères de la *gobernacion*, ou de l'intérieur. Elle rencontra des obstacles, parce qu'elle annonçait, par le nom seul, qu'on voulait arracher aux tribunaux les attributions financières et gouvernementales qu'ils s'étaient jusqu'alors arrogées.

Les secrétaires d'état devaient être responsables de leurs actes devant les cortès, sans qu'ils pussent objecter pour excuse qu'ils avaient agi par ordre du roi. C'est, d'habitude, une responsabilité plutôt morale qu'effective, mais qu'il est bon d'annoncer cependant pour qu'on y pense ; car, ainsi que le disait, sous une belle expression, ce Don Diégo de Saavedra déjà cité : « Laisser courir librement les ministres, c'est lâcher « les rênes au gouvernement. »

C'était aussi dans ce titre que l'on créait un con-

formés, et dans chacun d'eux il était établi un juge de premier degré (*juez de letras*) avec des pouvoirs limités dans les affaires contentieuses. Quelques-uns auraient voulu qu'au lieu d'un seul juge, on établît un tribunal composé d'au moins trois membres, comme moyen de mieux assurer l'administration de la justice, et de prévenir les excès qu'avaient coutume de commettre ces juges *de letras* et les corrégidors; mais la force de la coutume et la crainte d'augmenter les charges publiques firent approuver sans résistance l'avis de la commission.

Jusqu'ici, tous ces magistrats, depuis ceux du tribunal suprême de justice jusqu'aux plus inférieurs, étaient inamovibles et à la nomination royale, sur la proposition du conseil d'état. Venaient ensuite, dans chaque commune, les alcaldes, qu'élisaient les habitans, comme nous le verrons tout à l'heure. Ils étaient chargés des procès de peu d'importance, et exerçaient l'office de conciliateurs, assistés de deux prud'hommes (*hombres buenos*), dans les affaires civiles ou de griefs, sans qu'il fût permis d'intenter aucun procès avant d'avoir essayé par-devant eux le moyen de la conciliation. Bien des différens furent arrêtés à leur naissance, tant que cette loi resta en pratique; c'est pour cela que certains hommes de robe la haïrent et cherchèrent à la discréditer.

Dans la partie criminelle, il était défendu d'arrêter personne sans qu'on eût procédé à une information sommaire du fait qui devait entraîner pour l'accusé un châtiment corporel; et, dans beaucoup de cas, il était permis à celui-ci d'échapper, moyennant caution, à la détention préventive, en imitation de l'*habeas corpus* d'Angleterre, ou du privilége assez semblable de l'ancienne *manifestacion* d'Aragon. La confiscation était abolie, ainsi que la coutume de raser les maisons, si ce n'est en certains cas déterminés. En-

et on ne leur laissait que le pouvoir d'appliquer les lois dans les causes civiles et criminelles. Il était défendu qu'aucun Espagnol pût être jugé par une commission spéciale quelconque, et l'on détruisait les nombreux et divers *fueros* ou priviléges judiciaires qui existaient auparavant, excepté toutefois celui des ecclésiastiques et celui des militaires. Il y eut bien des députés, comme Calatrava et Garcia-Herreros, qui attaquèrent avec vigueur et raison ces exceptions injustes et préjudiciables; mais ils n'en obtinrent point alors l'abolition.

Pour centre de tous les tribunaux, il y en avait un suprême appelé *tribunal de justice*, auquel était remis le soin de décider les conflits de compétence entre les tribunaux inférieurs, de juger les ministres, les conseillers d'état et les autres magistrats, dans le cas où leur responsabilité serait attaquée pour des faits relatifs à leurs fonctions publiques; de connaître des affaires contentieuses concernant la nomination royale aux bénéfices (*real patronato*), des appels des tribunaux supérieurs de la capitale, et enfin des recours en nullité qui interviendraient contre les arrêts rendus en dernière instance.

On établissait ensuite dans les provinces des tribunaux qui conservaient l'ancien nom d'*audiences*, et auxquels étaient dévolues les causes civiles et criminelles. Une amélioration importante était adoptée dans cette partie. Toutes les affaires judiciaires se terminaient sur leur territoire respectif, tandis qu'auparavant, il fallait recourir à de grandes distances et à la capitale du royaume, aux dépens de bien des retards et de bien des sacrifices. C'était un mal grave dans la Péninsule, et d'incalculables préjudices pour les provinces d'outre-mer. Sur le territoire des audiences, dont les limites devaient être fixées par la nouvelle division du royaume, des districts étaient

formés, et dans chacun d'eux il était établi un juge de premier degré (*juez de letras*) avec des pouvoirs limités dans les affaires contentieuses. Quelques-uns auraient voulu qu'au lieu d'un seul juge, on établit un tribunal composé d'au moins trois membres, comme moyen de mieux assurer l'administration de la justice, et de prévenir les excès qu'avaient coutume de commettre ces juges *de letras* et les corrégidors; mais la force de la coutume et la crainte d'augmenter les charges publiques firent approuver sans résistance l'avis de la commission.

Jusqu'ici, tous ces magistrats, depuis ceux du tribunal suprême de justice jusqu'aux plus inférieurs, étaient inamovibles et à la nomination royale, sur la proposition du conseil d'état. Venaient ensuite, dans chaque commune, les alcaldes, qu'élisaient les habitans, comme nous le verrons tout à l'heure. Ils étaient chargés des procès de peu d'importance, et exerçaient l'office de conciliateurs, assistés de deux prud'hommes (*hombres buenos*), dans les affaires civiles ou de griefs, sans qu'il fût permis d'intenter aucun procès avant d'avoir essayé par-devant eux le moyen de la conciliation. Bien des différens furent arrêtés à leur naissance, tant que cette loi resta en pratique; c'est pour cela que certains hommes de robe la haïrent et cherchèrent à la discréditer.

Dans la partie criminelle, il était défendu d'arrêter personne sans qu'on eût procédé à une information sommaire du fait qui devait entraîner pour l'accusé un châtiment corporel; et, dans beaucoup de cas, il était permis à celui-ci d'échapper, moyennant caution, à la détention préventive, en imitation de l'*habeas corpus* d'Angleterre, ou du privilége assez semblable de l'ancienne *manifestacion* d'Aragon. La confiscation était abolie, ainsi que la coutume de raser les maisons, si ce n'est en certains cas déterminés. En-

fin, on adoptait une plus grande publicité dans les procès, et d'autres dispositions non moins judicieuses qu'équitables. L'opinion avait déjà fait sur ces points des pas si gigantesques en Espagne, qu'ils passèrent sans exciter de discussion grave.

Toutefois, il ne parut pas opportun de pousser la réforme jusqu'au point d'instituer immédiatement le *jury*; mais on annonça, par un article exprès, que, dans la suite, les cortès introduiraient, quand elles le jugeraient convenable, la distinction entre les juges du fait et les juges du droit. Le seul député Golfin demanda que cet article fût conçu en termes plus impératifs.

Le titre VI fixait l'administration intérieure des provinces et des communes. Celle des communes était confiée aux municipalités (*ayuntamientos*); celle des provinces, aux députations, d'accord avec les chefs politiques et les intendans. En Espagne, et surtout en Castille, le gouvernement des communes avait été très-démocratique, puisque les habitans nommaient leurs municipalités. Ce système s'altéra pendant le XV[e] siècle, et fut entièrement corrompu sous la dynastie autrichienne; ces offices se convertirent généralement en propriétés de famille, que la couronne vendait et aliénait avec profusion. Sous le règne de Charles III, très-favorable aux communes, on ordonna, en 1766, que celles-ci nommassent des députés et des syndics, dans le but spécial d'éviter la mauvaise administration des officiers municipaux héréditaires. Ces députés et syndics avaient entrée, siége et voix dans les municipalités, et, dans les années suivantes, on leur donna de plus amples facultés. Mais, comme on n'avait pas arraché la racine du mal, la constitution voulut en enlever jusqu'aux derniers rejetons. Elle décida qu'il y aurait dans les communes, pour leur gouvernement intérieur, une municipalité d'un ou

de plusieurs alcaldes, un certain nombre de régidors, et un ou deux procureurs-syndics, tous élus par les habitans domiciliés, et amovibles par moitié tous les ans. Beaucoup pensèrent qu'il manquait à ce dernier rouage de l'autorité publique un agent direct de la puissance exécutive, car les officiers municipaux ne sont pas les représentans des communes, mais de simples administrateurs de leurs intérêts ; et, si, d'une part, il est juste d'asurer par ce moyen le bien-être et le bonheur des localités, d'une autre part, il est juste également de mettre un frein aux préjugés et aux désordres locaux, par la présence d'un alcalde ou de tout autre employé choisi par le gouvernement suprême et central.

On ne laissait point, par bonheur, un tel vide dans le gouvernement des provinces. Il y avait dans chacune d'elles un chef supérieur, appelé chef politique, de nomination royale, auquel était confiée toute la partie administrative, et un intendant, qui dirigeait les finances. Le premier présidait la députation, composée de sept membres nommés par les électeurs de districts, et qui se renouvelaient tous les deux ans, quatre d'une fois, trois de l'autre. Ce corps avait amplement et dans toute la province les mêmes pouvoirs que les municipalités dans leurs circonscriptions respectives ; il en étendait même les limites jusqu'à la politique générale, et plus loin que ne l'exige une bonne administration. Les sessions de chaque députation provinciale se bornaient au terme de quatre-vingt-dix jours, afin d'empêcher que ces assemblées ne s'érigeassent en petits congrès, et ne vinssent à pencher au fédéralisme, mal grave pour le pays, ou plutôt ruine irréparable, dont la pensée aurait dû les faire restreindre encore davantage. Le roi, si ces députations excédaient leurs pouvoirs, pouvait les suspendre, en rendant compte de sa décision aux cortès.

Ces députations avaient été créées à l'exemple de celles de Navarre, de Biscaye et des Asturies, lesquelles, bien que leurs facultés eussent beaucoup déchu, conservaient encore un certain maniement d'affaires dans leur administration intérieure, principalement les deux premières. Toutes les autres provinces du royaume avaient perdu leurs franchises et immunités depuis l'avénement au trône des maisons d'Autriche et de Bourbon. Les étrangers tombent donc dans une grave erreur quand ils se figurent que ces provinces étaient maîtresses de diriger et d'administrer leurs affaires intérieures. Au contraire, nulle part le pouvoir n'était plus concentré qu'en Espagne, où il n'était pas permis, depuis le dernier coin de la Galice ou de la Catalogne jusqu'au fond de l'Andalousie, de construire une fontaine, ni d'établir seulement une école de village, sans le bon vouloir du gouvernement suprême ou du conseil royal, dans les bureaux desquels s'oubliaient fréquemment les demandes, ou s'éternisaient les procédures, au grand préjudice des communes.

Le titre VII était consacré aux contributions. Il passa tout entier sans discussion aucune, tant il parut clair et raisonnable aux yeux de la grande majorité. Dans son contenu, il était réglé que ce serait aux cortès qu'il appartiendrait d'établir ou de confirmer les contributions directes et indirectes. Il était également stipulé que toutes ces contributions seraient réparties proportionnellement aux moyens des individus, sans aucune exception, sans aucun privilége. On ratifiait de plus l'établissement d'une trésorerie générale (*tesorería mayor*), unique et centrale, avec des trésoreries subalternes dans les provinces. C'était dans leurs caisses que devaient entrer tous les fonds recueillis pour le trésor public, moyen convenable pour que rien n'en fût détourné. D'autres mesures oppor-

tunes étaient prises en outre, et l'on n'avait pas oublié la haute chambre des comptes (*contaduria mayor de cuentas*), pour l'examen de ceux des deniers publics, corporation assez bien organisée dès les temps anciens, et qu'une loi spéciale devait améliorer. La reconnaissance de la dette publique était déclarée et considérée comme un des premiers objets soumis à l'attention des cortès, auxquelles on recommandait son extinction progressive et le paiement des arrérages qui seraient dus.

Le titre VIII était important, car il concernait la force militaire nationale, et embrassait deux parties : 1° les troupes en service continuel, ou l'armée et la flotte ; 2° les milices. A l'égard des premières, on adoptait la règle fondamentale que les cortès auraient à fixer annuellement le nombre de troupes qui seraient nécessaires, et celui des bâtimens de la marine qu'il faudrait armer ou conserver en armement ; comme aussi qu'aucun Espagnol ne pourrait se dispenser du service militaire, à l'époque et dans la forme où il serait appelé par la loi. On enlevait ainsi constitutionnellement les privilèges qui exemptaient certaines classes du service militaire : privilèges au reste déjà détruits ou modifiés en partie par des dispositions antérieures, et abolis de fait depuis le commencement de la guerre actuelle.

On remettait au soin d'une loi particulière la formation et l'établissement des milices, base de tout bon système national, et véritable appui de toute constitution, pourvu qu'elles soient composées des habitans établis et dans l'aisance. On indiquait seulement ici que leur service ne serait pas continuel, et que si le roi pouvait employer ces forces dans leurs provinces respectives, il ne pouvait pas du moins les en faire sortir, avant d'avoir obtenu l'agrément des cortès. Quelques députés voulaient qu'on déterminât

sur-le-champ que les officiers des milices seraient nommés et élevés en grade par les corps eux-mêmes, en laissant la confirmation des choix aux députations provinciales ou même aux cortès. Ils appuyaient leur opinion, quelque peu théoriquement, sur ce que cette force publique étant un rempart contre les usurpations de la puissance exécutive, ses membres devaient se conserver indépendans de l'influence de cette dernière. On ne décida rien sur la matière, et la décision des diverses questions fut renvoyée à la loi spéciale.

Il y avait aussi un titre particulier sur l'instruction publique; c'était le IXe. Il instituait des écoles primaires (*escuelas de primeras letras*) dans toutes les communes de la monarchie, et ordonnait qu'on procédât à une nouvelle organisation des universités. Pour couronner l'œuvre, il établissait une direction-générale des études, composée de personnes d'une instruction reconnue, à laquelle était laissé, sous l'inspection du gouvernement, le soin de surveiller et de diriger l'enseignement public dans toute la monarchie. Tout cela était nécessaire pour introduire et répandre le bon goût et l'étude des sciences véritablement utiles, dont tant de fois, mais presque toujours en vain, avaient réclamé la propagation, de vive voix et dans leurs écrits, les Campomanès, les Jovellanos, et beaucoup d'autres illustres personnages. Dans ce titre, était érigée en loi constitutionnelle la liberté de la presse; on y déclarait que les Espagnols pouvaient écrire, imprimer et publier leurs idées politiques, sans besoin de licence, révision ou approbation antérieure à la publication. C'est bien le lieu de renouveler et de graver d'une manière indélébile une loi si importante et si sacrée; car cette loi, bien conçue, et réprimant l'abus par des peines convenables, est le fanal de l'instruction, sans la lumière de laquelle on naviguerait sur un océan de ténèbres,

incompatible avec les libertés constitutionnelles

Le titre X et dernier traitait de l'observation de la loi fondamentale et de la manière de procéder dans ses changemens ou modifications. Les cortès devaient, en s'installant, exercer une espèce de censure, et examiner les infractions à la constitution qui avaient pu être commises durant leur absence. On annonçait aussi, pour le même motif, le droit de pétition dont jouissait tout Espagnol. Cette partie du titre ne rencontra aucun obstable sérieux; mais il n'en fut pas de même de celle où il s'agissait de la manière de faire des modifications à la constitution. Le projet disait que ces modifications ne pourraient pas même être proposées jusqu'à un intervalle de huit ans après que la loi serait exécutée dans toutes ses parties; même alors, il fallait que les provinces eussent donné des pouvoirs exprès, et l'affaire était en outre précédée d'une filière de formalités. Cette décision était combattue par tous les ennemis des nouvelles réformes, et par quelques-uns de leurs plus chauds partisans, surtout par les Américains. Les premiers, parce qu'ils voulaient qu'on détruisît promptement l'œuvre nouvelle; les autres, parce qu'ils la désiraient encore plus libérale; les derniers, enfin, dans l'espoir qu'un plus grand nombre de leurs compatriotes assistant aux prochaines cortès ordinaires, ils pourraient légalement, sinon décréter la séparation des provinces d'outre-mer, préparer du moins chaque fois davantage leur complète indépendance.

C'était une conséquence immédiate de tout le mécanisme de la constitution, de mettre à sa trop facile réforme de particulières entraves. En effet, comme il n'y avait qu'une seule chambre, et que le roi ne possédait qu'un *veto* suspensif, il était clair que, si l'on eût donné aux cortès ordinaires la faculté d'altérer les lois fondamentales, de la même façon qu'elles

pouvaient le faire pour les autres lois, il dépendait de leur volonté de détruire légalement le gouvernement monarchique, ou d'y faire des altérations essentielles. En Angleterre, il est vrai, on ne reconnaît point de différence entre la confection des lois constitutionnelles et de celles qui ne le sont pas. Mais cela vient de ce qu'en ce pays, aucun acte du parlement ne passe sans le concours des deux chambres et l'assentiment du roi, dont le *veto* absolu est une sauvegarde contre les innovations qui tendraient à altérer l'essence de la monarchie. Les argumens en faveur de l'avis de la commission furent présentés et soutenus par Argüellès, Oliveros, Muños-Torrero et d'autres; il fut finalement approuvé.

Là, se terminèrent les plus importans débats de cette constitution, qui fut appelée *de* 1832, parce que c'est dans le cours de cette année qu'elle fut promulguée et qu'elle commença d'être mise à exécution: constitution qui fut, dans l'Espagne moderne, la première *esquisse* de la liberté, dont les uns ont vanté l'excellence, tandis que d'autres la dépréciaient avec trop de passion.

Nous avons touché quelques-uns de ses défauts dans le cours du récit et de l'examen qui précèdent, en faisant observer qu'elle péchait principalement dans la forme et la composition de la puissance législative, comme aussi en ce qu'elle avait de trop spéculatif et de trop minutieux. Il sautait également aux yeux que c'était une grande faute d'avoir adopté pour les pays éloignés d'outre-mer les mêmes règles et la même organisation que pour la Péninsule; mais, depuis le jour où la junte centrale avait déclaré égaux en droit les habitans des deux hémisphères, et que des députés américains avaient pris place aux cortès, ou il ne fallait point adopter de réformes pour l'Europe, ou il fallait les étendre à ces contrées. Il n'y avait déjà que

trop d'indices et de preuves de désunion, pour que les cortès attisassent encore le feu ; et quand il n'existait aucun moyen de réprimer des rébellions occultes ou manifestes, il devenait nécessaire de calmer et de s'attacher les esprits, de façon que, si l'on ne pouvait empêcher l'indépendance dans l'avenir, on éloignât du moins le moment d'une rupture hostile et complète.

Pour le reste, la constitution, en proclamant un gouvernement représentatif, en assurant la liberté civile et celle de la presse, avec beaucoup d'améliorations introduites dans la puissance judiciaire et l'administration des communes, faisait un grand pas vers la prospérité de la nation et le bonheur de ses membres. Le temps, et les lumières chaque jour croissantes, auraient achevé de perfectionner cette œuvre, encore bien incomplète.

En vérité, comment pouvait-on espérer que, d'un seul coup, les Espagnols eussent fait une constitution exempte d'erreurs, et sans toucher aux écueils que n'évitèrent pas, dans leurs révolutions, l'Angleterre et la France ? Quand on passe du despotisme à la liberté, il survient comme une crue, comme un débordement d'idées théoriques, qui ne s'écoule qu'avec l'expérience et le désillusionnement. Heureux quand il ne se précipite point au-delà, et que les changemens ne sont pas accompagnés de violences et de persécutions. Les cortès d'Espagne demeurèrent innocentes et pures de tout excès, de tout acte coupable. Plût à Dieu qu'il eût pu se vanter de la même modération, ce gouvernement absolu qui vint après elles et les détruisit !

Quelques personnes ont pensé que, si les cortès eussent admis deux chambres et donné une plus grande latitude au pouvoir royal, elles auraient assuré à leur œuvre la force et la durée ; nous en doutons. L'équi-

libre le mieux entendu d'une constitution cède aux attaques de l'ignorance, aux coups d'anciennes passions ameutées. Les ennemis de la liberté la craignent, la détestent et la poursuivent d'autant plus qu'elle se présente plus belle et mieux parée. Son chemin est toujours semé d'épines. L'Espagne alors commença d'y entrer, mais, pour arriver au terme, nous devions essuyer bien des chutes et bien des déchiremens.

La haine des ennemis qu'avaient les cortès hors de leur sein fut excitée par le parti qu'elles se firent et les éloges qu'elles reçurent, seulement sur le simple fait de la présentation du projet de constitution. Dans le dépit qu'ils en ressentirent, ils manifestèrent plus au grand jour leur inimitié, et certaines personnes en évidence, ainsi que des corps notables de l'état, le firent jusqu'au point de se compromettre gravement.

Le signal fut donné, dès le principe, par un écrit publié à Alicante, au mois de septembre 1811, et qui avait pour titre : *Manifeste que présente à la nation le conseiller d'état Don Miguel de Lardizabal y Uribe, un des cinq membres qui composaient le suprême conseil de régence d'Espagne et des Indes, sur sa politique dans la nuit du 24 septembre* 1810. Ce papier commença à circuler dans Cadix au mois d'octobre, et comme il ne sortait pas de la plume d'un écrivain inconnu et sans importance, mais d'un homme élevé en dignité, et qui avait été régent du royaume, il fit grand bruit, et causa une impression fort vive. C'était avec d'autant plus de raison, qu'il ne s'agissait pas seulement, en cet écrit, des opinions qu'aurait eues l'auteur, mais aussi des sentimens et des intentions tortueuses qui animaient, à l'installation des cortès, la régence dont Lardizabal était membre.

La clameur publique ayant éveillé les députés, quelques-uns d'eux, dans la séance du 14 octobre, appelèrent sur cette affaire l'attention du congrès. Le premier qui prit la parole fut Don Agustin Argüellès, appuyé par le comte de Toreno. Garcia-Herreros présenta la pièce imprimée, et la lecture en fut ordonnée immédiatement. Elle contenait une violente attaque contre les cortès, et son but était « de « démontrer leur illégitimité, en affirmant que si « le conseil de régence les reconnut et leur prêta « serment, dans la nuit du 24 septembre, c'est qu'il « y fut contraint par les circonstances, le peuple et « l'armée s'étant prononcés en faveur des cortès. » Argüellès, qualifiant cet écrit de libelle, fit remarquer qu'il contenait deux parties. « La première, « ajouta-t-il, renferme les opinions d'un Espagnol, « qui, comme citoyen et jouissant de ses droits, a « pu et dû les manifester ; il est donc bien qu'il dise « ce qu'il veut, et qu'il soutienne son opinion jus- « qu'à un certain point. Mais la seconde partie n'est « plus une opinion ; ce sont des faits qui attaquent « les cortès, la nation et la cause publique.... Que « veut dire cela, que, si le conseil de régence eût « pu disposer du peuple ou de la force armée dans « la nuit du 24 septembre, les choses ne se seraient « point ainsi passées ?... Si cet auteur se reconnaît « si intrépide, pourquoi n'a-t-il pas eu de courage... « à Bayonne ? » (Don Miguel de Lardizabal avait été membre de la junte que Napoléon avait réunie dans cette ville, en 1808.) « La grandeur des hommes, « disait Argüellès en terminant, éclate dans les « grandes occasions ; c'est dans les périls qu'est l'hé- « roïsme. » Mexia fut de la même opinion, et proposa qu'on renvoyât l'écrit à la junte de censure de la liberté de la presse. Le comte de Toreno alla plus loin, et demanda avec vivacité qu'on prît des me-

sures sévères et répressives. Enfin, après de longs et vifs débats, on résolut, sur la proposition de Moralès-Gallego, modifiée par d'autres députés, « que « Don Miguel de Lardizabal, s'il était toutefois l'au- « teur du manifeste, fût arrêté et amené à Cadix, « d'Alicante, où il résidait; qu'on rassemblât les « exemplaires de cet écrit, et qu'on saisît les autres « papiers du dit Lardizabal; le tout, sous la plus « stricte responsabilité du secrétaire d'état que cela « concernait. »

Le lendemain, on continua de traiter la question, et Don Antonio de Escaño, collègue de Lardizabal dans la régence, fit une exposition où il démentit tout ce qu'avait publié celui-ci sur les idées et les intentions de ce corps. Plus tard, Saavedra et Castaños, autres régens, firent une démarche à peu près semblable. La discussion continua le 15, avec beaucoup de vivacité, parce que le bruit se répandait que le conseil de Castille agissait d'accord avec Lardizabal, et qu'en secret, il avait récemment formulé une *consulte* qui renfermait diverses particularités relatives à la même affaire, et dirigée contre l'autorité des cortès. L'attention de l'assemblée se fixa également sur une protestation de l'évêque d'Orense, dont Lardizabal parlait dans son manifeste. Se fondant sur ces deux motifs, Calatrava demanda : 1.° « qu'on nommât une commission de deux députés qui se ren- « drait immédiatement au conseil royal pour s'em- « parer de la protestation et de la consulte; 2° qu'une « autre commission de même nombre allât saisir l'ex- « position ou protestation du même révérend évêque « qu'on disait déposée aux archives de la secrétai- « rerie de grâce et justice; 3° qu'enfin, on nommât « une commission de cinq membres, chargée de ju- « ger l'auteur du manifeste, et de suivre le procès « qui devait s'instruire sur-le-champ pour en décou-

« vrir toutes les ramifications..... » Les deux premières propositions furent approuvées; l'on nomma, pour former la commission envoyée au conseil royal, le même Calatrava et Giraldo, et, pour celle envoyée au ministère de grâce et justice, Garcia-Herreros et Zumalacarrégui. Le député del Monte s'opposa à la troisième proposition, qui fut rejetée. Au lieu de faire juger par des députés Don Miguel de Lardizabal, on approuva la résolution suivante : « Une commis-« sion de l'assemblée proposera demain douze indi-« vidus qui n'exercent point actuellement la magis-« trature, pour que les cortès choisissent parmi eux « cinq juges et un fiscal qui jugeront l'auteur du ma-« nifeste, et connaîtront du procès qui va s'instruire « sur-le-champ pour découvrir toutes ses ramifica-« tions, en procédant par voie sommaire, avec les « plus amples facultés et avec l'activité qu'exige la « gravité du cas. »

Peut-être trouvera-t-on qu'il y eut excès de la part des cortès à s'immiscer directement dans cette affaire, et à nommer un tribunal spécial, en dehors des formes ordinaires. Mais l'événement était grave en lui-même; il s'y agissait de personnages de haut rang, de ceux qui s'étaient constamment opposés aux réformes actuelles, et d'un corps, comme le conseil royal, toujours ennemi de tout ce qui lui portait ombrage et ne se résignait ni à ses prérogatives ni à ses exorbitantes prétentions. En outre, on allait juger Lardizabal comme régent, et les membres du conseil, s'il y avait lieu, comme magistrats. C'était un cas de responsabilité. Les lois anciennes étaient muettes sur la matière, ou confuses et peu décisives, et la constitution n'était pas même complètement discutée. Il était donc nécessaire de remplir provisoirement ce vide. En Angleterre, dans des causes semblables, la chambre des communes accuse, celles des lords juge;

et dans les offenses particulières ou qui leur sont personnelles, elles-mêmes, et chacune dans leur salle, accusent et absolvent ou condamnent. D'ailleurs, quelle différence! Là, existe une constitution antique, bien affermie, arbre séculaire qui résiste aux plus violentes tempêtes; mais ici, tout était neuf et tendre, un roseau qui pliait au moindre vent.

Dans cette même séance du 15, les députés des commissions nommées rendirent compte de l'accomplissement de leur emploi. Ceux qui s'étaient rendus au ministère de grâce et justice trouvèrent l'exposition de l'évêque d'Orense, hautaine et offensante, à la vérité, mais qui n'était autre que celle qu'avait présentée ce prélat aux cortès, le 3 octobre 1810, et dont nous avons fait mention dans le livre XIII. Ceux qui se dirigèrent au conseil n'y trouvèrent point la *consulte* dont il était question, mais seulement trois votes rendus contre elle par les membres en dissentiment, qui étaient Don José Navarro y Vidal, Don Pascual Quilez y Talon, et Don Sixto Ibar Navarro. C'était le comte del Pinar qui avait été chargé de rédiger la consulte; il dit l'avoir détruite et déchirée de dépit, parce que, lorsqu'il la présenta au conseil, ses collègues firent des observations critiques jusque sur ses moindres expressions. L'excuse ne satisfit point, et peu de gens y ajoutèrent foi; on crut plutôt que ce document avait été détruit depuis l'événement. Sa disparition, et ce que l'on en pouvait connaître par les votes des trois conseillers dissidens, ne firent qu'envenimer l'affaire, et aggravèrent la position de ceux qui avaient voté la consulte. En effet, l'on approuva deux propositions du comte de Toreno, conçues en ces termes : « 1° Qu'on suspendît « les membres du conseil royal qui avaient approuvé « la consulte dont faisaient foi les votes particuliers « des ministres Ibar Navarro, Quilez-Talon et Na-

« varro-Vidal, et qu'on remît ces votes, ainsi que « tous les papiers et documens relatifs à cette affaire, « au tribunal qu'allait nommer l'assemblée pour le « procès de Don Miguel de Lardizabal; 2° que, dans « l'intervalle de la suspension, les affaires ressortis- « sant du conseil fussent dévolues aux trois mem- « bres qui s'étaient opposés à la consulte, et aux ab- « sens qui seraient revenus depuis et se trouveraient « dans l'exercice de leurs fonctions. »

Ce fut un coup qui atterra les ennemis des réformes, quand ils virent ainsi renversé un corps qui avait été d'habitude le plus grand soutien des préjugés et des abus. Dans tous les cas, et malgré la censure qui leur fermait la bouche, les Espagnols se sont toujours élevés, chaque fois qu'ils l'ont pu, contre les pouvoirs excessifs et les usurpations des gens de robe, « désireux, comme disait d'eux Don Diego Hurtado de « Mendoza, d'étendre sur toute chose, et en supé- « rieurs, leur autorité.» Plus près de notre temps, à l'époque de Philippe V, Fr. Benito de la Soledad, que nous avons déjà eu l'occasion de citer, affirmait que...« tous les malheurs de la monarchie espagnole « étaient venus des gens de robe... Ils ont, continuait « le même écrivain, dilapidé les millions et les nou- « veaux impôts... Ils ont dépouillé de l'autorité tous « les royaumes de la monarchie, et leur ont enlevé « les cortès... » Et plus loin : « Les gens de robe doi- « vent se borner *à maintenir et exercer la justice*, « *sans se mêler de telles attributions*... Une chambre « de gouvernement, ajoute-t-il, parmi les gens de « robe, est bonne pour qu'on ne gouverne jamais « avec utilité et décence, car cela appartient aux « hommes d'état... » Nous passons quelques expressions fort dures et peut-être un peu passionnées. Du reste, on est étonné de voir qu'au commencement du XVIII° siècle, on eût des idées si claires sur la plupart

des maux administratifs qui accablaient l'Espagne, et sur la nécessité de séparer la partie gouvernementale de la partie judiciaire. A l'époque dont nous parlons, le discrédit du conseil et l'opposition à ses mesures s'étaient augmentés par la conduite indécise et équivoque qu'avait tenue ce corps lors du soulèvement des provinces du royaume, et par ses efforts constans pour attaquer et contrarier presque toutes les réformes qui provenaient de cette source.

Ce n'est point encore là que s'arrêta une affaire si importante, bien que fort ennuyeuse. On imprimait alors à Cadix, dans la librairie de Bosch, un écrit intitulé : *l'Espagne vengée dans ses classes et hiérarchies*, qu'on présumait avoir un rapport intime avec l'objet qui occupait en ce moment. En conséquence et le même jour, 15 octobre, Garcia-Herreros formula une proposition dont le résultat fut de faire remettre aux cortès deux exemplaires imprimés de cet écrit, avec l'original. C'était une longue censure de tous les actes et de tous les procédés du congrès, par laquelle, bien que l'auteur affirmât, à chaque pas et du ton le plus soumis, qu'il prêtait entière obéissance aux cortès, il excitait contre elles les prêtres et les nobles, qu'il disait offensés parce qu'on n'avait pas admis les ordres (*estamentos*), ajoutant que les cortès ne pouvaient connaître que des affaires de guerre et de finances pour repousser l'ennemi. On disait, et lui-même se disait auteur de l'écrit, un certain Don Gregorio-Vicente Gil, chef de bureau (*oficial*) de la secrétairerie du conseil et de la chambre. Mais bientôt on assura, et l'on prouva ensuite, que le véritable auteur était Don José Colon, doyen du conseil royal. L'affaire fut donc regardée comme connexe à celle de cette corporation et à celle de Lardizabal, et, le 21 du même mois d'octobre, un exemplaire imprimé avec l'original manuscrit fut transmis au tribunal

spécial qui allait connaître des deux autres procès.

Ce tribunal avait été nommé le 17, par le choix qu'avaient fait les cortès de cinq juges et d'un fiscal parmi les douze candidats présentés par la commission. Les premiers furent Don Toribio Sanchez Monasterio, Don Juan-Pédro Moralès, Don Pascual Bolaños de Novoa, Don Antonio Vizmanos et Don Juan-Nicolas Undaveytia, et le fiscal Don Manuel-Maria Arce. Tous prêtèrent serment devant les cortès, et ce tribunal, auquel on accorda le titre d'altesse, fut considéré comme suprême.

L'affaire eut les incidens les plus pénibles; elle fut un champ de bataille où se rencontrèrent les partis réformateur et anti-réformateur. D'abord, une représentation du doyen du conseil, déjà mentionné, Don José Colon, donna lieu à des discussions assez prolongées. Il y disait « qu'en se soumettant, comme individu, « à comparaître devant le tribunal spécial, il demandait, comme homme public, son admission et son « audition attentive à la barre (*venia*), pour que le « jugement et toute la procédure n'eussent lieu que « sous la réserve d'exposer (par lui-même, s'il vivait, « ou par son successeur) aux cortès présentes et futures tout ce qui conviendrait à son haut emploi « et à sa compagnie. » Quelques députés regardèrent cette exposition comme ambiguë et comme une protestation anticipée contre les réformes judiciaires de la constitution. On demanda au doyen des explications sur le sens de cette pièce; il les donna, mais elles ne satisfirent point, et Garcia-Herreros dit à ce sujet: « Tout membre de la société a droit de représenter « le souverain en tant que bon lui semble. En substance, cette audition que réclame Don José Colon, « n'est-ce pas pour représenter ce qui lui convient, « soit avant, soit après la sentence? Or, à qui la loi « ou les cortès ont-elles refusé la ressource d'exposer

« ce qu'il croit utile ou nécessaire à son droit?.....
« Ainsi, concluait Garcia-Herreros, je ne comprends
« point à quoi sert de réclamer cette audition, et
« je crois inutile de l'accorder. Mon avis est qu'on
« dise qu'il usera de son droit, et rien de plus. »
A cela, Gutierrez de la Huerta répondit « que, d'a-
« près le droit espagnol, il était nécessaire, pour éta-
« blir un recours extraordinaire au souverain, de
« demander d'avance l'audition; que le tribunal créé
« étant extraordinaire, il pouvait arriver des cas où
« les accusés eussent besoin d'user de ce moyen;
« qu'ainsi le doyen du conseil avait justement réclamé
« cette autorisation pour recourir aux cortès chaque
« fois que lui ou ses consorts se croiraient lésés. »
Cette pratique du barreau n'était pas applicable au cas, ni, d'ailleurs, fort claire et fort en usage. Ainsi, Don Juan-Nicasio Gallego dit-il avec raison « qu'il
« n'était pas facile de la démêler, surtout quand les
« jurisconsultes qui avaient, outre l'étude, la prati-
« que du barreau et des audiences, parlaient si di-
« versement de l'affaire... »

Celle-ci s'embrouilla chaque jour davantage, et les passions s'enflammant, on en vint à ce point que les galeries, jusque-là tranquilles et qui avaient écouté dans un respectueux silence les autres discussions, prirent parti et passèrent les bornes.

Le trouble s'accrut encore, le 26 octobre, jour où continua le débat, à propos d'un discours prononcé à cette occasion par Don José Pablo Valiente. Le peuple de Cadix avait déjà, contre ce député, une vieille rancune, qui avait commencé dès l'année 1800, parce qu'on lui attribuait l'introduction de la fièvre jaune dans cette ville, à son retour de la Havanne où il avait occupé l'emploi d'intendant. L'accusation n'était pas fondée, et, dans tous les cas, la faute eût été bien moins à lui qu'aux autorités de la ville. On le haïssait aussi

parce qu'il soutenait de son patronage le commerce libre avec l'Amérique, à cause des relations d'affaires et des liens d'amitié qu'il avait dans la ville de Cuba. Enfin, ce député, ennemi constant des réformes, appuyait fortement celle-là, tandis que les bourgeois de Cadix, très-dévoués à toutes les autres, s'opposaient à celle-là seule, comme intéressés au commerce exclusif. Tant les intérêts privés ont d'influence sur nos déterminations ! Valiente, d'ailleurs, assistait rarement aux cortès, et l'on savait qu'il était le seul membre de la commission de constitution qui eût refusé de signer le projet. Tous ces motifs augmentaient l'aversion contre sa personne, et auraient dû dès lors le faire agir avec plus de circonspection. Il n'en fut pas ainsi. Se présentant inopinément aux cortès, il prit aussitôt la parole, et se servit de telles expressions que la plupart de ses collègues présumèrent que son intention était d'exciter le désordre, et de faire convertir, par ce moyen, suivant les dispositions du règlement, la séance publique en séance secrète. Ce soupçon fut confirmé quand on vit Valiente réclamer, au premier léger murmure des galeries, l'application de cet article réglémentaire. Il indisposa donc encore davantage les esprits, et les irrita tout-à-fait lorsqu'il ajouta que, parmi les assistans, il y avait *de l'intrigue*, et même, à ce qu'entendirent quelques-uns, des *gens payés*. Ces paroles furent à peine prononcées qu'elles causèrent tant d'agitation et de désordre que le président leva la séance publique, malgré les vives réclamations de Golfin et du comte de Toreno.

Les spectateurs demeuraient toutefois dans les galeries, et, bien qu'ils les évacuassent ensuite, ils s'arrêtèrent dans la rue, aux portes de l'hôtel. Bientôt le tumulte se propagea dans toute la ville, et s'accrut d'une manière effrayante quand on sut que Valiente était la cause première de cette agitation. Les cortès

fermèrent, en conséquence, la délibération publique et secrète de l'affaire pendante devant elles, et ne pensèrent plus qu'à prendre des précautions pour préserver de tout mal la personne du député menacé. A cette fin, le gouverneur de la place, Don Juan-Maria Villavicencio, se rendit à la barre, et répondit de la sûreté individuelle de Valiente; mais celui-ci, effrayé, ne voulut pas retourner à sa maison, et demanda que l'on le conduisît à bord du vaisseau de guerre *Asia*, à l'ancre dans la baie. Il fallut condescendre à son désir, et il resta plusieurs mois, soit à bord, soit à Tanger, par sa volonté propre, car il était d'humeur indolente et peureuse. Toutefois, comme nous le verrons dans la suite, il ne resta pas oisif dans sa retraite, essayant au contraire de soutenir et de propager ses maximes et ses principes connus. Cet événement, du reste, déplorable et de fâcheux exemple, bien que provoqué par l'indiscrétion et l'audace de Valiente, donna des armes à ceux qui voulurent depuis se plaindre du manque de liberté!

Pour le moment, les ennemis des réformes plièrent, et Don José Colon lui-même se désista de ses demandes qui furent toutefois transmises au tribunal spécial. Devant le tribunal, les procès soumis à son examen et à son jugement suivirent leur cours régulier. Lardizabal arriva d'Alicante au commencement de novembre, et, mis en état d'arrestation dans la caserne de San-Fernando, à Cadix, il adressa aux cortès diverses représentations où il essayait de justifier sa conduite et ses écrits. Ces affaires durèrent plusieurs mois. Celle de *l'Espagne vengée* fut arrêtée dans son cours par une *qualification*, que rendit en faveur de cette pièce la junte suprême de censure, en opposition à celle de la junte de province, qu'elle annula par un excès de pouvoir. Les conseillers mis en cause, au nombre de quatorze, furent absous de

toute peine, le 29 mai 1812, par arrêt du tribunal spécial. Lardizabal fut moins heureux. Le fiscal avait conclu contre lui à la peine de mort, et le tribunal, sans se conformer pourtant à cet avis, condamna l'accusé, le 14 août de la même année, « à « être banni de toutes les communes et domaines de « l'Espagne, sur le continent, les îles adjacentes et « les provinces d'outre-mer, et au paiement des frais « du procès; ordonnant, en outre, que les exemplai- « res du manifeste fussent brûlés publiquement par « la main du bourreau. » Lardizabal appela de cet arrêt au tribunal suprême de justice, alors établi. La seconde chambre révoqua et annula la sentence précédente, que la première chambre confirma ensuite dans toutes ses parties, sur l'appel qu'interjeta le fiscal du tribunal spécial. Ainsi se terminèrent ces affaires qui firent tant de bruit; s'il y eut quelque chaleur et peut-être quelque écart d'autorité, on laissa du moins aux accusés tous les moyens de défense, et c'est là qu'est le contraste avec les violences inouies qui arrivèrent après la restauration du gouvernement absolu.

Revenu peu à peu de son effroi, le parti anti-libéral suscita de nouveaux troubles et de nouveaux embarras au parti contraire. La première fois, ce fut lorsqu'il voulut mettre à la tête de la régence une personne du sang royal. Nous avons vu, dans le cours de cette histoire, quels princes réclamèrent, en diverses occasions, leurs droits à la couronne d'Espagne, ou sollicitèrent l'autorisation de prendre part aux événemens de cette époque. Les prétendans ne diminuèrent point, malgré la situation agitée et misérable de la Péninsule. Tous eurent leurs avocats, jusqu'à l'ancienne maison de Savoie, dont le prince régnant habitait l'île de Sardaigne, vivant dans la plus profonde retraite, et presque oublié du monde. Mais

c'était l'infante Doña Maria-Carlota, dont nous avons tout récemment parlé, qui réunissait le plus grand nombre de partisans. Les anti-réformateurs la voulaient comme un appui de leurs opinions ; les anciens hommes de cour la voulaient aussi, et beaucoup de libéraux partageaient le même désir, dans la pensée d'incorporer le Portugal à l'Espagne. Mais, parmi les derniers, le plus grand nombre étaient opposés à la mesure, car, bien que partisans, comme les autres, de l'union de la Péninsule, ils ne croyaient pas prudent, pour un bien éloigné, incertain, d'aventurer le bien plus immédiat et plus sûr des libertés publiques, persuadés que le parti ennemi de ces libertés acquérait une notable force par l'appui et le prestige d'une personne royale. L'idée d'appeler la princesse était soutenue par Don Pédro de Sousa, aujourd'hui marquis de Palmella, alors ministre du royaume de Portugal et de la cour du Brésil à Cadix ; mais elle était repoussée par son collègue, le ministre britannique, sir Henri Wellesley.

L'infante, de son côté, n'était pas oisive. Elle essayait de flatter par elle-même les cortès, et de leur adresser sous main les offres les plus séduisantes. Toutefois, ce ne fut pas toujours avec adresse, et, entre autres occasions, nous pouvons en rappeler une dans laquelle elle montra la plus étrange et la plus extrême imprudence. Il y avait alors, entre l'Espagne et la cour du Brésil, des motifs de mésintelligence et des plaintes qui naissaient d'anciennes usurpations de celle-ci sur la rive orientale du Rio de la Plata, comme aussi de sa récente et déloyale conduite à Montevideo. L'infante, pour dissiper certains soupçons qu'on avait eus sur la part qu'avait prise S. A. dans ce dernier procédé, écrivit une lettre aux cortès, comme pour leur donner satisfaction et épancher son cœur avec elles, en leur adressant des informa-

tions sur ce point et sur d'autres. Elle finissait en priant qu'on ne laissât pas découvrir à son mari cette correspondance. Singulière confidence, en vérité, comme si le secret pouvait être gardé dans une assemblée composée de deux cents membres d'avis et de caractères différens. On rendit compte de l'affaire en séance secrète, et les cortès décidèrent à ce sujet qu'on fît savoir à l'infante qu'en matières de cette espèce, S. A. voulût bien s'adresser à la régence, qui en avait la connaissance dans ses attributions. Plus tard néanmoins, la même princesse adressa de nouvelles lettres aux cortès, et quelquefois, comme nous le verrons, avec un motif plausible.

Cependant les manœuvres occultes pour placer cette dame à la tête du gouvernement de l'Espagne, prirent plus de développement et d'essor. Le député Laguna, homme de peu de renommée et de peu d'influence, croupier de cette affaire, fit, le 8 décembre de cette même année 1811, et parmi d'autres propositions, celle « d'élire une nouvelle régence composée « de cinq personnes, dont l'une serait la personne « de sang royal à laquelle cet emploi reviendrait. » Bien que celle-ci ne fût pas nommée, il devenait évident que c'était l'infante Doña Maria-Carlota. En effet, la loi salique étant abolie, ses frères absens et prisonniers, c'était à elle qu'il appartenait, par son *immédiation* à la couronne, de présider en ce cas la régence. Mais la proposition, malgré tout ce qu'on avait machiné d'avance, ne fut pas même admise à discussion.

Peu de jours après, Don Alonso Vera y Pantoja proposa la même question en séance secrète. Mais, comme on avait décidé que ce n'était point une affaire qui dût se traiter à huis-clos, le même député la renouvela dans la séance publique du 29 de ce mois de décembre. Don Alonso, député de la ville de Merida,

était un vieillard, brave homme, mais simple et borné, et moins propre encore à quelque chose que l'autre député, Laguna. Il présenta donc une exposition peu mesurée dans ses termes et d'aigre censure contre les cortès, ce qui montrait bien qu'elle était non-seulement d'une autre main, mais d'une personne étrangère à Cadix et peu amie de cette assemblée. L'écrit se terminait par différentes propositions, dont les plus essentielles étaient : « 1° qu'on nommât une « régence, et pour président une personne de sang « royal, à laquelle on accorderait le plein exercice « des pouvoirs assignés au roi dans la constitution ; « 2° que, dans le temps précis d'un mois après l'élec- « tion de la dite régence, on mît fin aux discussions « sur la constitution, et que les cortès fussent dis- « soutes ; 3° qu'on n'en convoquât plus jusqu'à l'an- « née 1813. » C'était, comme on voit, une conjuration peu déguisée et par trop grossière. Calatrava, ayant demandé qu'aux termes du règlement, l'auteur développât ses propositions, mit Don Alonso dans un tel embarras, qu'il resta tout confus et fut sur le point de nommer la personne qui les lui avait dictées. Mais ensuite, et prenant un ton plus grave, le même Calatrava s'écria : « Une poignée d'insolens opiniâtres se « servent de braves gens comme est le seigneur Vera, « qui n'a peut-être pas assez de lumières pour s'aper- « cevoir qu'il est leur dupe. Il est temps enfin de « leur ôter le masque. Des hommes pervers se servent « de ces instrumens pour discréditer les cortès et « allumer parmi nous la torche de la discorde... Qu'a « fait l'auteur de ces propositions, depuis quinze « mois que sont installées les cortès ? Quelles propo- « sitions a-t-il faites pour aider à leur tâche ? Quels « plans a-t-il présentés pour sauver la patrie ? Qu'on « examine les actes, qu'on fasse venir les dos- « siers de la secrétairerie ; là, on verra ce que cha-

« cun a fait. Qu'a fait et dit ce seigneur Véra pour « accuser maintenant les cortès ? Il dit qu'elles se « sont occupées d'affaires particulières : qui en a « soulevé d'autres ?... De quoi s'agit-il en cet écrit ? « De représenter les cortès comme la cause des fautes « du gouvernement, et c'est un député qui dit cela ?... « A quoi tendent ces propositions ? A discréditer les « cortès et le gouvernement. Cela ne peut venir que « de personnes mécontentes des réformes que l'on a « tentées. »

La discussion continua, et Argüellès ayant fait d'autres propositions, dans le sens inverse de celles du député Véra, on finit par approuver, le 1[er] janvier, trois de celles d'Argüellès, parmi lesquelles deux étaient importantes. L'une tendait à ce que « dans la « régence qu'on nommerait pour gouverner le « royaume conformément à la constitution, on ne fît « entrer aucune personne du sang royal, » et l'autre à ce que « l'on élût une commission dans le sein même « des cortès, pour qu'elle proposât les mesures qu'il « convenait de prendre tandis que le gouvernement « s'organisait, afin de mieux assurer la décision d'une « si importante affaire. » Les propositions de Véra n'eurent en conséquence aucune suite, et tombèrent d'elles-mêmes dans l'oubli.

Du reste, il devenait urgent de nommer une régence ; sur ce point l'opinion des députés était unanime. L'ancienne était usée déjà, et comme estropiée. Le premier point arrivait vite et facilement dans des temps de trouble et de détresse comme ceux-là ; le second provenait de l'absence presque continuelle de Don Joaquin Blake, qui venait d'ailleurs de se perdre entièrement en tombant prisonnier des Français à la prise de Valence.

Les cortès passèrent donc à l'élection de la nouvelle régence, et les partis, à cette occasion, se mi-

rent aussitôt sur leurs gardes. L'élection fut d'abord précédée par la présentation d'une liste de candidats et un examen des conditions que fit la commission nommée sur la proposition d'Argüellès. Il y eut sur ce point des discussions secrètes, longues et animées. A la fin, le 21 janvier, furent nommés régens « le « lieutenant-général duc del Infantado; Don Joaquin « Mosquera y Figueroa, membre du conseil suprême « des Indes; le lieutenant-général de la flotte, Don « Juan-Maria Villavicencio; Don Ignacio Rodriguez « de Vivas, du conseil de S. M., et le lieutenant-gé- « néral comte del Abisbal. » La présidence devait leur appartenir alternativement tous les six mois, dans l'ordre où leur élection avait été faite, qui est celui que nous venons de rapporter.

Ces messieurs, excepté le duc del Infantado, alors ambassadeur extraordinaire à Londres, prêtèrent serment devant les cortès le 22, et le même jour prirent possession de leur emploi. C'étaient les anti-réformateurs qui avaient fait en grande partie l'élection, parce que les Américains s'étaient réunis à eux, principalement pour celle du duc del Infantado, dans l'espoir qu'ainsi leurs prétentions et leurs candidats seraient mieux soutenus, espoir qui fut déçu complètement. La nomination fut mal reçue à Cadix, où le public entrevit tout d'abord de quel côté pencheraient les nouveaux régens.

Ceux qui cessaient leurs fonctions, bien qu'ils ne fussent pas les plus propres à un tel poste, se distinguèrent du moins par leur patriotisme et leurs saines intentions. Aussi les cortès les nommèrent-elles tous trois, Blake, Agar et Ciscar, du conseil d'état qui se formait, sans exclure le premier, quoiqu'il fût déjà sur le chemin de la France.

Auprès d'une assemblée aussi puissante que les cortès actuelles, l'importance du gouvernement était

fort rapetissée, et son autorité ne semblait plus aussi prépondérante que l'avait été celle des gouvernemens antérieurs. Aussi l'examen de son administration ne peut-il pas nous retenir aussi long-temps cette fois que nous retint celle de la junte centrale et de la première régence. Nous avons, d'ailleurs, parlé déjà de beaucoup d'affaires dont les cortès s'occupèrent, et qui s'entremêlaient avec celles du pouvoir exécutif. Les plus graves, sous le rapport diplomatique, furent celle de la médiation anglaise dans la question d'Amérique, et le commencement de l'alliance avec la Russie. Nous en avons fait mention précédemment, et elles étaient encore pendantes à cette époque.

Il n'y eut point de traité de subsides, ni aucun autre, après celui de 1809, avec l'Angleterre, qui diminuait ses secours directs, principalement en espèces, au gouvernement suprême, et réduisait, en général, ceux qu'elle fournissait encore à des anticipations sur les recettes d'Amérique, ou à des avances contre des traites sur les caisses de ces pays. Cependant les cortès avaient pris plusieurs mesures à l'égard des cotons, fort utiles aux manufactures britanniques. Par la première, du mois de mai 1811, on permit « que les étoffes fines de cette espèce, existantes « à cette époque dans les provinces d'Espagne, pussent être embarquées et conduites en Amérique, « dans le terme fixe de six mois, sous la condition « qu'à leur sortie de la Péninsule elles payassent les « droits qu'elles devaient acquitter à leur entrée « dans les provinces d'outre-mer, avec un rabais de « deux pour cent sur ces droits. » Ensuite, au mois de novembre de la même année, on donna plus de développement à la concession, qu'on étendit aux cotons ordinaires, en même temps qu'on prolongeait le terme de six mois. Qu'on juge quelle aura été l'introduction en Amérique de cette marchandise et

de beaucoup d'autres, sous le couvert de ces licences, et quels furent les bénéfices des sujets anglais !

La marine se maintint, à de légères différences près, dans le même état qu'auparavant. Il en fut de même des armées, car, si, d'un côté, l'on augmenta les quatrième, cinquième et sixième, et si l'on commença de former la septième, d'un autre côté, les pertes essuyées dans la Catalogne et celle, plus sensible encore, éprouvée à Valence, diminuèrent les première, deuxième et troisième armées et même aussi la quatrième. Au reste, les guérillas reçurent un accroissement notable, et chaque jour une meilleure organisation.

La rentrée des revenus, dans les provinces, était toujours variable et incertaine; mais les ressources en denrées s'accrurent au moyen d'un décret que rendirent les cortès, le 25 janvier 1811, ordonnant que, pour la subsistance des armées et la formation des magasins de vivres, outre les fruits en nature qui appartenaient au trésor en vertu des impôts appelés *excusado*, *noveno* et quelques autres, on appliquât, bien que sous condition de remboursement, la partie des dîmes qui ne serait pas strictement nécessaire à l'entretien alimentaire des ayant-droit. On décida ensuite que ce seraient les juntes de province qui détermineraient la cote de cet entretien. Ces corporations s'étaient propagées de plus en plus; il s'en était formé jusque sur les petits territoires de Tolède et d'Avila, et sur d'autres encore des pays occupés. Leur ordre et leur administration intérieurs avaient également continué de se perfectionner, au moyen du dernier règlement pour les juntes, lesquelles demeurèrent à la tête des provinces jusqu'à ce que, dans la suite, on eût peu à peu nommé les députations provinciales que créait la constitution.

A Cadix, le département des finances était toujours

administré directement par le gouvernement suprême, depuis qu'à la date du 31 octobre 1810, il avait annulé le contrat fait avec la junte de cette ville. Dans les deux derniers mois restant de la même année, les recettes montèrent à 56,740,380 réaux de vellon, dans lesquels sont compris 30,588,672 réaux amenés d'outre-mer par le vaisseau *Baluarte*. Les recettes de 1811, depuis le 1er janvier jusqu'au 31 décembre inclus, s'élevèrent à 201,678,121 réaux de vellon, parmi lesquels figurent 70,975,592 réaux provenant aussi d'Amérique : somme encore bien considérable, réunie à la précédente, au milieu des révolutions qui agitaient ces contrées. Le ministre anglais avança, dans le cours de cette même année, 15,758,200 réaux; on lui en restitua aussitôt 10,000,000, en lettres de change à vue sur les caisses de Lima, qu'alla toucher le capitaine anglais Fleming sur le vaisseau de guerre *l'Etendard*. Précédemment, au mois de décembre 1810, on avait également remis au consul de la même nation à Cadix, 6,000,000 de réaux, en remboursement de sommes prêtées.

Conséquemment, si l'état des affaires publiques ne s'était pas amélioré depuis l'installation de la régence dont les fonctions expiraient; si, au contraire, on avait essuyé des revers douloureux dans la partie militaire, on voit cependant que la cause de la nation n'était encore ni perdue, ni dénuée d'espérance. Cette opinion devient d'autant plus raisonnable, si l'on fait attention aux événemens arrivés en Portugal et à ceux qu'on pouvait prévoir; à la persévérance de nos armées; aux mouvemens perpétuels et à la multitude des guérillas; enfin, à l'impulsion que donnèrent au courage, qu'entretenaient les cortès par leurs mesures, la foule des réformes utiles et la nouvelle constitution.

Ce fut au milieu de ces circonstances, favorisée par quelques avantages, mais entourée de bien des obs-

tacles ; que commença de gouverner la régence des cinq, nouvellement nommée. Les cortès avaient modifié le règlement intérieur de cette régence, sur une proposition qu'avait formulée, le 21 octobre, Don Andrès Angel de la Vega Infanzon, député des Asturies, et le même que le lecteur a vu à Londres en 1808, homme d'une vaste capacité et de profondes connaissances. La modification du règlement intérieur devenait maintenant plus nécessaire, à cause des innovations que la constitution allait introduire. En conséquence, une commission spéciale à laquelle avait été renvoyée la proposition de Vega, accompagnée d'un projet du même député sur la matière, présenta un nouveau règlement, dont la discussion, commencée le 2 janvier, se termina le 24 du même mois, par l'approbation de l'avis de la commission. Celle-ci avait suivi presque en toutes choses les idées de Vega, qui avait observé de près et attentivement la méthode qui prévalait dans les secrétaireries d'Angleterre et le mode de procéder de ses ministres.

Le règlement nouveau se composait de trois chapitres : 1° des obligations et des pouvoirs de la régence; 2° de la manière dont la régence devait mettre ses mesures d'accord avec le conseil et les secrétaires d'état, et de la junte que ceux-ci devaient former entre eux; 3° de la responsabilité de la régence et de celle des secrétaires d'état. La discussion fut importante sur quelques points. Le premier chapitre n'était, pour ainsi dire, qu'une simple application des articles de la constitution, qui donnait à la régence à peu près les mêmes pouvoirs qu'avait le roi. On établissait très-sagement, dans le chapitre second, que les ministres formeraient entre eux une junte, et l'on réglait aussi de quelle manière leurs résolutions communes devaient être arrêtées, pour rendre effective leur responsabilité, dans le cas où elle serait encou-

rue. Cette proposition rencontra des contradicteurs. Quelques députés se souvinrent de la junte appelée d'*état* qu'avait introduite le comte de Floridablanca, en 1787, et au moyen de laquelle il s'était réellement converti en ministre universel de la monarchie. Mais ils ne faisaient point attention que ce qui pouvait être un mal dans un gouvernement absolu, en concentrant encore davantage l'autorité suprême, se changeait en bien et devenait nécessaire dans un gouvernement représentatif, tant pour mettre de l'accord dans les mesures, que pour résister aux grands empiètemens de la puissance législative. On spécifiait, dans le chapitre troisième, comme l'annonçait déjà son titre, la filière de formalités qui devaient précéder l'examen de la conduite des membres du gouvernement ou des ministres, et servir à décider quand échéait le cas d'instruire leur procès.

Lorsque ce règlement fut approuvé, que la régence eut été choisie et installée, qu'enfin on eut nommé, dans le mois de février, jusqu'à vingt conseillers d'état (l'élection du surplus était réservée pour de meilleurs temps), la puissance exécutive entra régulièrement en exercice, conformément aux bases de la nouvelle loi fondamentale. Il ne restait donc plus rien à faire en cette partie, que de signer la constitution, et de procéder enfin à sa *jura* et promulgation solennelle.

Le premier de ces actes eut lieu le 18 mars 1812. Les députés signèrent deux exemplaires manuscrits, desquels l'un devait être conservé dans les archives des cortès, l'autre remis à la régence. Cent quatre-vingt-quatre membres se présentèrent ; vingt autres étaient malades, ou absens avec permission. Parmi ceux d'Europe, il y avait non-seulement beaucoup de députés titulaires pour les provinces libres, mais beaucoup d'autres aussi pour les provinces occupées,

celles-ci ayant continué de mettre à profit, pour faire les élections, les courts momens où les laissaient respirer l'invasion et la vigilance françaises. On comptait également, parmi les députés américains, plusieurs membres venus des contrées les plus éloignées, comme le Pérou et les îles Philippines, choisis dans ces provinces par leurs propres municipalités.

Le 19, les députés et la régence prêtèrent serment à la constitution dans le salon des cortès. On choisit ce jour comme anniversaire de l'avénement de Ferdinand VII au trône. Les deux pouvoirs se rendirent ensuite à l'église del Carmen pour rendre grâces au Tout-Puissant. L'évêque de Calahorra officiait. Parmi les assistans, on comptait les membres du corps diplomatique, y compris le nonce du pape, les grands, plusieurs généraux, des magistrats, des officiers de palais, et des individus de toutes les classes. Dans la journée, on fit la promulgation avec les cérémonies d'usage, et il y eut, cette nuit et les suivantes, des réjouissances et des illuminations. Ceux qui mirent le plus de luxe à l'ornement de leurs hôtels, ce furent les ministres d'Angleterre et de Portugal, principalement ce dernier, le marquis de Palmella.

Bien que le jour fût pluvieux, cette circonstance ne diminua rien à l'allégresse. Les députés se voyaient partout accablés d'éloges et d'applaudissemens, et le plus grand nombre les bénissaient pour avoir réalisé les espérances conçues à l'installation des cortès. De toutes parts, on n'entendait que des *vivats* et de joyeuses clameurs; au théâtre, dans les rues, dans les places, on entonnait à l'envi des chansons patriotiques composées à l'occasion d'une fête si chère. Enivrés de plaisir et de joie, les habitans ne faisaient pas même attention aux bombes, très-fré-

quentes à cette époque, et qui, ayant atteint déjà la place San-Antonio, menaçaient les édifices voisins, où les régens et les cortès tenaient leurs séances. Plus tard, mais non pour ce motif, on en changea la place. Au contraire, l'opiniâtreté des Français fortifiait les Espagnols dans leur résolution, et rehaussait ainsi, plus encore que dans l'île de Léon, la situation du gouvernement légitime et celle des cortès, déjà magnifique par l'inaltérable constance de ces deux autorités, par leurs sages décisions, par les périls de la tâche à laquelle étaient venus prendre part des députés de contrées si lointaines et si diverses, des hommes de races si différentes.

Pour perpétuer la mémoire de cette publication de la constitution, des médailles furent frappées, avec le produit de dons considérables. Les beaux-esprits espagnols célébrèrent aussi, en prose et en vers, un si heureux événement : dans plusieurs compositions brillèrent le talent et le bon goût ; dans toutes, le plus ardent patriotisme.

Avec autant d'allégresse et d'aussi brillantes fêtes, la constitution fut jurée et promulguée dans l'île de Léon, puis successivement dans les autres provinces et armées de l'Espagne, qui montrèrent à l'envi leur satisfaction et leur adhésion complète. C'est ce que firent également les corporations, soit civiles, soit ecclésiastiques ; c'est ce que firent une multitude de particuliers qui adressaient au congrès national leurs complimens et leurs félicitations. Les journaux et les écrits du temps démontrent la vérité de ces faits, et donnent, par malheur, un trop éclatant témoignage de la fragilité et des continuelles variations du cœur humain. L'enthousiasme s'étendit ensuite aux pays d'outre-mer, et, de ces régions éloignées, comprises encore dans l'empire espagnol, on prodigua aux cortès de vifs et pompeux éloges.

En effet, la constitution se montrait comme fermement établie; mais, s'il est vrai que la liberté ait jeté des racines dont il faut à la fin attendre des fruits, cependant cette loi fondamentale, bien qu'établie alors dans tout le royaume, bien que rétablie, quelques années après, aux applaudissemens universels, renversée toujours, paraît destinée à passer, ainsi que le disait un ancien de la vie, comme *le songe d'une ombre*.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.



